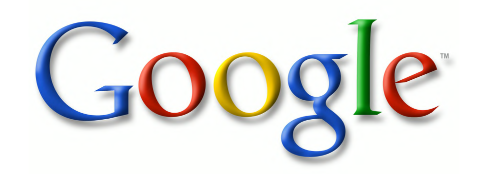



ΕΙΣ ΦΑΟΣ

HISTOIRE

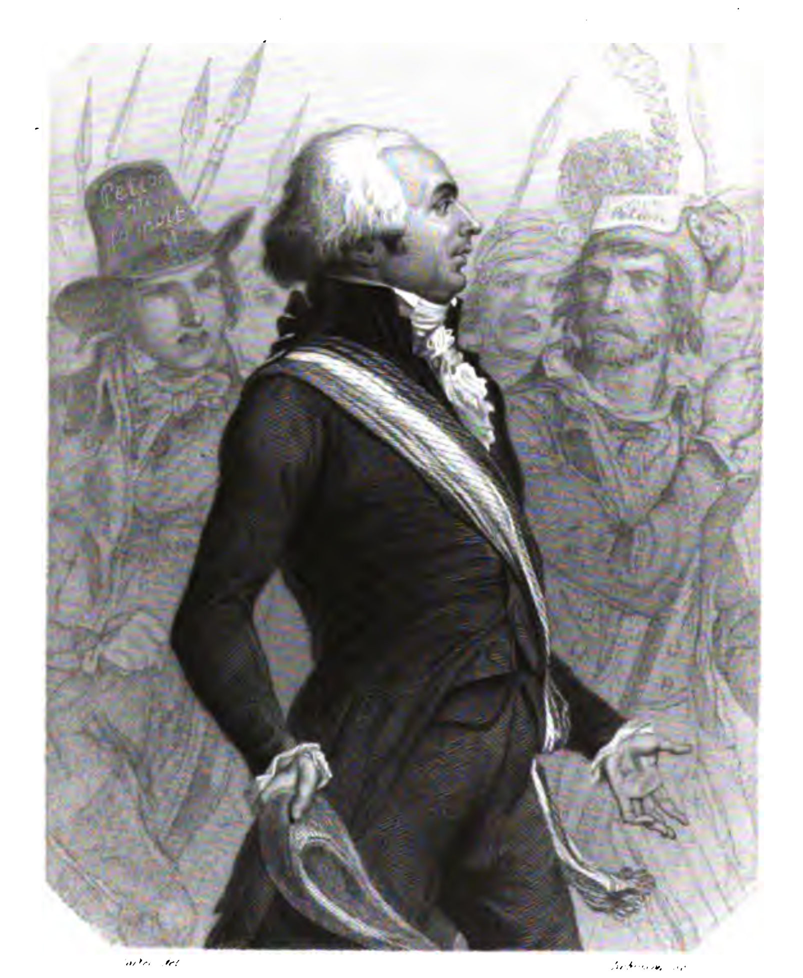
DES

GIRONDINS

TOME DEUXIÈME

PARIS. IMPRIMÉ PAR PLON FRÈRES,

36, RUE DE VAUGIRARD.



PÉTION.

Paris Publié par Furne

HISTOIRE

DES

GIRONDINS

PAR M.

A. DE LAMARTINE

TOME DEUXIÈME

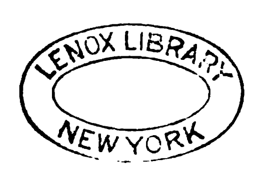


PARIS

FURNE ET Cie — W. COQUEBERT

ÉDITEURS

MDCCCXLVII


LENOX LIBRARY
NEW YORK

HISTOIRE

DES

GIRONDINS

LIVRE HUITIÈME.

I.

Pendant que le roi, isolé au sommet de la constitution, cherchait son aplomb, tantôt dans de dangereuses négociations avec l'étranger, tantôt dans d'imprudentes tentatives de corruption à l'intérieur; des hommes, les uns Girondins, les autres Jacobins, mais confondus encore sous la dénomination commune de patriotes, commencèrent à se réunir et à former le noyau d'une grande opinion républicaine : c'étaient *Péthion*, *Robespierre*, *Brissot*, *Buzot*, *Vergniaud*, *Guadet*, *Gensonné*, *Carra*, *Louvet*, *Ducos*, *Fonfrède*, *Duperret*, *Sillery-Genlis*, et plusieurs autres dont les noms ne sont guère sortis de l'obscurité.

Le foyer d'une jeune femme, fille d'un graveur du quai des Orfévres, fut le centre de cette réunion. Ce fut là que les deux plus grands partis de la Révolution, la Gironde et la Montagne, se rencontrèrent, s'unirent, se divisèrent, et, après avoir conquis le pouvoir et renversé ensemble la monarchie, déchirèrent de leurs dissensions le sein de leur patrie, et tuèrent la liberté en s'entre-tuant. Ce n'était ni l'ambition, ni la fortune, ni la célébrité qui avaient successivement attiré ces hommes chez cette femme, alors sans crédit, sans luxe et sans nom; c'était la conformité d'opinion; c'était ce culte recueilli que les esprits d'élite aiment à rendre en secret comme en public à une vérité nouvelle qui promet le bonheur aux hommes; c'était l'attraction invisible d'une foi commune, cette communion des premiers néophytes dans la religion de la philosophie, où l'on sent le besoin d'unir ses âmes avant d'associer ses actes. Tant que les pensées communes entre les hommes politiques n'ont pas trouvé ce centre où elles se fécondent et s'organisent par le contact, rien ne s'accomplit. Les révolutions sont des idées, c'est cette communion qui fait les partis.

L'âme brûlante et pure d'une femme était digne de devenir le centre où convergeraient tous les rayons de la vérité nouvelle pour s'y féconder à la chaleur de son cœur et pour y allumer le bûcher des vieilles institutions. Les hommes ont le génie

de la vérité, les femmes seules en ont la passion. Il faut de l'amour au fond de toutes les créations; il semble que la vérité a deux sexes, comme la nature. Il y a une femme à l'origine de toutes les grandes choses; il en fallait une au principe de la Révolution. On peut dire que la philosophie trouva cette femme dans madame Roland.

L'historien, entraîné par le mouvement des événements qu'il retrace, doit s'arrêter devant cette sévère et touchante figure, comme les passants s'arrêtèrent pour remarquer ses traits sublimes et sa robe blanche sur le tombereau qui conduisait des milliers de victimes à la mort. Pour la comprendre, il faut la suivre de l'atelier de son père jusqu'à l'échafaud. C'est pour la femme surtout que le germe de la vertu est dans le cœur; c'est presque toujours dans la vie privée que repose le secret de la vie publique.

II.

Jeune, belle, rayonnante de génie, mariée depuis peu à un homme austère dont les années touchaient à la vieillesse, à peine mère d'un premier enfant, madame Roland était née dans cette condition intermédiaire où les familles, à peine émancipées par le travail, sont pour ainsi dire amphibies entre le prolétariat et la bourgeoisie, et retiennent dans leurs mœurs les vertus et la simplicité du peuple en par-

ticipant déjà aux lumières de la société. A l'époque où les aristocraties tombent, c'est là que les nations se régénèrent. La sève des peuples est là. C'est là qu'était né Jean-Jacques Rousseau, le type viril de madame Roland. Un portrait de son enfance représente la jeune fille dans l'atelier de son père, tenant d'une main un livre, de l'autre l'outil du graveur. Ce portrait est la définition symbolique de la condition sociale où était née madame Roland, au point précis entre le travail des mains et la pensée.

Son père, *Gratien Phlippon*, était graveur et peintre en émail. Il joignait à ces deux professions le commerce des diamants et des bijoux. C'était un homme aspirant toujours plus haut que ses forces, un aventurier d'industrie, qui brisait sans cesse sa modeste fortune en voulant l'étendre à la proportion de ses rêves et de son ambition. Il adorait sa fille et ne se contentait pas pour elle des perspectives de l'atelier. Il lui donnait l'éducation des plus hautes fortunes comme la nature lui avait donné le cœur des plus grandes destinées. On sait ce que des caractères comme celui de cet homme apportent à la fois de chimères, de gêne et de malheur dans leur intérieur.

La jeune fille grandissait dans cette atmosphère de luxe d'esprit, et de ruine réelle. Douée d'un jugement prématuré, elle démêlait déjà ces déréglements de famille; elle se réfugiait dans la raison de sa

mère contre les illusions de son père et contre les pressentiments de l'avenir.

Marguerite Bimont, c'était le nom de sa mère, avait apporté à son mari une beauté sereine et une âme supérieure aussi à sa destinée ; mais une piété angélique et la résignation qu'elle inspire la prémunissaient à la fois contre l'ambition et contre le désespoir. Mère de sept enfants qui tous lui avaient été arrachés du sein par la mort, elle avait concentré sur sa fille unique toute sa puissance d'aimer. Mais son amour même la garantissait de toute faiblesse dans l'éducation qu'elle donnait à son enfant. Elle tenait dans un juste équilibre son cœur et son intelligence, son imagination et sa raison. Le moule où elle jetait cette jeune âme était gracieux ; mais il était d'airain. On eût dit qu'elle prévoyait de loin les destinées de cette enfant et qu'elle mêlait à tous les accomplissements de la jeune fille ce quelque chose de mâle qui fait les héros et les martyrs.

La nature s'y prêtait admirablement. Elle avait donné à son élève une intelligence supérieure encore à sa ravissante beauté. Cette beauté de ses premières années, dont elle a tracé elle-même les principaux traits avec une complaisance enfantine dans les pages heureuses de ses Mémoires, était loin d'avoir acquis le caractère d'énergie, de mélancolie et de majesté que lui donnèrent plus tard l'amour contenu, les pensées viriles et le malheur.

Une taille élevée et souple, des épaules effacées, une poitrine large, soulevée par une respiration libre et forte; une attitude modeste et décente, cette pose du cou qui caractérise l'intrépidité; des cheveux noirs et lisses, des yeux bleus brunis par l'ombre de la pensée, un regard qui passait, comme l'âme, de la tendresse à l'énergie, un nez de statue grecque, une bouche un peu grande, ouverte au sourire comme à la parole, des dents éclatantes, un menton relevé et arrondi donnant à l'ovale de sa figure cette grâce voluptueuse et féminine sans laquelle la beauté même ne produit pas l'amour, une peau marbrée des teintes de la vie et veinée d'un sang qui se portait à la moindre impression sur ses joues rougissantes, un son de voix qui empruntait ses vibrations aux fibres graves de la poitrine et qui se modulait profondément aux mouvements mêmes du cœur (don précieux, car le son de voix, qui est la communication de l'émotion dans la femme, est le véhicule de la persuasion dans l'orateur; à ces deux titres la nature lui devait le charme de sa voix et elle le lui avait donné) : tel était à dix-huit ans le portrait de cette jeune fille que l'obscurité couva longtemps dans son ombre, comme pour préparer à la vie et à la mort une âme plus forte et une victime plus accomplie.

III.

Son intelligence éclairait cette enveloppe d'une lueur précoce et soudaine qui ressemblait déjà à l'inspiration. Elle aspirait, pour ainsi dire, les connaissances les plus difficiles en les épelant. Ce qu'on enseigne à son âge et à son sexe ne lui suffisait pas. La mâle éducation des hommes était un besoin et un jeu pour elle. Son esprit puissant avait besoin de tous les instruments de la pensée comme d'un exercice. Religion, histoire, philosophie, musique, peinture, danse, sciences exactes, chimie, langues étrangères et langues savantes, elle apprenait tout et désirait plus. Elle formait elle-même sa pensée de tous les rayons que l'obscurité de sa condition laissait arriver jusqu'au laboratoire de son père. Elle dérobait même furtivement les livres que les jeunes apprentis apportaient et oubliaient pour elle dans l'atelier. Jean-Jacques Rousseau, Voltaire, Montesquieu, les philosophes anglais lui tombèrent ainsi dans les mains. Mais sa véritable nourriture, c'était Plutarque.

« Je n'oublierai jamais, dit-elle, le carême de » 1763, pendant lequel j'emportai tous les jours ce » livre à l'église en guise de livre de prières ; c'est » de ce moment que datent les impressions et les » idées qui me rendirent républicaine sans que je » songeasse alors à le devenir. » Après *Plutarque*,

ce fut *Fénelon* qui émut le plus son cœur. Le *Tasse* et les poètes vinrent ensuite. L'héroïsme, la vertu et l'amour devaient se verser de ces trois vases ensemble dans l'âme d'une femme destinée à cette triple palpitation des grandes impressions.

Au milieu de cet embrasement de son âme, sa raison restait froide et sa pureté sans tache. A peine confesse-t-elle de légères et fugitives émotions du cœur et des sens. « En les lisant derrière le para» vent qui fermait ma chambre dans la salle de mon » père, écrit-elle, ma respiration s'élevait, je sentais » un feu subit couvrir mon visage, et ma voix alté» rée aurait trahi mon agitation. J'étais Eucharis » pour Télémaque, Herminie pour Tancrède. Cepen» dant, toute transformée en elles, je ne songeais » pas à être moi-même quelque chose pour personne. » Je ne faisais point de retour sur moi, je ne cher» chais rien autour de moi; c'était un rêve sans » réveil. Cependant je me rappelle avoir vu avec » beaucoup de tremblement un jeune peintre, nommé » *Taboral*, qui venait parfois chez mon père; il avait » peut-être vingt ans, une voix douce, une figure » sensible, rougissante comme une jeune fille. Lors» que je l'entendais dans l'atelier, j'avais toujours » un crayon ou autre chose à y aller chercher; mais, » comme sa présence m'embarrassait autant qu'elle » m'était agréable, je ressortais plus vite que je n'é» tais entrée, avec un battement de cœur et un

» tremblement que j'allais cacher dans mon petit » cabinet. »

Bien que sa mère fût très-pieuse, elle n'interdisait aucune de ces lectures à sa fille. Elle voulait lui inspirer la religion et non la lui commander; pleine de bon sens et de tolérance, elle la livrait avec confiance à sa raison et ne voulait ni comprimer ni tarir la sève qui devait plus tard porter son fruit dans ce cœur. Une religion servile et non volontaire lui paraissait une dégradation et un esclavage que Dieu ne pouvait accepter comme un tribut digne de lui. L'âme pensive de sa fille se portait naturellement vers ces grands objets du bonheur et du malheur éternel, elle dut plonger plus jeune et plus profondément qu'une autre dans l'infini. Le règne du sentiment s'ouvrit en elle par l'amour de Dieu. Le sublime délire de ses contemplations pieuses embellit et préserva les premières années de son adolescence, résigna les autres à la philosophie, et semblait devoir la préserver à jamais des orages des passions. Sa dévotion fut ardente; elle prit les teintes de son âme, aspira au cloître et rêva le martyre. Entrée au couvent, elle s'y trouva un moment heureuse, donnant sa pensée au mysticisme et son cœur à de premières amitiés. La régularité monotone de cette vie endormait doucement l'activité de ses méditations. Aux heures de liberté, elle ne jouait pas avec ses compagnes; elle se retirait sous quelque arbre pour lire et

rêver. Sensible, comme Rousseau, à la beauté du feuillage, au bruissement de l'herbe, au parfum des plantes, elle admirait la main de Dieu et la baisait dans ses œuvres. Débordant de reconnaissance et de joie intérieure, elle allait l'adorer à l'église. Là, les sons majestueux de l'orgue s'associant à la voix des jeunes religieuses achevaient de la ravir en extase. La religion catholique a toutes les fascinations mystiques pour les sens, et les voluptés pour l'imagination. Une novice prit le voile pendant ce séjour au couvent. Sa présentation à la grille, son voile blanc, sa couronne de roses, les chants suaves et calmes qui la conduisaient du monde au ciel, le drap mortuaire jeté sur sa beauté ensevelie et sur ce cœur palpitant firent tressaillir la jeune artiste et l'inondèrent de larmes. Sa destinée lui offrait l'image des grands sacrifices. Elle en pressentait d'avance en elle le courage et le déchirement.

IV.

Le charme et l'habitude de ces sensations religieuses ne s'effacèrent jamais en elle. La philosophie, qui devint bientôt son seul culte, dissipa la foi, mais laissa survivre ces impressions. Elle ne put assister sans attrait et sans respect aux cérémonies du culte dont sa raison avait répudié les mystères. Le spectacle d'hommes faibles réunis pour adorer et implo-

rer le père des hommes touchait sa pensée. La musique l'enlevait au ciel. Elle sortait des temples chrétiens plus heureuse et meilleure, tant les souvenirs de l'enfance se reflètent et se prolongent sur la vie la plus agitée.

Ce goût passionné de l'infini et ce sentiment pieux de la nature continuèrent à l'enivrer quand elle fut rentrée chez son père. « La situation de la maison » paternelle n'avait point, dit-elle, le calme solitaire » du couvent. Cependant beaucoup d'air, un grand » espace s'offraient encore du haut de notre demeure, » près du *Pont-Neuf*, à mon imagination rêveuse et » romantique. Combien de fois, de ma fenêtre ex- » posée au nord, j'ai contemplé avec émotion les » vastes déserts du ciel, sa voûte superbe, azurée, » splendidement dessinée, depuis le levant bleuâtre, » loin derrière le *Pont-au-Change*, jusqu'au couchant » doré d'une lueur de pourpre mourante derrière » les arbres des Champs-Élysées et les maisons de » Chaillot! Je ne manquais pas d'employer ainsi » quelques moments à la fin d'un beau jour; et sou- » vent des larmes douces coulaient délicieusement » de mes yeux, tandis que mon cœur, gonflé d'un » sentiment inexprimable, heureux de battre et re- » connaissant d'exister, offrait à l'être des êtres un » hommage pur et digne de lui. » Hélas! quand elle écrivait ces lignes, elle ne voyait plus que dans son âme ce pan si rétréci du ciel de Paris, et le souve-

nir de ces soirées resplendissantes n'éclairait que d'une illusion fugitive les murs de son cachot.

V.

Mais alors elle était heureuse, entre sa tante Angélique et sa mère, dans ce qu'elle appelle ce beau quartier de l'île Saint-Louis. Sur ces quais alignés, sur ce rivage tranquille, elle prenait l'air dans les soirs d'été, considérant le cours gracieux de la rivière et la campagne qui se dessinait au loin. Elle traversait aussi, le matin, ces quais dans un saint zèle, pour aller à l'église, sans rencontrer dans ce chemin désert aucune distraction à son recueillement. Son père, qui lui permettait de hautes études et qui s'enivrait des succès de sa fille, voulut pourtant l'initier à son art et la fit commencer à graver. Elle apprit à tenir le burin et y réussit comme à toute chose. Elle n'en tirait pas encore de salaire; mais à l'époque de la fête de ses grands parents elle leur portait, pour son tribut, tantôt une tête qu'elle s'était appliquée à dessiner dans cette intention, tantôt une petite plaque en cuivre bien propre sur laquelle elle avait gravé des emblèmes ou des fleurs; on lui donnait, en retour, des bijoux ou des objets destinés à sa parure, qu'elle confesse avoir toujours recherchés.

Mais ce goût, naturel à son sexe et à son âge, ne

la détachait pas des occupations les plus humbles du ménage. Elle ne rougissait pas, après avoir paru, le dimanche, à l'église ou à la promenade, dans une toilette enviée, d'aller, dans la semaine, en robe de toile, au marché à côté de sa mère. Elle descendait même seule pour acheter, à quelques pas de la maison, du persil ou de la salade, que la ménagère avait oubliés. Bien qu'elle se sentît un peu ravalée par ces soins domestiques, qui la faisaient descendre des hauteurs de son Plutarque, ou du ciel de ses rêves, elle y mettait tant de grâce associée à une dignité si naturelle que la fruitière se faisait un plaisir de la servir avant ses autres pratiques, et que les premiers arrivés ne s'offensaient pas de ce privilége. Cette jeune fille, cette Héloïse future du 18ᵉ siècle, qui lisait les ouvrages sérieux, qui expliquait les cercles de la sphère céleste, maniait le crayon et le burin, et qui roulait déjà des mondes de pensées hardies et de sentiments passionnés dans son âme, était souvent appelée à la cuisine pour éplucher les herbes. Ce mélange d'études graves, d'exercices élégants et de soins domestiques, ordonnés, assaisonnés par la sagesse de sa mère, semblait la préparer de loin aux vicissitudes de sa fortune, et l'aida, plus tard, à les supporter. C'était encore *Rousseau* aux Charmettes, rangeant le bûcher de madame de Warens de la main qui devait écrire le *Contrat social;* ou *Philopœmen* coupant son bois.

VI.

Du fond de cette vie retirée, elle apercevait quelquefois le monde supérieur qui brillait au-dessus d'elle; les éclairs qui lui découvraient la haute société offensaient ses regards plus qu'ils ne l'éblouissaient. L'orgueil de ce monde aristocratique qui la voyait, sans la compter, pesait sur son âme. Une société où elle n'avait pas son rang lui semblait mal faite. C'était moins de l'envie que de la justice révoltée en elle. Les êtres supérieurs ont leur place marquée par leur nature, et tout ce qui les en écarte leur semble une usurpation. Ils trouvent la société souvent inverse de la nature, ils se vengent en la méprisant. De là la haine du génie contre la puissance. Le génie rêve un ordre de choses où les rangs seraient assignés par la nature et par la vertu. Ils le sont presque toujours par la naissance, cette faveur aveugle de la destinée. Il y a peu de grandes âmes qui ne sentent en naissant la persécution de la fortune, et qui ne commencent par une révolte intérieure contre la société. Elles ne s'apaisent qu'en se décourageant. D'autres se résignent, par une compréhension plus haute, à la place que Dieu leur assigne. Servir humblement le monde est encore plus beau que le dominer. Mais c'est là le comble de la vertu. La religion y conduit en un jour, la phi-

losophie n'y conduit que par une longue vie, par le malheur et par la mort. Il y a des jours où la plus haute place du monde c'est un échafaud.

VII.

La jeune fille, conduite une fois par sa grand' mère dans une maison aristocratique dont ses humbles parents étaient, pour ainsi dire, les *affranchis*, fut violemment blessée du ton de supériorité caressante avec lequel on traita sa grand'mère et elle-même. « Ma fierté s'étonna, dit-elle, mon sang » bouillonna plus fort qu'à l'ordinaire, je me sentis » rougir. Je ne me demandais pas encore pourquoi » telle femme était assise sur le canapé et ma grand' » mère sur le tabouret; mais j'avais le sentiment » qui conduit à cette réflexion, et je vis arriver la » fin de la visite comme un soulagement à quelque » chose qui oppresse. »

Une autre fois, on la mena passer huit jours à Versailles, dans le palais de ce roi et de cette reine dont elle devait un jour saper le trône. Logée dans les combles, chez une femme de la domesticité du château, elle vit de près ce luxe royal qu'elle croyait payé par la misère des peuples, et cette grandeur des rois élevée sur la servilité des courtisans. Les grands couverts, les promenades, le jeu du roi, les présentations passèrent sous ses yeux dans toute

leur vanité et dans toute leur pompe. Ces superstitions du pouvoir répugnèrent à cette âme nourrie, par les philosophes, de vérité, de liberté et de vertu antique. Les noms obscurs, le costume bourgeois des parents qui la conduisaient à ce spectacle, ne laissaient tomber sur elle que des regards sans attention et quelques mots qui sentaient moins la faveur que la protection. Le sentiment de sa jeunesse, de sa beauté et de son mérite, inaperçus de cette foule qui n'adorait que la faveur ou l'étiquette, lui pesait sur le cœur. La philosophie, la fierté naturelle, l'imagination et la rigidité de son âme étaient également blessées dans ce séjour. « J'aimais mieux, dit- » elle, les statues des jardins que les personnages du » palais. » Et sa mère lui demandant si elle était contente du voyage : « Oui, répondit-elle, pourvu qu'il » finisse bientôt; encore quelques jours et je détes- » terais tant les gens que je vois, que je ne saurais » plus que faire de ma haine. — Quel mal te font- » ils? » répliqua sa mère. « Sentir l'injustice et con- » templer l'absurdité. » En voyant ces splendeurs du despotisme de Louis XIV, qui s'éteignaient dans la corruption, elle songeait à Athènes; et elle oubliait la mort de Socrate, l'exil d'Aristide, la condamnation de Phocion. « Je ne prévoyais pas, dit-elle tristement en écrivant ces lignes, que la destinée me » réservait à être témoin de crimes pareils à ceux » dont ils furent les victimes et à participer à la

» gloire de leurs martyres après avoir professé leurs » principes. »

Ainsi l'imagination, le caractère et les études de cette femme la préparaient, à son insu, pour la république. La religion seule, alors si puissante sur elle, aurait pu la retenir dans la résignation qui soumet les pensées à l'ordre de Dieu. Mais la philosophie devint sa foi : cette foi fit partie de sa politique. L'émancipation des peuples se lia dans sa pensée à l'émancipation des idées. Elle crut, en renversant les trônes, travailler pour les hommes, et, en renversant les autels, travailler pour Dieu. Telle est la confession qu'elle fait elle-même de son changement.

VIII.

Cependant cette jeune fille attirait déjà de nombreux prétendants à sa main. Son père voulait la marier dans la classe à laquelle il appartenait lui-même. Il aimait, il estimait le commerce parce qu'il le regardait comme la source de la richesse. Sa fille le méprisait parce qu'il était, à ses yeux, la source de l'avarice et l'aliment de la cupidité. Les hommes de cette condition lui répugnaient. Elle voulait, dans son mari, des idées et des sentiments analogues aux siens. Son idéal était une âme et non une fortune. « Nourrie, dès mon enfance, dans le commerce des » grands hommes de tous les âges, familiarisée avec

» les hautes idées et les grands exemples, n'aurai-je » vécu avec Platon, avec tous les philosophes, avec » tous les poètes, avec tous les politiques de l'anti- » quité, que pour m'unir à un marchand qui ne jugera » et ne sentira rien comme moi? »

Celle qui écrivait ces lignes était dans ce moment même demandée à ses parents par un riche boucher du voisinage. Elle refusait tout. « Je ne des- » cendrai pas du monde de mes nobles chimères, ré- » pondait-elle aux instances sans cesse renouvelées » de son père. Ce que je veux, ce n'est pas une con- » dition, c'est un homme. Je mourrai dans l'isolement » plutôt que de prostituer mon âme dans une union » avec un être qui ne la comprendrait pas. »

Privée de sa mère par une mort prématurée, seule dans la maison d'un père où le désordre s'introduisait avec de secondes amours, la mélancolie gagnait son âme mais ne la surmontait pas. Elle se recueillait davantage en elle-même pour rassembler ses forces contre l'isolement et contre l'infortune. La lecture de l'*Héloïse* de Rousseau, qu'on lui prêta alors, fit sur son cœur le même genre d'impression que Plutarque avait fait sur son esprit. Plutarque lui avait montré la liberté, Rousseau lui fit rêver le bonheur. L'un l'avait fortifiée, l'autre l'attendrit. Elle éprouva le besoin d'épancher son âme. La tristesse fut sa muse sévère. Elle commença à écrire pour se consoler dans l'entretien de ses propres pensées. Sans aucune intention

de devenir écrivain, elle acquit par ces exercices solitaires cette éloquence dont elle anima plus tard ses amis.

IX.

Ainsi mûrissait cette femme patiente et résolue à la fois envers sa destinée, quand elle crut avoir trouvé l'homme antique rêvé depuis si longtemps par son imagination. Cet homme était Roland de la Platière.

Il lui fut présenté sous les auspices d'une de ses jeunes amies d'enfance mariée à Amiens, où Roland exerçait alors les fonctions d'inspecteur des manufactures. « Tu recevras cette lettre, lui écrivait l'amie, » par le philosophe dont je t'ai quelquefois parlé, » M. Roland, homme éclairé, de mœurs antiques, » à qui on ne peut reprocher que son culte pour les » anciens, son mépris pour son siècle et sa trop haute » estime de sa propre vertu... Ce portrait, dit-elle, » était juste et bien saisi. Je vis un homme de près » de cinquante ans, haut de stature, négligé dans » son attitude, avec cette espèce de roideur que » donne l'habitude de l'isolement; mais ses manières » étaient simples et faciles, et, sans avoir l'élégance » du monde, elles alliaient la politesse de l'homme » bien né à la gravité du philosophe. Une grande » maigreur, le teint accidentellement jaune, le front » déjà peu garni de cheveux et très-découvert n'al- » téraient point des traits réguliers mais peu sédui-

» sants. Au reste, un sourire fin et une vive expres-
» sion développaient sa physionomie et la faisaient
» sortir comme une figure nouvelle quand il s'animait
» en parlant ou en écoutant. Sa voix était mâle, son
» parler bref comme celui d'un homme qui n'aurait
» pas l'haleine longue; son discours, plein de choses,
» parce que sa tête était remplie d'idées, occupait
» l'esprit plus qu'il ne flattait l'oreille. Sa diction
» était quelquefois piquante, mais revêche et sans
» harmonie. C'est un don rare et bien puissant sur
» les sens, ajoute-t-elle, que ce charme de la voix;
» il ne tient pas seulement à la qualité du son, il ré-
» sulte aussi de cette délicatesse de sensibilité qu
» varie l'expression en modifiant l'accent. » C'était
dire assez que Roland en était dépourvu.

X.

Roland, né dans une famille d'honnête bourgeoisie qui occupait des emplois de magistrature et prétendait à la noblesse, était le dernier de cinq frères. On le destinait à l'église. Pour fuir cette destinée, qui lui répugnait, il quitta à dix-neuf ans la maison paternelle et se réfugia à Nantes. Entré chez un armateur, il se préparait à passer aux Indes, pour s'y adonner au commerce, quand une maladie l'arrêta au moment de s'embarquer. Un de ses parents, inspecteur des manufactures, le recueillit à Rouen

et le fit entrer dans ses bureaux. Cette administration, animée de l'esprit de *Turgot*, touchait par les procédés des arts à toutes les sciences et par l'économie politique aux plus hauts problèmes de gouvernement. Elle était peuplée de philosophes. Roland s'y distingua. Le gouvernement l'envoya en Italie, pour y étudier la marche du commerce.

Il s'éloigna avec peine de sa jeune amie et lui écrivit régulièrement des lettres scientifiques destinées à servir de notes à l'ouvrage qu'il se proposait d'écrire sur l'Italie, lettres dans lesquelles le sentiment se révélait sous la science, plus semblables aux études d'un philosophe qu'aux entretiens d'un amant.

A son retour, elle revit en lui un ami; son âge, sa gravité, ses mœurs, ses habitudes laborieuses le lui firent considérer comme un sage qui n'existait que par la raison. Dans l'union qu'ils méditaient, et qui ressemblait moins à l'amour qu'aux associations antiques des jours de Socrate et de Platon, l'un cherchait un disciple plus qu'une femme, l'autre épousait un maître plus qu'un mari. M. Roland retourna à Amiens. Il écrivit de là au père pour lui demander la main de sa fille. Celui-ci refusa sèchement. Il craignait dans M. Roland, dont l'austérité lui répugnait, un censeur pour lui, un tyran pour sa fille. Informée de ce refus par son père, celle-ci s'indigna et entra dans un couvent, dénuée

de tout. Elle y vécut des aliments les plus grossiers, qu'elle préparait de ses mains. Elle s'y plongea dans l'étude, elle y fortifia son cœur contre l'adversité. *Elle se vengea à mériter le bonheur du sort qui ne le lui accordait pas*. Le soir, une visite d'un de ses amis; le jour, une heure de promenade dans un jardin entouré de hautes murailles; ce sentiment de force qui fait qu'on se roidit contre le sort; cette mélancolie qui attendrit l'âme sur elle-même et la nourrit de sa propre sensibilité, l'aidèrent à passer les longs mois d'hiver de sa captivité volontaire.

Un sentiment d'amertume intérieure empoisonnait cependant pour elle jusqu'à son sacrifice. Elle se disait que ce sentiment n'était pas récompensé : elle s'était flattée que M. Roland, en apprenant sa résolution et sa retraite, serait accouru pour l'arracher à son couvent et confondre leur destinée. Le temps s'écoulait, Roland ne venait pas, il écrivait à peine. Il vint enfin après six mois. Il s'enflamma de nouveau en revoyant son amie derrière une grille; il se détermina à lui offrir sa main, elle l'accepta. Mais tant de calculs, d'hésitation, de froideur avaient enlevé le peu d'illusion qui pouvait rester à la jeune captive et réduit les sentiments à une sévère estime. Elle se dévoua plutôt qu'elle ne se donna. Il lui parut beau de s'immoler au bonheur d'un homme de bien : mais elle accom-

plit ce sacrifice avec tout le sérieux de la raison et sans aucun enthousiasme de cœur. Son mariage fut pour elle un acte de vertu, dont elle jouit non parce qu'il était doux, mais parce qu'il lui parut sublime.

L'élève passionnée de Jean-Jacques Rousseau se retrouve à cette époque décisive de son existence. Le mariage de madame Roland est une imitation évidente de celui d'Héloïse épousant M. de Volmar. Mais l'amertume de la réalité ne tarde pas à percer sous l'héroïsme de son dévouement. « A force, » dit-elle elle-même, de m'occuper de la félicité de » l'homme à qui je m'associai, je m'aperçus qu'il » manquait quelque chose à la mienne. Je n'ai pas » cessé un seul instant de voir dans mon mari un » des hommes les plus estimables qui existent et » auquel je pouvais m'honorer d'appartenir; mais » j'ai senti souvent qu'il manquait entre nous de » parité, que l'ascendant d'un caractère dominateur, » joint à celui de vingt années de plus que mon » âge, rendait de trop une de ces deux supériorités. » Si nous vivions dans la solitude, j'avais des » heures quelquefois pénibles à passer. Si nous » allions dans le monde, j'y étais aimée de gens » dont je m'apercevais que quelques-uns pourraient » trop me toucher. Je me plongeai dans le travail » de mon mari, je me fis son copiste, son correc- » teur d'épreuves; j'en remplissais la tâche avec

» une humilité sans murmures qui contrastait avec
» un esprit aussi libre et aussi exercé que le mien.
» Mais cette humilité coulait de mon cœur. Je res-
» pectais tant mon mari, que j'aimais à supposer
» toujours qu'il était supérieur à moi; j'avais si peur
» d'une ombre sur son visage, il tenait tant à ses
» opinions, que je n'ai acquis que bien tard la force
» de le contredire. Je joignais à ces travaux ceux
» du ménage; m'étant aperçue que sa délicate santé
» ne s'accordait pas de tous les régimes, je prenais
» le soin de lui préparer moi-même ses aliments.
» Je restai avec lui quatre ans à Amiens. J'y devins
» mère et nourrice. Nous travaillions ensemble à
» l'*Encyclopédie nouvelle*, dont les articles relatifs au
» commerce lui avaient été confiés. Nous ne quit-
» tions ces études que pour des promenades cham-
» pêtres hors de la ville.

Roland, absolu et personnel, avait exigé, dès le commencement du mariage, que sa femme cessât de voir les jeunes et tendres amies qu'elle avait aimées au couvent et qui vivaient à Amiens. Il redoutait le moindre partage d'affection. Sa prudence dépassait les bornes de la raison. A une union austère comme le mariage il faut les distractions de l'amitié. Cette tyrannie d'un sentiment exclusif n'était pas rachetée par l'amour. Roland demandait tout à la complaisance de sa femme. Si rien ne chancelait dans cette âme, elle sentait ses

sacrifices, et elle jouissait de l'accomplissement de ses devoirs comme le stoïcien jouit de la douleur.

XI.

Après quelques années passées à Amiens, Roland obtint d'être employé dans les mêmes fonctions à Lyon son pays natal. L'hiver il habitait la ville; il passait le reste de l'année à la campagne, dans la maison paternelle, où vivait encore sa mère, femme respectable par son âge, mais d'un commerce inquiet et tracassier dans la vie domestique. Madame Roland, dans toute la fleur de sa jeunesse, de sa beauté, de son génie, se trouvait ainsi reléguée et froissée entre une belle-mère implacable, un beau-frère insoumis et un mari dominateur. L'amour le plus passionné eût à peine suffi à compenser une si âpre situation. Elle n'avait, pour l'adoucir, que le sentiment de ses devoirs, le travail, sa philosophie et son enfant. Elle y suffit, et finit par transformer cette retraite austère en un séjour d'harmonie et de paix. On aime à la suivre dans cette solitude où son âme se trempait pour la lutte, comme on va chercher aux Charmettes la source encore fraîche de la vie et du génie de Jean-Jacques Rousseau.

XII.

Il y a au pied des montagnes du Beaujolais, dans le large bassin de la Saône en face des Alpes, une série de petites collines amoncelées comme des vagues de sable, que le vigneron patient de ces contrées a plantées de vignes, et qui forment entre elles, à leur base, d'obliques vallées, des ravins étroits et sinueux où s'étendent de petits prés verts. Ces prés ont chacun leur filet d'eau suintant des montagnes ; les saules, les bouleaux et les peupliers en tracent le cours et en voilent le lit. Les flancs et les sommets de ces collines ne portent, au-dessus des vignes basses, que quelques pêchers sauvages, qui ne donnent pas d'ombre au raisin, et de gros noyers dans les vergers auprès des maisons. C'est sur le penchant d'un de ces mamelons sablonneux que s'élevait la *Platière*, héritage paternel de M. Roland : maison basse, assez étroite, percée de fenêtres régulières, recouverte d'un toit à tuiles rouges presque plat. Les rebords de ce toit s'avancent un peu sur le mur pour garantir les fenêtres de la pluie l'hiver, du soleil l'été. Les murs unis et sans ornements d'architecture étaient revêtus d'un ciment de chaux blanche que le temps a éraillé et sali. On monte au vestibule par cinq marches de pierre surmontées d'une balustrade rustique

en fer rouillé. Une cour entourée de granges où l'on serre la récolte, de pressoirs pour les vendanges, de celliers pour le vin et d'un pigeonnier, précède la maison. Derrière se nivèle un petit jardin potager, dont les carrés sont bordés de buis, d'œillets et d'arbres fruitiers taillés près de terre. Un pavillon de verdure s'élève au bout de chaque allée. Un peu plus loin un verger, dont les arbres penchés dans mille attitudes jettent un peu d'ombre sur un arpent d'herbe broutée; puis un grand enclos de vignes basses coupées en lignes droites par de petits sentiers verts. Voilà ce site. La vue se porte tour à tour sur l'horizon sévère, recueilli et rapproché, des montagnes de Beaujeu, tachées sur leurs flancs de noirs sapins et entrecoupées de grandes prairies penchantes où s'engraissent les bœufs du Charolais, et sur la vallée de la Saône, immense océan de verdure surmonté çà et là de nombreux clochers. La ceinture des Hautes-Alpes couvertes de neiges et le dôme du Mont-Blanc, qui domine tout, encadrent ce vaste paysage. Il y a quelque chose de l'infini de la mer; et si par son côté borné il porte au recueillement et à la résignation, par son côté ouvert il semble solliciter la pensée à se répandre, et emporter l'âme dans tous les lointains de l'espérance et sur tous les sommets de l'imagination.

Tel fut, pendant cinq ans, l'horizon de cette

jeune femme. C'est là qu'elle se plongea dans la plénitude de cette nature qu'elle avait si souvent rêvée dans son enfance, et dont elle n'apercevait que quelques pans de ciel et quelques perspectives confuses de forêts royales, du haut de sa fenêtre, par-dessus les toits de Paris. C'est là que ses goûts simples et son âme aimante trouvèrent des aliments et des exercices à sa sensibilité.

Elle y partageait sa vie entre les soins du ménage, la culture de son esprit et la charité active, cette culture du cœur; adorée des paysans, dont elle se fit la Providence, elle appliquait au soulagement de leur misère le peu de superflu que lui laissait une économie étroite, et à la guérison de leurs maladies les connaissances qu'elle avait acquises en médecine. On venait la chercher de trois et quatre lieues pour aller visiter un malade. Le dimanche, les marches du perron de sa cour étaient couvertes d'infirmes, qui venaient chercher du soulagement, ou de convalescents qui venaient lui apporter les témoignages de leur reconnaissance : les paniers de châtaignes, les fromages de leurs chèvres ou les pommes de leurs vergers. Elle jouissait de trouver le peuple des campagnes juste, sensible et reconnaissant. Elle se figurait à son image le peuple dépaysé des grandes capitales. L'incendie des châteaux, pendant le brigandage et les massacres de septembre, lui apprit plus tard que ces mers d'hommes si

calmes alors ont des tempêtes plus terribles que celles de l'Océan, qu'il faut des institutions aux sociétés comme il faut un lit aux flots, et que la force est aussi indispensable que la justice au gouvernement des peuples.

XIII.

Cependant la Révolution de 89 avait sonné, et était venue la surprendre au sein de cette retraite. Enivrée de philosophie, passionnée pour l'idéal de l'humanité, adoratrice de la liberté antique, elle s'enflamma dès la première étincelle à ce foyer d'idées nouvelles; elle crut de bonne foi que cette révolution, comme un enfantement sans douleur, allait régénérer l'espèce humaine, détruire la misère de la classe malheureuse, sur laquelle elle s'attendrissait, et renouveler la face du monde. Il y a de l'imagination jusque dans la piété des grandes âmes. L'illusion généreuse de la France, à cette époque, était égale à l'œuvre que la France avait à accomplir. Si elle n'avait pas tant espéré, elle n'eût rien osé. Sa foi fut sa force.

De ce jour, madame Roland sentit s'allumer en elle un feu qui ne devait plus s'éteindre que dans son sang. Tout l'amour oisif qui sommeillait dans son âme se convertit en enthousiasme et en passion pour l'humanité. Sa sensibilité trompée, trop ardente sans

doute pour un seul homme, se répandit sur tout un peuple. Elle aima la Révolution comme une amante. Elle communiqua cette flamme à son mari et à ses amis. Toute sa passion contenue se versa dans ses opinions. Elle se vengea de sa destinée, qui lui refusait le bonheur pour elle-même, en se consumant pour le bonheur des autres. Heureuse et aimée, elle n'eût été qu'une femme; malheureuse et isolée, elle devint un chef de parti.

XIV.

Les opinions de M. et de madame Roland soulevèrent contre eux, dans le premier moment, toute l'aristocratie commerciale de Lyon, ville probe et pure, mais ville d'argent où tout se calcule, et où les idées ont la pesanteur et l'immobilité des intérêts. Les idées ont un courant irrésistible qui entraîne même les populations les plus stagnantes. Lyon fut entraîné et submergé par les opinions de l'époque. M. Roland fut porté à la municipalité par les premières élections. Il s'y prononça avec la roideur de ses principes et avec l'énergie qu'il puisait dans l'âme de sa femme. Redouté des timides, adoré des impatients, son nom devint une injure, puis un drapeau; la faveur publique le vengea des outrages des riches. Il fut député à Paris, par le conseil municipal, pour y défendre les intérêts commerciaux

de Lyon auprès des comités de l'Assemblée constituante.

Les liaisons de Roland avec les philosophes et avec les économistes, qui formaient le parti pratique de la philosophie; ses rapports obligés avec les membres influents de l'Assemblée, ses goûts littéraires et surtout l'attrait et la séduction naturelle qui attirent et retiennent les hommes éminents autour d'une femme jeune, éloquente et passionnée, firent bientôt du salon de madame Roland un foyer, peu éclatant encore, mais ardent, de la Révolution. Les noms qui s'y rencontrent révèlent, dès le premier jour, les opinions extrêmes. Pour ces opinions, la constitution de 1791 n'était qu'une halte.

Ce fut le 20 février 1791 que madame Roland rentra dans ce Paris d'où elle était sortie cinq ans auparavant, jeune fille inaperçue et sans nom, et où elle revenait comme une flamme pour animer tout un parti, fonder la république, régner un moment et mourir. Elle avait dans l'âme un confus pressentiment de cette destinée. Le génie et la volonté connaissent leurs forces, ils sentent avant les autres et ils prophétisent leur mission. Madame Roland semblait d'avance emportée par la sienne au centre de l'action. Elle courut le lendemain de son arrivée aux séances de l'Assemblée. Elle vit le *puissant Mirabeau*, l'*étonnant Cazalès*, l'*audacieux Maury*, l'*astucieux Lameth*, le *froid Barnave*. Elle remarqua avec le dépit

de la haine, dans l'attitude et le langage du côté droit, cette supériorité que donnent l'habitude de la domination et la confiance dans le respect des masses; du côté gauche, l'infériorité des manières et l'insolence mêlée à la subalternité. Ainsi l'aristocratie antique survivait dans le sang et se vengeait, même après sa défaite, de la démocratie qui l'enviait en la subjuguant. L'égalité s'écrit dans les lois longtemps avant de s'établir entre les races. La nature est aristocrate; il faut une longue pratique de l'indépendance pour donner aux peuples républicains la noble attitude et la dignité polie du citoyen. En révolution même, dans le vainqueur, on sent longtemps le parvenu de la liberté. Les femmes ont le tact plus sensible à ces nuances. Madame Roland les comprit; mais loin de se laisser séduire par cette supériorité de l'aristocratie, elle s'en indigna davantage et sentit redoubler sa haine contre un parti qu'on pouvait abattre mais qu'on ne pouvait humilier.

XV.

C'est à cette époque que son mari et elle se lièrent avec quelques-uns des hommes les plus fervents parmi les apôtres des idées populaires. Ce n'étaient pas ceux qui brillaient davantage de la faveur du peuple et de l'éclat du talent, c'étaient ceux qui lui paraissaient aimer la Révolution pour la Révolution

elle-même, et se dévouer avec un désintéressement sublime, non au succès de leur fortune, mais au progrès de l'humanité. Brissot vint un des premiers. M. et madame Roland étaient, depuis longtemps, en correspondance avec lui sur des sujets d'économie publique et sur les grands problèmes de la liberté. Leurs idées avaient fraternisé et grandi ensemble. Ils étaient unis d'avance par toutes les fibres des cœurs révolutionnaires, mais ils ne se connaissaient pas. Brissot, dont la vie aventureuse et la polémique infatigable avaient de l'analogie avec la jeunesse de Mirabeau, s'était fait déjà un nom dans le journalisme et dans les clubs. Madame Roland l'attendit avec respect; elle était curieuse de juger si les traits du visage répondaient en lui à la physionomie de l'âme. Elle croyait que la nature se révélait par toutes les formes, et que l'intelligence et la vertu modelaient les sens extérieurs de l'homme comme le statuaire imprime à l'argile les formes palpables de sa conception. Le premier aspect la détrompa sans la décourager de son culte pour Brissot. Il manquait de cette dignité d'attitude et de cette gravité de caractère qui semblent comme un reflet de la dignité, de la vie et de la gravité des doctrines. Quelque chose dans l'homme politique rappelait le pamphlétaire. Sa légèreté la choquait, sa gaieté même lui semblait une profanation des idées austères dont il était l'organe. La Révolution qui

passionnait son style n'allait pas jusqu'à passionner son visage. Elle ne lui trouvait pas assez de haine contre les ennemis du peuple. L'âme mobile de Brissot ne paraissait pas avoir assez de consistance pour un sentiment de dévouement. Son activité, répandue sur tous les sujets, lui donnait l'apparence d'un artiste en idées plutôt que d'un apôtre. On l'appelait un intrigant.

Brissot amena Péthion, son condisciple et son ami : Péthion déjà membre de l'Assemblée constituante et dont la parole, dans deux ou trois circonstances, avait été remarquée. Brissot passait pour l'inspirateur de ces discours. Buzot et Robespierre, tous deux membres de la même Assemblée, y furent introduits. Buzot, dont la beauté pensive, l'intrépidité et l'éloquence devaient plus tard agiter le cœur et attendrir l'admiration de madame Roland; Robespierre, que l'inquiétude de son âme et le fanatisme de ses haines jetaient dès lors comme un ferment d'agitation dans tous les conciliabules où l'on conspirait au nom du peuple. Quelques autres encore, dont les noms viendront à leur heure dans les fastes de ce parti naissant. Brissot, Péthion, Buzot, Robespierre convinrent de se réunir quatre fois par semaine, le soir, dans le salon de cette femme.

XVI.

L'objet de ces réunions était de conférer secrètement sur les faiblesses de l'Assemblée constituante, sur les piéges que l'aristocratie tendait à la Révolution entravée, et sur la marche à imprimer aux opinions attiédies pour achever de consolider le triomphe. Ils choisirent la maison de madame Roland, parce que cette maison était située dans un quartier également rapproché du logement de tous les membres qui devaient s'y rencontrer. Comme dans la conspiration d'Harmodius, c'était une femme qui tenait le flambeau pour éclairer les conspirateurs.

Madame Roland se trouvait ainsi jetée, dès les premiers jours, au centre des mouvements. Sa main invisible touchait les premiers fils de la trame encore confuse qui devait dérouler les plus grands événements. Ce rôle, le seul que lui permît son sexe, flattait à la fois son orgueil de femme et sa passion politique. Elle le ménagea avec cette modestie qui eût été en elle le chef-d'œuvre de l'habileté, si elle n'eût été le don de sa nature. Placée hors du cercle, près d'une table à ouvrage, elle travaillait des mains, ou écrivait ses lettres, tout en écoutant avec une apparente indifférence les discussions de ses amis. Souvent tentée d'y prendre part, elle se mor-

dait les lèvres pour réprimer sa pensée. Ame d'énergie et d'action, la longueur et la diffusion verbeuse de ces conseils sans résultat lui inspiraient un secret dédain. L'action s'évaporait en paroles, et l'heure passait emportant avec elle l'occasion, qui ne revient plus.

Bientôt les victoires de l'Assemblée constituante énervèrent les vainqueurs. Les chefs de cette assemblée reculèrent devant leur propre ouvrage, et pactisèrent avec l'aristocratie et avec le trône pour accorder au roi la révision de la constitution dans un esprit plus monarchique. Les députés qui se réunissaient chez madame Roland se dispersèrent et se découragèrent. Il ne resta plus sur la fin que ce petit nombre d'hommes inébranlables qui s'attachent aux principes indépendamment de leur succès, et qui s'attachent aux causes désespérées avec d'autant plus de force que la fortune semble les trahir davantage. Buzot, Péthion et Robespierre furent de ce nombre.

XVII.

Il y a pour l'histoire une curiosité sinistre à voir la première impression que fit sur madame Roland l'homme qui, réchauffé dans son sein et conspirant alors avec elle, devait un jour renverser la puissance de ses amis, les immoler en masse, et l'envoyer elle-même à l'échafaud. Nul sentiment répulsif

ne paraît à cette époque avertir cette femme qu'elle conspire sa propre mort en conspirant la fortune de Robespierre. Si elle a quelque crainte vague, cette crainte est aussitôt couverte par une pitié qui ressemble presque au mépris. Robespierre lui parut un honnête homme. En faveur de ses principes, elle lui pardonna son mauvais langage et son fastidieux débit. Robespierre, comme tout homme d'une seule pensée, respirait l'ennui. Cependant elle avait remarqué qu'il était toujours concentré dans ces comités, qu'il ne se livrait pas, qu'il écoutait tous les avis avant de donner le sien, et qu'il ne se donnait pas la peine de le motiver. Comme les hommes impérieux, sa conviction lui paraissait une raison suffisante. Le lendemain, il montait à la tribune, et, profitant pour sa renommée des discussions intimes qu'il avait entendues la veille, il devançait l'heure de l'action concertée avec ses amis, et éventait ainsi le plan de conduite. On l'en blâmait chez madame Roland; il s'en excusait avec légèreté. On attribuait ces torts à la jeunesse et à l'impatience de son amour-propre. Madame Roland, persuadée que ce jeune homme aimait passionnément la liberté, prenait sa réserve pour de la timidité, et ses trahisons pour de l'indépendance. La cause commune couvrait tout. La partialité transforme les plus sinistres indices en faveur ou en indulgence. « Il défend les » principes avec chaleur et opiniâtreté, dit-elle; il y

» a du courage à les défendre seul au temps où le » nombre des défenseurs du peuple est prodigieu- » sement réduit. La cour le hait, nous devons donc » l'aimer. J'estime Robespierre sous ce rapport, je » le lui témoigne; et lors même qu'il est peu assidu » au petit comité du soir, il vient de temps en temps » me demander à dîner. J'avais été frappée de la » terreur dont il parut pénétré le jour de la fuite du » roi à Varennes. Il dit le soir, chez Péthion, que la » famille royale n'avait pas pris ce parti sans avoir » préparé dans Paris une Saint-Barthélemy de pa- » triotes, et qu'il s'attendait à mourir avant vingt- » quatre heures. Péthion, Buzot, Roland disaient, au » contraire, que cette fuite du roi était son abdica- » tion, qu'il fallait en profiter pour préparer les es- » prits à la république. Robespierre, ricanant et se » rongeant les ongles, comme à l'ordinaire, deman- » dait ce que c'était qu'une république. »

Ce fut ce jour-là que le projet du journal intitulé *le Républicain* fut conçu entre Brissot, Condorcet, Dumont de Genève et Duchâtelet. On voit que l'idée de la république naquit dans le berceau des Girondins avant de naître dans l'âme de Robespierre, et que le 10 août ne fut pas un accident mais un complot.

A la même époque, madame Roland s'était livrée, pour sauver les jours de Robespierre, à un de ces premiers mouvements qui révèlent une amitié cou-

rageuse, et qui laissent des traces dans la mémoire même des ingrats. Après le massacre du Champ-de-Mars, Robespierre, accusé d'avoir conspiré avec les rédacteurs de la pétition de déchéance, et menacé comme factieux de la vengeance de la garde nationale, fut obligé de se cacher. Madame Roland, accompagnée de son mari, se fit conduire, à onze heures du soir, dans sa retraite au fond du Marais, pour lui offrir un asile plus sûr dans leur propre maison. Il avait déjà fui son domicile. Madame Roland se rendit de là chez Buzot, leur ami commun, et le conjura d'aller aux Feuillants, où il était influent alors, et de se hâter de disculper Robespierre avant que le décret d'accusation fût lancé contre lui.

Buzot hésita un moment, puis : « Je ferai tout, » dit-il, pour sauver ce malheureux jeune homme, » quoique je sois loin de partager l'opinion de certaines personnes sur son compte. Il songe trop à » lui pour aimer la liberté; mais il la sert, et cela » me suffit. Je serai là pour le défendre. » Ainsi, trois victimes futures de Robespierre conspiraient, la nuit et à son insu, le salut de l'homme par qui elles devaient mourir. La destinée est un mystère d'où sortent les plus étranges coïncidences, et qui ne tend par moins de piéges aux hommes par leurs vertus que par leurs crimes. La mort est partout; mais quel que soit le sort, la vertu seule ne se re-

pent pas. Sous les cachots de la Conciergerie, madame Roland se souvint avec complaisance de cette nuit. Si Robespierre s'en souvint dans sa puissance, ce souvenir fut plus froid sur son cœur que la hache du bourreau.

LIVRE NEUVIÈME.

I.

Après la dispersion de l'Assemblée constituante, M. et madame Roland, leur mission terminée, quittèrent Paris. Cette femme, qui sortait toute brûlante du foyer des factions et des affaires, revint prendre à *La Platière* les soins de son ménage rustique et vendanger ses vignes; mais elle avait goûté l'enivrement de la Révolution. Le mouvement auquel elle avait participé un moment l'entraînait encore à distance : elle était restée en commerce de lettres avec Robespierre et Buzot; correspondance politique et sèche avec Robespierre, pathétique et tendre avec Buzot. Son esprit, son âme, son cœur, tout la rappelait. Il y eut entre elle et son mari une délibération en apparence impartiale pour décider s'ils s'en-

seveliraient à la campagne ou s'ils retourneraient à Paris. Mais l'ambition de l'un et l'âme de l'autre avaient prononcé à leur insu et avant eux. Le plus fertile prétexte suffit à leur impatience. Au mois de décembre, ils étaient de nouveau installés à Paris.

C'était l'heure de l'avénement de leurs amis. Péthion venait d'être nommé à la mairie et se créait une république dans la commune; Robespierre, exclu de l'Assemblée législative par la loi qui interdisait la réélection des membres de l'Assemblée constituante, s'élevait une tribune aux Jacobins; Brissot entrait à la place de Buzot dans la nouvelle assemblée, et sa renommée de publiciste et d'homme d'État ralliait autour de ses doctrines les jeunes Girondins. Ceux-ci arrivaient de leur département avec l'ardeur de leur âge et l'impulsion d'un second flot révolutionnaire. Ils se jetèrent, en arrivant, dans les cadres que Robespierre, Buzot, Laclos, Danton et Brissot avaient préparés.

Roland, ami de tous ces hommes, mais sur le second plan et caché dans leur ombre, avait une de ces réputations sourdes, d'autant plus puissante sur l'opinion qu'elle éclatait moins au dehors; on en parlait comme d'une vertu antique, enveloppée dans la simplicité d'un homme des champs; c'était le Sieyès du parti. Sous son silence on présumait la pensée; dans le mystère on pressentait l'oracle. L'éclat et le génie de sa jeune femme attiraient les yeux

sur lui; sa médiocrité même, seule puissance qui ait la vertu de neutraliser l'envie, le servait. Comme personne ne le craignait, tout le monde le mettait en avant : Péthion, pour le couvrir ; Robespierre, pour le miner ; Brissot, pour mettre sa mauvaise renommée à l'abri d'une probité proverbiale ; Buzot, Vergniaud, Louvet, Gensonné et les Girondins, par respect pour sa science et par entraînement vers madame Roland ; la cour même, par confiance dans son honnêteté et par mépris pour son influence. Cet homme marchait au pouvoir sans se donner de mouvement, porté par la faveur d'un parti, par le prestige de l'inconnu sur l'opinion, par le dédain de ses ennemis et par le génie de sa femme.

II.

Le roi avait espéré quelque temps que la colère de la Révolution s'adoucirait par son triomphe. Ces actes violents, ces oscillations orageuses entre l'insolence et le repentir, qui avaient signalé l'avénement de cette assemblée, l'avaient douloureusement détrompé. Son ministère étonné tremblait déjà devant tant d'audace et confessait dans le conseil son insuffisance. Le roi tenait à conserver des hommes qui lui avaient donné tous des preuves de dévouement à sa personne. Quelques-uns même, confidents et complices, servaient le roi et la reine, soit dans

leurs rapports avec l'émigration, soit dans leurs intrigues à l'intérieur.

M. de Montmorin, homme capable mais inégal aux difficultés du temps, s'était retiré. Les deux hommes principaux du ministère étaient M. de Lessart, aux affaires étrangères; M. Bertrand de Molleville, à la marine. M. de Lessart, placé par sa position entre l'émigration armée, l'Assemblée impatiente, l'Europe indécise et le roi complice, ne pouvait manquer de succomber sous ses bonnes intentions. Son plan était d'éviter la guerre à son pays par des temporisations et des négociations; de suspendre les démonstrations hostiles des puissances; de montrer à l'Assemblée intimidée le roi comme le seul arbitre et le seul négociateur de la paix entre son peuple et l'étranger; il espérait ajourner ainsi les derniers chocs entre l'Assemblée et le trône, et rétablir l'autorité régulière du roi en maintenant la paix. Les dispositions personnelles de l'empereur Léopold l'aidaient dans cette pensée; il n'avait contre lui que la fatalité qui pousse les chosses et les hommes au dénoûment. Les Girondins et Brissot surtout l'assiégeaient de leurs accusations; c'était l'homme qui pouvait le plus retarder leur triomphe. En le sacrifiant, ils sacrifiaient tout un système; leur presse et leurs discours le désignaient à la fureur du peuple; les partisans de la guerre l'avaient marqué pour victime. Il ne trahissait point; mais, pour eux, négo-

cier c'était trahir. Le roi, qui le savait irréprochable et qui s'associait à ses plans, refusait de le sacrifier à ses ennemis et amassait ainsi plus de ressentiments contre le ministre.

Quant à M. de Molleville, c'était un ennemi secret de la constitution. Il conseillait au roi l'hypocrisie, s'enveloppant de la lettre pour tuer l'esprit de la loi, marchant par des souterrains à une catastrophe violente, de laquelle la cause monarchique devait, selon lui, sortir victorieuse; croyant à la puissance de l'intrigue plus qu'à la puissance de l'opinion, cherchant partout des traîtres à la cause populaire, soldant des espions, marchandant toutes les consciences, ne croyant à l'incorruptibilité de personne, entretenant des intelligences secrètes avec les démagogues les plus forcenés, faisant faire à prix d'argent les motions les plus incendiaires, afin de dépopulariser la Révolution par ses excès, et remplissant les tribunes de l'Assemblée de ses agents pour couvrir de leurs huées ou de leurs applaudissements les discours des orateurs, et simuler dans les tribunes un faux peuple et une fausse opinion; homme de petits moyens dans les grandes choses, comptant qu'on peut tromper une nation comme on trompe un homme. Le roi, à qui il était dévoué, l'aimait comme le dépositaire de ses peines, le confident de ses rapports avec l'étranger, et l'intermédiaire habile de ses négociations avec les partis. M. de Mol-

leville se soutenait ainsi en équilibre sur la faveur intime du roi et sur ses intrigues avec les révolutionnaires. Il parlait bien la langue de la constitution; il avait le secret de beaucoup de consciences vendues.

C'est entre ces deux hommes que le roi, pour complaire à l'opinion, appela M. de Narbonne au ministère de la guerre. Madame de Staël et le parti constitutionnel se rapprochèrent des Girondins, pour l'y soutenir. Condorcet fut l'intermédiaire entre ces deux partis. Madame de Condorcet, femme d'une éclatante beauté, se joignit à madame de Staël dans sa faveur enthousiaste pour le jeune ministre. L'une lui prêta l'éclat de son génie, l'autre l'influence de ses charmes. Ces deux femmes semblèrent confondre leurs sentiments dans un dévouement commun à l'homme de leurs préférences. Leur rivalité s'immola à son ambition.

III.

Le point de contact du parti girondin avec le parti constitutionnel, dans ce rapprochement dont l'élévation de M. de Narbonne fut le gage, était la passion de ces deux partis pour la guerre. Le parti constitutionnel la voulait pour faire diversion à l'anarchie intérieure et jeter au dehors les ferments d'agitation qui menaçaient le trône. Le parti girondin la voulait pour précipiter les esprits aux extrémités. Il espé-

rait que les dangers de la patrie lui donneraient la force de secouer le trône et d'enfanter le régime républicain.

C'est sous ces auspices que M. de Narbonne entra aux affaires. Lui aussi, il voulait la guerre, non pour renverser le trône à l'ombre duquel il était né, mais pour remuer et éblouir la nation, pour tenter la fortune par un coup désespéré, et pour remettre à la tête du peuple sous les armes la haute aristocratie militaire du pays, La Fayette, Biron, Rochambeau, les Lameth, Dillon, Custines et lui-même. Si la victoire passait sous les drapeaux de la France, l'armée victorieuse, sous des chefs constitutionnels, dominerait les Jacobins, raffermirait la monarchie réformée et soutiendrait l'établissement des deux chambres. Si la France était destinée à des revers, le trône et l'aristocratie succomberaient sans doute ; mais autant valait périr noblement dans une lutte nationale de la France contre ses ennemis que de trembler toujours et de périr enfin dans une émeute sous les piques des Jacobins. C'était de la politique chevaleresque et aventureuse, qui plaisait aux jeunes gens par l'héroïsme et aux femmes par le prestige. On y sentait la sève du courage français. M. de Narbonne la personnifiait dans le conseil. Ses collègues, M. de Lessart et M. Bertrand de Molleville, voyaient en lui le renversement de tous leurs plans. Le roi, comme toujours, flottait indécis : un pas en avant, un

pas en arrière; surpris dans l'hésitation par l'événement, situation la plus faible pour résister à un choc ou pour imprimer soi-même une impulsion.

Outre ces conseillers officiels, les constituants hors de fonctions, les Lameth, Duport, Barnave surtout, étaient consultés par le roi. Barnave était resté à Paris quelques mois après la dissolution de l'Assemblée constituante. Il rachetait par un dévouement sincère à la monarchie les coups qu'il lui avait portés. Son esprit avait mesuré la pente rapide où l'amour de la faveur publique l'avait entraîné. Comme Mirabeau, il avait voulu s'arrêter trop tard. Resté désormais sur le bord des événements, il était assiégé de terreurs et de remords. Si son cœur intrépide ne tremblait pas pour lui-même, l'attendrissement qu'il éprouvait pour la reine et pour la famille royale le portait à donner au roi de ces conseils qui n'ont qu'un tort : celui de ne pouvoir plus être suivis.

Ces conciliabules, qui se tenaient chez Adrien Duport, l'ami de Barnave et l'oracle de ce parti, ne servaient qu'à embarrasser l'esprit du roi d'un élément d'hésitation de plus. La Fayette et ses amis y joignaient alors leurs avis impérieux. Maître de l'opinion publique la veille, La Fayette ne pouvait se persuader qu'il était dépassé. La garde nationale, qui lui restait attachée, croyait encore à sa toute-puissance. Tous ces partis et tous ces hommes prêtaient à M. de Narbonne un appui secret. Courtisan

aux yeux de la cour, aristocrate aux yeux de la noblesse, militaire aux yeux de l'armée, populaire aux yeux du peuple, séduisant aux yeux des femmes, c'était le ministre de l'espérance publique. Les Girondins seuls avaient une arrière-pensée dans leur apparente faveur pour lui. Ils le grandissaient à condition de le précipiter. M. de Narbonne n'était pour eux que la main qui préparait leur avénement.

IV.

A peine entré au conseil, ce jeune ministre porta dans la discussion des affaires et dans les rapports du ministère avec l'Assemblée l'activité, la franchise et la grâce de son caractère. Il tenta hardiment le système de la confiance envers l'Assemblée. Il la surprit par son abandon. Ces hommes soupçonneux et austères, qui n'avaient vu jusque-là que des piéges dans les paroles d'un ministre, s'abandonnèrent à l'entraînement de ses discours. Il leur parla, non plus le langage officiel et froid du diplomate, mais le langage ouvert et cordial du patriote. Il apporta le portefeuille sur la tribune, il affronta généreusement la responsabilité, il professa les dogmes les plus chers au peuple avec une sincérité qui confondit le soupçon. Il se livra tout entier. L'élan de son âme en imprima aux hommes les moins séductibles. La nation jouissait de

voir son costume, ses principes et ses passions si bien portés par un aristocrate. L'ardeur de son patriotisme ne laissa pas ralentir ce mouvement qui confondait en lui le roi et le peuple. Il fit des prodiges d'activité dans sa courte administration. Il parcourut et arma les places fortes, créa des armées, harangua les troupes, suspendit l'émigration de la noblesse au nom du péril commun, nomma les généraux, appela La Fayette, Rochambeau, Luckner. Un élan de patriotisme dont il était l'âme saisit la France. En faisant du trône le centre national de cette défense du territoire, il fit aimer un moment le roi lui-même. Les partis se réconcilièrent dans l'enthousiasme de la patrie. Son éloquence sentait le camp. Elle était rapide, brillante, sonore comme le mouvement des armes. L'effusion du cœur en était le caractère. Il ouvrait son âme aux regards de ses adversaires. Cette confiance touchait.

Le premier jour de son avénement au ministère, au lieu d'annoncer, comme les autres ministres, sa nomination par une lettre au président, il alla lui-même à l'Assemblée, demanda la parole. « Je » viens vous offrir, dit-il, un profond respect pour » le pouvoir populaire dont vous êtes revêtus, un » ferme attachement pour la constitution que je » jure, un amour courageux pour la liberté et l'éga» lité; oui, pour l'égalité, qui ne trouve plus d'ad-

» versaire, mais qui ne doit pas avoir, pour cela, » des défenseurs moins dévoués. » Deux jours après, il conquit l'Assemblée en parlant sur la responsabilité des ministres. « J'accepte, s'écria-t-il, la définition » qu'on vient de faire de la situation des ministres » en disant que la responsabilité c'est la mort. Ne » nous épargnez aucune menace et aucun péril. » Surchargez-nous d'entraves personnelles; mais » donnez-nous les moyens de faire marcher la con» stitution. Quant à moi, je saisis cette occasion de » conjurer les membres de cette assemblée de m'in» former de tout ce qu'ils croiront utile au bien pu» blic dans mon administration. Nos intérêts, nos » ennemis sont les mêmes. Ce n'est pas seulement » la lettre de la constitution qu'on doit exécuter, » c'est son esprit. Ce n'est pas s'acquitter qu'il faut, » c'est réussir!..... Vous verrez que le ministre est » convaincu qu'il n'y a point de salut pour la li» berté si le bien ne s'opère avec vous et par vous. » Cessez donc un moment de vous défier de nous. » Vous nous condamnerez après si nous l'avons » mérité; mais avant, vous nous donnerez avec » confiance les moyens de vous servir. »

De telles paroles allaient au cœur des hommes les plus prévenus. On en votait l'impression et l'envoi aux départements. Pour cimenter cette réconciliation du roi et de la nation, M. de Narbonne se rendit dans les comités de l'Assemblée, y communiqua ses plans,

y discuta ses mesures, y rallia d'avance les esprits à ses résolutions. C'était l'esprit de la constitution que ce gouvernement en commun. Les autres ministres y voyaient une humiliation du pouvoir exécutif et une abdication de la royauté. M. de Narbonne y voyait le seul moyen de reconquérir l'esprit de la nation au roi. L'opinion avait détrôné la royauté; c'était à l'opinion seule qu'il fallait demander de la raffermir. Il se faisait le ministre de l'opinion.

Au moment où l'empereur fit communiquer au roi un message menaçant pour la sécurité des frontières, et où le roi en personne communiqua à l'Assemblée ses dispositions énergiques, M. de Narbonne, rentrant, après la sortie du roi, dans l'Assemblée, monta à la tribune. « Je vais partir, disait-il, pour » visiter nos frontières, non que je croie fondées les » défiances du soldat contre les officiers, mais j'es- » père les dissiper en parlant aux uns et aux autres » de la patrie et du roi. Je dirai aux officiers que » d'anciens préjugés, qu'un amour trop peu raisonné » pour le roi ont pu quelque temps excuser leur con- » duite, mais que le mot de trahison n'est d'aucune » langue chez les nations qui connaissent l'hon- » neur! Je dirai aux soldats : Vos officiers, qui » restent à la tête de l'armée, sont liés à la Révolu- » tion par le serment et par l'honneur. Le salut de » l'État dépend de la discipline de son armée. Je » remettrai mon portefeuille entre les mains du mi-

» nistre des affaires étrangères; et telle est ma con» fiance, telle doit être celle de la nation dans son » patriotisme, que je me rends responsable de tous les » ordres qu'il donnera en mon nom. » M. de Narbonne se montra, dans ces paroles, aussi habile que magnanime. Il se sentait assez de crédit dans la nation pour en couvrir l'impopularité de son collègue, M. de Lessart, déjà dénoncé par les Girondins, et il se mettait ainsi entre les Girondins et leur victime. L'Assemblée était entraînée. Il obtint vingt millions pour préparatifs et le grade de maréchal de France pour le vieux Luckner. La presse et les clubs eux-mêmes applaudirent. L'élan général vers la guerre emportait tout, même les ressentiments.

Un seul homme aux Jacobins résistait à cet entraînement : cet homme, c'était Robespierre. Jusque-là, Robespierre n'avait été qu'un discuteur d'idées, un agitateur subalterne, infatigable et intrépide, mais éclipsé par les grands noms. De ce jour, il devint un homme d'État. Il sentit sa force intérieure ; il appuya cette force sur un principe ; il osa combattre seul avec la vérité. Il se dévoua sans regarder au nombre de ses adversaires, et il doubla sa force en l'exerçant.

La question de la paix ou de la guerre s'agitait dans les cabinets des princes menacés par la Révolution, dans les conseils de Louis XVI, dans les con-

ciliabules des partis, dans l'Assemblée, dans les Jacobins et dans les journaux. Le moment était décisif. Il était évident que les négociations entre l'empereur Léopold et la France au sujet des rassemblements d'émigrés dans les États dépendants de l'empire touchaient à leur crise, et qu'avant peu de jours, ou l'empereur donnerait satisfaction à la France en dissipant ces rassemblements, ou la France lui déclarerait la guerre, et, par cette déclaration, amasserait sur elle les hostilités de tous ses ennemis à la fois. C'était le défi jeté par la France.

Nous avons vu qu'il y avait accord pour la guerre entre les hommes d'État et les révolutionnaires, les constitutionnels et les Girondins, les aristocrates et les Jacobins. La guerre était, pour tous, un appel au destin. La France impatiente voulait qu'il se prononçât par la victoire ou par la défaite. La victoire lui semblait la seule issue à ses difficultés intérieures : la défaite même ne l'effrayait pas. Elle croyait en elle et elle bravait la mort. Robespierre pensa autrement, et c'est pour cela qu'il fut Robespierre.

Il comprit deux choses : la première, c'est que la guerre était un crime gratuit contre le peuple; la seconde, c'est que la guerre même heureuse perdrait la démocratie. Robespierre considérait la Révolution comme l'application rigoureuse des principes de la philosophie aux sociétés. Élève convaincu et pas-

sionné de Jean-Jacques Rousseau, le *Contrat social* était son Évangile; la guerre faite avec le sang des peuples était, aux yeux de cette philosophie, ce qu'elle sera toujours aux yeux des sages, le meurtre en masse pour l'ambition de quelques-uns, glorieuse seulement quand elle est défensive. Robespierre ne croyait pas la France placée dans des conditions de nécessité et de salut suprême qui l'autorisassent à ouvrir cette veine de l'humanité d'où couleraient des fleuves de sang. Convaincu de la toute-puissance des idées nouvelles dont il nourrissait la foi et le fanatisme dans son âme fermée à l'intrigue, il ne craignait pas que quelques princes discrédités, fugitifs, et quelques milliers d'aristocrates émigrés vinssent imposer des lois à une nation dont le premier soupir de liberté avait soulevé le poids du trône, de la noblesse et du clergé. Il ne pensait pas non plus que les puissances de l'Europe désunies et hésitantes, aussi longtemps que nous ne les attaquerions pas, osassent déclarer la guerre à une nation qui proclamait la paix. Dans le cas où les cabinets européens eussent été assez pervers et assez insensés pour tenter cette croisade contre la raison humaine, Robespierre croyait fermement à leur défaite; car il croyait qu'il y avait une force invincible dans la justice d'une cause, que le droit doublait l'énergie d'un peuple, que le désespoir même valait des armées, et que Dieu et les hommes étaient pour le peuple.

Il pensait de plus que, s'il était du devoir de la France de propager chez les autres peuples les lumières et les bienfaits de la raison et de la liberté, le rayonnement naturel et pacifique de la Révolution française sur le monde serait un moyen de propagation plus infaillible que nos armes; que la Révolution devait être une doctrine, et non une monarchie universelle réalisée par l'épée; qu'il ne fallait pas coaliser le patriotisme des nations contre ses dogmes. Leur empire était dans les âmes. La force des idées révolutionnaires, à ses yeux, c'était leur lumière.

Mais il comprit plus : il comprit que la guerre offensive perdrait inévitablement la Révolution et anéantirait cette république prématurée dont lui parlaient les Girondins, mais que lui-même il ne se définissait pas encore. Si la guerre est malheureuse, pensait-il, l'Europe étouffera sans peine, sous les pas de ses armées, les premiers germes de ce gouvernement nouveau, qui aura bien quelques martyrs pour le confesser, mais qui n'aura pas de sol pour renaître. Si elle est heureuse, l'esprit militaire, toujours complice de l'esprit d'aristocratie; l'honneur, cette religion qui attache le soldat au trône; la discipline, ce despotisme de la gloire, prendront la place des mâles vertus auxquelles l'exercice de la constitution aurait accoutumé le peuple; ce peuple pardonnera tout, même la servitude, à ceux qui l'au-

ront sauvé. La reconnaissance d'une nation pour les chefs qui ont conduit ses enfants à la victoire est un piége où les peuples se prendront toujours. Ils iront eux-mêmes au-devant du joug. Les vertus civiles pâliront devant l'éclat des exploits militaires. Ou l'armée reviendra entourer l'ancienne royauté de sa force, et la France aura un Monk; ou l'armée couronnera le plus heureux des généraux, et la liberté aura un Cromwell. Dans les deux hypothèses, la Révolution échappe au peuple et tombe à la merci d'un soldat. La sauver de la guerre, c'est donc la sauver d'un piége. Ces réflexions le décidèrent. Il n'y avait pas encore de violence dans ses pensées. Il voyait loin et il voyait juste.

Ce fut là l'origine de sa rupture avec les Girondins. Leur justice à eux c'était la politique. La guerre leur paraissait politique. Juste ou non, ils la voulaient comme un instrument de ruine pour le trône, de grandeur pour eux. On voit si dans cette grande querelle les premiers torts furent du côté du démocrate ou du côté des ambitieux. Ce combat acharné, qui devait finir par la mort des deux partis, s'ouvrit le 12 décembre à une séance du soir des Jacobins.

V.

« J'ai médité six mois et même depuis le premier
» jour de la Révolution, dit *Brissot*, l'âme de la Gi-
» ronde, le parti que je vais soutenir. C'est par la
» force du raisonnement et des faits que je suis ar-
» rivé à cette conviction qu'un peuple qui a conquis
» la liberté après dix siècles d'esclavage a besoin de
» la guerre. Il faut la guerre pour consolider la li-
» berté, et pour purger la constitution des restes du
» despotisme; il faut la guerre pour faire disparaître
» d'au milieu de nous les hommes qui pourraient la
» corrompre. Vous avez la force de châtier les re-
» belles, d'intimider le monde; prenez-en l'audace.
» Les émigrés persistent dans leur rébellion, les sou-
» verains étrangers persistent à les soutenir. Peut-on
» balancer à les attaquer? Notre honneur, notre
» crédit public, la nécessité de moraliser et d'affer-
» mir notre révolution, tout nous en fait une loi. La
» France serait déshonorée si elle souffrait l'inso-
» lente révolte de quelques factieux et des outrages
» qu'un despote ne souffrirait pas impunément quinze
» jours. Que voulez-vous qu'on pense de nous? Non,
» il faut nous venger ou nous résoudre à être l'op-
» probre des nations! Il faut nous venger en détrui-
» sant ces hordes de brigands ou consentir à voir
» perpétuer les factions, les conjurations, les incen-

» dies et devenir plus audacieuse que jamais l'in-
» solence de nos aristocrates ! Ils croient à l'armée
» de Coblentz. C'est de là que vient leur confiance.
» Voulez-vous détruire d'un seul coup l'aristocratie,
» détruisez Coblentz. Le chef de la nation sera obligé
» de régner par la constitution avec nous et par
» nous ! »

Ces paroles prononcées par l'homme d'État de la Gironde répondaient à toutes les fibres et retentissaient du fond du club des Jacobins jusqu'aux extrémités du pays. Les applaudissements frénétiques des tribunes n'étaient que le contre-coup de l'impatience universelle du dénoûment dans tous les partis. Il fallait une âme de bronze à Robespierre pour affronter ses amis, ses ennemis et le sentiment national. Cette lutte d'une idée contre toutes les passions dura des semaines entières sans le lasser. Les grandes convictions sont infatigables. Robespierre balança seul pendant un mois toute la France. Ses ennemis mêmes parlaient avec respect de sa résistance. Si on n'avait pas le courage de le suivre, on aurait eu honte de ne pas l'estimer. Son éloquence, d'abord sèche, verbeuse et dialecticienne, s'éleva et s'éclaircit. Les journaux reproduisaient ses discours. « Toi, peuple, qui n'as pas les moyens de
» te procurer les discours de Robespierre, je te les
» promets tout entiers, disait l'*Orateur du peuple,*
» journal des Jacobins. Garde bien précieusement les

» feuilles qui vont suivre. Elles contiendront ces dis-
» cours. Ce sont des chefs-d'œuvre d'éloquence qui
» doivent rester dans toutes les familles, pour ap-
» prendre à ceux qui naîtront après nous que Robes-
» pierre a existé pour la félicité publique et pour le
» salut de la liberté. »

Après avoir épuisé tous les arguments que la philosophie, la politique et le patriotisme pouvaient fournir contre une guerre offensive commencée sous l'inspiration des Girondins, fomentée sourdement par les ministres et conduite par des généraux de l'aristocratie suspecte au peuple, il monta une dernière fois à la tribune contre Brissot, la nuit du 13 janvier, et résuma dans une péroraison aussi habile que pathétique sa conviction désespérée.

VI.

« Eh! bien, je suis vaincu; je passe à vous, s'é-
» cria-t-il d'une voix brisée, et moi aussi je demande
» la guerre : que dis-je! je la demande plus terrible
» et plus irréconciliable que vous; je ne la demande
» ni comme un acte de sagesse, ni comme un acte
» de raison, ni comme un acte politique, mais comme
» la ressource du désespoir. Je la demande à une
» condition, qui sans doute est convenue entre
» nous, car je ne pense pas que les avocats de la
» guerre aient voulu nous tromper, je la demande

» à mort, je la demande héroïque, je la demande
» telle enfin que le génie de la liberté la déclarerait
» lui-même à tous les despotismes, telle que le peu-
» ple de la Révolution la ferait lui-même, sous ses
» propres chefs, et non telle que de lâches intrigants
» la désirent peut-être, et telle que des ministres et
» des généraux ambitieux et suspects, quoique pa-
» triotes, nous la conduiraient.

» Eh! bien, Français! hommes du 14 juillet, qui
» sûtes conquérir la liberté sans guide et sans maî-
» tre, venez donc! formons cette armée qui doit,
» selon vous, conquérir l'univers. Mais où est le gé-
» néral qui, imperturbable défenseur des droits du
» peuple, ennemi-né des tyrans, ne respire jamais
» l'air empoisonné des cours et dont la vertu est at-
» testée par la haine et par la disgrâce de la cour,
» ce général dont les mains pures de notre sang sont
» dignes de porter devant nous le drapeau de la li-
» berté? Où est-il, ce nouveau Caton, ce troisième
» Brutus, ce héros encore inconnu? Qu'il ose se re-
» connaître à ces traits et qu'il vienne! nous allons
» le mettre à notre tête... Mais où est-il? Où sont-ils
» ces soldats du 14 juillet qui déposèrent devant le
» peuple les armes que leur avait confiées le despo-
» tisme? Soldats de Château-Vieux, où êtes-vous?
» Venez guider nos efforts. Mais on arracherait plu-
» tôt sa proie à la mort que ses victimes au despo-
» tisme. Citoyens qui avez pris la Bastille, venez! la

» liberté vous appelle et vous doit l'honneur du pre- » mier rang!... Mais ils ne répondent plus. La misère, » l'ingratitude et la haine des aristocrates les a dis- » persés! Et vous, citoyens immolés au Champ-de- » Mars dans l'acte même d'une fédération patrioti- » que, vous ne serez pas non plus avec nous! Ah! » qu'avaient fait ces femmes, ces enfants massacrés! » Dieu! que de victimes! et toujours dans le peuple! » toujours parmi les patriotes! quand les conspira- » teurs puissants respirent et triomphent! Venez au » moins, vous, gardes nationales, qui vous êtes » plus spécialement dévouées à la défense de nos » frontières, dans cette guerre dont une cour perfide » nous menace! Venez! Mais quoi! vous n'êtes pas » encore armées? Quoi! depuis deux ans vous de- » mandez des armes et vous n'en avez pas? que dis- » je! on vous a refusé des habits et condamnées à errer » de départements en départements, objet des mé- » pris des ministres et de la risée des patriciens qui » vous passent en revue pour jouir de votre dé- » tresse! N'importe. Venez, nous combattrons tout » nus comme les Américains.

» Mais attendrons-nous, pour renverser les trônes, » les ordres du bureau de la guerre? Attendrons- » nous le signal de la cour? Serons-nous commandés » par ces mêmes patriciens, ces éternels favoris du » despotisme, dans cette guerre contre les aristo- » crates et les rois! Non. Marchons tout seuls. Gui-

» dons-nous nous-mêmes. Mais quoi! voilà les ora-
» teurs de la guerre qui m'arrêtent; voilà monsieur
» Brissot qui me dit qu'il faut que *monsieur le comte*
» *de Narbonne* conduise toute cette affaire, qu'il faut
» marcher sous les ordres de *monsieur le marquis de*
» *La Fayette;* que c'est au pouvoir exécutif seul qu'il
» appartient de mener la nation à la victoire et à la
» liberté! Ah! citoyens, ce mot a rompu tout le
» charme! Adieu la victoire et l'indépendance des
» peuples! Si les sceptres de l'Europe sont jamais
» brisés, ce ne sera point par de telles mains! L'Es-
» pagne restera quelque temps encore l'esclave abru-
» tie de la superstition et du royalisme, Léopold
» continuera d'être le tyran de l'Allemagne et de
» l'Italie, et nous ne verrons pas de sitôt les Caton
» et les Cicéron remplacer au conclave le pape et les
» cardinaux. Je le dis avec franchise, la guerre telle
» que je la comprends, la guerre telle que je viens
» de vous la proposer est impraticable. Et si c'est la
» guerre de la cour, des ministres, des patriciens soi-
» disant patriotes et des intrigants qu'il faut accepter,
» ah! loin de croire à l'affranchissement du monde,
» je ne crois plus même à votre propre liberté! Tout
» ce que nous avons à faire de plus sage, c'est de la
» défendre contre la perfidie des ennemis intérieurs
» qui vous bercent de ces héroïques illusions.

» Je me résume donc froidement et tristement.
» J'ai prouvé que la liberté n'avait pas de plus mor-

» telle ennemie que la guerre; j'ai prouvé que la » guerre, conseillée par des hommes suspects, n'é» tait, entre les mains du pouvoir exécutif, qu'un » moyen d'anéantir la constitution, que le dénoû» ment d'une trame ourdie contre la Révolution. Fa» voriser ces plans de guerre, sous quelque prétexte » que ce soit, c'est donc s'associer aux trahisons » contre la Révolution. Tout le patriotisme du monde, » tous les lieux-communs prétendus politiques ne » changent rien à la nature des choses. Prêcher » comme monsieur Brissot et ses amis la confiance » dans le pouvoir exécutif, appeler la faveur publi» que sur les généraux, c'est donc désarmer la Ré» volution de sa dernière sûreté, la vigilance et » l'énergie de la nation. Dans l'horrible situation où » nous ont conduits le despotisme, la légèreté, l'in» trigue, la trahison, l'aveuglement général, je ne » prends conseil que de mon cœur et de ma con» science; je n'ai d'égards que pour la vérité, de » condescendance que pour ma patrie. Je sais que » des patriotes blâment la franchise avec laquelle je » présente le tableau décourageant de notre situa» tion. Je ne me dissimule pas ma faute. La vérité » n'est-elle pas déjà assez coupable d'être la vérité? » Ah! pourvu que le sommeil soit doux, qu'importe » qu'on se réveille au bruit des chaînes de son pays » et dans le calme de la servitude! Ne troublons » donc plus la quiétude de ces heureux patriotes.

» Non, mais qu'ils sachent que sans vertige et sans
» peur nous pouvons mesurer toute la profondeur de
» l'abîme. Arborons la devise du palatin de Posna-
» nie : *Je préfère les orages de la liberté à la sécurité
» de l'esclavage.* Si le moment de l'émancipation n'é-
» tait pas encore arrivé, nous aurions la patience de
» l'attendre. Si cette génération n'était destinée qu'à
» s'agiter dans la fange des vices où le despotisme
» l'a plongée; si le théâtre de notre révolution ne
» devait présenter aux yeux de l'univers que la
» lutte de la perfidie avec la faiblesse, de l'égoïsme
» avec l'ambition, la génération naissante commen-
» cera à purifier cette terre souillée de vices. Elle
» apportera, non la paix du despotisme ni les sté-
» riles agitations de l'intrigue, mais le feu et le
» glaive pour incendier les trônes et exterminer les
» oppresseurs. Postérité plus heureuse, tu ne nous
» es pas étrangère! C'est pour toi que nous affron-
» tons ces orages et les piéges de la tyrannie! Dé-
» couragés souvent par les obstacles qui nous envi-
» ronnent, nous sentons le besoin de nous élancer
» vers toi! C'est toi qui achèveras notre ouvrage,
» garde seulement dans ta mémoire les noms des
» martyrs de la liberté! » On sentait dans ces accents
le retentissement de l'âme de Rousseau.

VII.

Louvet, un des amis de Brissot, en sentit la puissance et monta à la tribune pour supplier l'homme qui arrêtait seul la Gironde : « Robespierre, lui dit-» il en l'apostrophant directement, Robespierre, vous » tenez seul l'opinion publique en suspens. Cet excès » de gloire vous était réservé sans doute. Vos dis-» cours appartiennent à la postérité. La postérité » viendra entre vous et moi. Mais enfin vous attirez » sur vous la plus grande responsabilité en persis-» tant dans votre opinion. Vous êtes comptable à » vos contemporains et même aux générations fu-» tures. Oui, la postérité viendra se mettre entre vous » et moi, quelque indigne que j'en sois. Elle dira : » Un homme a paru, dans l'Assemblée constituante, » inaccessible à toutes les passions, un des plus fi-» dèles défenseurs du peuple. Il fallait estimer et ché-» rir ses vertus, admirer son courage; il était adoré » du peuple, qu'il avait constamment servi, et, ce » qui est mieux encore, il en était digne. Un préci-» pice s'ouvrit. Distrait par trop de soins, cet homme » crut voir le péril où il n'était pas et ne le vit pas » où il était. Un homme obscur était là uniquement » occupé du moment présent; éclairé par d'autres » citoyens, il découvrit le danger, ne put se résoudre » à garder le silence, il alla à Robespierre, il voulut

» le lui faire toucher du doigt. Robespierre détourna » les yeux et retira sa main; l'inconnu persiste et » sauve son pays... »

Robespierre sourit à ces paroles avec le dédain de l'incrédulité. Les gestes suppliants de Louvet et les adjurations des tribunes le laissèrent impassible à la séance du lendemain. Brissot reprit la question de la guerre. « Je supplie monsieur Robespierre, dit-il en » finissant, de terminer une lutte si scandaleuse, » qui ne donne l'avantage qu'aux ennemis du bien » public. — Ma surprise a été extrême, s'écria Ro- » bespierre, de voir, ce matin, dans le journal ré- » digé par monsieur Brissot, une lettre dans laquelle » se trouve l'éloge le plus pompeux de monsieur de » La Fayette. — Je déclare, répondit Brissot, que je » n'ai eu aucune connaissance de la lettre insérée » dans le *Patriote Français*. — Tant mieux, reprit » Robespierre, je suis charmé de voir que monsieur » Brissot ne soit pas complice de semblables apolo- » gies. » Les paroles s'envenimaient comme les cœurs. La haine grondait sous les paroles. Le vieux Dusaulx s'élança entre les adversaires. Il fit un appel touchant à la concorde des patriotes et les conjura de s'embrasser. Ils s'embrassèrent. « Je viens de remplir un » devoir de fraternité et de satisfaire mon cœur, s'é- » cria alors Robespierre. Il me reste encore une dette » plus sacrée à payer à la patrie. Toute affection » personnelle doit céder ici à l'intérêt sacré de la li-

» berté et de l'humanité. Je pourrai facilement les
» concilier ici avec les égards que j'ai promis à tous
» ceux qui les servent. J'ai embrassé monsieur Bris-
» sot, mais je persiste à le combattre; que notre paix
» ne repose que sur la base du patriotisme et de la
» vertu. » Robespierre, par son isolement même, prouvait sa force et en conquérait davantage sur les esprits indécis. Les journaux commençaient à s'ébranler en sa faveur. Marat flétrissait Brissot de ses invectives. Camille Desmoulins, dans des affiches improvisées, dévoila la honteuse association de Brissot à Londres avec Morande, ce libelliste déshonoré. Danton, lui-même, cet adorateur du succès, craignant de se tromper de fortune, hésitait entre les Girondins et Robespierre. Il se tut longtemps; à la fin il prononça un discours plein de mots sonores, mais où l'on sentait sous l'emphase des paroles le balbutiement des convictions et l'embarras de l'esprit.

LIVRE DIXIÈME.

I.

Pendant que ces choses se passaient aux Jacobins, et que les journaux, ces échos des clubs, semaient partout dans le peuple les mêmes anxiétés et la même hésitation, la diplomatie sourde du cabinet des Tuileries et de l'empereur Léopold, qui cherchait en vain à ajourner le dénoûment, allait se voir déjouer par l'impatience des Girondins et par la mort de Léopold. Ce prince philosophe allait emporter avec lui tous les désirs de conciliation et toutes les espérances de paix. Lui seul contenait l'Allemagne. M. de Narbonne déjouait par des démonstrations publiques les négociations secrètes de son collègue, M. de Lessart, pour temporiser et pour faire aboutir les différends de la France et de l'Europe à un congrès.

Le comité diplomatique de l'Assemblée, poussé par Narbonne et peuplé de Girondins, proposait des résolutions décisives. Ce comité, établi par l'Assemblée constituante et influencé par la haute pensée de Mirabeau, interpellait les ministres sur toutes les relations extérieures. La diplomatie était ainsi dévoilée, les négociations brisées, les transactions et les combinaisons impossibles; les cabinets de l'Europe étaient sans cesse cités à la tribune de Paris. Les Girondins, meneurs actuels de ce comité, n'avaient ni les lumières ni la réserve nécessaires pour manier, sans les rompre, les fils d'une diplomatie compliquée. Un discours leur comptait plus qu'une négociation. Peu leur importait le retentissement de leur parole dans les cabinets étrangers, pourvu qu'elle retentît bien dans la salle et dans les tribunes. D'ailleurs ils voulaient la guerre; ils se trouvaient hommes d'État en brisant d'un seul coup la paix de l'Europe. Étrangers à la politique, ils se disaient habiles parce qu'ils se sentaient sans scrupules. En affectant l'indifférence de Machiavel, ils se croyaient sa profondeur.

L'empereur Léopold, par un office du 21 décembre, donna prétexte à une explosion de l'Assemblée : « Les souverains réunis en concert, disait » l'empereur, pour le maintien de la tranquillité » publique et pour l'honneur et la sûreté des cou- » ronnes... » Ces mots agitent les esprits; on en





GENSONNÉ

cherche le sens; on se demande comment l'empereur, beau-frère et allié de Louis XVI, lui parle pour la première fois de ce concert formé entre les souverains? Et contre qui, si ce n'est contre la Révolution? Et comment les ministres et les ambassadeurs de la Révolution l'avaient-ils ignoré s'il existait? Et comment l'avaient-ils caché à la nation s'ils l'avaient su? Il y avait donc une double diplomatie, dont l'une ourdissait ses trames contre l'autre? Le comité autrichien n'était donc point un rêve des factieux? Il y avait donc dans la diplomatie officielle impéritie ou trahison, ou peut-être l'une et l'autre à la fois? On parlait du congrès projeté; on se demandait s'il pouvait avoir un autre objet que d'imposer des modifications à la constitution de la France? On s'indignait à la seule pensée de céder une lettre de la constitution aux exigences de l'Europe monarchique.

II.

C'est dans cette émotion des esprits que le comité diplomatique, par l'organe du Girondin Gensonné, présenta son rapport sur l'état de nos relations avec l'empereur. Gensonné, avocat de Bordeaux, nommé à l'Assemblée législative le même jour que Guadet et Vergniaud, ses compatriotes et ses amis, composait avec ces députés ce triumvirat de talent,

d'opinion et d'éloquence, qu'on appela depuis la Gironde. La dialectique obstinée, l'ironie âpre et mordante étaient les deux caractères du talent de Gensonné. Il n'entraînait pas, il contraignait : ses passions révolutionnaires étaient fortes mais raisonnées.

Avant d'entrer à l'Assemblée législative il avait été envoyé comme commissaire avec Dumouriez, depuis si célèbre, pour étudier l'esprit des populations dans les départements de l'Ouest, et proposer les mesures utiles à la pacification de ces contrées agitées par les querelles religieuses. Son rapport lumineux et calme avait conclu à la tolérance et à la liberté, ces deux topiques des consciences. Il était, comme tous les Girondins alors, décidé à pousser la Révolution jusqu'à sa forme extrême et définitive : la république, — sans impatience cependant de renverser le trône constitutionnel, pourvu que la constitution fût dans les mains de son parti.

Lié avec le ministre Narbonne, ses calomniateurs l'accusaient de lui être vendu. Rien ne légitime ce soupçon. Si l'âme des Girondins n'était pas pure d'ambitions et d'intrigues, leurs mains restaient pures de toute corruption. Gensonné, dans son rapport au nom du comité diplomatique, se posait deux questions : d'abord, quelle était notre situation politique à l'égard de l'empereur? secondement, son dernier *office* devait-il être regardé comme une hos-

tilité; et dans ce cas, fallait-il accélérer en l'attaquant l'instant d'une rupture inévitable?

Notre situation avec l'empereur, se répondait-il, c'est l'intérêt français sacrifié à la maison d'Autriche, nos finances et nos armées prodiguées pour elle, nos alliances perdues, et quelle marque de réciprocité en recevons-nous? La Révolution insultée, notre cocarde profanée, les rassemblements d'émigrés protégés dans les États qui dépendent d'elle, et enfin l'aveu d'un concert des puissances auquel elle déclare s'associer contre nous. Quand du sein du Luxembourg nos princes nous menacent d'une invasion imminente et se vantent d'être appuyés par les puissances, l'Autriche se tait et sanctionne par son silence les menaces de nos ennemis. Elle affecte, il est vrai, de temps en temps de condamner les manifestations hostiles à la France; mais ces blâmes convenus ne sont qu'une hypocrisie de paix. La cocarde blanche et l'uniforme contre-révolutionnaire sont impunément portés dans ses États; nos couleurs nationales y sont proscrites. Quand le roi a menacé l'électeur de Trèves d'aller disperser chez lui les rassemblements qui nous menaçaient, l'empereur a ordonné au général Bender de marcher au secours de l'électeur de Trèves. C'est peu : dans le rapport concerté à Pilnitz, l'empereur déclare conjointement avec le roi de Prusse que les deux puissances s'entendront sur les affaires de France avec

les autres cours de l'Europe ; et qu'en cas de guerre, elles se prêteront secours et assistance réciproques. Ainsi il est démontré que l'empereur a violé le traité de 1756 en contractant des alliances à l'insu de la France ; il est démontré qu'il s'est fait lui-même le centre et le moteur d'un système antifrançais. Quel peut être son but, si ce n'est de nous intimider et de nous dominer pour nous amener insensiblement à accepter un congrès et à subir des modifications honteuses à nos nouvelles institutions ?

Peut-être, ajoutait Gensonné, cette idée est-elle éclose au sein de la France, peut-être des intelligences secrètes font-elles espérer à l'empereur le maintien de la paix à de telles conditions. Il se trompe : ce n'est pas au moment où le feu de la liberté embrase les âmes de vingt-quatre millions d'hommes que les Français consentiraient à une capitulation à laquelle ils préféreraient la mort. Telle est notre situation, que la guerre, qui, dans des temps ordinaires, serait un fléau pour l'humanité, doit paraître aujourd'hui utile au bien public. Cette crise salutaire élèvera le peuple à la hauteur de ses destinées, elle lui rendra sa première énergie ; elle rétablira nos finances et étouffera tous les germes de dissensions intestines. Dans une situation analogue, le grand Frédéric ne brisa la ligue que la cour de Vienne avait formée contre lui qu'en la prévenant. Votre comité vous propose de faire

accélérer les préparatifs de guerre : un congrès serait une honte, la guerre est nécessaire, l'opinion publique la provoque, le salut public la commande.

Le rapporteur concluait à demander à l'empereur des explications nettes, et, dans le cas où ces explications ne seraient pas données avant le 10 février, à considérer le refus de répondre comme un acte d'hostilité.

III.

A peine la lecture de ce rapport est-elle terminée, que Guadet, qui présidait ce jour-là l'Assemblée, quitte la présidence, monte à la tribune et prend la parole pour commenter le rapport de son collègue et de son ami. Guadet, né à Saint-Émilion, dans les environs de Bordeaux, avocat célèbre avant l'âge où les hommes ont eu le temps de se faire une renommée, impatiemment attendu par la tribune politique, arrivé enfin à l'Assemblée législative, disciple de Brissot, moins profond, aussi courageux, plus éloquent que lui, intimement uni avec Gensonné et Vergniaud, que le même âge, les mêmes passions, la même patrie rapprochaient, doué d'une âme forte et d'une parole entraînante, également propre à résister aux mouvements d'une assemblée populaire ou à la précipiter vers le dénoûment, relevait tous ces dons de l'intelligence par

une de ces physionomies méridionales où la passion s'allume du même feu que le discours.

« On vient de parler d'un congrès, dit-il, quel » est donc ce complot formé contre nous, et jusqu'à » quand souffrirons-nous qu'on nous fatigue par » ces manœuvres, et qu'on nous outrage par ces » espérances! Y ont-ils bien pensé, ceux qui la » trament! La seule idée de la possibilité d'une ca- » pitulation de la liberté pourrait porter au crime » les mécontents qui en auraient l'espérance, et ce » sont les crimes qu'il faut prévenir. Apprenons » donc à tous ces princes que la nation est résolue » de maintenir sa constitution tout entière ou de » périr tout entière avec elle! En un mot, marquons » d'avance une place aux traîtres, et que cette place » soit l'échafaud! Je propose à l'instant même de » décréter que la nation regarde comme infâmes, » traîtres à la patrie, coupables de crime de lèse- » nation, tout agent du pouvoir exécutif, tout Fran- » çais (plusieurs voix : tout *législateur*) qui pren- » draient part, soit directement, soit indirectement, » à un congrès dont l'objet serait d'obtenir une » modification à la constitution, ou une médiation » entre la France et les rebelles. »

A ces mots, l'Assemblée se lève comme soulevée par une seule impulsion. Tous les bras se tendent, toutes les mains s'ouvrent dans l'attitude d'un homme prêt à prêter serment. Les tribunes confon-

dent leurs applaudissements à ceux qui retentissent dans la salle. Le décret est voté.

M. de Lessart, que le geste et les réticences de Guadet semblaient avoir déjà désigné pour victime aux soupçons du peuple, ne veut pas rester sous le poids de ces allusions terribles. « On a parlé, dit-» il, des agents politiques du pouvoir exécutif, je » dois déclarer que je ne connais rien qui doive » autoriser à suspecter leur fidélité. Quant à moi, » je répéterai le mot de mes collègues au ministère, » et je le prends pour moi : La constitution ou la » mort ! »

Pendant que Gensonné et Guadet soulevaient l'Assemblée dans cette scène concertée, Vergniaud soulevait la foule par le projet d'adresse au peuple français, répandu depuis quelques jours dans les masses. Les Girondins calquaient Mirabeau. Ils se souvenaient de l'effet produit deux ans plus tôt par le projet d'adresse au roi pour le renvoi des troupes.

« Français ! dit Vergniaud, l'appareil de la guerre » se déploie sur vos frontières ; on parle de com-» plots contre la liberté. Vos armées se rassemblent, » de grands mouvements agitent l'empire. Des prê-» tres séditieux préparent dans le secret des con-» sciences et jusque dans les chaires le soulèvement » contre la constitution. Des lois martiales étaient » nécessaires. Dès lors, elles nous ont paru justes... » Mais nous n'avions réussi qu'à faire briller un

» moment la foudre aux yeux de la rébellion. La
» sanction du roi a été refusée à nos décrets. Les
» princes de l'Allemagne font de leur territoire un
» repaire de conspirateurs contre vous. Ils protégent
» les complots des émigrés. Ils leur fournissent
» asile, or, armes, chevaux, munitions. Une pa-
» tience suicide devait-elle tout tolérer! Ah! sans
» doute, vous avez renoncé aux conquêtes, mais
» vous n'avez point promis d'endurer d'insolentes
» provocations. Vous avez secoué le joug de vos
» tyrans; ce n'est pas pour fléchir le genou devant
» des despotes étrangers. Prenez garde cependant,
» vous êtes environnés de piéges; on cherche à vous
» amener par dégoût ou par lassitude à un état de
» langueur qui énerve votre courage. Bientôt, peut-
» être, on tâchera de l'égarer. On cherche à vous
» séparer de nous; on suit un plan de calomnie
» contre l'Assemblée nationale; on incrimine à vos
» yeux votre révolution. Oh! gardez-vous de ces
» terreurs paniques! Repoussez avec indignation
» ces imposteurs qui, en affectant un zèle hypocrite
» pour la constitution, ne cessent de vous parler de
» *monarchie*. La *monarchie*, pour eux, c'est la contre-
» révolution! La *monarchie* c'est la *noblesse!* La
» contre-révolution, c'est-à-dire la dîme, la féoda-
» lité, la Bastille, des fers, des bourreaux, pour
» punir les sublimes élans de la liberté! des satel-
» lites étrangers dans l'intérieur de l'État; la ban-

» queroute engloutissant avec vos assignats vos » fortunes privées et la richesse nationale; les fureurs » du fanatisme, celles de la vengeance, les assas- » sinats, le pillage, l'incendie, enfin le despotisme » et la mort se disputant dans des ruisseaux de sang » et sur des monceaux de cadavres l'empire de » votre malheureuse patrie! La noblesse, c'est-à- » dire deux classes d'hommes : l'une pour la gran- » deur, l'autre pour la bassesse! L'une pour la » tyrannie, l'autre pour la servitude! La noblesse, » ah! ce mot seul est une injure pour l'espèce hu- » maine!

» Et cependant c'est pour assurer le succès de » ces conspirations, qu'on met l'Europe en mouve- » ment contre vous! Eh bien! il faut détruire ces » espérances coupables par une solennelle déclara- » tion. Oui, les représentants de la France, libres, » inébranlablement attachés à la constitution, seront » ensevelis sous ses ruines avant qu'on obtienne » d'eux une capitulation indigne d'eux et de vous. » Ralliez-vous! rassurez-vous. On tente de soulever » des nations contre vous, on ne soulèvera que des » princes. Le cœur des peuples est à vous. C'est » leur cause que vous embrassez en défendant la » vôtre. Abhorrez la guerre, elle est le plus grand » crime des hommes et le plus terrible fléau de » l'humanité; mais enfin, puisqu'on vous y force, » suivez le cours de vos destinées. Qui peut prévoir

» jusqu'où ira la punition des tyrans qui vous auront » mis les armes à la main ! » Ainsi ces trois voix conjurées s'unissaient pour lancer la nation dans la guerre.

IV.

Les dernières paroles de Vergniaud ouvraient assez clairement au peuple la perspective de la république universelle. Les constitutionnels n'étaient pas moins ardents à diriger vers la guerre les idées de la nation. M. de Narbonne, au retour de son voyage rapide, fit à l'Assemblée un rapport rassurant sur l'état de l'armée et sur l'état des places fortes. Il se loua de tout le monde. Il présenta à la patrie le jeune Mathieu de Montmorency, le plus beau nom de la France, caractère plus noble que son nom, comme le symbole de l'aristocratie se dévouant à la liberté. Il attestait que l'armée ne séparait pas, dans son attachement à la patrie, l'Assemblée du roi. Il glorifiait d'avance les chefs des troupes. Il nomma Rochambeau, à l'armée du Nord; Berthier, à Metz; Biron, à Lille; Luckner, La Fayette, sur le Rhin. Il parla de plans de campagne concertés par les ordres du roi entre ces généraux. Il énuméra les gardes nationales prêtes à servir de seconde ligne à l'armée active. Il sollicita leur prompt armement. Il dépeignit ces volontaires comme donnant à l'armée le plus imposant des caractères, celui de la force et de la volonté nationales. Il répondit des officiers

qui avaient prêté serment à la constitution, il excusa ceux qui le refuseraient de ne pas vouloir être des traîtres. Il encouragea l'Assemblée à la défiance envers les douteux. « La défiance, dit-il, est dans » ces temps d'orages le plus naturel mais le plus » dangereux des sentiments. La confiance engage. » Il importe au peuple de montrer qu'il ne peut » avoir que des amis. » Il annonça un effectif de cent dix mille hommes d'infanterie et de vingt mille hommes de cavalerie prêts à entrer en campagne.

Ce rapport, loué par Brissot dans ses feuilles et applaudi par les Girondins dans l'Assemblée, ne laissa plus de prétexte à ceux qui voulaient ajourner la lutte. La France sentait ses forces à la hauteur de sa colère. Rien ne pouvait plus la contenir. L'impopularité croissante du roi ajoutait à l'irritation des esprits. Deux fois déjà il avait arrêté, en y opposant son *veto*, l'effet des mesures énergiques décrétées par l'Assemblée : le décret contre les émigrés et le décret contre les prêtres non assermentés. Ces deux *veto*, dont l'un lui était commandé par son honneur, l'autre par sa conscience, étaient deux armes terribles que la constitution avait mises dans sa main, et dont il ne pouvait faire usage sans se blesser lui-même. Les Girondins se vengeaient de sa résistance en lui imposant la guerre contre les princes qui étaient ses frères et contre l'empereur qu'ils supposaient son complice.

Les pamphlétaires et les journalistes jacobins agitaient sans cesse devant le peuple ces deux *veto* comme des actes de trahison. Les troubles de la Vendée étaient imputés à cette complicité secrète du roi avec un clergé rebelle. En vain le département de Paris, composé d'hommes respectueux pour les consciences, tels que M. de Talleyrand, M. de La Rochefoucauld et M. de Beaumetz, présentait-il au roi une pétition où les vrais principes de la liberté protestaient contre l'arbitraire de l'inquisition révolutionnaire, des contre-pétitions arrivaient en foule des départements.

V.

Camille Desmoulins, ce Voltaire des clubs, prêtait à la pétition des citoyens de Paris la raillerie insolente qui faisait le succès de son talent.

« Dignes représentants, disait la pétition, les » applaudissements sont la liste civile du peuple, » ne repoussez donc pas les nôtres! Recueillir les » hommages des bons citoyens et les injures des » mauvais, pour une assemblée nationale c'est avoir » réuni tous les suffrages. Le roi a mis son *veto* à » votre décret contre les émigrés, décret digne à » la fois de la majesté du peuple romain et de la » clémence du peuple français. Nous ne nous plai» gnons pas de cet acte du roi, parce que nous

» nous souvenons de la maxime d'un grand politi-
» que, Machiavel; que nous vous prions de méditer
» profondément : *Il est contre nature de tomber volon-*
» *tairement de si haut*.... Pénétrés de cette vérité,
» nous n'exigeons donc pas du roi un amour im-
» possible de la constitution et nous ne trouvons
» pas mauvais qu'il s'oppose à tous vos meilleurs
» décrets. Mais que des fonctionnaires publics pré-
» viennent le *veto* royal, et déclarent leur rébellion
» à votre décret contre les prêtres; qu'ils soulèvent
» l'opinion publique; que ces hommes soient préci-
» sément les mêmes qui ont fait fusiller au Champ-
» de-Mars les citoyens signataires d'une pétition in-
» dividuelle contre un décret qui n'était pas rendu;
» qu'ils inondent l'empire des exemplaires de cette
» pétition qui n'est autre chose que le premier feuil-
» let d'un grand registre de contre-révolution et une
» souscription de guerre civile envoyée à la signa-
» ture de tous les fanatiques, de tous les idiots, de
» tous les esclaves permanents : pères de la patrie!
» il y a ici une telle complication d'ingratitude et
» d'abus de confiance, de contradiction et de four-
» berie, de prévarication et de trahison, que, pro-
» fondément indignés de tant de scélératesse cachée
» sous le manteau de la philosophie et d'un civisme
» hypocrite, nous venons vous dire : Votre décret a
» sauvé la patrie! et si l'on s'obstine à ne pas vous
» permettre de sauver la nation, eh bien! la nation

» se sauvera elle-même! Car enfin, la puissance du » *veto* a un terme; un *veto* n'empêche pas la prise » de la Bastille.

» On vous dit que la pension des prêtres était » une dette nationale? Mais quand vous demandez » seulement aux prêtres de déclarer qu'ils ne seront » pas séditieux, ceux qui refusent cette déclaration » ne sont-ils pas déjà séditieux de cœur? Or, ces » prêtres factieux, qui n'ont rien prêté à l'État, qui » ne sont créanciers de l'État qu'à titre de bienfai- » sance, ne sont-ils pas mille fois déchus de la do- » nation pour cause d'ingratitude? Dédaignez donc » ces misérables sophismes, pères de la patrie! et » ne doutez plus de la toute-puissance d'un peuple » libre! Mais si la liberté sommeille, comment le » bras agira-t-il? Ne levez plus ce bras, ne levez » plus la massue nationale pour écraser des insec- » tes! Caton et Cicéron faisaient-ils le procès à Cé- » thégus et à Catilina? Ce sont les chefs qu'il faut » poursuivre! Frappez la tête! » Le rire amer se propagea des tribunes dans l'Assemblée et de l'Assemblée dans la foule. Le procès-verbal de cette séance fut envoyé aux quatre-vingt-trois départements. Le lendemain l'Assemblée revint sur cet envoi, et effaça son vote de la veille. Mais la publicité n'en porta pas moins, avec le retentissement dans les provinces, l'inquiétude, la dérision et la haine attachées au *veto royal*. La constitution, tra-

duite en ridicule et bafouée en pleine assemblée, n'était plus que le jouet de la populace.

Depuis plusieurs mois, l'état du royaume répondait à l'état de Paris. Tout était bruit, trouble, dénonciation, émeute dans les départements. Chaque courrier apportait ses scandales, ses pétitions séditieuses, ses émeutes, ses assassinats. Les clubs établissaient autant de foyers de résistance à la constitution qu'il y avait de communes dans l'empire. La guerre civile, couvant dans la Vendée, éclatait par des massacres à Avignon.

VI.

Cette ville et le Comtat, réunis à la France par le dernier décret de l'Assemblée constituante, étaient restés depuis cette époque dans un état intermédiaire entre deux dominations si favorables à l'anarchie. Les partisans du gouvernement papal et les partisans de la réunion à la France y luttaient dans une alternative d'espérance et de crainte qui prolongeait et envenimait leur haine. Le roi, par un scrupule religieux, avait trop longtemps suspendu l'exécution du décret de réunion. Tremblant d'usurper sur le domaine de l'Église, il se décidait tard, et ses délais impolitiques donnaient du temps aux crimes.

La France était représentée, dans Avignon, par

des médiateurs. L'autorité provisoire de ces médiateurs était appuyée par un détachement de troupes de ligne. Le pouvoir, tout municipal, reposait dans la dictature de la municipalité. La population, agitée et passionnée, se divisait en parti français ou révolutionnaire et en parti opposé à la réunion à la France et à la Révolution. Le fanatisme de la religion chez les uns, le fanatisme de la liberté chez les autres poussaient les deux partis aux mêmes crimes. L'ardeur du sang, la soif de vengeances privées, le feu du climat s'ajoutaient aux passions civiles. Les violences des républiques italiennes devaient se retrouver dans les mœurs de cette colonie de l'Italie et de cette succursale de Rome sur les bords du Rhône. Plus les États sont petits, plus les guerres civiles y sont atroces. Les opinions opposées y deviennent des haines personnelles; les batailles n'y sont que des assassinats. Avignon préludait à ces assassinats en masse par des meurtres particuliers.

Le 16 octobre, une agitation sourde se trahit par des attroupements populaires composés surtout d'hommes du peuple ennemis de la Révolution. Les murs des églises furent couverts d'affiches appelant la population à la révolte contre l'autorité provisoire de la municipalité. On semait le bruit de ridicules miracles qui demandaient, au nom du ciel, vengeance des attentats commis contre la religion. Une statue de la Vierge, vénérée du peuple dans

l'église des Cordeliers, avait rougi des profanations de son temple. On l'avait vue verser des larmes d'indignation et de douleur. Le peuple, nourri, sous le gouvernement papal, de ces crédulités superstitieuses, s'était porté en foule aux Cordeliers pour venger la cause de sa protectrice. Animé par des exhortations fanatiques, confiant dans cette intervention divine, l'attroupement, sorti des Cordeliers et grossi par la foule, se porta aux remparts, ferma les portes, retourna les canons sur la ville et se répandit dans les rues, demandant à grands cris le renversement du gouvernement. L'infortuné Lescuyer, notaire d'Avignon, secrétaire-greffier de la municipalité, plus spécialement désigné à la fureur de la horde, fut arraché violemment de sa demeure, traîné sur les pavés jusqu'à l'autel des Cordeliers, immolé à coups de sabre et à coups de bâton, foulé aux pieds, outragé jusque dans son cadavre, victime expiatoire étendue aux pieds de la statue offensée. La garde nationale, un détachement sorti du fort avec deux pièces de canon refoulèrent le peuple ameuté, et ramassèrent sur le pavé de l'église le corps nu et inanimé de Lescuyer. Mais les prisons de la ville avaient été forcées, et les scélérats qu'elles renfermaient allaient offrir leurs bras à d'autres assassinats. D'horribles représailles étaient à craindre, et cependant les médiateurs, absents de la ville, s'endormaient sur le danger ou fer-

maient les yeux. Des intelligences sourdes se nouaient entre les meneurs des clubs de Paris et les révolutionnaires d'Avignon.

VII.

Un de ces hommes sinistres qui semblent flairer le sang et présager le crime arrivait de Versailles à Avignon. Cet homme se nommait *Jourdan*. Il ne faut pas le confondre avec un autre révolutionnaire du même nom né à Avignon. Né dans ces montagnes du Midi arides et calcinées où les brutes mêmes sont plus féroces, successivement boucher, maréchal-ferrant, contrebandier dans les gorges qui séparent la Savoie de la France, soldat, déserteur, palefrenier, puis enfin marchand de vin dans un faubourg de Paris, il avait écumé dans toutes ces professions abjectes les vices de la populace. Les premiers meurtres commis par le peuple dans les rues de Paris avaient révélé sa véritable passion. Ce n'était pas celle du combat, c'était celle du meurtre. Il paraissait après le carnage pour dépecer les victimes et pour déshonorer davantage l'assassinat. Il s'était fait boucher d'hommes. Il s'en vantait. C'était lui qui avait plongé ses mains dans la poitrine ouverte et arraché le cœur de MM. Foulon et Berthier. C'était lui qui avait coupé la tête aux deux gardes du corps MM. de *Varicourt* et des *Huttes*, le 6 octobre à Versailles; c'était lui qui, rentré dans Paris et portant

ces deux têtes décollées au bout d'une pique, reprochait au peuple de se contenter de si peu et de l'avoir fait venir pour ne couper que deux têtes! Il espérait mieux d'Avignon. Il s'y rendit.

Il y avait à Avignon un corps de volontaires appelé l'armée de Vaucluse, formé de la lie de ces contrées et commandé par un nommé *Patrix*. Ce Patrix ayant été assassiné par sa troupe, dont il voulait modérer les excès, Jourdan fut porté au commandement par droit de sédition et de scélératesse. Les soldats à qui on reprochait leurs brigandages et leurs meurtres, semblables aux *gueux* de Belgique et aux *sans-culottes* de Paris, affichèrent l'insulte comme une gloire, et s'intitulèrent eux-mêmes les braves brigands d'Avignon. Jourdan, à la tête de cette bande, ravagea, incendia le Comtat, assiégea Carpentras, fut repoussé, perdit cinq cents hommes, et se replia sur Avignon tout frémissant encore du meurtre de *Lescuyer*. Il vint prêter son bras et sa troupe à la vengeance du parti français. Dans la journée du 30 août, Jourdan et ses sicaires fermèrent les portes de la ville, se répandirent dans les rues, cernèrent les maisons signalées comme contenant des ennemis de la Révolution, en arrachèrent les habitants, hommes, femmes, vieillards, enfants, sans distinction d'âge, de sexe ou d'innocence. Ils les enfermèrent dans le Palais. La nuit venue, les assassins enfoncent les portes et immolent à coups

de barres de fer ces victimes désarmées et suppliantes. Leurs cris appellent en vain les secours de la garde nationale. La ville entend ce massacre sans oser donner signe d'humanité. Le bruit du crime glace et paralyse tous les citoyens. Les assassins préludent à la mort des femmes par des dérisions et des souillures qui ajoutent la honte à l'horreur, et le supplice de la pudeur au supplice de l'assassinat. Le rire et les larmes, le vin et le sang, la luxure et la mort se mêlent. Quand il n'y a plus personne à tuer, on mutile encore les cadavres. On balaye le sang dans l'égout du palais. On traîne les restes mutilés dans la Glacière; on la mure, on y scelle la vengeance du peuple. Jourdan et ses satellites offrent l'hommage de cette nuit aux médiateurs français et à l'Assemblée nationale. Les scélérats de Paris admirent; l'Assemblée frémit d'indignation et reçoit ce crime comme un outrage, le président s'évanouit en lisant le récit de la nuit d'Avignon. On ordonne l'arrestation de Jourdan et de ses complices. Jourdan s'enfuit d'Avignon. Poursuivi par les Français, il lance son cheval dans la rivière de la Sorgue. Atteint au milieu du fleuve par un soldat, il fait feu sur lui et le manque. Il est arrêté et garrotté. Le supplice l'attend. Mais les Jacobins mposent aux Girondins l'amnistie pour les crimes d'Avignon. Jourdan, sûr de l'impunité et fier de son crime, y reparaît pour immoler ses dénonciateurs.

L'Assemblée frémit un moment à la vue de ce sang, puis elle se hâta d'en détourner les yeux. Dans son impatience de régner seule, elle n'avait pas le temps d'avoir de la pitié. Il y avait d'ailleurs entre les Girondins et les Jacobins une émulation d'emportement et une rivalité à tenir la tête de la Révolution, qui faisaient craindre à chacun de ces deux partis de laisser prendre le pas à l'autre. Les cadavres mêmes n'arrêtaient pas, et des larmes trop prolongées auraient pu passer pour faiblesse.

VIII.

Les victimes cependant se multipliaient tous les jours et les désastres n'attendaient pas les désastres. L'empire entier semblait s'écrouler sur ses fondateurs. Saint-Domingue, la plus riche des colonies françaises, nageait dans le sang. La France était punie de son égoïsme. L'Assemblée constituante avait proclamé en principe la liberté des noirs; mais de fait, l'esclavage subsistait encore. Deux cent mille esclaves servaient de bétail humain à quelques milliers de colons. On les achetait, on les vendait, on les mutilait comme une chose inanimée. On les tenait par spéculation hors la loi civile et hors la loi religieuse. La propriété, la famille, le mariage leur étaient interdits. On avait soin de les dégrader au-dessous de l'homme pour conserver le droit de les

traiter en brutes. Si quelques unions furtives ou favorisées par la cupidité se formaient entre eux, la femme, les enfants appartenaient au maître. On les vendait séparément sans aucun égard aux liens de la nature. On déchirait sans pitié tous les attachements dont Dieu a formé la chaîne des sympathies de l'humanité.

Ce crime en masse, cet abrutissement systématique avait ses théoriciens et ses apologistes. On niait dans les noirs les facultés humaines. On en faisait une race intermédiaire entre la chair et l'esprit. On appelait tutelle nécessaire l'infâme abus de la force, qu'on exerçait sur cette race inerte et servile. Les sophistes n'ont jamais manqué aux tyrans. D'un autre côté, les hommes pieux envers leurs semblables, qui avaient, comme Grégoire, Raynal, Barnave, Brissot, Condorcet, La Fayette, embrassé la cause de l'humanité et formé la *Société des amis des noirs*, avaient lancé leurs principes sur les colonies comme une vengeance plutôt que comme une justice. Ces principes avaient éclaté sans préparation et sans prévoyance dans cette société coloniale, où la vérité n'avait d'autre organe que l'insurrection. La philosophie proclame les principes, la politique les administre; les amis des noirs s'étaient contentés de les proclamer. La France n'avait pas eu le courage de déposséder et d'indemniser ses colons; elle avait conquis la liberté pour elle seule; elle ajournait, comme

elle ajourne encore au moment où j'écris ces lignes, la réparation du crime de l'esclavage dans ses colonies; pouvait-elle s'étonner que l'esclavage cherchât à se venger lui-même et qu'une liberté vainement proclamée à Paris ne devînt une insurrection à Saint-Domingue? Toute iniquité, qu'une société libre laisse subsister au profit des oppresseurs, est un glaive dont elle arme elle-même les opprimés. Le droit est la plus dangereuse de toutes les armes. Malheur à qui la laisse à ses ennemis!

IX.

Saint-Domingue l'attestait : cinquante mille esclaves noirs s'étaient soulevés dans une nuit à l'instigation et sous le commandement des mulâtres ou hommes de couleur. Les hommes de couleur, race intermédiaire issue du commerce des colons blancs avec les esclaves noires, n'étaient point esclaves, mais ils n'étaient pas citoyens. C'était une sorte d'affranchis ayant les défauts et les vertus des deux races : l'orgueil des blancs, la dégradation des noirs; race flottante qui, en se portant tour à tour du côté des esclaves ou du côté des maîtres, devait produire ces oscillations terribles, qui amènent inévitablement le renversement d'une société.

Les mulâtres qui possédaient eux-mêmes des esclaves avaient commencé par faire cause commune

avec les colons et par s'opposer avec plus d'inflexibilité que les blancs à l'émancipation des noirs. Plus ils étaient près de l'esclavage, plus ils défendaient avec passion leur part de tyrannie. L'homme est ainsi fait; nul n'est plus porté à abuser de son droit que celui qui vient à peine de le conquérir, il n'y a pas de pires tyrans que les esclaves ni d'hommes plus superbes que les parvenus.

Les hommes de couleur avaient tous ces vices de parvenus à la liberté. Mais quand ils s'aperçurent que les blancs les méprisaient comme une race mêlée, que la Révolution n'avait point effacé les nuances de la peau et les préjugés injurieux qui s'attachaient à leur couleur; quand ils réclamèrent en vain pour eux l'exercice des droits civiques que les colons leur contestaient, ils passèrent avec la légèreté et la fougue de leur caractère d'une passion à une autre, d'un parti à l'autre, et ils firent cause commune avec la race opprimée. Leur habitude du commandement, leur fortune, leurs lumières, leur énergie, leur audace les appelaient naturellement à devenir les chefs des noirs. Ils fraternisèrent avec eux, ils se popularisèrent auprès des noirs par cette même couleur dont ils rougissaient naguère auprès des blancs. Ils fomentèrent secrètement les germes de l'insurrection dans les conciliabules nocturnes des esclaves. Ils entretinrent des correspondances clandestines avec les amis des noirs à Paris. Ils répandirent avec pro-

fusion, dans les cases, les discours et les écrits qui enseignaient de Paris leurs devoirs aux colons, leurs droits imprescriptibles aux esclaves. Les droits de l'homme commentés par la vengeance devinrent le catéchisme des habitations.

Les blancs tremblèrent. La terreur les porta à la violence. Le sang du mulâtre *Ogé* et de ses complices versé par M. de Blanchelande, gouverneur de Saint-Domingue, et par le conseil colonial, sema partout le désespoir et la conspiration.

X.

Ogé, député à Paris par les hommes de couleur pour faire valoir leur droit auprès de l'Assemblée constituante, s'était lié avec Brissot, Raynal, Grégoire et s'était affilié par eux à la Société des amis des noirs. Passé de là en Angleterre, il y connut le pieux philanthrope Clarkson. Clarkson et son ami plaidaient alors la cause de l'émancipation des noirs; ils étaient les premiers apôtres de cette religion de l'humanité qui ne croit pas pouvoir élever des mains pures vers Dieu, tant qu'il reste dans ces mains un bout de la chaîne qui tient une race humaine dans la dégradation et dans la servitude. La fréquentation de ces hommes de bien élargit encore l'âme d'Ogé. Il était venu en Europe pour défendre seulement l'intérêt des mulâtres, il y embrassa la cause plus

libérale et plus sainte de tous les noirs. Il se dévoua à la liberté de tous ses frères. Il revint en France, il fréquenta Barnave; il supplia le comité de l'Assemblée constituante d'appliquer les principes de la liberté aux colonies et de ne pas faire une exception à la loi divine en laissant les esclaves à leurs maîtres. Inquiet et indigné des hésitations du comité, qui retirait d'une main ce qu'il avait donné de l'autre, il déclara que, si la justice ne suffisait pas à leur cause, il ferait appel à la force. Barnave avait dit : *Périssent les colonies plutôt qu'un principe*. Les hommes du 14 juillet n'avaient pas le droit de condamner dans le cœur d'Ogé l'insurrection qui était leur propre titre à l'indépendance. On peut croire que les vœux secrets des amis des noirs suivirent Ogé, qui repartit pour Saint-Domingue. Il y trouva les droits des hommes de couleur et les principes de la liberté des noirs plus niés et plus profanés que jamais. Il leva l'étendard de l'insurrection, mais avec les formes et les droits de la légalité. A la tête d'un rassemblement de deux cents hommes de couleur, il réclama la promulgation dans les colonies des décrets de l'Assemblée nationale, arbitrairement ajournée jusque-là. Il écrivit au commandant militaire du Cap : « Nous exigeons la proclamation de la loi qui nous » fait libres citoyens. Si vous vous y opposez, nous » nous rendrons à Léogane, nous nommerons des » électeurs, nous repousserons la force par la force.

» L'orgueil des colons se trouve humilié de siéger à » côté de nous. A-t-on consulté l'orgueil des nobles » et du clergé pour proclamer l'égalité des citoyens » en France? » Le gouvernement répondit à cette éloquente sommation de liberté par l'envoi d'un corps de troupes pour dissiper le rassemblement. Ogé le repoussa.

XI.

Des forces plus nombreuses parvinrent, après une résistance héroïque, à disperser les mulâtres. Ogé s'échappa et se réfugia dans la partie espagnole de l'île. Sa tête était mise à prix. M. de Blanchelande, dans des proclamations, lui faisait un crime de revendiquer les droits de la nature au nom de l'Assemblée qui venait de proclamer les droits du citoyen. On sollicitait du gouvernement espagnol l'extradition de ce Spartacus également dangereux à la sécurité des blancs dans les deux pays. Ogé fut livré aux Français par les Espagnols. Il fut mis en jugement au Cap. On prolongea pendant deux mois son procès pour couper à la fois tous les fils de la trame de l'indépendance et pour effrayer ses complices. Les blancs, ameutés, s'impatientaient de ces lenteurs et demandaient sa tête à grands cris. Les juges le condamnèrent à la mort, pour ce crime qui faisait dans la mère-patrie la gloire de La Fayette et de Mirabeau.

Il subit la torture du cachot. Les droits de sa race, résumés et persécutés en lui, élevaient son âme au-dessus de ses bourreaux. « Renoncez, leur dit-il » avec une impassible fierté, renoncez à l'espoir de » m'arracher un seul nom de mes complices. Mes » complices, ils sont partout où un cœur d'homme » soulève contre les oppresseurs de l'homme. » De ce moment, il ne prononça plus que deux mots qui résonnaient comme un remords à l'oreille de ses persécuteurs : *Liberté, égalité.* Il marcha serein au lieu de son supplice. Il entendit avec indignation la sentence qui le condamnait à la mort lente et infâme des plus vils scélérats. « Eh! quoi, s'écria-t-il, vous » me confondez avec les criminels parce que j'ai » voulu restituer à mes semblables ces droits et ce » titre d'homme que je sens en moi! Eh! bien, voilà » mon sang! mais il en sortira un vengeur! » Il périt sur la roue, et son corps mutilé fut laissé sur les bords d'un chemin. Cette mort héroïque retentit jusque dans l'Assemblée nationale et souleva des sentiments divers. « Elle est méritée, dit Malouet, Ogé » est un criminel et un assassin. — Si Ogé est cou» pable, lui répondit Grégoire, nous le sommes tous; » si celui qui a réclamé la liberté pour ses frères pé» rit justement sur l'échafaud, il faut y faire monter » tous les Français qui nous ressemblent. »

XII.

Le sang d'Ogé bouillonnait sourdement dans le cœur de tous les mulâtres. Ils jurèrent de le venger. Les noirs étaient une armée toute prête pour le massacre. Le signal leur fut donné par les hommes de couleur. En une seule nuit, soixante mille esclaves, armés de torches et des outils de leur travail, incendièrent toutes les habitations de leurs maîtres dans un rayon de six lieues autour du Cap. Les blancs sont égorgés. Femmes, enfants, vieillards, rien n'échappe à la fureur longtemps comprimée des noirs. C'est l'anéantissement d'une race par une autre. Les têtes sanglantes des blancs, portées au bout de roseaux de cannes à sucre, sont le drapeau qui mène ces hordes non au combat, mais au carnage. Les outrages de tant de siècles, commis par les blancs sur les noirs, sont vengés en une nuit. Une émulation de cruauté semble faire rivaliser les deux couleurs. Les nègres imitent les supplices si longtemps exercés contre eux; ils en inventent de nouveaux. Si quelques esclaves généreux et fidèles se placent entre leurs anciens maîtres et la mort, on les immole ensemble. La reconnaissance et la pitié sont des vertus que la guerre civile ne reconnaît plus. La couleur est un arrêt de mort sans acception de personne. La guerre est entre les races et non plus entre les

hommes. Il faut que l'une périsse pour que l'autre vive! Puisque la justice n'a pu se faire entendre entre elles, il n'y a que la mort pour les accorder. Toute grâce de la vie faite à un blanc est une trahison qui coûtera la vie à un noir. Les nègres n'ont plus de cœur. Ce ne sont plus des hommes, ce n'est plus un peuple, c'est un élément destructeur qui passe sur la terre en effaçant tout.

En quelques heures huit cents habitations, sucreries, caféieries, représentant un capital immense, sont anéanties. Les moulins, les magasins, les ustensiles, la plante même, qui leur rappelle leur servitude et leur travail forcé, sont jetés aux flammes. La plaine entière n'est plus couverte, aussi loin que le regard peut s'étendre, que de la fumée et de la cendre de l'incendie. Les cadavres des blancs, groupés en hideux trophées de troncs, de têtes, de membres d'hommes, de femmes et d'enfants assassinés, marquent seuls la place des riches demeures où ils régnaient la veille. C'était la revanche de l'esclavage. Toute tyrannie a d'horribles revers.

Les blancs avertis à temps de l'insurrection par la généreuse indiscrétion des noirs, ou protégés dans leur fuite par les forêts et par la nuit, s'étaient réfugiés dans la ville du Cap. D'autres, enfouis avec leurs femmes et leurs enfants dans des cavernes, y furent nourris au péril de leur vie par leurs esclaves fidèles. L'armée des noirs grossit sous les murs du

Cap. Ils s'y disciplinèrent à l'abri d'un camp fortifié. Des fusils et des canons leur arrivèrent par les soins d'auxiliaires invisibles. Les uns accusaient les Anglais, d'autres les Espagnols; d'autres enfin, les amis des noirs, de cette complicité avec l'insurrection. Mais les Espagnols étaient en paix avec la France. La révolte des noirs ne les menaçait pas moins que nous. Les Anglais possédaient eux-mêmes trois fois plus d'esclaves que la France. Le principe de l'insurrection, exalté par le triomphe et se propageant chez eux, aurait ruiné leurs établissements et compromis la vie même de leurs colons. Ces soupçons étaient absurdes. Il n'y avait de coupable que la liberté même, qu'on n'opprime pas impunément dans une partie de l'espèce humaine. Elle avait des complices dans le cœur même des Français.

La mollesse des résolutions de l'Assemblée à la réception de ces nouvelles le prouva. M. Bertrand de Molleville, ministre de la marine, ordonna à l'instant le départ de 6,000 hommes de renfort pour Saint-Domingue.

Brissot attaqua ces mesures répressives dans un discours où il ne craignit pas de rejeter l'odieux du crime sur les victimes et d'accuser le gouvernement de complicité avec l'aristocratie des colons. — « Par quelle fatalité ces nouvelles coïncident-» elles avec un moment où les émigrations redou-» blent? où les rebelles rassemblés sur nos fron-

» tières nous annoncent une prochaine explosion?
» où enfin les colonies nous menacent par une dé-
» putation illégale de se soustraire à la domination
» de la métropole? Ne serait-ce ici qu'une ramifi-
» cation d'un grand plan combiné par la trahison? »
La répugnance des amis des noirs, nombreux dans l'Assemblée, à prendre des mesures énergiques en faveur des colons, l'indifférence du parti révolutionnaire pour les colonies, l'éloignement du lieu de la scène qui affaiblit la pitié, et enfin le mouvement intérieur, qui emportait les esprits et les choses, effacèrent bien vite ces impressions et laissèrent se former et grandir à Saint-Domingue le génie de l'indépendance des noirs, qui se montrait de loin dans la personne d'un pauvre et vieux esclave : Toussaint-Louverture.

XIII.

Les désordres intérieurs se multipliaient sur tous les points de l'empire. La liberté religieuse, qui était le vœu de l'Assemblée constituante et la grande conquête de la Révolution, ne pouvait s'établir sans cette lutte en face d'un culte dépossédé et d'un schisme naissant qui se disputaient les populations. Le parti contre-révolutionnaire s'alliait partout avec le clergé: Ils avaient les mêmes ennemis, ils conspiraient contre la même cause. Depuis que les prêtres

non assermentés avaient pris le rôle de victimes, l'intérêt d'une partie du peuple, surtout dans les campagnes, s'attachait à eux. La persécution est si odieuse à l'esprit public, que son apparence même séduit les cœurs généreux. L'esprit humain a un penchant à croire que la justice est du côté des proscrits. Les prêtres n'étaient pas encore persécutés; mais dès qu'ils ne régnaient plus, ils se croyaient humiliés. L'irritation sourde entretenue par le clergé a été plus funeste à la Révolution que les conspirations de l'aristocratie émigrée. La conscience est le point le plus sensible de l'homme. Une superstition atteinte ou une foi inquiétée dans l'esprit d'un peuple est la plus implacable des conspirations. C'est avec la main de Dieu, invisible dans la main du prêtre, que l'aristocratie souleva la Vendée. De fréquents et sanglants symptômes trahissaient déjà dans l'Ouest et dans la Normandie ce foyer couvert de la guerre religieuse.

Le plus terrible de ces symptômes éclata à Caen. L'abbé Fauchet était évêque constitutionnel du Calvados. La célébrité même de son nom, le patriotisme exalté de ses opinions, l'éclat de sa renommée révolutionnaire, sa parole enfin et ses écrits, semés avec profusion dans son diocèse, étaient une cause d'agitation plus intense dans le Calvados qu'ailleurs.

Fauchet, que la conformité d'opinions, l'honnêteté de ses passions rénovatrices et les illusions

mêmes de son imagination devaient plus tard associer aux actes et à l'échafaud des Girondins, était né à Dornes, dans l'ancienne province du Nivernais. Il embrassa l'état ecclésiastique, entra dans la communauté libre des prêtres de Saint-Roch à Paris, et fut quelque temps précepteur des enfants du marquis de Choiseul, frère du fameux duc de Choiseul, ce dernier des ministres de l'école de Richelieu et de Mazarin. Un talent remarquable pour la parole le fit paraître avec éclat dans la chaire sacrée. Il fut nommé prédicateur du roi, abbé de Montfort, grand-vicaire de Bourges. Il marchait rapidement aux premières dignités de l'Église. Mais son âme avait respiré son siècle. Ce n'était point un destructeur, c'était un réformateur de l'Église dans le sein de laquelle il était né. Son livre intitulé *De l'Église nationale* atteste en lui autant de respect pour le fond de la foi chrétienne que d'audace pour en transformer la discipline. Cette foi philosophique, assez semblable à ce platonisme chrétien qui régnait en Italie sous les Médicis et jusque dans le palais des papes sous Léon X, transpirait dans ses discours sacrés. Le clergé s'alarma de ces éclairs du siècle brillant dans le sanctuaire. L'abbé Fauchet fut interdit et rayé de la liste des prédicateurs du roi.

Mais déjà la Révolution allait lui ouvrir d'autres tribunes. Elle éclatait. Il s'y précipita comme l'imagination se précipite dans l'espérance. Il combattit

pour elle dès le premier jour, avec toutes les armes. Il remua le peuple dans les assemblées primaires et dans les sections : il poussa de la voix et du geste les masses insurgées sous le canon de la Bastille. On le vit, le sabre à la main, guider et devancer les assaillants. Il marcha trois fois, sous le feu du canon, à la tête de la députation qui venait sommer le gouverneur d'épargner le sang des citoyens et de rendre les armes. Il ne souilla son zèle révolutionnaire d'aucun sang ni d'aucun crime. Il enflammait l'âme du peuple pour la liberté; mais la liberté, pour lui, c'était la vertu. La nature l'avait doué pour ce double rôle. Il y avait, dans ses traits, du grand-prêtre et du héros. Son extérieur prévenait et ravissait la foule. Sa taille était élevée et souple, son buste superbe, sa figure ovale, ses yeux noirs; ses cheveux d'un brun foncé relevaient la pâleur de son front. Son attitude imposante quoique modeste attirait, dès le premier regard, la faveur et le respect. Sa voix claire, émue et sonore, son geste majestueux, ses expressions un peu mystiques commandaient le recueillement autant que l'admiration de son auditoire. Également propre à la tribune populaire ou à la chaire sacrée, les assemblées électorales ou les cathédrales étaient trop étroites pour le peuple, qui affluait pour l'entendre. On se figurait, en le voyant, un saint Bernard révolutionnaire prêchant la charité politique ou la croisade de la raison.

Ses mœurs n'étaient ni sévères, ni hypocrites. Il avouait lui-même qu'il aimait une femme d'une affection légitime et pure, madame Carron, qui le suivait partout, même dans les églises et dans les clubs. « On m'a calomnié pour cette femme, dit-il » ailleurs, je m'y suis attaché davantage, et j'ai été » pur. Vous avez vu cette femme plus belle encore » que sa physionomie, et qui, depuis dix ans que » je la connais, me semble toujours plus digne » d'être aimée. Elle donnerait sa vie pour moi, je » donnerais ma vie pour elle; mais je ne lui sacri- » fierais pas mon devoir. Malgré les libelles atroces » des aristocrates, j'irai, tous les jours, aux heures » des repas, goûter les charmes de la plus pure » amitié auprès d'elle. Elle vient m'entendre prê- » cher! Oui, sans doute, personne ne sait mieux » qu'elle avec quelle foi sincère je crois aux vérités » que je professe. Elle vient aux assemblées de l'Hô- » tel-de-Ville! Oui, sans doute; c'est qu'elle est » convaincue que le patriotisme est une seconde » religion, qu'aucune hypocrisie n'approche de mon » âme et que ma vie est véritablement tout entière » à Dieu, à la patrie, à l'amitié!.... »

— « Et vous osez vous prétendre chaste, lui ré- » pondaient par l'organe de l'abbé de Valmeron les » prêtres fidèles et indignés. Quelle dérision! Chaste » au moment où vous avouez les penchants les plus » déréglés, où vous arrachez une femme au lit de

» son époux, à ses devoirs de mère, quand vous » traînez cette insensée enchaînée à vos pas pour » la montrer avec ostentation! Quel est votre cor- » tége, monsieur! Une troupe de bandits et de » femmes perdues. Digne pasteur de cette vile po- » pulace, elle célèbre votre visite pastorale par les » seules fêtes capables de vous réjouir; votre pas- » sage est marqué par tous les excès du brigandage » et de la débauche. » Ces objurgations sanglantes retentirent dans les départements et enflammèrent les esprits. Les prêtres assermentés et les prêtres non assermentés se disputaient les autels. Une lettre du ministère de l'intérieur venait d'autoriser les prêtres non assermentés à célébrer le saint sacrifice dans les églises qu'ils avaient autrefois desservies. Obéissants à la loi, les prêtres constitutionnels leur ouvraient les chapelles et leur fournissaient les ornements nécessaires au culte; mais la foule fidèle aux anciens pasteurs injuriait et menaçait les nouveaux. Des rixes sanglantes avaient lieu entre les deux cultes sur le seuil de la maison de Dieu. Le vendredi 4 novembre, l'ancien curé de la paroisse de Saint-Jean à Caen se présenta pour y dire la messe. L'église était pleine de catholiques. Ce concours irrita les constitutionnels; il exalta les autres. Le *Te Deum* en action de grâces fut demandé et chanté par les partisans de l'ancien curé. Celui-ci, encouragé par ce succès, annonça aux fidèles qu'il revien-

drait le lendemain, à la même heure, célébrer le sacrifice. Patience, ajouta-t-il, soyons prudents, et tout ira bien !

La municipalité instruite de ces circonstances fit prier le curé de s'abstenir d'aller le lendemain célébrer la messe qu'il avait annoncée. Il se conforma à cette invitation. Mais la foule, ignorant ce changement, remplissait déjà l'église. On demandait à grands cris le prêtre et le *Te Deum* promis. Les gentilshommes des environs, l'aristocratie de Caen, les clients et les domestiques nombreux de ces familles puissantes dans le pays, avaient des armes sous leurs habits. Ils insultèrent des grenadiers. Un officier de la garde nationale voulut les réprimander. « Vous » venez chercher ce que vous trouverez, lui répon- » dirent les aristocrates ; nous sommes les plus forts » et nous vous chasserons de l'église. » A ces mots, des jeunes gens s'élancent sur la garde nationale pour la désarmer. Le combat s'engage, les baïonnettes brillent, les coups de pistolet retentissent sous la voûte de la cathédrale, on se charge à coups de sabre. Des compagnies de chasseurs et de grenadiers entrent dans l'église, la font évacuer, et poursuivent pas à pas les rassemblements, qui tirent encore des coups de feu dans la rue. Quelques morts et quelques blessés sont le triste résultat de cette journée. Le calme paraît rétabli. On arrête quatre-vingt-deux personnes. On trouve sur l'une d'entre elles un pré-

tendu plan de contre-révolution dont le signal devait éclater le lundi suivant. On envoie ces pièces à Paris. On interdit aux prêtres non constitutionnels la célébration de leurs saints mystères dans les églises de Caen, jusqu'à la décision de l'Assemblée nationale. L'Assemblée nationale entend avec indignation le récit de ces troubles suscités par les ennemis de la constitution et par les fauteurs du fanatisme et de l'aristocratie. « Le seul parti que nous ayons à pren» dre, dit Cambon, c'est de convoquer la haute cour » nationale et d'y envoyer les coupables. » On remet à se prononcer sur cette proposition au moment où on aura reçu toutes les pièces relatives aux troubles de Caen.

Gensonné dénonce des troubles de même nature dans la Vendée; les montagnes du Midi, la Lozère, l'Hérault, l'Ardèche, mal comprimés par la dispersion récente du camp de *Jalès*, ce premier acte de la contre-révolution armée, s'agitaient sous la double impulsion de leurs prêtres et de leurs gentilshommes. Les plaines, sillonnées de fleuves, de routes, de villes, et facilement soumises à la force centrale, subissaient, sans résistance, les contre-coups de Paris. Les montagnes conservent plus longtemps leurs mœurs et résistent à la conquête des idées nouvelles comme à la conquête des armes étrangères; il semble que l'aspect de ces remparts naturels donne à leurs habitants une confiance dans leur force et une image

matérielle de l'immobilité des choses, qui les empêche de se laisser emporter si facilement aux courants mobiles des changements.

Les montagnards de ces contrées avaient pour leurs nobles ce dévouement volontaire et traditionnel que les Arabes ont pour leurs cheiks et que les Écossais ont pour leurs chefs de clans. Ce respect et cet attachement faisaient partie de l'honneur national dans ces pays agrestes. La religion, plus fervente dans le Midi, était, aux yeux de ces populations, une liberté sacrée à laquelle la Révolution attentait au nom d'une liberté politique. Ils préféraient la liberté de leur conscience à la liberté du citoyen. A tous ces titres, les nouvelles institutions étaient odieuses : les prêtres fidèles nourrissaient cette haine et la sanctifiaient dans le cœur des paysans ; les nobles y entretenaient un royalisme que la pitié pour les malheurs du roi et de la famille royale attendrissait au récit quotidien de nouveaux outrages.

Mende, petite ville cachée au fond de vallées profondes, à égale distance des plaines du Midi et des plaines du Lyonnais, était le foyer de l'esprit contre-révolutionnaire. La bourgeoisie et la noblesse, confondues en une seule caste par la modicité des fortunes, par la familiarité des mœurs et par des unions fréquentes entre les familles, n'y nourrissaient pas l'une contre l'autre ces envies et ces haines intes-

tines qui favorisaient ailleurs la Révolution. Il n'y avait ni orgueil dans les uns, ni jalousie dans les autres; c'était, comme en Espagne, un seul peuple où la noblesse n'est, pour ainsi dire, qu'un droit d'aînesse dans le même sang. Ces populations avaient, il est vrai, déposé les armes après l'insurrection de l'année précédente au *camp de Jalès*. Mais les cœurs étaient loin d'être désarmés. Ces provinces épiaient d'un œil attentif l'heure favorable pour se lever en masse contre Paris : les insultes faites à la dignité du roi et les violences faites à la religion par l'Assemblée législative portaient ces dispositions jusqu'au fanatisme. Elles éclatèrent une seconde fois, comme involontairement, à l'occasion d'un mouvement de troupes qui traversaient leurs vallées. La cocarde tricolore, signe d'infidélité au roi et à Dieu, avait entièrement disparu depuis quelques mois dans la ville de Mende; on y arborait avec affectation la cocarde blanche comme un souvenir et une espérance de l'ordre de choses auquel on était secrètement dévoué.

Le directoire du département, composé d'hommes étrangers au pays, voulut faire respecter le signe de la constitution et demanda des troupes de ligne. La municipalité s'opposa par un arrêté à cette demande du directoire; elle fit un appel insurrectionnel aux municipalités voisines et une sorte de fédération avec elles pour résister ensemble à tout envoi de troupes dans ces contrées. Cependant les troupes

envoyées de Lyon à la requête du directoire s'approchaient. A leur approche, la municipalité dissout l'ancienne garde nationale, composée de quelques partisans en petit nombre de la liberté, et elle forme une nouvelle garde nationale, dont les officiers sont choisis par elle parmi les gentilshommes et les royalistes exaltés des environs. Armée de cette force, la municipalité se fait délivrer par le directoire du département les armes et les munitions.

Telles étaient les dispositions de la ville de Mende quand les troupes entrèrent dans la ville. La garde nationale sous les armes répondit au cri de : Vive la nation! que poussaient les troupes, par le cri : de Vive le roi! Elle se porta à la suite des soldats sur la principale place de la ville, et là elle prêta, en face des défenseurs de la constitution, le serment de n'obéir qu'au roi et de ne reconnaître que lui seul. A la suite de cet acte audacieux, des gardes nationaux détachés par groupes parcourent la ville, bravant, insultant les soldats; les sabres sont tirés, le sang coule. Les troupes poursuivies se rassemblent et prennent les armes. La municipalité, maîtresse du directoire, qu'elle tient en otage, l'oblige à envoyer aux troupes l'ordre de rentrer dans leurs quartiers. Le commandant de la troupe de ligne obéit. Cette victoire enhardit la garde nationale : dans la nuit elle force le directoire à envoyer aux troupes l'ordre de sortir de la ville et d'évacuer le département. La

garde nationale, rangée en bataille sur la place de Mende, voit d'heure en heure ses rangs se grossir des détachements des municipalités voisines, qui descendent des montagnes armés de fusils de chasse, de faux, de socs de charrue. Les troupes vont être massacrées si elles ne profitent des ombres de la nuit pour se retirer. Elles sortent de la ville aux cris de victoire des royalistes. La journée suivante ne fut qu'une suite de fêtes par lesquelles les royalistes de la ville et ceux des campagnes célébrèrent le triomphe commun et fraternisèrent ensemble. On insulta à tous les signes de la Révolution, on bafoua la constitution, on saccagea la salle des Jacobins, on brûla les maisons des principaux membres de ce club odieux, on en emprisonna quelques-uns; mais la vengeance se borna à l'outrage. Le peuple, modéré par ses gentilshommes et par ses curés, épargna le sang de ses ennemis.

XIV.

Pendant que la liberté humiliée était menacée par le fanatisme dans le Midi, elle assassinait dans le Nord. *Brest* était un des foyers les plus bouillonnants du jacobinisme. Le voisinage de la Vendée, qui faisait craindre à cette ville la contre-révolution toujours menaçante, la présence de la flotte commandée encore par des officiers qu'on soupçonnait d'aristo-

cratie, une population flottante d'étrangers, d'aventuriers, de matelots, accessible par sa masse et par ses vices à toutes les corruptions et à tous les crimes, rendaient cette ville plus agitée et plus inquiète qu'aucun autre port du royaume. Les clubs ne cessaient pas d'y provoquer les marins à l'insurrection contre leurs officiers. Les révolutionnaires se défiaient de la marine, corps plus indépendant que l'armée des mouvements du peuple. La cour pouvait la déplacer à son gré et tourner ses canons contre la constitution. L'esprit de discipline, l'esprit aristocratique et l'esprit colonial étaient tous également contraires aux principes nouveaux. C'était donc vers la désorganisation de la flotte que se tournaient depuis quelque temps tous les efforts des Jacobins. La nomination de M. de Lajaille au commandement d'un des vaisseaux destinés à porter des secours à Saint-Domingue fit éclater ces soupçons semés dans le peuple de Brest contre la fidélité des officiers de marine. M. de Lajaille fut désigné par la voix des clubs comme un traître à la nation qui allait porter la contre-révolution aux colonies. Assailli au moment où il allait s'embarquer par un attroupement de trois mille personnes, il fut couvert de blessures, traîné sanglant sur le pavé des rues et ne dut la vie qu'au dévouement héroïque d'un homme du peuple, qui le couvrit de son corps, l'arracha à ses assassins et para de sa poitrine et de ses bras les coups qu'on portait

à cet officier, jusqu'au moment où un détachement de la garde civique vint les délivrer l'un et l'autre. M. de Lajaille fut traîné en prison pour satisfaire à la fureur du peuple. En vain le roi donna ordre à la municipalité de Brest de délivrer cet officier innocent et nécessaire à son poste, en vain le ministre de la justice demanda la punition de cet assassinat commis en plein jour, à la face d'une ville entière, en vain décerna-t-on un sabre et une médaille d'or au généreux citoyen, nommé *Lanvergent*, sauveur de Lajaille; la crainte d'une insurrection plus terrible assurait l'impunité aux coupables et retenait l'innocent en prison. A la veille d'une guerre imminente, les officiers de la marine, assaillis par l'insurrection à bord des vaisseaux et par l'assassinat dans les ports, avaient autant à redouter leurs équipages que l'ennemi.

XV.

Les mêmes discordes étaient fomentées dans toutes les garnisons entre les soldats et les officiers. L'insubordination des soldats était, aux yeux des clubs, la vertu de l'armée. Le peuple se rangeait partout du côté de la troupe indisciplinée. Les officiers étaient sans cesse menacés par les conspirations dans les régiments. Les villes de guerre étaient le théâtre continuel d'émeutes militaires, qui finissaient par l'impunité du soldat et par l'emprison-

nement ou par l'émigration forcée des officiers. L'Assemblée, juge suprême et partial, donnait toujours raison à l'indiscipline. Ne pouvant refréner le peuple, elle le flattait dans ses excès. Perpignan en fut un nouvel exemple.

Dans la nuit du 6 décembre, les officiers du régiment de Cambrésis, en garnison dans cette ville, allèrent en corps chez M. de Chollet, général commandant la division, et le pressèrent de se retirer dans la citadelle, informés, lui dirent-ils, d'une conspiration dans les régiments, qui mettait sa vie et la leur en danger. M. de Chollet vaincu par eux se rendit à la citadelle. Les officiers se portent aux casernes et somment leurs troupes de se rendre à la citadelle avec eux. Les soldats répondent qu'ils n'obéiront qu'à la voix de M. Desbordes, lieutenant-colonel dont le patriotisme leur inspire confiance. M. Desbordes arrive, lit aux soldats l'ordre du général. Mais le son de sa voix, l'expression de sa physionomie, son regard protestent contre l'ordre que la loi de la discipline l'oblige à communiquer. Les soldats comprennent ce langage muet. Ils s'écrient qu'ils ne quitteront pas leur quartier, parce qu'ils y sont consignés par la municipalité. La garde nationale se mêle à eux et parcourt la ville en patrouilles. Les officiers s'enferment dans la citadelle. Des coups de fusil partent des remparts. Le lieutenant-colonel patriote Desbordes, la garde nationale,

la gendarmerie, les régiments montent à la citadelle et s'en emparent. Les officiers du régiment de Cambrésis sont emprisonnés par leurs soldats. L'un d'eux s'échappe et se tue de désespoir en touchant à la frontière d'Espagne. L'infortuné général Chollet, victime d'une double violence, celle des officiers et celle des soldats, est décrété d'accusation avec cinquante officiers ou habitants de Perpignan. Ce sont cinquante victimes traduites à la haute cour nationale d'Orléans et prédestinées au massacre de Versailles.

XVI.

Le sang coulait partout. Les clubs embauchaient les régiments. Les motions patriotiques, les dénonciations contre les généraux, les insinuations perfides contre la fidélité des officiers étaient les ordres du jour que le peuple des villes donnait à l'armée. La terreur était dans l'âme de l'officier, la défiance dans le cœur du soldat. Le plan prémédité des Girondins et des Jacobins réunis était de détruire ainsi ce corps attaché au roi, d'enlever le commandement de cette force à la noblesse, de substituer les plébéiens aux nobles à la tête des troupes et de donner ainsi l'armée à la nation. En attendant, ils la donnaient à la sédition et à l'anarchie. Mais ces deux partis, ne trouvant pas encore la désorganisation assez rapide, voulurent résumer

en un seul acte la corruption systématique de l'armée, la ruine de toute discipline et le triomphe légal de l'insurrection.

On a vu quelle part le régiment suisse de Châteauvieux avait eue à la fameuse insurrection de Nancy dans les derniers jours de l'Assemblée constituante. Une armée commandée par M. de Bouillé avait été nécessaire pour réprimer la révolte armée de plusieurs régiments, qui menaçait la France d'une tyrannie de la soldatesque. M. de Bouillé, à la tête d'un corps de troupes sorti de Metz et des bataillons de la garde nationale, avait cerné Nancy, et, après un combat acharné aux portes et dans les rues de cette ville, il avait fait mettre bas les armes aux séditieux. Ce rétablissement vigoureux de l'ordre, applaudi alors de tous les partis, avait couvert de gloire le général, et les soldats de honte. La Suisse, par ses capitulations avec la France, conservait sa justice fédérale sur les régiments de sa nation. Ce pays essentiellement militaire avait fait juger militairement le régiment de Châteauvieux. Vingt-quatre des soldats les plus coupables avaient été condamnés à mort et exécutés en expiation du sang versé par eux et de la fidélité violée. Les autres avaient été décimés. Quarante et un d'entre eux subissaient leur peine aux galères de Brest. L'amnistie promulguée par le roi pour les crimes commis pendant les troubles civils, au mo-

ment de l'acceptation de la constitution, ne pouvait être appliquée de droit à ces soldats étrangers. Le droit de grâce n'appartient qu'à celui qui a le droit de punir. Punis en vertu d'un jugement rendu par la juridiction helvétique, ni le roi, ni l'Assemblée ne pouvaient infirmer ce jugement et en annuler les effets. Le roi, à la prière de l'Assemblée constituante, avait en vain négocié auprès de la confédération suisse pour obtenir la grâce de ses soldats.

Ces négociations infructueuses servirent de texte d'accusation aux Jacobins et à l'Assemblée nationale contre M. de Montmorin. En vain, il se justifia en alléguant l'impossibilité d'obtenir une telle amnistie de la Suisse au moment où ce pays, agité lui-même par contre-coup, s'occupait à rétablir la subordination par des lois draconiennes. « Nous serons donc » les geôliers obligés de ce peuple féroce, s'écriaient » Guadet et Collot-d'Herbois! la France s'avilira » donc jusqu'à punir dans ses propres ports les hé- » ros mêmes qui ont fait triompher le peuple de l'a- » ristocratie des officiers, et donné leur sang au » peuple au lieu de le rendre au despotisme! »

Pastoret, membre important du parti modéré et qui passait pour concerter ses actes avec le roi, appuya Guadet pour populariser le prince par un acte agréable au peuple, et la délivrance des soldats de Châteauvieux fut votée par l'Assemblée. Le roi

ayant fait attendre quelque temps sa sanction pour ne point blesser les Cantons par cette usurpation violente de leurs droits sur leurs nationaux, les Jacobins retentirent de nouvelles imprécations contre la cour et contre les ministres. « Le moment est » venu où il faut qu'un homme périsse pour le salut » de tous, s'écria Manuel, et cet homme doit être » un ministre! Ils me paraissent tous si coupables, » que je crois fermement que l'Assemblée nationale » serait innocente en les faisant tirer au sort pour » envoyer l'un d'eux à l'échafaud. » — Tous, tous! vociférèrent les tribunes.

Mais à ce moment même, Collot-d'Herbois monta à la tribune et annonça, au bruit des acclamations, que la sanction au décret de leur délivrance avait été signée la veille et qu'avant peu de jours il présenterait à ses frères ces victimes de la discipline.

En effet, les soldats de Châteauvieux sortis des galères de Brest s'avançaient vers Paris. Leur marche était un triomphe. Paris, par les soins des Jacobins, leur en préparait un plus éclatant. En vain les Feuillants et les constitutionnels protestaient-ils avec énergie, par la bouche d'André Chénier, le Tyrtée de la modération et du bon sens, de Dupont de Nemours et du poète Roucher, contre l'insolente ovation des assassins du généreux Désilles; Collot-d'Herbois, Robespierre, les Jacobins, les Cordeliers, la commune même de Paris poursuivaient

l'idée de ce triomphe, qui devait retomber, selon eux, en opprobre sur la cour et sur La Fayette. La molle interposition de Péthion, qui paraissait vouloir modérer le scandale, ne faisait que l'encourager. C'était l'homme le plus propre à entraîner le peuple aux derniers excès. Sa vertu de parade servait de manteau à toutes les violences et décorait d'une apparence de légalité hypocrite les attentats qu'il n'osait punir. Si on avait personnifié l'anarchie pour la placer à la commune de Paris, on n'aurait pu mieux rencontrer que Péthion. Ses réprimandes paternelles au peuple étaient des promesses d'impunité. La force arrivait toujours trop tard pour punir. L'excuse était toujours prête pour la sédition, l'amnistie pour le crime. Le peuple sentait dans son magistrat son complice et son esclave. Il l'aimait à force de le mépriser.

XVII.

« On attribue à un enthousiasme général, écri» vait Chénier, la fête qu'on prépare à ces soldats. » D'abord, j'avoue que je n'aperçois pas cet enthou» siasme. Je vois un petit nombre d'hommes s'agi» ter. Tout le reste est consterné ou indifférent. » On dit que l'honneur national est intéressé à cette » réparation, j'ai peine à le comprendre; car, en» fin, ou les gardes nationaux de Metz, qui ont

» apaisé la sédition de Nancy, sont des ennemis pu-
» blics, ou les soldats de Châteauvieux sont des
» assassins. Pas de milieu. Or, en quoi l'honneur
» de Paris est-il intéressé à fêter les meurtriers de
» nos frères? D'autres profonds politiques disent:
» Cette fête humiliera ceux qui ont voulu donner
» des fers à la nation... Quoi! pour humilier selon
» eux un mauvais gouvernement, il faut inventer
» des extravagances capables de détruire toute es-
» pèce de gouvernement! récompenser la rébel-
» lion contre les lois! couronner des satellites
» étrangers pour avoir fusillé dans une émeute des
» citoyens français! On dit que dans toutes les pla-
» ces où passera cette pompe, les statues seront
» voilées! Ah! on fera bien, si cette odieuse orgie
» a lieu, de voiler la ville; mais ce ne sera pas les
» images des despotes qu'il faudra couvrir d'un
» crêpe funèbre, ce sera le visage des hommes de
» bien! C'est à toute la jeunesse du royaume, à
» toutes les gardes nationales du royaume de pren-
» dre le deuil le jour où l'assassinat de leurs frè-
» res devient parmi nous un titre de gloire pour
» des soldats séditieux et étrangers! C'est à l'armée
» qu'il faut voiler les yeux pour qu'ils ne voient
» pas quel prix obtiennent l'indiscipline et la ré-
» volte! C'est à l'Assemblée nationale, c'est au roi,
» c'est à tous les administrateurs, c'est à la patrie
» entière de s'envelopper la tête pour n'être pas de

» complaisants ou de silencieux témoins d'un ou-
» trage fait à toutes les autorités et à la patrie tout
» entière! C'est le livre de la loi qu'il faut couvrir,
» lorsque ceux qui en ont déchiré et ensanglanté
» les pages à coups de fusil reçoivent les honneurs
» civiques! Citoyens de Paris, hommes honnêtes
» mais faibles, il n'est pas un de vous qui, interro-
» geant son âme et son bon sens, ne sente combien
» la patrie, combien lui-même, son fils, son frère
» sont insultés par ces outrages faits aux lois, à ceux
» qui les exécutent et à ceux qui meurent pour elles.
» Comment donc ne rougissez-vous pas qu'une poi-
» gnée d'hommes turbulents, qui semblent nom-
» breux parce qu'ils sont unis et qu'ils crient, vous
» fassent faire leur volonté en vous disant que c'est
» la vôtre, et en amusant votre puérile curiosité
» par d'indignes spectacles! Dans une ville qui se
» respecterait, une pareille fête ne trouverait par-
» tout devant elle que silence et que solitude. Par-
» tout les rues et les places publiques abandonnées,
» les maisons fermées, les fenêtres désertes, le mé-
» pris et la fuite des passants feraient du moins
» connaître à l'histoire quelle part les hommes de bien
» auraient prise à cette scandaleuse bacchanale. »

XVIII.

Collot-d'Herbois insulta dans sa réponse André Chénier et Roucher. Roucher répondit par une lettre pleine de sarcasme dans laquelle il rappelait à Collot-d'Herbois ses chutes sur la scène et ses mésaventures d'histrion. « Ce personnage de Roman » comique, disait-il, qui des tréteaux de Polichi- » nelle a sauté sur la tribune des Jacobins, s'est » élancé vers moi comme pour me frapper de la » rame que les Suisses lui ont apportée des ga- » lères! »

Les affiches pour ou contre la fête couvraient les murs du Palais-Royal et étaient tour à tour déchirées par des groupes de jeunes gens ou de Jacobins.

Dupont de Nemours, l'ami et le maître de Mirabeau, sortit de son calme philosophique pour adresser, sur le même sujet, à Péthion une lettre où la conscience de l'honnête homme bravait héroïquement la popularité du tribun. « Quand le péril est » grand, c'est le devoir des honnêtes gens de le » signaler aux magistrats, surtout quand ce sont » les magistrats eux-mêmes qui le suscitent. Vous » avez manqué à la vérité en disant que ces soldats » avaient été utiles à la Révolution au 14 juillet, et » qu'ils avaient refusé de combattre le peuple de » Paris. Il est faux que ces Suisses aient refusé de

» combattre le peuple de Paris. Il est vrai qu'ils ont » assassiné les gardes nationales de Nancy. Vous » avez l'audace d'appeler patriotes des hommes qui » ont l'insolence de commander au Corps législatif » d'envoyer une députation à la fête inventée pour » ces rebelles; ce sont ces hommes que vous pre- » nez pour amis, c'est avec eux que vous allez dîner » secrètement à la Râpée, tellement que le général » de la garde nationale est obligé de galoper deux » heures dans Paris, pour prendre vos ordres, sans » pouvoir vous découvrir. Vous cachez en vain » votre embarras sous vos phrases traînantes. Vous » masquez en vain cette fête à des assassins sous » les apparences d'une fête à la liberté. Ces subter- » fuges ne sont plus de saison. Le moment presse : » vous ne tromperez ni les sections, ni l'armée, ni » les quatre-vingt-trois départements. Ceux qui vous » mènent comme un enfant entendent livrer Paris » à *dix mille* piques, auxquelles on doit ouvrir la » barre de l'Assemblée nationale le jour même où » la garde nationale sera désarmée. Les hommes » qui doivent les porter arrivent tous les jours. » Douze ou quinze cents bandits entrent par 24 heu- » res dans Paris. Ils mendient en attendant le pillage. » Ce sont les corbeaux que le carnage attire. Je » n'ai pas tout dit : à cette hideuse armée les gé- » néraux sont préparés. Les amis de Jourdan, » impatients de voir que l'amnistie ne le délivrait

» pas assez vite, ont forcé sa prison à Avignon. » Déjà on l'a reçu en triomphe dans quelques villes » du Midi, comme les Suisses de Châteauvieux. » Il arrive à Paris demain. Il sera dimanche à la » fête avec ses compagnons, avec les deux Main- » vielle, avec Pegtavin, avec tous ces scélérats de » sang-froid qui ont tué dans une nuit soixante-huit » personnes sans défense et violé les femmes avant » de les égorger! Catilina! Céthégus! marchez! Les » soldats de Sylla sont dans la ville, et le consul » lui-même entreprend de désarmer les Romains! » La mesure est comble; elle verse! »

Péthion se justifia misérablement dans une lettre; sa faiblesse et sa connivence s'y révèlent sous la multiplicité des excuses. Dans le même moment, Robespierre, montant à la tribune des Jacobins, s'écria : « Vous ne remontez pas à la cause des obsta- » cles qu'on élève à l'expansion des sentiments du » peuple. Contre qui croyez-vous avoir à lutter? » Contre l'aristocratie? Non. Contre la cour? Non. » C'est contre un général destiné depuis longtemps » par la cour à de grands desseins contre le peuple. » Ce n'est pas la garde nationale qui voit avec » inquiétude ces préparatifs, c'est le génie de La » Fayette qui conspire dans l'état-major; c'est le » génie de La Fayette qui conspire dans le direc- » toire du département; c'est le génie de La Fayette » qui égare dans la capitale tant de bons citoyens

» qui seraient avec nous sans lui! La Fayette est le » plus dangereux des ennemis de la liberté, parce » qu'il est masqué de patriotisme; c'est lui qui, » après avoir fait tout le mal dont il était capable » dans l'Assemblée constituante, a feint de se re- » tirer dans ses terres, puis est venu briguer la » place de maire de Paris, non pour l'obtenir, mais » pour la refuser, afin d'affecter le désintéressement. » C'est lui qui a été élevé au commandement des » armées françaises pour les retourner contre la Ré- » volution. Les gardes nationales de Metz étaient » innocentes comme celles de Paris; elles ne peu- » vent être que patriotes : c'est La Fayette qui, par » l'intermédiaire de Bouillé, son parent et son com- » plice, les a trompées. Et comment pourrions-nous » inscrire sur les drapeaux de cette fête : *Bouillé* » *seul est coupable?* Qui donc voulut étouffer l'at- » tentat de Nancy et le couvrir d'un voile impéné- » trable? Qui demande des couronnes pour les as- » sassins des soldats de Châteauvieux? La Fayette. » Qui m'a empêché moi-même de parler? La Fayette. » Qui sont ceux qui me lancent des regards fou- » droyants? La Fayette et ses complices. » (Applau- dissements universels.)

XIX.

A l'Assemblée nationale, les préparatifs de cette fête donnèrent lieu à un drame plus saisissant. A l'ouverture de la séance, on demande que les quarante soldats de Châteauvieux soient admis à présenter leurs hommages au Corps législatif. M. de Jaucourt s'y oppose. « Si ces soldats, dit-il, ne se » présentent que pour exprimer leur reconnaissance, » je consens qu'ils soient introduits à la barre; mais » je demande qu'après avoir été entendus, ils ne » soient point admis à la séance. » Des murmures universels interrompent l'orateur. Des cris *à bas! à bas!* partent des tribunes. « Une amnistie n'est ni » un triomphe, ni une couronne civique, poursuit- » il. Vous ne pouvez pas déshonorer les mânes de » Désilles, ni de ces généreux citoyens qui sont » morts en défendant les lois contre eux! Vous ne » pouvez pas déchirer par ce triomphe le cœur de » ceux qui, parmi vous, ont pris part à l'expédi- » tion de Nancy. Permettez à un militaire qui fut, » avec son régiment, commandé pour cette expédi- » tion, de vous représenter l'effet que votre décision » ferait sur l'armée (les murmures redoublent). » L'armée ne verra dans votre conduite que l'en- » couragement à l'insurrection. Ces honneurs feront » croire aux soldats que vous regardez ces amnis-

» tiés non comme des hommes trop punis, mais » comme des victimes innocentes. » Le tumulte force M. de Jaucourt à descendre.

Mais un des membres, dans un état visible d'émotion et de douleur, le remplace à la tribune. C'est M. de Gouvion, jeune officier d'un nom célèbre et déjà gravé dans les premières pages de nos guerres. Le deuil de ses habits et le deuil plus profond de ses traits inspirent un intérêt involontaire aux tribunes et changent le tumulte en attention. Sa voix hésite et se voile; on y sent l'indignation grondant sous l'attendrissement :

« Messieurs, dit-il, j'avais un frère, bon patriote, » qui, par l'estime de ses concitoyens, avait été suc- » cessivement commandant de la garde nationale et » membre du département. Toujours prêt à se sa- » crifier pour la Révolution et pour la loi, c'est au » nom de la Révolution et de la loi qu'il a été re- » quis de marcher à Nancy avec les braves gardes » nationales. Là, il est tombé percé de cinq coups » de baïonnette sous la main de ceux que... Je » demande si je suis condamné à voir tranquille- » ment ici les assassins de mon frère? — Eh bien! » sortez! » crie une voix implacable. Les tribunes applaudissent à ce mot plus cruel et plus froid que le poignard. On crie *à bas! à bas!* L'indignation soutient M. de Gouvion contre son mépris intérieur. « Quel est le lâche qui se cache pour outrager la dou-

» leur d'un frère? dit-il en cherchant des yeux l'in-» terrupteur. — Je me nomme : c'est moi, » lui répond, en se levant, le député Choudieu. Les tribunes couvrent de battements de mains l'insulte de Choudieu. On dirait que cette foule n'a plus de cœur, et que la passion triomphe en elle, même de la nature. Mais M. de Gouvion était appuyé sur un sentiment plus fort que la fureur d'un peuple, un généreux désespoir. Il continua : « J'ai applaudi » comme homme à la clémence de l'Assemblée na-» tionale quand elle a rompu les fers de ces mal-» heureux soldats, qui étaient peut-être égarés. » On l'interrompt encore. Il reprend avec une énergie contenue : « Les décrets de l'Assemblée constituante, » les ordres du roi, la voix de leurs chefs, les cris » de la patrie ont été impuissants sur eux. Sans » provocation de la part de la garde nationale des » deux départements, ils ont fait feu sur les Fran-» çais. Mon frère est tombé, tombé victime volon-» taire de son obéissance à vos décrets! Non, ce ne » sera jamais tranquillement que je verrai flétrir la » mémoire de ces gardes nationaux par des hon-» neurs accordés aux hommes qui les ont immo-» lés. » Couthon, jeune Jacobin, assis non loin de Robespierre, dans les yeux de qui il semble puiser ses stoïques inspirations, se lève et combat Gouvion sans l'insulter. « Quel est l'esclave des préjugés qui » oserait déshonorer des hommes que la loi a inno-

» centés? Qui ne ferait taire sa douleur personnelle » devant les intérêts et le triomphe de la liberté! » Mais la voix de Gouvion a remué au fond des cœurs une corde de justice et d'émotion naturelle qui palpite encore sous l'insensibilité des opinions. Deux fois l'Assemblée, sommée par le président de voter pour ou contre l'admission aux honneurs de la séance, se lève en nombre égal pour ou contre cette proposition. Les secrétaires, juges de ces décisions, hésitent à prononcer. Ils prononcent enfin, après deux épreuves, que la majorité est pour l'admission des Suisses; mais la minorité proteste : l'arrêt est cassé. On demande l'appel nominal. L'appel nominal prononce encore à une faible majorité que les soldats vont être admis aux honneurs de la séance. Ils entrent par une porte aux applaudissements de délire des tribunes. L'infortuné Gouvion sort au même instant par la porte opposée, la rougeur sur le front, la mort dans ses pensées. Il jure qu'il ne rentrera jamais dans une assemblée où l'on force un frère à voir et à féliciter les assassins de son frère. Il va de ce pas demander au ministre de la guerre son envoi à l'armée du Nord pour y mourir, et il y meurt.

XX.

Cependant on introduit les soldats. Collot-d'Herbois les présente à l'admiration des tribunes. Les

gardes nationaux de Versailles, qui leur ont fait cortége jusqu'à l'Assemblée, défilent dans la salle au bruit des tambours et aux cris de : Vive la nation! Des groupes de citoyens et de femmes de Paris, faisant flotter sur leurs têtes des drapeaux tricolores et brandissant des piques, les suivent; puis, les membres des sociétés populaires de Paris présentent au président les drapeaux d'honneur donnés aux Suisses par les départements que ces triomphateurs viennent de traverser. Les hommes du 14 juillet, par l'organe de Gonchon, agitateur du faubourg Saint-Antoine, annoncent que ce faubourg fait fabriquer *dix mille piques* pour défendre la liberté et la patrie. Cette ovation légale, offerte par les Girondins et par les Jacobins à des soldats indisciplinés, autorisait le peuple de Paris à leur décerner le triomphe du scandale.

Ce n'était plus le peuple de la liberté, c'était le peuple de l'anarchie; la journée du 15 avril en rassemblait tous les symboles. La révolte armée contre les lois pour exemple; des soldats mutinés pour triomphateurs; une galère colossale, instrument de supplice et de honte, couronnée de fleurs pour emblème; des femmes perdues et des filles recrutées dans les lieux de débauche, portant et baisant les débris des chaînes de ces galériens; quarante trophées étalant les quarante noms de ces Suisses; des couronnes civiques sur les noms de ces meurtriers

des citoyens; les bustes de Voltaire, de Rousseau, de Franklin, de Sidney, des plus grands philosophes et des plus vertueux patriotes, mêlés avec les bustes ignobles de ces séditieux, et profanés par ce contact; ces soldats eux-mêmes, étonnés sinon honteux de leur gloire, marchant au milieu d'un groupe de gardes-françaises révoltés, autre glorification de l'abandon des drapeaux et de l'indiscipline; la marche fermée par un char imitant encore par sa forme la proue d'une galère, sur ce char la statue de la Liberté armée d'avance de la massue de septembre et coiffée du bonnet rouge, symbole emprunté à la Phrygie par les uns, aux bagnes par les autres; le livre de la constitution porté processionnellement dans cette fête, comme pour y assister aux hommages décernés à ceux qui s'étaient armés contre les lois; des bandes de citoyens et de citoyennes, les piques des faubourgs, l'absence des baïonnettes civiques; des vociférations menaçantes, la musique des théâtres, des hymnes démagogiques, des stations dérisoires à la Bastille, à l'Hôtel-de-Ville, au Champ-de-Mars, à l'autel de la patrie; des rondes immenses et désordonnées, dansées, à plusieurs reprises, par ces chaînes d'hommes et de femmes autour de la galère triomphale et aux refrains cyniques de l'air de la *Carmagnole;* des embrassements plus obscènes que patriotiques entre ces femmes et ces soldats se précipitant dans les bras les uns des autres, et, pour

comble d'avilissement des lois, Péthion, le maire de Paris, les magistrats du peuple, assistant en corps à cette fête et sanctionnant cette insulte triomphale aux lois par leur faiblesse ou par leur complicité : telle fut cette fête, humiliante copie du 14 juillet, parodie honteuse d'une insurrection qui parodiait une révolution! La France rougit, les bons citoyens furent consternés, la garde nationale commença à craindre les piques, la ville à craindre les faubourgs, et l'armée y reçut le signal de la plus complète désorganisation.

L'indignation des constitutionnels éclata en strophes ironiques dans un hymne d'André Chénier, où ce jeune poète vengeait les lois et se marquait lui-même pour l'échafaud :

Salut, divin triomphe! Entre dans nos murailles!
Rends-nous ces soldats illustrés
Par le sang de Désille et par les funérailles
De nos citoyens massacrés!

LIVRE ONZIÈME.

I.

Le contre-coup de ces triomphes de l'indiscipline et du meurtre se fit ressentir partout dans l'insubordination des troupes, dans la désobéissance des gardes nationales et dans le soulèvement des populations. Pendant qu'on fêtait à Paris les Suisses de Châteauvieux, la populace de Marseille exigeait violemment l'expulsion du régiment suisse d'*Ernst*, en garnison à Aix, sous prétexte qu'il y favorisait l'aristocratie et qu'il y menaçait la sécurité de la Provence. Sur le refus de ce régiment de quitter la ville, les Marseillais marchaient sur Aix, comme les Parisiens avaient marché sur Versailles aux journées d'octobre. Ils entraînaient dans leur violence la garde nationale destinée à la réprimer ; ils cernaient avec du canon le régiment d'*Ernst*, lui faisaient

déposer les armes et le chassaient honteusement devant la sédition. La garde nationale, force essentiellement révolutionnaire, parce qu'elle participe comme peuple aux opinions, aux sentiments et aux passions qu'elle doit contenir comme garde civique, suivait partout par faiblesse ou par entraînement les mobiles impressions de la foule. Comment des hommes sortant des clubs où ils venaient d'éprouver, d'applaudir et souvent de souffler la sédition dans des discours patriotiques, pouvaient-ils, changeant de cœur et de rôle à la porte des sociétés populaires, prendre les armes contre les séditieux? Aussi restaient-ils spectateurs quand ils n'étaient pas complices des insurrections. La rareté des denrées coloniales, la cherté des grains, les rigueurs d'un hiver sinistre, tout contribuait à inquiéter le peuple; les agitateurs tournaient tous ces malheurs du temps en accusation et en haines contre la royauté.

II.

Le gouvernement impuissant et désarmé était rendu responsable des sévérités de la nature. Des émissaires occultes, des bandes armées parcouraient les villes et les bourgs où se tenaient les marchés, y semaient les bruits alarmants, y provoquaient le peuple à taxer le grain et les farines, y désignaient les marchands de blé sous le nom d'accapareurs :

l'accusation perfide d'accaparement était un arrêt de mort. La crainte d'être accusé d'affamer le peuple arrêtait toute spéculation de commerce et contribuait bien plus qu'une pénurie réelle à la disette sur les marchés. Il n'y a rien de si rare qu'une denrée qui se cache. Les magasins de blé étaient des crimes aux yeux des consommateurs de pain. Le maire d'Étampes, *Simoneau*, homme intègre et magistrat intrépide, fut une victime sacrifiée au soupçon du peuple. Étampes était un des grands marchés d'approvisionnement de Paris. Il importait plus qu'ailleurs d'y conserver la liberté du commerce et l'affluence des farines. Un attroupement, composé d'hommes et de femmes des villages voisins rassemblés au son du tocsin, marche sur la ville un jour de marché, précédé de tambours, armé de fusils et de fourches, pour taxer les grains, les enlever de force aux propriétaires, se les partager et exterminer, disaient-ils, les accapareurs, parmi lesquels des voix sinistres mêlaient tout bas le nom de Simoneau. La garde nationale s'effaçait. Cent hommes du 18e régiment de cavalerie, en détachement à Étampes, étaient toute la force publique à la disposition du maire. L'officier répondit de ces soldats *comme de lui-même*. Après de longs pourparlers avec les séditieux, pour les ramener à la raison et à la loi, Simoneau rentra à la maison commune, fit déployer le drapeau rouge, proclama la loi martiale

et marcha de nouveau contre les révoltés, entouré du corps municipal et au centre de la force armée. Arrivé sur la place d'Étampes, la foule enveloppe et coupe le détachement. Les cavaliers laissent le maire à découvert : pas un sabre n'est tiré pour sa défense. En vain il les somme au nom de la loi et au nom des armes qu'ils portent de prêter secours au magistrat contre ses assassins; en vain il saisit la bride d'un des cavaliers les plus rapprochés de lui en criant : *A moi, mes amis!* Atteint de coups de fourche et de coups de fusil, dans ce geste même de l'appel à la force, il tombe en tenant encore dans la main les rênes du lâche cavalier qu'il implore; celui-ci, pour se dégager, abat d'un revers de son sabre le bras du maire déjà expiré, et en laisse le corps aux insultes du peuple. Les scélérats restés maîtres du cadavre s'acharnent sur ses restes palpitants; ils délibèrent s'ils lui couperont la tête. Les chefs font défiler leur troupe en passant sur le corps du maire et en trempant leurs pieds dans son sang. Puis ils sortent tambour battant de la ville et vont s'enivrer toute la nuit dans les faubourgs : la taxe des grains, motif apparent de la sédition, fut négligée dans l'ivresse du triomphe. Il n'y eut point de pillage, soit que le sang fît oublier la faim au peuple, soit que la faim elle-même ne fût que le prétexte des assassinats.

III.

Au moment où tout s'écroulait ainsi autour du trône, un homme, célèbre par l'immense part qu'on lui attribuait dans la ruine publique, chercha à se rapprocher du roi : c'était Louis-Philippe-Joseph, duc d'Orléans, premier prince du sang. Je m'arrête pour cet homme, devant lequel l'histoire s'est arrêtée jusqu'ici sans pouvoir discerner la vraie place qu'on doit lui donner dans ces événements. Énigme pour lui-même, il est resté énigme pour l'avenir. Le vrai mot de cette énigme, fut-il ambition ou patriotisme, faiblesse ou conjuration? c'est aux faits de prononcer.

L'opinion publique a ses préjugés. Frappée de l'immensité de l'œuvre qui s'accomplit, étourdie, pour ainsi dire, par la rapidité du mouvement qui entraîne les choses, elle ne peut croire qu'un ensemble de causes naturelles combinées par la Providence avec l'avénement de certaines idées dans l'esprit humain, et aidées par la coïncidence des temps, puisse produire à elle seule ces grandes commotions. Elle y cherche le surnaturel, le merveilleux, la fatalité. Elle se plaît à imaginer des causes latentes agissant dans le mystère, et faisant mouvoir de là, en cachant la main, les hommes et les événements. Elle prend, en un mot, toute révo-

lution pour une conjuration ; et, s'il se rencontre à l'origine, au nœud ou au dénoûment de ces crises un homme principal à l'intérêt duquel ces événements puissent se rapporter, elle l'en suppose l'auteur, elle lui attribue dans ces révolutions toute l'action et toute la place de l'idée qui les accomplit, et, heureux ou malheureux, innocent ou coupable, elle lui donne à lui seul toute la gloire ou tout le tort du temps. Elle divinise son nom ou elle supplicie sa mémoire. Tel fut, depuis cinquante ans, le sort du duc d'Orléans.

IV.

C'est une tradition historique dans les peuples, depuis la plus haute antiquité, que le trône use les races royales, et que pendant que les branches régnantes s'énervent par la possession de l'empire, les branches cadettes se fortifient et grandissent en nourrissant l'ambition de s'élever plus haut, et en respirant plus près du peuple un air moins corrompu que l'air des cours. Ainsi, pendant que la primogéniture donne le pouvoir aux aînés, les peuples donnent aux seconds la popularité.

Ce phénomène d'une famille plus belle et plus populaire que la famille régnante, croissant auprès du trône et affectant avec le trône sur l'esprit de la nation une dangereuse rivalité, se retrouvait depuis Louis XIV dans la maison d'Orléans. Si cette situa-

tion équivoque donnait aux princes de cette famille quelques vertus, elle leur donnait aussi des vices correspondants. Plus intelligents et plus ambitieux que les fils du roi, ils étaient aussi plus remuants. La contrainte même dans laquelle la politique de la maison régnante les tenait, condamnait leur pensée ou leur courage à l'inaction et les forçait d'user dans les désordres ou dans la mollesse les facultés naturelles et l'immense fortune dont on ne leur laissait pas d'autre emploi. Trop grands pour des citoyens, trop dangereux à la tête des armées ou dans les affaires, ils n'avaient leur place ni dans le peuple, ni dans la cour; ils la prenaient dans l'opinion.

Le régent, homme supérieur, dégradé par la longue subalternité de son rôle, avait été le plus éclatant exemple de ces vertus et de ces vices du sang d'Orléans. Depuis le régent, ces princes, doués comme lui de courage et d'esprit naturels, avaient tenté la gloire des grandes actions dans leur première jeunesse. Ils avaient été replongés avant l'âge dans l'obscurité, dans les plaisirs ou dans la dévotion par la jalousie de la maison régnante. Au premier éclat qui s'était attaché à leur nom, on l'avait voilé. Coupables de leur mérite, leur nom les sollicitait à la gloire; et dès qu'ils se montraient faits pour la mériter, on la leur défendait. Ces princes devaient se transmettre avec leurs tradi-



LE DUC D'ORLÉANS.

Paris Publié par Furne

en dot à son mari, avec l'immense fortune du duc de Penthièvre, la clientèle de considération, de faveur populaire et de respect public qui s'attachait à sa maison. Le premier acte politique du duc d'Orléans fut une résistance hardie aux volontés de la cour à l'époque de l'exil des parlements. Exilé lui-même dans son château de *Villers-Cotterets*, l'intérêt du peuple l'y suivit. Les applaudissements de la France lui rendirent douce la disgrâce de la cour. Il crut comprendre le rôle d'un grand citoyen dans un pays libre; il y aspira. Il oublia trop aisément dans l'atmosphère d'adulation qui l'entourait, qu'on n'est pas grand citoyen seulement pour complaire au peuple, mais pour le défendre, pour le servir et souvent pour lui résister.

Rentré à Paris, il voulut joindre le prestige de la gloire des armes aux couronnes civiques dont on décorait déjà son nom. Il sollicita de la cour la dignité de grand-amiral de France, dont la survivance lui appartenait après le duc de Penthièvre, son beau-père. Elle lui fut refusée. Il s'embarqua comme volontaire à bord de la flotte commandée par le comte d'Orvilliers, et se trouva au combat d'Ouessant le 27 juillet 1778. Les suites de ce combat, où la victoire resta sans résultat par une fausse manœuvre, furent imputées à la faiblesse du duc d'Orléans, qui aurait arrêté la poursuite de l'ennemi. Ces bruits déshonorants, inventés et semés

par la haine de la cour, aigrirent les ressentiments du jeune prince, mais ne purent voiler l'éclat de sa valeur. Il en prodigua les preuves jusqu'à des caprices de courage indignes de son rang. Il s'élança, à Saint-Cloud, dans le premier ballon qui emporta des navigateurs aériens dans l'espace. La calomnie le poursuivit jusque-là : on répandit le bruit qu'il avait crevé le ballon d'un coup d'épée pour forcer ses compagnons à redescendre. Il s'établit entre la cour et lui une lutte incessante d'audace d'un côté, de dénigrement de l'autre. Le roi le traitait néanmoins avec l'indulgence de la vertu pour les légèretés de la jeunesse. Le comte d'Artois le prenait pour compagnon assidu de ses plaisirs. La reine, qui aimait le comte d'Artois, craignait pour son beau-frère la contagion des désordres et des amours du duc d'Orléans. Elle haïssait à la fois dans ce jeune prince le favori du peuple de Paris et le corrupteur du comte d'Artois. Elle fit acheter au roi le château presque royal de Saint-Cloud, séjour préféré du duc d'Orléans. D'infâmes insinuations contre ses mœurs transpiraient sans cesse des demi-confidences des courtisans. On l'accusa d'avoir fait empoisonner par des courtisanes le sang du prince de Lamballe, son beau-frère, et de l'avoir énervé de débauches pour hériter seul de l'immense apanage de la maison de Penthièvre. Ce crime n'était que le crime de la haine qui l'inventait.

Persécuté ainsi par l'animosité de la cour, le duc d'Orléans fut refoulé de plus en plus dans l'isolement. Dans de fréquents voyages en Angleterre, il se lia d'amitié avec le prince de Galles, héritier du trône, prenant pour amis tous les ennemis de son père, jouant à la sédition, déshonoré de dettes, paré de scandales, prolongeant au delà de la jeunesse ces passions de princes, les chevaux, la table, le jeu, les femmes; souriant aux menées et aux discours tribunitiens de Fox, de Sheridan, de Burke, et préludant à l'exercice du pouvoir royal par toutes les audaces d'un fils insoumis et d'un citoyen factieux.

Le duc d'Orléans puisa ainsi le goût de la liberté dans la vie de Londres. Il en rapporta en France les habitudes d'insolence contre la cour, l'appétit des agitations populaires, le mépris pour son propre rang, la familiarité avec la foule, la vie bourgeoise dans le palais, et cette simplicité des habits qui, en enlevant à la noblesse française son uniforme et en rapprochant tous les rangs, détruisait déjà entre les citoyens les inégalités du costume.

Livré alors exclusivement au soin de réparer sa fortune obérée, le duc d'Orléans construisit le *Palais-Royal*. Il changea les nobles et spacieux jardins de son palais en un marché de luxe, consacré le jour au trafic, la nuit aux jeux, à la débauche; véritable sentine de vices bâtie au centre de la capitale; œuvre

de cupidité que les antiques mœurs ne pardonnèrent pas à ce prince, et qui, adoptée peu à peu comme le Forum de l'oisiveté du peuple de Paris, devait devenir bientôt le berceau de la Révolution. Cette révolution s'avançait. Le prince l'attendait dans l'oisiveté, comme si la liberté du monde n'eût été qu'une favorite de plus.

Cependant sa haine connue contre la cour avait naturellement attiré dans sa familiarité tous ceux qui voulaient un renversement. Le Palais-Royal fut le centre élégant d'une conspiration, à portes ouvertes, pour la réforme du gouvernement. La philosophie du siècle s'y rencontrait avec la politique et la littérature. C'était le palais de l'opinion. Buffon y venait assidûment passer les dernières soirées de sa vie; Rousseau y recevait de loin le seul culte que sa fière susceptibilité permît à des princes; Franklin et les républicains d'Amérique, Gibbon et les orateurs de l'opposition anglaise, Grimm et les philosophes allemands, Diderot, Sieyès, Sillery, Laclos, Suard, Florian, Raynal, La Harpe et tous les penseurs ou les écrivains qui pressentaient le nouvel esprit s'y rencontraient avec les artistes et les savants célèbres. Voltaire lui-même, proscrit de Versailles par le respect humain d'une cour qui adorait son génie, y vint à son dernier voyage. Le prince lui présenta ses enfants, dont l'un règne aujourd'hui sur la France. Le philosophe mourant les bénissait,

comme ceux de Franklin, au nom de la raison et de la liberté.

V.

Ce n'est pas que ce prince eût par lui-même le sentiment des lettres et le culte de la pensée : il avait trop cultivé ses sens pour être sensible aux délices de l'intelligence; mais le sentiment révolutionnaire lui conseillait instinctivement de rallier toutes les forces qui pouvaient un jour servir la liberté. Promptement lassé de la beauté et de la vertu de la duchesse d'Orléans, il avait conçu pour une femme belle, spirituelle, insinuante, un sentiment qui n'enchaînait pas les caprices de son cœur, mais qui dominait ses inconstances et qui gouvernait son esprit. Cette femme, séduisante alors, célèbre depuis, était la comtesse de Sillery-Genlis, fille du marquis Ducret de Saint-Aubin, gentilhomme du Charolais, sans fortune. Sa mère, jeune et belle encore elle-même, l'avait amenée à Paris, dans la maison de M. de la Popelinière, financier célèbre, dont elle avait captivé la vieillesse. Elle élevait sa fille pour la destinée douteuse de ces femmes à qui la nature a prodigué la beauté et l'esprit, et à qui la société a refusé le nécessaire; aventurières de la société, quelquefois élevées, quelquefois avilies par elle.

Les maîtres les plus célèbres formaient cette enfant à tous les arts de l'esprit et de la main; sa mère la

formait à l'ambition. La condition subalterne de cette mère chez son opulent protecteur formait sa fille à la souplesse et à l'adulation des illustres domesticités. A seize ans, sa beauté précoce et son talent musical la faisaient déjà rechercher dans les salons; sa mère l'y produisait dans une publicité équivoque entre le théâtre et le monde. Artiste pour les uns, elle était fille bien née pour les autres; elle séduisait tous les yeux, les vieillards mêmes oubliaient leur âge. M. de Buffon l'appelait « ma fille; » sa parenté avec madame de Montesson, veuve du duc d'Orléans, la rapprochait de la maison du jeune prince. Le comte de Sillery-Genlis en devint amoureux et l'épousa, malgré la résistance de sa famille. Ami et confident du duc d'Orléans, le comte de Sillery obtint pour sa femme une place à la cour de madame la duchesse d'Orléans. Le temps et son esprit firent le reste.

Le duc s'attacha à elle avec la double force de son admiration pour sa beauté et de son admiration pour la supériorité de son intelligence; elle affermit un des empires par l'autre. Les plaintes de la duchesse outragée ne firent que changer le penchant du duc en obstination. Il fut dominé; il voulut s'honorer de son sentiment, il le proclama en cherchant seulement à le colorer du prétexte de l'éducation de ses enfants. La comtesse de Genlis poursuivait à la fois l'ambition des cours, la gloire des lettres : elle

écrivait avec élégance ces ouvrages légers qui amusent l'oisiveté des femmes en égarant leur cœur sur des amours imaginaires. Les romans, qui sont pour l'Occident ce que l'opium est pour les Orientaux, les rêves éveillés du jour, étaient devenus le besoin et l'événement des salons. Madame de Genlis en composait avec grâce, et elle les revêtait d'une certaine hypocrisie d'austérité qui donnait de la décence à l'amour; elle affectait de plus une universalité de sciences qui faisait disparaître son sexe sous les prétentions de son esprit, et qui rappelait dans sa personne ces femmes de l'Italie professant la philosophie un voile sur le visage.

Le duc d'Orléans, novateur en tout, crut avoir trouvé dans une femme le mentor de ses fils. Il la nomma gouverneur de ses enfants. La duchesse irritée protesta contre ce scandale; la cour se moqua, le public fut ébloui. L'opinion qui cède à celui qui la brave murmura, puis se tut; l'avenir donna raison au père : les élèves de cette femme ne furent pas des princes, mais des hommes. Elle attirait au Palais-Royal tous les dictateurs de l'opinion. Le premier club de France se tenait ainsi dans les appartements mêmes du premier prince du sang. La littérature voilait au dehors ces conciliabules, comme la folie du premier Brutus voilait sa vengeance. Le duc n'était peut-être pas un conspirateur, mais il y eut dès lors un parti d'Orléans. Sieyès, l'oracle mysté-

rieux de la Révolution, qui semblait la porter dans son front pensif et la couver dans son silence; le duc de Lauzun, passant des confidences de Trianon aux conciliabules du Palais-Royal; Laclos, jeune officier d'artillerie, auteur d'un roman obscène, capable au besoin d'élever l'intrigue romanesque jusqu'à la conjuration politique; Sillery, aigri contre sa caste, irréconciliable avec la cour, ambitieux mécontent, n'attendant plus rien que de l'inconnu; d'autres hommes, enfin, plus obscurs mais non moins actifs, et servant d'échelons invisibles pour descendre des salons d'un prince dans les profondeurs du peuple; les uns la tête, les autres les bras de l'ambition du duc, se donnaient rendez-vous dans ces conseils. On ne se marquait sans doute pas le but, mais on se plaçait sur la pente et l'on se laissait aller à sa fortune. La fortune, c'était une révolution. Le merveilleux, ce prestige des masses, qui est à l'imagination ce que le calcul est à la raison, ne manquait pas même au parti d'Orléans. Des prophéties, ces pressentiments populaires de la destinée; des prodiges domestiques admis par la crédulité intéressée des nombreux clients de cette maison, annonçaient le trône prochain à un de ses princes. Ces bruits couraient dans le peuple ou d'eux-mêmes, ou par l'habile insinuation des partisans de la maison d'Orléans. A la convocation des états-généraux, le duc n'avait pas hésité à se prononcer pour les ré-

formes les plus populaires; les instructions qu'il fit rédiger pour les électeurs de ses domaines furent l'œuvre de l'abbé Sieyès. Le prince lui-même brigua le titre et le mandat de citoyen. Élu député de la noblesse de Paris à Crespy et à Villers-Cotterêts, il choisit Crespy parce que les cahiers de ce bailliage étaient les plus patriotiques. A la procession des états-généraux, il laissa vide sa place parmi les princes et marcha au milieu des députés. Cette abdication de sa dignité près du trône, pour se parer de sa dignité de citoyen, lui valut les applaudissements de la nation.

VI.

La faveur publique pour lui était telle que, s'il eût été un duc de Guise et que si Louis XVI eût été un Henri III, les états-généraux auraient fini comme ceux de Blois par un assassinat ou par une usurpation. Réuni au tiers état pour conquérir l'égalité et l'amitié de la nation sur la noblesse, il fit le serment du Jeu de paume. Il se rangea derrière Mirabeau pour désobéir au roi. Nommé président par l'Assemblée nationale, il refusa cet honneur, pour le laisser à un citoyen. Le jour où la destitution de M. Necker trahit les projets hostiles de la cour et où le peuple de Paris nomma d'acclamation ses chefs et ses défenseurs, le nom du duc d'Orléans

sortit le premier; la France prit, dans le jardin de son palais, les couleurs de sa livrée pour cocarde. A la voix de Camille Desmoulins, qui jeta le cri d'alarme dans le Palais-Royal, les attroupements se formèrent, Legendre et Fréron les guidèrent; ils arborèrent le buste du duc d'Orléans avec celui de Necker, les couvrirent d'un crêpe noir et les promenèrent, tête nue, au milieu des citoyens silencieux. Le sang coula; le cadavre d'un des citoyens qui portaient les bustes, tué par la troupe, servit d'étendard au peuple. Le duc d'Orléans fut ainsi mêlé, par son palais, par son nom, par son image, au premier combat et au premier meurtre de la liberté. C'en fut assez pour que sa main parût mouvoir partout les fils des événements. Soit défaut d'audace, soit défaut d'ambition, il ne prit jamais l'attitude du rôle que l'opinion lui assignait. Il ne parut pas alors pousser les choses au delà de la conquête d'une constitution pour son pays et du rôle d'un grand patriote pour lui-même. Il respecta ou il méprisa le trône. L'un ou l'autre de ces sentiments le grandit aux yeux de l'histoire. Tout le monde était de son parti, excepté lui-même.

Les hommes impartiaux en firent honneur à sa modération, les révolutionnaires en firent honte à son caractère. Mirabeau, qui cherchait un prétendant pour personnifier la révolte, avait eu des entrevues secrètes avec le duc d'Orléans; il avait tâté son

ambition pour juger si elle irait jusqu'au trône. Il s'était retiré mécontent : il avait trahi sa déception par des mots injurieux. Mirabeau avait besoin d'un conspirateur, il n'avait trouvé qu'un patriote. Ce qu'il méprisait dans le duc d'Orléans, ce n'était pas la méditation d'un crime, c'était le refus d'être son complice. Il n'attendait pas tant de scrupules. Il s'en vengea en appelant ce désintéressement du trône la lâcheté d'un ambitieux.

La Fayette haïssait d'instinct dans le duc d'Orléans un rival d'influence. Il accusait le prince de fomenter des troubles qu'il se sentait impuissant à réprimer. On prétendait avoir vu le duc d'Orléans ainsi que Mirabeau mêlés aux groupes d'hommes et de femmes et leur montrant du geste le château. Mirabeau se défendit par le sourire du mépris. Le duc d'Orléans démontra plus sérieusement son innocence. Un assassinat en tuant le roi ou la reine laissait vivre la monarchie, les lois du royaume et les princes héritiers du trône. Il ne pouvait y monter que sur cinq cadavres placés par la nature entre son ambition et lui. Ces échelons de crime ne l'auraient conduit qu'à l'exécration de la nation et auraient lassé même les assassins. De plus, il démontrait par de nombreux et irrécusables témoignages qu'il n'était allé à Versailles ni le 4 ni le 5 octobre. Parti de Versailles le 3 après la séance de l'Assemblée nationale, il était revenu à Paris. Il avait passé la journée du 4

dans son palais et dans ses jardins de Mousseaux. Le 5 il était reparti pour Mousseaux. Son cabriolet ayant cassé sur le boulevard, il avait continué sa course à pied par les Champs-Élysées. Il avait passé la journée à Passy avec ses enfants et madame de Genlis. Il avait soupé à Mousseaux avec son intimité et couché encore à Paris. Ce n'était que le 6 au matin, qu'instruit des événements de la veille, il était parti pour Versailles, et que sa voiture avait été arrêtée au pont de Sèvres par le cortége qui portait les têtes coupées des gardes du roi. Si ce n'était pas la conduite d'un prince du sang qui vole au secours de son roi et qui se place au pied du trône entre le souverain menacé et le peuple, ce n'était pas non plus celle d'un usurpateur audacieux qui tente la révolte par l'occasion et qui présente au moins au peuple un crime tout fait.

La conduite de ce prince ne fut qu'une expectative, soit qu'il ne voulût recevoir la couronne que de la fatalité des événements et sans tendre la main vers sa fortune, soit qu'il eût plus d'indifférence que d'ambition pour le rang suprême, soit enfin qu'il ne voulût pas mettre sa royauté comme une halte sur la route de la liberté, qu'il aspirât sincèrement à la république, et que le titre de premier citoyen d'une nation libre lui parût plus grand que le titre de roi.

VII.

Néanmoins, peu de temps après les journées des 5 et 6 octobre, La Fayette voulut rompre la liaison du duc d'Orléans et de Mirabeau. Il résolut d'éloigner, à tout prix, ce prince de la scène, et de le forcer, par une contrainte morale ou par la terreur d'un procès pour crime d'État, à s'exiler à Londres. Il fit entrer le roi et la reine dans ce plan en les alarmant sur les complots du prince et en leur montrant en lui un compétiteur du trône. La Fayette disait un jour à la reine que ce prince était le seul homme sur qui le soupçon d'une si haute ambition pût tomber. — « Monsieur, lui répondit la reine en » le regardant avec une affectation d'incrédulité, » est-il donc nécessaire d'être prince pour prétendre » à la couronne ? — Du moins, madame, répliqua » le général, je ne connais que le duc d'Orléans qui » en voulût. » La Fayette présumait trop de l'ambition du prince.

VIII.

Mirabeau, découragé des hésitations et des scrupules du duc d'Orléans, et le trouvant au-dessous ou au-dessus du crime, le rejeta comme un complice d'ambition méprisé, et chercha à se rapprocher de La Fayette. Celui-ci, qui n'avait que la

force armée, mais qui sentait dans Mirabeau toute la force morale, sourit à l'idée de ce duumvirat qui leur assurait l'empire. Il y eut des entrevues secrètes à Paris et à Passy entre ces deux rivaux. La Fayette, repoussant toute idée d'usurpation au profit d'un prince, déclara à Mirabeau qu'il fallait renoncer à tout complot criminel contre la reine, si l'on voulait s'entendre avec lui. — « Eh bien! général, répondit Mirabeau, puisque vous le voulez, » qu'elle vive! Une reine humiliée peut être utile; » mais une reine égorgée n'est bonne qu'à faire » composer une mauvaise tragédie! » Cette saillie atroce, qui prenait le sang d'une femme en plaisanterie, fut connue plus tard de la reine, qui la pardonna à Mirabeau, et n'empêcha pas ses liaisons avec le grand orateur. Mais le mot dut rester sur le cœur de cette princesse comme un indice sanglant de ce qu'elle pouvait craindre.

La Fayette, sûr de l'assentiment du roi et de la reine, appuyé sur l'indignation de la garde nationale, qui commençait à se lasser des factieux, osa prendre tout bas envers ce prince le ton d'un dictateur et prononcer contre lui un exil arbitraire sous les apparences d'une mission librement acceptée. Il fit prier le duc d'Orléans de lui donner un rendez-vous chez la marquise de Coigny, femme noble et spirituelle, attachée à La Fayette, et dans le salon de laquelle le duc d'Orléans se rencontrait

quelquefois avec lui. A la suite d'une conversation que les murs seuls entendirent, mais dont les résultats peuvent donner le sens, et que Mirabeau, de qui elle fut connue, appelait *très-impérieuse d'un côté, très-résignée de l'autre*, il fut convenu que le duc d'Orléans partirait immédiatement pour Londres.

Les amis de ce prince le firent changer de résolution dans la nuit. Il en informa La Fayette par un billet. La Fayette lui indiqua un second rendez-vous, le somma de tenir sa parole, lui enjoignit de partir dans les vingt-quatre heures, et le conduisit chez le roi. Là, le prince accepta la mission fictive et promit de ne rien négliger pour déjouer en Angleterre les complots des artisans des troubles du royaume. « Vous y êtes plus intéressé que personne, » lui dit La Fayette en présence du roi, car per» sonne n'y est plus compromis que vous. » Mirabeau, instruit de cette oppression de La Fayette et de la cour sur l'esprit du duc d'Orléans, offrit au duc ses services, le tenta par les dernières séductions du rang suprême. Le plan de son discours du lendemain à l'Assemblée était déjà conçu. Il dénoncerait comme une conspiration du despotisme ce coup d'État contre un seul citoyen dans lequel la liberté de tous les citoyens était atteinte, « cette » violation de l'inviolabilité des représentants de la » nation dans l'exil transparent d'un prince du sang;

» il montrerait La Fayette se servant de la main » royale pour frapper ses rivaux de popularité, et » pour couvrir sa dictature insolente de la sanction » vénérable du chef de la nation et du chef de la » famille. » Mirabeau ne doutait pas du soulèvement de l'Assemblée contre une si odieuse tentative, et promit aux amis du duc d'Orléans un de ces retours d'opinion qui élèvent un homme plus haut que le rang d'où il est tombé. Ces paroles, soutenues des supplications de Laclos, de Sillery, de Lauzun, ébranlèrent une seconde fois la résolution du prince. Il vit de la honte dans cet exil volontaire, où il n'avait vu d'abord que de la magnanimité. A la pointe du jour, il écrivit qu'il ne partirait pas.

La Fayette le fait appeler chez le ministre des affaires étrangères. Là le prince, vaincu de nouveau, écrit à l'Assemblée une lettre qui détruit d'avance tout l'effet de la dénonciation de Mirabeau. « Mes ennemis prétendent, dit le duc à La Fayette, » que vous vous vantez d'avoir contre moi des » preuves de complicité dans les attentats du 5 oc» tobre?— Ce sont plutôt mes ennemis qui le disent, » lui répondit La Fayette; si j'avais des preuves » contre vous, je vous aurais déjà fait arrêter. Je » n'en ai pas, mais j'en cherche. » Le duc d'Orléans partit. Neuf mois s'étaient écoulés depuis son retour. L'Assemblée constituante avait laissé sans autre tutelle que l'anarchie la constitution qu'elle venait

de voter. Le désordre était dans le royaume; les premiers actes de l'Assemblée législative annonçaient l'hésitation d'un peuple qui fait une halte sur une pente, mais qui la descendra jusqu'au fond.

IX.

Les Girondins, dépassant du premier pas le parti des Barnave et des Lameth, indiquaient la volonté de pousser la France sans préparation dans la république. Le duc d'Orléans, que son long séjour en Angleterre avait laissé réfléchir loin de l'entraînement des événements et des factions, sentit son sang de Bourbon parler en lui. Il ne cessa pas d'être patriote; mais il comprit que le salut de la patrie, au moment d'une guerre imminente, n'était pas dans l'anéantissement du pouvoir exécutif. Sans doute aussi la pitié pour le roi et pour la reine se réveilla dans un cœur où la haine n'avait pas étouffé toute générosité. Il se sentit trop vengé par les journées du 6 octobre, par l'humiliation du roi devant l'Assemblée, par les insultes quotidiennes de la populace sous les fenêtres de Marie-Antoinette, et par les nuits sinistres de cette famille dont le palais n'était plus qu'une prison; peut-être aussi craignait-il pour lui-même l'ingratitude des révolutions.

Il était parti pour l'Angleterre par contrainte; il y

était resté par une appréhension réelle que son nom servît de prétexte à des agitations dans Paris. Laclos était venu de temps en temps à Londres pour tenter de nouveau l'ambition de l'exilé et lui faire honte d'une condescendance à La Fayette, que la France prenait pour lâcheté. L'orgueil du prince s'était soulevé à cette idée, il menaçait de repartir; les représentations de M. de La Luzerne, ministre de France à Londres, celles de M. de Boinville, aide-de-camp de La Fayette, et enfin sa propre prévoyance avaient prévalu sur les incitations de Laclos. On en trouve la preuve dans ce billet de M. de La Luzerne trouvé dans l'armoire de fer parmi les secrets papiers du roi. « J'atteste, dit M. de La Luzerne, que j'ai présenté à M. le duc d'Orléans M. de Boinville, aide-de-camp de M. de La Fayette; que M. de Boinville a déclaré au duc d'Orléans qu'on était très-inquiet des troubles que pourraient exciter, en ce moment dans Paris, des malintentionnés qui ne manqueraient pas de se servir de son nom pour troubler la capitale, et peut-être le royaume, et qu'on le conjurait, par ce motif, de retarder l'époque de son retour. M. le duc d'Orléans, ne voulant en aucune manière donner lieu ou prétexte à ce que la tranquillité fût troublée, a consenti à différer son départ. »

X.

Il partit enfin et fit d'inutiles démarches à son retour pour être employé dans la marine. C'est dans ces dispositions flottantes d'esprit que M. Bertrand de Molleville lui adressa, de la part du roi, sa nomination au grade d'amiral. Le duc d'Orléans alla remercier le ministre. Il ajouta : « Qu'il était heu-
» reux de la grâce que le roi lui accordait, parce
» qu'elle lui fournirait l'occasion de faire connaître
» à ce prince ses sentiments odieusement calom-
» niés. Je suis bien malheureux, poursuivit-il; on
» s'est servi de mon nom pour des horreurs qu'on
» m'a imputées, on m'en a cru coupable parce que
» j'ai dédaigné de me justifier. On jugera bientôt si
» ma conduite démentira mes paroles. »

L'air de franchise et de loyauté, le ton significatif avec lequel le duc d'Orléans prononça ces mots, frappèrent le ministre violemment prévenu contre son innocence. Il demanda au prince s'il consentirait à tenir directement au roi un langage qui consolerait son cœur et dont il craignait d'affaiblir l'énergie en le transmettant. Le duc accueillit avec empressement l'idée de voir le roi, si le roi daignait le recevoir. Il manifesta l'intention de se rendre, le lendemain, au château. Le roi, prévenu par son ministre, attendit le prince et s'enferma longtemps seul avec lui.

Un écrit confidentiel de la main du prince lui-même, et rédigé d'abord pour justifier sa mémoire aux yeux de ses enfants et de ses amis, introduit dans les mystères de cet entretien. « Les démocrates » outrés, dit le duc d'Orléans, ont pensé que je » voulais faire de la France une république; les am- » bitieux ont cru que je voulais, à force de popu- » larité, forcer le roi à remettre l'administration du » royaume entre mes mains ; enfin les patriotes » vertueux ont eu sur moi l'illusion même de leur » vertu : ils ont pensé que je m'immolais tout en- » tier à la chose publique. Les uns m'ont fait pire, » les autres meilleur que je ne suis. J'ai suivi ma » nature, voilà tout. Elle me portait, avant tout, » vers la liberté. Je crus en voir l'image dans les » parlements, qui du moins en avaient le ton et » les formes. J'embrassai ce fantôme de représen- » tation. Trois fois je me sacrifiai pour ces parle- » ments. Les deux premières fois, ce fut une con- » viction de ma part; la troisième, ce fut pour ne » pas me démentir moi-même. J'avais été en An- » gleterre, j'y avais vu la vraie liberté; je ne doutai » pas aux états-généraux que la France ne voulût » la conquérir. A peine eus-je entrevu que la France » aurait des citoyens, que je voulus être un de ces » citoyens moi-même. Je fis légèrement tous les » sacrifices de rang et de privilége qui me séparaient » de la nation. Ils ne me coûtèrent rien. J'aspirai

» à être député; je le fus : je passai du côté du
» tiers état, non par faction, mais par justice. Il
» était, selon moi, impossible, dès ce moment,
» d'empêcher la révolution de s'accomplir. Quelques
» personnes autour du roi pensèrent autrement. On
» rassembla des troupes; elles entourèrent l'Assem-
» blée nationale. Paris se crut menacé et se souleva;
» les gardes-françaises vivant au milieu du peuple
» suivirent le courant du peuple. On répandit que
» mon or avait acheté ce régiment. Je dirai fran-
» chement mon opinion. Si les gardes-françaises
» s'étaient conduits autrement, c'est alors que j'au-
» rais cru qu'on les avait achetés; car leur hostilité
» au peuple de Paris eût été contre nature. On porta
» mon buste avec celui de M. Necker au 14 juillet!
» Pourquoi? Parce que ce ministre des espérances
» publiques était adoré de la nation, et que mon
» nom se trouvait sur les listes des députés à l'As-
» semblée qui devaient, disait-on, être arrêtés avec
» ce ministre par les troupes appelées autour de
» Versailles. Au milieu de ces événements si favo-
» rables à un factieux, que fis-je pour en profiter?
» Je me dérobai sans affectation aux regards du peu-
» ple, je ne le flattai point sur ses excès, je me retirai
» à ma maison de Mousseaux, j'y passai la nuit; le
» lendemain, je me rendis sans suite à l'Assemblée
» nationale à Versailles. Au moment plus heureux
» où le roi se décida à se jeter dans les bras de

» cette assemblée, je me refusai à faire partie de » la députation de ceux de ses membres qui allaient » annoncer cette nouvelle à la capitale. Je craignis » que quelques-uns de ces hommages, que la capi- » tale devait au roi seul, ne fussent détournés vers » moi. Même conduite de ma part aux journées » d'octobre. Je m'absente pour ne pas ajouter un » élément de plus à la fermentation du peuple. Je » ne reparais qu'avec le calme. Rencontré à Sèvres » par les bandes peu nombreuses d'assassins qui » rapportaient les têtes coupées des gardes du roi, » ces hommes se précipitent à la tête de mes che- » vaux, et l'un d'eux tire un coup de fusil sur mon » postillon. C'est moi, prétendu chef de ces hom- » mes, qui manque d'être leur victime ! Je ne dois » mon salut qu'à un poste de la garde nationale » qui me donne une escorte jusqu'à Versailles, où » je me rends chez le roi en réprimant les dernié- » res clameurs du peuple dans la cour des Minis- » tres. Je concours au décret qui déclare l'Assem- » blée inséparable de la personne du roi. C'est alors » que M. de La Fayette me demande un rendez- » vous et me témoigne, de la part du roi, son désir » de me voir m'éloigner de Paris, pour enlever tout » prétexte aux agitations populaires. Sûr désor- » mais du triomphe de la révolution accomplie, » et ne redoutant pour elle que les troubles dont » on pourrait vouloir entraver sa marche, j'o-

» béis sans hésitation, ne demandant à mon départ » d'autre condition que la permission de l'Assem- » blée nationale. Elle l'accorda, je partis. Le peuple » de Boulogne, remué par une intrigue qui peut se » rattacher à moi, mais à laquelle je me suis mon- » tré étranger, puisque je n'y cédai pas, voulut me » retenir de force et s'opposa à mon embarquement. » Je fus attendri, je l'avoue; mais je ne cédai pas à » cette violence de la faveur du peuple et je le ra- » menai moi-même au devoir. On abusa de ce » voyage et de mon absence pour m'imputer, sans » réfutation de ma part, les plus odieux attentats. » J'avais voulu forcer le roi à fuir avec le dauphin » de Versailles; mais Versailles n'est pas la France. » Le roi eût retrouvé son armée et la nation hors » de cette ville, et mon ambition aurait eu pour » unique effet la guerre civile et la dictature militaire » donnée au roi. Mais le comte de Provence restait. » Il était l'héritier naturel du trône abandonné. Il » était populaire, il avait passé avec moi du côté » des communes; j'aurais donc travaillé pour lui! » Mais le comte d'Artois était en sûreté à l'étran- » ger; mais ses enfants étaient avec lui à l'abri de » mes prétendus meurtres! Ils étaient plus près du » trône que moi! Quelle série de folies, d'absur- » dités ou de crimes perdus! Le peuple français n'a » changé, par la Révolution, ni de sentiments ni de » caractère. J'aime à croire que le comte d'Artois,

» que j'ai aimé moi-même, en fera l'épreuve; j'aime » à croire que se rapprochant d'un roi qu'il chérit » et dont il est tendrement aimé, d'un peuple à » l'amour duquel ses brillantes qualités lui donnent » tant de droits, il reviendra, après nos troubles » apaisés, jouir de cette partie de son héritage, » l'amour que la nation la plus sensible et la plus » aimante a voué aux enfants d'*Henri IV.* »

XI.

Ces raisons entrecoupées sans doute de quelques repentirs, fortifiées de ces larmes d'attendrissement, de ces attitudes et de ces gestes plus persuasifs que la parole, qui donnent tant de pathétique et tant d'émotion à de si solennelles explications, convainquirent sinon l'esprit, du moins le cœur du roi. Il excusa, il pardonna et il espéra. « Je crois » comme vous, dit-il encore tout attendri à son mi» nistre, que le duc d'Orléans revient de bonne foi, » et qu'il fera tout ce qui dépendra de lui pour ré» parer le mal qu'il a fait et auquel il est possible » qu'il n'ait pas autant de part que nous l'avons » cru. »

Le prince était sorti de l'appartement du roi, réconcilié avec lui-même et résolu de retirer plus que jamais son nom aux factieux. Il avait peu de peine à sacrifier son ambition, car il en était dépourvu;

et quant à sa popularité, elle le quittait d'elle-même pour se donner plus bas que lui. Il n'avait donc de sûreté et d'honneur que dans la constitution et au pied du trône. Son cœur l'y portait comme son devoir. L'homme, dans Louis XVI, le touchait encore plus que le roi. L'adulation et les ressentiments de cour perdirent tout.

Le dimanche qui suivit cette réconciliation, le duc d'Orléans se présenta pour rendre ses hommages au roi et à la reine. C'étaient le jour et l'heure des grandes réceptions. La foule des courtisans remplissait les cours, les escaliers, les appartements des Tuileries; quelques-uns espérant encore des retours de fortune, d'autres venus des provinces et attirés autour de leur malheureux maître par l'attrait de l'infortune et de la fidélité. A l'apparition inattendue du duc d'Orléans, dont la réconciliation avec le roi n'avait pas encore transpiré, l'étonnement et l'horreur assombrirent tous les visages. Un murmure d'indignation courut avec son nom dans les chuchotements ironiques. La foule s'ouvrit et s'écarta comme en répugnance d'un contact odieux sur son passage. Il chercha en vain un front accueillant ou respectueux dans tous ces fronts. En approchant de la chambre du roi, des groupes de courtisans et de gardes lui barrèrent avec affectation les portes en lui tournant le dos et en serrant les coudes; rebuté de ce côté, il entra dans les appartements de la reine.

Le couvert était mis pour le dîner de la famille royale. — Prenez garde aux plats! crièrent des voix outrageantes, comme si on eût vu entrer un empoisonneur public. Le prince indigné rougit, pâlit, crut reconnaître la haine de la reine et un mot d'ordre donné par le roi dans ces insultes. Il regagna l'escalier pour sortir du palais. De nouvelles huées, de nouveaux outrages l'y poursuivirent. Du haut de la rampe qu'il descendait, on cracha sur ses habits et jusque sur sa tête. Des poignards l'auraient blessé moins cruellement que ces assassinats du mépris. Il était rentré apaisé, il sortit implacable. Il sentit qu'il n'avait de refuge contre la cour que les derniers rangs de la démocratie. Il s'y précipita résolument pour y trouver la sûreté ou la vengeance.

Informés bientôt de ces insultes, le roi et la reine, qui ne les avaient pas commandées, ne firent rien pour les réparer. Ils se sentirent secrètement flattés, peut-être, de la colère de leurs familiers, de l'avilissement de leur ennemi. La reine avait la faveur légère et la haine imprudente. La bonté ne manquait pas au roi, mais la grâce. Un mot d'Henri IV aurait puni ces insulteurs et ramené le prince à ses pieds : il ne sut pas le dire; le ressentiment couva dans le silence, et la destinée s'accomplit.

XII.

Le duc d'Orléans franchit, ce jour-là, les Girondins, auxquels il ne tenait que par Péthion et par Brissot; il passa aux Jacobins. Il ouvrit son palais à Danton et à Barrère et ne se rencontra plus que dans les partis extrêmes, qu'il suivit sans hésiter ni reculer un seul jour, en silence, partout, jusqu'à la république, jusqu'au régicide, jusqu'à la mort.

XIII.

Cependant les alarmes qu'inspiraient à la nation les armements de l'empereur, et la défiance que les Girondins semaient dans tous leurs discours contre la cour et contre les ministres agitaient de plus en plus la capitale. A chaque nouvelle communication de M. de Lessart, ministre des affaires étrangères, les cris de guerre et de trahison sortaient du parti de la Gironde. Fauchet dénonça le ministre. Brissot s'écria : « Le masque tombe! notre ennemi est connu : » c'est l'empereur! Les princes possessionnés en » Alsace, dont il feint de prendre la cause, ne sont » que les prétextes de sa haine; les émigrés eux-» mêmes ne sont que ses instruments. Méprisons » ces émigrés. C'est à la haute cour nationale seule » de nous faire justice de ces princes mendiants!

» Les électeurs de l'empire ne sont pas dignes non » plus de votre colère. La peur les fait d'avance se » prosterner à vos pieds. Un peuple libre n'écrase » pas ses ennemis à genoux. Frappez à la tête! la » tête, c'est l'empereur! »

Il communiqua son emportement à l'Assemblée. Mais Brissot, politique habile, conseiller profond de son parti, n'était pas une de ces voix sonores qui élèvent l'accent d'une opinion jusqu'à la proportion d'une voix du peuple. Vergniaud seul avait ce don d'une âme où se résume en passion et où résonne en éloquence tout un parti. Il s'élevait par la méditation de l'histoire jusqu'aux scènes analogues de son temps, dans les temps antiques, et il donnait à ses paroles la hauteur et la solennité de tous les temps.

« Notre révolution, dit-il dans la même séance, » a jeté l'alarme sur tous les trônes. Elle a donné » exemple de la destruction du despotisme qui les » soutient. Les rois haïssent notre constitution parce » qu'elle rend les hommes libres et qu'ils veulent » régner sur des esclaves. Cette haine s'est mani» festée, de la part de l'empereur, par toutes les me» sures qu'il a prises pour nous inquiéter ou pour » fortifier nos ennemis et pour encourager les Fran» çais rebelles aux lois de leur patrie. Cette haine, » il ne faut pas croire qu'elle cesse d'exister; mais » il faut qu'elle cesse d'agir! Le génie veille sur nos

» frontières défendues par nos troupes de ligne, » par nos gardes nationales, moins encore que par » l'enthousiasme de la liberté. La liberté! depuis » sa naissance, elle est l'objet d'une guerre cachée, » honteuse, qu'on lui fait dans son berceau même. » Quelle est donc cette guerre? Trois armées de » reptiles et d'insectes venimeux se meuvent et » rampent dans votre propre sein. L'une est com- » posée de libellistes à gages et de calomniateurs » soudoyés; ils s'efforcent d'armer les deux pou- » voirs l'un contre l'autre en leur inspirant de mu- » tuelles défiances. L'autre armée, aussi dangereuse » sans doute, est celle des prêtres séditieux, qui » sentent que leur Dieu s'en va, que leur puissance » s'écroule avec leur prestige, et qui, pour retenir » leur empire, appellent la vengeance que la reli- » gion défend et prescrivent comme des vertus tous » les crimes! La troisième est celle de ces financiers » avides, de ces agioteurs, qui ne peuvent s'enri- » chir que de notre ruine; pour leurs spéculations » égoïstes, la prospérité nationale serait leur mort, » notre mort serait leur vie! Ils sont semblables à » ces animaux carnassiers qui attendent l'issue des » combats pour dévorer les cadavres restés sur les » champs de bataille (on applaudit).

» Ils savent que vos préparatifs de défense sont » ruineux, ils comptent sur le discrédit de votre tré- » sor, sur la rareté du numéraire. Ils comptent sur la

» lassitude de ces citoyens qui ont abandonné femmes, enfants, pour voler aux frontières, et qui les abandonneront pendant que des millions, artificieusement semés à l'intérieur, susciteront des insurrections où le peuple armé par le délire détruira lui-même ses droits en croyant les défendre. Alors, l'empereur fera avancer une armée formidable pour vous donner des fers. Voilà la guerre qu'on vous fait, voilà celle qu'on vous veut faire (on applaudit longtemps).

» Le peuple a juré de maintenir la constitution parce qu'il sent en elle son honneur et sa liberté; mais si vous le laissez dans un état d'immobilité inquiète, qui use ses forces dans l'attente et qui épuise toutes nos ressources, le jour de cet épuisement ne sera-t-il pas le dernier de la constitution? L'état où l'on nous tient est un véritable état d'anéantissement qui peut nous conduire à l'opprobre ou à la mort (vifs applaudissements). Aux armes donc, citoyens! aux armes, hommes libres! défendez votre liberté, assurez l'espoir de celle du genre humain, ou bien vous ne méritez pas même la pitié dans vos malheurs (les applaudissements recommencent)!

» Nous n'avons d'autres alliés que la justice éternelle dont nous défendons les droits. Nous est-il interdit cependant d'en chercher d'autres et d'intéresser les puissances qui seraient menacées

» avec nous par la rupture de l'équilibre de l'Eu-
» rope? Non, sans doute; déclarez à l'empereur
» que dès ce moment les traités sont rompus (bra-
» vos prolongés)! L'empereur les a rompus lui-
» même. S'il hésite encore à vous attaquer, c'est
» qu'il n'est pas prêt! Mais il est démasqué. Fé-
» licitez-vous! l'Europe a les yeux fixés sur vous;
» apprenez-lui enfin ce que c'est que l'Assemblée
» nationale de France! Si vous vous montrez avec
» la dignité qui convient aux représentants d'un
» grand peuple, vous aurez ses applaudissements,
» son estime, son appui. Si vous montrez de la
» faiblesse, si vous manquez l'occasion que la Pro-
» vidence vous donne de vous affranchir d'une si-
» tuation qui vous entrave, redoutez l'avilissement
» que vous prépare la haine de l'Europe, celle de
» la France, celle de votre siècle et de la postérité
» (on applaudit).

» Mais faites plus : exigez que vos couleurs
» soient respectées au delà du Rhin; exigez que
» l'on disperse vos émigrés. Je pourrais demander
» qu'on les rende à leur patrie qu'ils outragent,
» pour les punir. Mais non! S'ils ont été avides de
» notre sang, ne nous montrons point avides du
» leur! leur crime est d'avoir voulu détruire leur
» patrie; eh bien! qu'errants et vagabonds sur le
» globe, leur punition soit de ne trouver de patrie
» nulle part (on applaudit)! Si l'empereur tarde

» de répondre à vos sommations, que tout délai » soit considéré comme un refus; que tout refus » de s'expliquer, de sa part, soit considéré comme » une déclaration de guerre! Attaquez pendant » que l'heure est pour vous. Si, dans la guerre de » Saxe, Frédéric eût temporisé, le roi de Prusse » serait en ce moment le marquis de Brandebourg. » Il a attaqué, et la Prusse dispute aujourd'hui à » l'Autriche la balance de l'Allemagne qui a échappé » à vos mains!

» Jusqu'ici vous n'avez suivi que des demi-déter- » minations, et l'on peut appliquer à vos mesures » le langage que tenait, en pareille circonstance, » Démosthène aux Athéniens: — Vous vous con- » duisez à l'égard des Macédoniens, leur disait-il, » comme ces barbares qui combattent dans nos jeux, » à l'égard de leurs adversaires; quand on les frappe » au bras, ils portent la main au bras; quand on » les frappe à la tête, ils portent la main à la tête; » ils ne songent à se défendre que lorsqu'ils sont » blessés, sans jamais penser à parer d'avance les » coups qu'on leur prépare. Philippe arme, vous » armez aussi; désarme-t-il, vous posez les armes. » S'il attaque un de vos alliés, aussitôt vous en- » voyez une armée nombreuse au secours de cet » allié; s'il attaque une de vos villes, aussitôt vous » envoyez une armée nombreuse à la défense de » cette ville. Désarme-t-il encore, vous désarmez

» de nouveau, sans vous occuper des moyens de » prévenir son ambition et de vous mettre à l'abri » de ses attaques. Ainsi vous êtes aux ordres de » votre ennemi, et c'est lui qui commande votre » armée. —

» Et moi aussi, je vous dirai des émigrants : » Entendez-vous dire qu'ils sont à Coblentz, des » citoyens sans nombre volent pour les combattre. » Sont-ils rassemblés sur les bords du Rhin, vous » garnissez son cours de deux corps d'armée. Des » puissances voisines leur accordent-elles un asile, » vous vous proposez d'aller les attaquer. Enten- » dez-vous dire, au contraire, qu'ils s'enfoncent » dans le nord de l'Allemagne, vous posez les ar- » mes. Vous font-ils une nouvelle offense, votre » indignation éclate. Vous fait-on de belles pro- » messes, vous désarmez encore. Ainsi ce sont les » émigrés et les cabinets qui les soutiennent qui » sont vos chefs et qui disposent de vous, de vos » conseils, de vos trésors et de vos armées (on ap- » plaudit)! C'est à vous de voir si ce rôle humiliant » est digne d'un grand peuple.

» Une pensée échappe en ce moment à mon cœur » et je terminerai par elle. Il me semble que les » mânes des générations passées viennent se presser » dans ce temple pour vous conjurer, au nom de » tous les maux que l'esclavage leur a fait éprouver, » d'en préserver les générations futures dont les

» destinées sont entre nos mains! Exaucez cette
» prière! soyez à l'avenir une autre providence!
» Associez-vous à la justice éternelle qui protége
» les peuples! En méritant le titre de bienfaiteurs
» de votre patrie, vous mériterez aussi celui de
» bienfaiteurs du genre humain. »

Les applaudissements prolongèrent longtemps dans la salle le retentissement de l'émotion que ce discours avait porté dans tous les cœurs. C'est que Vergniaud, à l'exemple des orateurs antiques, au lieu de refroidir son éloquence dans les combinaisons de la politique, qui ne parle qu'à l'esprit, la trempait au feu d'une âme pathétique. Le peuple ne comprend que ce qu'il sent. Les seuls orateurs pour lui sont ceux qui l'émeuvent. L'émotion est la conviction des masses. Vergniaud l'avait en lui et la communiquait à la foule. La conscience de travailler pour le bonheur du genre humain, la perspective de la reconnaissance des siècles donnaient un noble orgueil à la France et une sorte de sainteté à la liberté. C'est un des caractères de cet orateur, qu'il élevait presque toujours la Révolution à la hauteur d'un apostolat, qu'il étendait son patriotisme à la proportion de l'humanité tout entière, et qu'il ne passionnait et n'entraînait le peuple que par ses vertus. De semblables paroles produisaient dans tout l'empire des contre-coups auxquels le roi et son ministère ne pouvaient résister.

XIV.

D'ailleurs, on l'a vu, Vergniaud et ses amis avaient des intelligences dans le conseil. M. de Narbonne et les Girondins se rencontraient et se concertaient chez madame de Staël, dont le salon, tout retentissant des motions martiales, s'appelait alors le camp de la Révolution. L'abbé Fauchet, le dénonciateur de M. de Lessart, y puisait son ardeur pour le renversement de ce ministre. M. de Lessart, en amortissant autant qu'il le pouvait les menaces de la cour de Vienne et les colères de l'Assemblée, s'efforçait de donner du temps à de meilleurs conseils. Son attachement loyal à Louis XVI et sa prévoyance sensée et réfléchie lui faisaient voir dans la guerre non la restauration, mais l'ébranlement violent du trône. Dans ce choc de l'Europe et de la France, le roi devait être le premier écrasé. Homme de bien, l'attachement de M. de Lessart à son maître lui servait de génie. Obstacle aux trois partis qui voulaient la guerre, il fallait écarter à tout prix ce ministre de l'oreille du roi. Il pouvait se couvrir, soit en se retirant, soit en cédant à l'impatience de l'Assemblée. Il ne le voulut pas. Instruit de la terrible responsabilité qui pesait sur sa tête, sachant que cette responsabilité c'était la mort, il brava tout pour donner au roi quelques jours de négociation de plus. Ces jours étaient comptés.

LIVRE DOUZIÈME.

I.

Léopold, ce prince pacifique et philosophe, révolutionnaire s'il n'eût pas été empereur, avait tout tenté pour ajourner le choc des deux principes. Il ne demandait à la France que des concessions acceptables pour refouler l'élan de la Prusse, de l'Allemagne et de la Russie. Le prince de Kaunitz, son ministre, ne cessait d'écrire à M. de Lessart dans ce sens; les communications confidentielles que le roi recevait de son ambassadeur à Vienne, le marquis de Noailles, respiraient le même esprit d'apaisement. Léopold voulait seulement que l'ordre rétabli en France et la constitution pratiquée avec vigueur par le pouvoir exécutif donnassent des garanties aux puissances monarchiques. Mais les dernières séances de l'Assemblée, les armements de

12.

M. de Narbonne, les accusations de Brissot, le discours enflammé de Vergniaud, les applaudissements dont il avait été couvert commencèrent à lasser sa patience, et la guerre longtemps contenue s'échappa malgré lui de son cœur. « Les Français veulent la » guerre, dit-il un jour à son cercle; ils l'auront, » ils verront que Léopold le pacifique sait être guer- » rier quand l'intérêt de ses peuples le lui com- » mande. »

Les conseils de cabinet se multiplièrent à Vienne en présence de l'empereur. La Russie venait de signer la paix avec l'empire ottoman, elle était libre de se retourner du côté de la France. La Suède soufflait la colère des princes. La Prusse cédait aux conseils de Léopold. L'Angleterre observait, mais n'entravait rien; la lutte du continent devait accroître son importance. Les armements furent décidés, et, le 7 février 1792, le traité définitif d'alliance et de concert fut signé à Berlin entre l'Autriche et la Prusse. « Aujourd'hui, écrivait Léopold à » Frédéric-Guillaume, c'est la France qui menace, » qui arme, qui provoque. L'Europe doit armer. »

Le parti de la guerre en Allemagne triomphait. « Vous êtes bien heureux, disait au marquis de » Bouillé l'électeur de Mayence, que les Français » soient les agresseurs. Sans cela, nous n'aurions » jamais eu la guerre! » La guerre était décidée dans les conseils, et Léopold espérait encore. Dans

une note officielle que le prince de Kaunitz remit au marquis de Noailles pour la communiquer au roi, ce prince tendit encore une main à la conciliation. M. de Lessart répondit confidentiellement à ces dernières ouvertures dans une dépêche qu'il eut la loyauté de communiquer au comité diplomatique de l'Assemblée, composé de Girondins. Dans cette pièce, le ministre palliait les reproches adressés à l'Assemblée par l'empereur. Il semblait excuser la France plus que la justifier. Il confessait quelques troubles dans le royaume, quelques excès dans les clubs et dans la licence de la presse; il attribuait ces désordres à la fermentation produite par les rassemblements d'émigrés, et à l'inexpérience d'un peuple qui essaie sa constitution et qui se blesse en la maniant.

« L'indifférence et le mépris, disait-il, sont les » armes avec lesquelles il convient de combattre ce » fléau. L'Europe pourrait-elle s'abaisser jusqu'à » s'en prendre à la nation française parce qu'elle » recèle dans son sein quelques déclamateurs et » quelques folliculaires, et voudrait-elle leur faire » l'honneur de leur répondre à coups de canon? »

Dans une dépêche du prince de Kaunitz adressée à tous les cabinets étrangers, on lisait cette phrase : « Les derniers événements nous donnent des espé» rances; il paraît que la majorité de la nation fran» çaise, frappée elle-même des maux qu'elle pré-

» parait, revient à des principes plus modérés, et » tend à rendre au trône la dignité et l'autorité, qui » sont l'essence du gouvernement monarchique. » L'Assemblée garda le silence du soupçon. Ce soupçon s'éveilla pendant la lecture de ces notes et contre-notes diplomatiques échangées entre le cabinet des Tuileries et le cabinet de Vienne. Mais à peine M. de Lessart fut-il descendu de la tribune et la séance fut-elle levée, que les chuchotements de la défiance se changèrent en une clameur sourde et unanime d'indignation.

II.

Les *Jacobins* éclatèrent en menaces contre le ministre et la cour perfides, qui, réunis en un comité de trahison, qu'on appelait le *comité autrichien*, concertaient dans l'ombre des Tuileries des plans contre-révolutionnaires, faisaient signe, du pied même du trône, aux ennemis de la nation, communiquaient secrètement avec la cour de Vienne et lui dictaient le langage qu'il fallait tenir à la France pour l'intimider. Les Mémoires de Hardenberg, ministre de Prusse, publiés depuis, démontrent que ces accusations n'étaient pas toutes des rêves de démagogues, et que dans des vues de paix au moins les deux cours s'efforçaient de combiner leur langage. La mise en accusation de M. de Lessart fut

résolue. Brissot, le chef du comité diplomatique et l'homme de la guerre, se chargea de prouver ses prétendus crimes.

Le parti constitutionnel abandonna M. de Lessart sans défense à la haine des Jacobins. Ce parti n'avait pas de soupçons; mais il avait une vengeance à exercer contre M. de Lessart. Le roi venait de congédier subitement M. de Narbonne, rival de ce ministre dans le conseil. M. de Narbonne, se sentant menacé, s'était fait écrire une lettre ostensible par M. de La Fayette. Dans cette lettre, M. de La Fayette conjurait, au nom de l'armée, M. de Narbonne de rester à son poste tant que les périls de la patrie l'y rendraient nécessaire. Cette démarche, dont M. de Narbonne était complice, parut au roi une oppression insolente exercée sur sa liberté personnelle et sur la constitution. La popularité de M. de Narbonne baissait à mesure que celle des Girondins devenait plus audacieuse. L'Assemblée commençait à changer ses applaudissements en murmures quand il paraissait à la tribune; on l'en avait fait honteusement descendre quelques jours avant pour avoir blessé la susceptibilité plébéienne, en faisant un appel aux membres *les plus distingués* de l'Assemblée. L'aristocratie de son rang perçait à travers son uniforme. Le peuple voulait des hommes rudes comme lui dans le conseil. Entre le roi offensé et les Girondins défiants, M. de Narbonne tomba. Le

roi le destitua; il alla servir dans l'armée qu'il avait organisée.

Ses amis ne cachèrent pas leur ressentiment. Madame de Staël perdit en lui son idéal et son ambition dans un seul homme; mais elle ne perdit pas l'espérance de reconquérir pour M. de Narbonne la confiance du roi et un grand rôle politique. Elle avait voulu en faire un Mirabeau, elle rêva d'en faire un Monk. De ce jour-là elle conçut l'idée d'arracher le roi aux Girondins et aux Jacobins, de le faire enlever par M. de Narbonne et par les constitutionnels pour le placer au milieu de l'armée et pour le ramener par la force, écraser les partis extrêmes et fonder son gouvernement idéal : une liberté aristocratique. Femme de génie, son génie avait les préjugés de sa naissance; plébéienne de cour, entre le trône et le peuple il lui fallait des patriciens. Le premier coup porté à M. de Lessart partit de la main d'un homme qui fréquentait le salon de madame de Staël.

III.

Mais un coup plus inattendu et plus terrible éclata sur M. de Lessart, le jour même où il se livrait ainsi à ses ennemis. On apprit à Paris la mort inopinée de l'empereur Léopold. Avec la vie de ce prince s'éteignaient les dernières lueurs de la paix : il em-

portait avec lui sa sagesse. Qui sait quelle politique allait sortir de son cercueil! L'agitation des esprits jeta la terreur dans l'opinion : cette terreur se changea en haine contre l'infortuné ministre de Louis XVI. Il n'avait su, disait-on, ni profiter des dispositions pacifiques de Léopold, pendant que ce prince vivait, ni prévenir les desseins hostiles de ceux qui lui succédaient dans la direction de l'Allemagne. Tout lui était accusation, même la fatalité et la mort.

Au moment de cette mort, l'empire était prêt aux hostilités. De Bâle à l'Escaut, deux cent mille hommes allaient se trouver en ligne. Le duc de Brunswick, ce héros en espérance de la coalition, était à Berlin, donnant ses derniers conseils au roi de Prusse et recevant ses derniers ordres. Bischoffwerder, général et confident du roi de Prusse, arrivait à Vienne pour concerter avec l'empereur le point et l'heure des hostilités. A son arrivée, le prince de Kaunitz éperdu lui apprit la maladie soudaine de l'empereur. Le 27, Léopold était en parfaite santé et donnait audience à l'envoyé turc; le 28, il est à l'agonie. Ses entrailles se gonflent, des vomisssements convulsifs déchirent son estomac et sa poitrine. Les médecins, hésitant sur la nature des symptômes, se troublent; ils ordonnent des saignées : elles paraissent apaiser, mais elles énervent la force vitale d'un prince usé de luxure. Il s'endort un moment, les

médecins et les ministres s'éloignent; il se réveille dans de nouvelles convulsions et expire sous les yeux d'un seul valet de chambre, nommé *Brunetti*, dans les bras de l'impératrice, qui vient d'accourir.

La nouvelle de la mort de l'empereur, d'autant plus sinistre qu'elle était moins attendue, se répandit en un instant dans la ville; elle surprenait l'empire dans une crise. Les terreurs sur la destinée de l'Allemagne se joignaient à la pitié sur le sort de l'impératrice et de ses enfants : le palais était dans la confusion et dans le désespoir; les ministres sentaient le pouvoir tout à coup évanoui dans leurs mains; les grands de la cour, n'attendant pas qu'on eût attelé leur carrosse, accouraient à pied au palais dans le désordre de l'étonnement et de la douleur; les sanglots retentissaient dans les vestibules et sur les escaliers qui menaient aux appartements de l'impératrice. A ce moment cette princesse, sans avoir eu le temps de revêtir ses habits de deuil, apparut tout en larmes, entourée de ses nombreux enfants et les conduisant par la main devant le nouveau roi des Romains, fils aîné de Léopold : elle s'agenouilla et implora sa protection pour ces orphelins. François Ier, confondant ses sanglots avec ceux de sa mère et de ses frères, dont l'un n'avait pas plus de quatre ans, releva l'impératrice, embrassa les enfants et leur promit d'être pour eux un autre père.

IV.

Cependant cette catastrophe semblait inexplicable aux hommes de l'art, les politiques y soupçonnaient un mystère et le peuple parlait de poison; ces bruits d'empoisonnement n'ont été ni confirmés ni démentis par le temps. L'opinion la plus probable est que le prince, acharné au plaisir, avait fait, pour exciter en lui la nature, un usage immodéré de drogues qu'il composait lui-même, et que sa passion pour les femmes lui rendait nécessaires quand ses forces physiques ne répondaient pas à l'insatiable ardeur de son imagination. Lagusius, son médecin ordinaire, qui avait assisté à l'autopsie du cadavre, affirmait le poison. Qui l'aurait donné? Les Jacobins et les émigrés se renvoyaient le crime : ceux-là l'auraient commis pour se débarrasser du chef armé de l'empire, et pour jeter ainsi l'anarchie dans la fédération de l'Allemagne dont l'empereur était le lien; ceux-ci auraient frappé dans Léopold le prince philosophe qui pactisait avec la France et qui retardait la guerre. On parlait d'une femme remarquée par Léopold au dernier bal masqué de la cour. Cette inconnue, à la faveur de son déguisement, lui aurait présenté des bonbons empoisonnés sans qu'on pût retrouver la main qui lui avait offert la mort. D'autres accusaient la belle Florentine donna Livia, sa

maîtresse, instrument, selon eux, du fanatisme de quelques prêtres. Ces anecdotes sont les chimères de l'étonnement et de la douleur; les peuples ne veulent rien voir de naturel dans les événements qui ont une si immense portée sur leur destinée. Mais les crimes collectifs sont rares; les opinions désirent des crimes, elles ne les commettent pas. Nul n'accepte pour tous l'exécration d'un forfait qui ne profite qu'à son parti. Le crime est personnel comme l'ambition ou comme la vengeance; il n'y avait ni ambition ni vengeance autour de Léopold, il n'y avait que quelques jalousies de femmes. Ses attachements mêmes étaient trop multipliés et trop fugitifs pour allumer dans l'âme de ses maîtresses une de ces passions qui s'arment du poison ou du poignard. Il aimait à la fois donna Livia, qu'il avait amenée avec lui de Toscane, et qui était connue de l'Europe sous le nom de la belle Italienne; la Prokache, jeune Polonaise; la charmante comtesse de Walkenstein, d'autres encore d'un rang inférieur. La comtesse de Walkenstein était depuis quelque temps sa maîtresse déclarée; il venait de lui donner un million en obligations de la banque de Vienne; il l'avait même présentée à l'impératrice, qui lui pardonnait ses faiblesses pourvu qu'il n'accordât pas sa confiance politique, que jusque-là il lui avait réservée. Il poussait la passion des femmes jusqu'à un véritable délire; il faudrait remonter jusqu'aux époques

les plus honteuses de l'empire romain pour trouver dans la cour des empereurs des scandales comparables à ceux de sa vie. Son cabinet ressemblait à un lieu infâme, c'était un musée obscène. On y trouva après sa mort une collection d'étoffes précieuses, de bagues, d'éventails, de bijoux et même jusqu'à cent livres de fard superfin, destiné à réparer le désordre des toilettes des femmes qu'il y amenait. Les traces de ses débauches firent rougir l'impératrice lorsqu'elle en fit l'inventaire en présence du nouvel empereur. « Mon fils, lui dit-elle, vous avez » devant vous la triste preuve des désordres de votre » père et de mes longues afflictions ; ne vous souve» nez que de mon pardon et de ses vertus. Imitez ses » grandes qualités, mais gardez-vous de tomber dans » ses vices, pour ne pas faire rougir à votre tour » ceux qui auront à scruter dans votre vie. »

Le prince dans Léopold était supérieur à l'homme. Il avait essayé le gouvernement philosophique en Toscane ; cet heureux pays bénit encore sa mémoire. Son génie n'était pas à la proportion d'un plus vaste empire. La lutte que lui proposait la Révolution française le forçait à saisir la direction de l'Allemagne ; il la saisit avec mollesse. Il opposa les temporisations de la diplomatie à l'incendie des idées nouvelles ; il fut le Fabius des rois. Donner du temps à la Révotion, c'était lui assurer la victoire. On ne pouvait la vaincre que par surprise, et l'étouffer que dans son

premier foyer. Elle avait le génie des peuples pour négociateur et pour complice; elle avait pour armée sa popularité croissante. Ses idées lui recrutaient les princes, les peuples, les cabinets; Léopold aurait voulu lui faire sa part, mais la part des révolutions c'est la conquête de tout ce qui s'oppose à leurs principes. Les principes de Léopold pouvaient se concilier avec la Révolution. Sa puissance, comme arbitre de l'Allemagne, ne pouvait se concilier avec la puissance conquérante de la France. Son rôle était double, sa situation était fausse. Il mourut à propos pour sa gloire; il paralysait l'Allemagne, il amortissait l'élan de la France. En disparaissant entre les deux, il laissait les deux principes s'entre-choquer et la destinée s'accomplir.

V.

L'opinion, déjà agitée par la mort de Léopold, reçut un autre contre-coup par la nouvelle de la mort tragique du roi de Suède; il fut assassiné la nuit du 16 au 17 mars 1792 dans un bal masqué. La mort semblait atteindre, coup sur coup, tous les ennemis de la France. Les Jacobins voyaient sa main dans toutes ces catastrophes; ils s'en vantaient même par l'organe de leurs plus effrénés démagogues, mais ils proclamaient plus de crimes qu'ils n'en commet-

taient : ils n'avaient que leurs vœux dans tous ces assassinats.

Gustave, ce héros de la contre-révolution, ce chevalier de l'aristocratie, ne périt que sous les coups de sa noblesse. Prêt à partir pour l'expédition qu'il méditait contre la France, il avait assemblé sa diète pour assurer la tranquillité du royaume pendant son absence. Sa vigueur avait comprimé les mécontents; cependant on lui annonçait comme à César que les ides de mars seraient une époque critique pour sa destinée. Mille indices révélaient une trame; le bruit de son prochain assassinat était répandu dans toute l'Allemagne avant que le coup eût été frappé. Ces rumeurs sont le pressentiment des crimes qu'on médite; il échappe toujours quelque éclair de l'âme des conspirateurs : c'est à cette lueur qu'on aperçoit l'événement avant qu'il soit accompli.

Le roi de Suède, averti par ses nombreux amis, qui le suppliaient de se tenir sur ses gardes, répondit comme César que le coup une fois reçu était moins douloureux que la crainte perpétuelle de le recevoir, et qu'il ne pourrait plus boire même un verre d'eau s'il prêtait l'oreille à tous ces avertissements; il bravait la mort et se prodiguait à son peuple.

Les conjurés avaient fait plusieurs tentatives inutiles pendant la durée de la diète : le hasard avait sauvé le roi. Depuis son retour à Stockholm, ce prince allait souvent passer la journée seul à son

château de Haga, à une lieue de la capitale. Trois des conjurés s'étaient approchés du château à cinq heures du soir, pendant une soirée sombre d'hiver, armés de carabines; ils avaient épié le roi, prêts à faire feu sur lui. L'appartement qu'il occupait était au rez-de-chaussée; les flambeaux allumés dans la bibliothèque marquaient leur victime à leurs coups. Gustave, revenant de la chasse, se déshabilla, s'assit dans sa bibliothèque et s'endormit dans son fauteuil à quelques pas de ses assassins. Soit qu'un bruit de pas leur donnât l'alarme, soit que le contraste solennel du sommeil de ce prince sans défiance avec la mort qui le menaçait attendrît leurs âmes, ils reculèrent cette fois encore, et ne révélèrent cette circonstance que dans leur interrogatoire, après l'assassinat. Le roi reconnut la vérité et la précision des circonstances. Ils étaient prêts à renoncer à leur projet, découragés par une sorte d'intervention divine et par la lassitude de porter si longtemps en vain leur complot, quand une occasion fatale vint les tenter avec plus de force et les décider au meurtre du roi.

VI.

On donnait un bal masqué à l'Opéra, le roi devait s'y trouver; ils résolurent de profiter du mystère du déguisement et du désordre d'une fête pour y frap-

per sans montrer la main. Un peu avant le bal, le roi soupait avec un petit nombre de favoris. On lui remit une lettre, il l'ouvrit et la lut en plaisantant, puis il la jeta sur la table. L'auteur anonyme de cette lettre lui disait qu'il n'était ni l'ami de sa personne ni l'approbateur de sa politique, mais qu'en ennemi loyal il croyait devoir l'avertir de la mort qui le menaçait. Il lui conseillait de ne point aller au bal; ou, s'il croyait devoir s'y rendre, il l'engageait à se défier de la foule qui se presserait autour de lui, parce que cet attroupement autour de sa personne devait être le prélude et le signal du coup qui lui serait porté. Pour accréditer auprès du roi l'avertissement qu'il lui donnait, il lui rappelait dans ses moindres circonstances son costume, ses gestes, son attitude, son sommeil dans son appartement de Haga pendant la soirée où il avait cru se reposer sans témoin. De tels signes de reconnaissance devaient frapper et intimider l'esprit de ce prince; son âme intrépide lui fit braver non l'avertissement, mais la mort : il se leva et alla au bal.

VII.

A peine avait-il parcouru la salle, qu'il fut entouré, comme on le lui avait prédit, par un groupe de personnes masquées, et séparé comme par un mouvement machinal de la foule des officiers qui

l'accompagnaient. A ce moment une main invisible lui tira par derrière un coup de pistolet chargé à mitraille. Le coup l'atteignit dans le flanc gauche au-dessus de la hanche; Gustave fléchit dans les bras du comte d'Armsfeld, son favori. Le bruit de l'arme, la fumée de la poudre, les cris : *au feu!* qui s'élevèrent de partout, la confusion qui suivit la chute du roi, l'empressement réel ou simulé des personnes qui se précipitaient pour le relever favorisaient la dispersion des assassins; le pistolet était tombé à terre. Gustave ne perdit pas un moment sa présence d'esprit, il ordonna qu'on fermât les portes de la salle et qu'on fît démasquer tout le monde. Transporté par ses gardes dans son appartement attenant à l'Opéra, il y reçut les premiers soins des médecins; il admit en sa présence quelques-uns des ministres étrangers, il leur parla avec la sérénité d'une âme ferme. La douleur même ne lui inspira pas un sentiment de vengeance; généreux jusque dans la mort, il demanda avec inquiétude si l'assassin avait été arrêté. On lui répondit qu'il était encore inconnu. « Ah! Dieu veuille, dit-il, qu'on ne le découvre » pas! »

Pendant qu'on donnait au roi les premiers soins et qu'on le transportait dans son palais, les gardes postés aux portes du bal faisaient démasquer les assistants, les interrogeaient, prenaient leurs noms, visitaient leurs habits. Rien de suspect ne fut décou-

vert. Quatre des principaux conjurés, hommes de la première noblesse de Stockholm, avaient réussi à s'évader de la salle dans la première confusion produite par le coup de pistolet et avant qu'on eût songé à fermer les portes. Des neuf confidents ou complices du crime, huit étaient déjà sortis sans avoir éveillé aucun soupçon; il n'en restait plus qu'un dans la salle, affectant une lenteur et un calme garants de son innocence.

Il sortit le dernier de la salle; il leva son masque devant l'officier de police, et lui dit en le regardant avec assurance : « Quant à moi, monsieur, j'espère » que vous ne me soupçonnerez pas. » Cet homme était l'assassin.

On le laissa passer; le crime n'avait d'autres indices que le crime lui-même, un pistolet et un couteau aiguisé en poignard, trouvés sous les masques et sous les fleurs sur le plancher de l'Opéra. L'arme seule révéla la main. Un armurier de Stockholm reconnut le pistolet et déclara l'avoir vendu peu de temps avant à un gentilhomme suédois, ancien officier des gardes, Ankastroem. On trouva Ankastroem chez lui, ne songeant ni à se disculper ni à fuir. Il reconnut l'arme et le crime. Un jugement injuste, selon lui, et à l'occasion duquel cependant le roi lui avait fait grâce de la vie, l'ennui de l'existence dont il voulait illustrer et utiliser la fin au profit de sa patrie, l'espoir s'il réussissait d'une récompense na-

tionale digne de l'attentat lui avaient, disait-il, inspiré ce projet. Il en revendiquait pour lui seul la gloire ou l'opprobre. Il niait tout complot et tous complices. Sous le fanatique il masquait le conjuré.

Ce rôle fléchit au bout de quelques jours sous la vérité et sous le remords. Il déroula le complot, il nomma les coupables, il confessa le prix du crime. C'était une somme d'argent qu'on avait pesée rixdale par rixdale contre le sang de Gustave. Ce plan, conçu depuis six mois, avait été déjoué trois fois, par le hasard ou par la destinée : à la diète de Jessen, à Stockholm et à Haga. Le roi tué, tous les favoris de son cœur, tous les instruments de son gouvernement devaient être immolés à la vengeance du sénat et à la restauration de l'aristocratie. On devait promener leurs têtes, au bout de piques, dans les rues de la capitale à l'imitation des supplices populaires de Paris. Le duc de Sudermanie, frère du roi, devait être sacrifié. Le jeune roi, livré aux conjurés, leur servirait d'instrument passif pour rétablir l'ancienne constitution et pour légitimer leur forfait. Les principaux complices appartenaient aux premières familles de la Suède; la honte de leur puissance perdue avait avili leur ambition jusqu'au crime. C'était le comte de Ribbing, le comte de Horn, le baron d'Erensward et enfin le colonel Lilienhorn. Lilienhorn, commandant des gardes, tiré de la misère et de l'obscurité par la faveur du roi, élevé au premier grade de

l'armée et aux premières intimités du palais, avoua son ingratitude et son crime : séduit, confessa-t-il, par l'ambition de commander, pendant le trouble, les gardes nationales de Stockholm. Ce rôle de La Fayette à Paris lui avait paru l'idéal du citoyen et du soldat. Il n'avait pu résister à l'éblouissement de cette perspective. A demi engagé dans le complot, il avait essayé de le rendre impossible tout en le méditant. C'était lui qui avait écrit au roi la lettre anonyme où on avertissait ce prince de l'attentat manqué à Haga et de celui qui le menaçait dans cette fête; d'une main il poussait l'assassin, de l'autre il retenait la victime. Comme s'il eût ainsi préparé lui-même une excuse à ses remords après le forfait consommé.

Le jour fatal il avait passé la soirée dans les appartements du roi, il lui avait vu lire la lettre, il l'avait suivi au bal; énigme du crime, assassin miséricordieux, l'âme ainsi partagée entre la soif et l'horreur du sang de son bienfaiteur.

VIII.

Gustave mourut lentement, il voyait la mort s'approcher ou s'éloigner tour à tour avec la même indifférence ou avec la même résignation; il reçut sa cour, il s'entretint avec ses amis, il se réconcilia même avec les adversaires de son gouvernement,

qui ne cachaient point leur opposition, mais qui ne poussaient pas leur ressentiment aristocratique jusqu'à l'assassinat. « Je suis consolé, dit-il au comte » de Brahé, un des plus grands seigneurs et un des » chefs des mécontents, puisque la mort me fait re- » trouver en vous un ancien ami. »

Il veilla jusqu'à la fin sur le royaume. Il nomma le duc de Sudermanie régent, il institua un conseil de régence, il nomma Armsfeld, son ami, gouverneur militaire de Stockholm, il enveloppa le jeune roi, âgé de treize ans, de tous les appuis qui pouvaient affermir sa minorité. Il prépara le passage d'un règne à l'autre, il arrangea sa mort pour qu'elle ne fût un événement que pour lui seul. « Mon fils, » écrivait-il quelques heures avant d'expirer, ne sera » majeur qu'à dix-huit ans, mais j'espère qu'il sera » roi à seize. » Il présageait ainsi à son successeur la précocité de courage et de génie qui l'avait fait régner lui-même et gouverner avant le temps. Il dit à son grand-aumônier en se confessant : « Je ne crois » pas porter de grands mérites devant Dieu, mais » j'emporte du moins la conscience de n'avoir vo- » lontairement fait de mal à personne. » Puis ayant demandé un moment de repos pour reprendre des forces avant d'embrasser pour la dernière fois sa famille, il dit adieu en souriant à son ami Bergenstiern : et, s'étant endormi, il ne se réveilla plus.

Le prince royal, proclamé roi, monta le même

jour sur le trône. Le peuple, que Gustave avait affranchi du joug du sénat, jura spontanément de défendre ses institutions dans son fils. Il avait si bien employé les jours que Dieu lui avait laissés entre l'assassinat et la mort, que rien ne périt de lui que lui-même, et que son ombre parut continuer de régner sur les Suédois.

Ce prince n'avait de grand que l'âme, et de beau que les yeux. Petit de taille, les épaules fortes, les hanches mal attachées, le front bizarrement modelé, le nez long, la bouche large, la grâce et la vivacité de sa physionomie couvraient toutes ces imperfections de la forme et faisaient de Gustave un des hommes les plus séduisants de son royaume; l'intelligence, la bonté, le courage ruisselaient de ses yeux sur ses traits. On sentait l'homme, on admirait le roi, on devinait le héros; il y avait du cœur dans son génie comme chez tous les véritables grands hommes. Instruit, lettré, éloquent, il appliquait tous ces dons à l'empire; ceux qu'il avait vaincus par le courage, il les conquérait par la générosité, il les charmait par sa parole. Ses défauts étaient le faste et la volupté, il assaisonnait la gloire de ces plaisirs et de ces amours qu'on accuse et qu'on pardonne dans les héros; il avait les vices d'Alexandre, de César et de Henri IV. La vengeance d'un infâme amour fut pour quelque chose dans la conjuration qui le frappa; il ne lui manqua,

pour ressembler à ces grands hommes, que leur fortune.

Presque enfant, il s'était arraché à la tutelle de l'aristocratie; en émancipant le trône, il avait émancipé le peuple. A la tête d'une armée recrutée sans trésors et qu'il disciplina par l'enthousiasme, il conquit la Finlande et marcha de victoire en victoire sur Saint-Pétersbourg. Arrêté dans son triomphe par une insurrection de ses officiers, enfermé dans sa tente par ses gardes, il leur avait échappé par la fuite, il avait couru au secours d'une autre partie de son royaume envahie par les Danois. Vainqueur encore de ces ennemis acharnés de la Suède, la reconnaissance de la nation lui avait rendu son armée repentante; il ne s'était vengé qu'en lui ramenant la fortune.

Il avait tout vaincu au dehors, tout pacifié au dedans; il n'avait plus qu'une ambition, désintéressé de tout, excepté de la gloire : venger la cause abandonnée de Louis XVI, et arracher à ses persécuteurs une reine qu'il adorait de loin. Ce rêve même était d'un héros; il n'eut qu'un tort : son génie fut plus vaste que son empire; l'héroïsme disproportionné aux moyens fait ressembler le grand homme à l'aventurier et transforme les grands desseins en chimères. Mais l'histoire ne juge pas comme la fortune, c'est le cœur plus que le succès qui fait le héros; ce caractère romanesque et aventureux

du génie de Gustave n'en est pas moins la grandeur de l'âme inquiète et agitée dans la petitesse de la destinée. Sa mort fit pousser un cri de joie aux Jacobins, ils déifièrent Ankastroem; mais l'explosion de leur joie, en apprenant la fin de Gustave, trahit le peu de sincérité de leur mépris pour cet ennemi de la Révolution.

IX.

Ces deux obstacles enlevés, rien ne retenait plus la France et l'Europe que le faible cabinet de Louis XVI. L'impatience de la nation, l'ambition des Girondins et le ressentiment des constitutionnels blessés dans M. de Narbonne se réunirent pour renverser ce cabinet : Brissot, Vergniaud, Guadet, Condorcet, Gensonné, Péthion, leurs amis dans l'Assemblée, le conciliabule de madame Roland, leurs séides aux Jacobins flottaient entre deux ambitions également ouvertes à leur génie : briser le pouvoir ou s'en emparer. Brissot leur conseilla ce dernier parti. Plus versé que les jeunes orateurs de la Gironde dans la politique, il ne comprenait pas la Révolution sans gouvernement. L'anarchie, selon lui, ne perdait pas moins la liberté que la monarchie. Plus les événements étaient grands, plus la direction leur était nécessaire. Placé désarmé sur le premier plan de l'Assemblée et de l'opinion,

le pouvoir s'offrait à eux, il fallait le saisir : une fois entre leurs mains, ils en feraient, selon les conseils de la fortune et selon la volonté du peuple, une monarchie ou une république. Prêts à tout ce qui les laisserait régner sous le nom du roi ou sous le nom du peuple, ces conseils plaisaient à des hommes qui sortaient à peine de l'obscurité et qui, séduits par la facilité de leur fortune, la saisissaient à son premier sourire. Les hommes qui montent vite prennent aisément le vertige.

Toutefois, une profonde politique se révéla, dans ce conseil secret des Girondins, par le choix des hommes qu'ils mirent en avant et qu'ils présentèrent pour ministres au roi. Brissot montra en cela la patience d'une ambition consommée. Il inspira sa prudence à Vergniaud, à Péthion, à Guadet, à Gensonné, à tous les hommes éminents de son parti. Il resta avec eux dans le demi-jour près du pouvoir; mais, en dehors du ministère projeté, il voulut tâter l'opinion par des hommes secondaires qu'on pouvait désavouer et sacrifier au besoin, et se tenir en réserve avec les premières têtes des Girondins, soit pour appuyer, soit pour renverser ce faible ministère de transition, si la nation commandait des mesures plus décisives. Brissot et les siens étaient ainsi prêts à tout, à diriger comme à remplacer le pouvoir; ils étaient maîtres et ils n'étaient pas responsables. On reconnaissait les disciples de

Machiavel à cette tactique des hommes d'État. De plus, en s'abstenant d'entrer dans le premier cabinet, ils restaient populaires, ils conservaient à l'Assemblée et aux Jacobins ces voix puissantes qui auraient été étouffées dans le ministère : cette popularité leur était nécessaire pour lutter contre Robespierre, qui marchait de près sur leurs pas et qui se serait trouvé à la tête de l'opinion s'ils la lui avaient abandonnée. En entrant aux affaires, ils affectaient pour ce rival plus de mépris qu'ils n'en avaient; Robespierre balançait seul leur influence aux Jacobins. Les vociférations de Billaud-Varennes, de Danton, de Collot-d'Herbois ne les alarmaient pas, le silence de Robespierre les inquiétait : ils l'avaient vaincu dans la question de la guerre; mais l'opposition stoïque de Robespierre et l'élan du peuple vers la guerre ne l'avaient pas décrédité. Cet homme avait retrempé sa force dans l'isolement. L'inspiration d'une conscience solitaire et incorruptible était plus forte que l'entraînement de tout un parti. Ceux qui ne l'approuvaient pas l'admiraient encore : il s'était rangé de côté pour laisser passer la guerre; mais l'opinion avait toujours les yeux sur lui, on eût dit qu'un instinct secret révélait au peuple que cet homme était lui seul un avenir. Quand il marchait, on le suivait; quand il ne marchait plus, on l'attendait : les Girondins étaient donc condamnés par la prudence à

se défier de cet homme et à rester dans l'Assemblée entre leur ministère et lui. Ces précautions prises, ils cherchèrent autour d'eux quels étaient les hommes bien nuls par eux-mêmes et bien inféodés à leur parti dont ils pouvaient faire des ministres; il leur fallait des instruments et non des maîtres, des séides attachés à leur fortune qu'ils pussent tourner à leur gré ou contre le roi ou contre les Jacobins, grandir sans crainte ou précipiter sans remords. Ils les cherchèrent dans l'obscurité et crurent les avoir trouvés dans Clavière, dans Roland, dans Dumouriez, dans Lacoste et dans Duranton; ils ne s'étaient trompés que d'un homme. Dumouriez se trouva le génie d'une circonstance caché sous l'habit d'un aventurier.

X.

Les rôles ainsi préparés et madame Roland avertie de l'élévation prochaine de son mari, les Girondins attaquèrent le ministère dans la personne de M. de Lessart à la séance du 10 mars. Brissot lut contre ce ministre un acte d'accusation habilement et perfidement tissu où les apparences présentées pour des faits et les conjectures données pour des preuves jetaient sur les négociations de M. de Lessart tout l'odieux et toute la criminalité d'une trahison. Il propose le décret d'accusation contre

le ministre des affaires étrangères. L'Assemblée se tait ou on applaudit. Quelques membres, sans défendre le ministre, demandent que l'Assemblée se donne le temps de la réflexion et affecte au moins l'impartialité de la justice. « Hâtez-vous! s'écrie » Isnard; pendant que vous délibérez, le traître » fuit peut-être. — J'ai été longtemps juge, répond » Boulanger, je n'ai jamais décrété si légèrement » la peine capitale. » Vergniaud, qui voit l'Assemblée indécise, s'élance deux fois à la tribune pour combattre les excuses et les temporisations du côté droit. Becquet, dont le sang-froid égale le courage, veut tourner le danger et demande le renvoi au comité diplomatique. Vergniaud craint que l'heure n'échappe à son parti. « Non, non, dit-il, il ne faut » pas de preuves pour rendre un décret d'accusa- » tion; des présomptions suffisent. Il n'est aucun » de nous dans l'esprit duquel la lâcheté et la per- » fidie qui caractérisent les actes du ministre n'aient » produit la plus vive indignation. N'est-ce pas lui » qui a gardé pendant deux mois dans son porte- » feuille le décret de réunion d'Avignon à la France! » et le sang versé dans cette ville, les cadavres » mutilés de tant de victimes ne nous demandent-ils » pas vengeance contre lui? Je vois de cette tribune » le palais où des conseillers pervers trompent le » roi que la constitution nous donne, forgent les » fers dont ils veulent nous enchaîner, et ourdissent

» les trames qui doivent nous livrer à la maison
» d'Autriche (la salle retentit d'applaudissements
» forcenés). Le jour est arrivé de mettre un terme
» à tant d'audace, à tant d'insolence, et d'anéantir
» enfin les conspirateurs. L'épouvante et la terreur
» sont souvent sorties dans les temps antiques de
» ce palais fameux au nom du despotisme; qu'elles
» y rentrent aujourd'hui au nom de la loi (les
» applaudissements redoublent et se prolongent);
» qu'elles y pénètrent tous les cœurs; que tous
» ceux qui l'habitent sachent que la constitution
» ne promet l'inviolabilité qu'au roi, qu'ils ap-
» prennent que la loi y atteindra tous les cou-
» pables, et qu'il n'y sera pas une seule tête con-
» vaincue d'être criminelle qui puisse échapper à
» son glaive. »

Ces allusions à la reine, qu'on accusait de diriger le comité autrichien; ces paroles menaçantes adressées au roi, allèrent retentir jusque dans le cabinet de ce prince et forcer sa main à signer la nomination du ministère girondin. C'était ainsi une manœuvre de parti exécutée, sous les apparences de l'indignation et de l'improvisation, du haut de la tribune; c'était plus, c'était le premier signe fait par les Girondins aux hommes du 20 juin et du 10 août. L'acte d'accusation fut emporté, et de Lessart envoyé à la cour d'Orléans, qui ne le rendit qu'aux égorgeurs de Versailles. Il pouvait s'enfuir; mais sa

fuite eût été interprétée contre le roi. Il se plaça généreusement entre la mort et son maître, innocent de tout crime, excepté de son amour pour lui.

Le roi sentit qu'il n'y avait plus qu'un degré entre l'abdication et lui : c'était de prendre son ministère parmi ses ennemis, et de les intéresser au pouvoir en le remettant entre leurs mains. Il céda au temps, il embrassa son ministre, il demanda aux Girondins de lui en imposer un autre. Les Girondins s'en étaient déjà sourdement occupés. On avait fait, au nom de ce parti, des ouvertures à Roland dès la fin de février. « La cour, lui disait-on, n'est pas éloignée » de prendre des ministres jacobins : ce n'est pas » par penchant, c'est par perfidie. La confiance » qu'elle feindra de leur donner sera un piége. Elle » voudrait des hommes violents pour leur imputer » les excès du peuple et le désordre du royaume; il » faut tromper ses espérances perfides et lui donner » des patriotes fermes et sages. On songe à vous. »

XI.

Roland, ambition aigrie dans l'obscurité, avait souri à ce pouvoir qui venait venger sa vieillesse. Brissot lui-même était venu chez madame Roland le 21 du même mois, et, répétant les mêmes paroles, lui avait demandé le consentement formel de son mari. Madame Roland était ambitieuse, non de puis-

sance, mais de gloire. La gloire n'éclaire que les hauteurs. Elle désirait ardemment y faire monter son mari. Elle répondit en femme qui avait prédit l'événement et que la fortune ne surprend pas. « Le far- » deau est lourd, dit-elle à Brissot, mais le sen- » timent de ses forces est grand chez Roland; il en » puisera de nouvelles dans la confiance d'être utile » à la liberté et à son pays. »

Ce choix fait, les Girondins jetèrent les yeux sur Lacoste, commissaire-ordonnateur de la marine, homme de bureau, esprit limité par la règle, mais cœur honnête et droit, échappant aux factions par la candeur de son âme. Jeté dans le conseil pour être le surveillant de son maître, il y devint naturellement son ami. Duranton, avocat de Bordeaux, fut appelé à la justice. Les Girondins, dont il était connu, se parèrent de son honnêteté et comptèrent sur sa condescendance et sur sa faiblesse. Aux finances Brissot destina Clavière, économiste génevois, expulsé de son pays, parent et ami de Brissot, rompu à l'intrigue, rival de Necker, grandi dans le cabinet de Mirabeau pour élever un rival contre ce ministre des finances odieux à Mirabeau. Homme du reste sans préjugés républicains et sans principes monarchiques, ne cherchant dans la Révolution qu'un rôle, et pour qui le dernier mot de tout était : parvenir. Son esprit, indifférent à tous les scrupules, était au niveau de toutes les situations et à

la hauteur de tous les partis. Les Girondins, neufs aux affaires, avaient besoin d'hommes spéciaux à la guerre et aux finances, qui fussent pour eux des instruments de gouvernement. Clavière en était un. A la guerre ils avaient de Grave, par lequel le roi avait remplacé Narbonne; de Grave, qui, des rangs subalternes de l'armée, venait d'être élevé au ministère de la guerre, avait des affinités avouées avec les Girondins. Ami de Gensonné, de Vergniaud, de Guadet, de Brissot, de Danton même, il espérait en eux pour sauver à la fois la constitution et le roi. Dévoué à l'un et à l'autre, il était le nœud qui s'efforçait d'unir les Girondins à la royauté. Jeune, il avait les illusions de son âge. Constitutionnel, il avait la sincérité de sa conviction; mais faible, maladif, plus prompt à entreprendre que ferme à exécuter, il était de ces hommes provisoires qui aident les événements à s'accomplir et qui ne les embarrassent pas quand ils sont accomplis.

Mais le principal ministre, celui entre les mains duquel allait repôser le sort de la patrie et se résumer toute la politique des Girondins, c'était le ministre des affaires étrangères, destiné à remplacer l'infortuné de Lessart. La rupture avec l'Europe était l'affaire la plus urgente de ce parti; il lui fallait un homme qui dominât le roi, qui déjouât les trames secrètes de la cour, qui connût le mystère des ca-

binets européens, et qui par son habileté et sa résolution sût à la fois forcer nos ennemis à la guerre, nos amis douteux à la neutralité, nos partisans secrets à notre alliance. Ils cherchaient cet homme. Ils l'avaient sous la main.

LIVRE TREIZIÈME.

I.

Dumouriez réunissait toutes les conditions d'audace, de dévouement à leur cause et d'habileté que désiraient les Girondins, et cependant homme secondaire et presque inconnu jusque-là, il n'avait de fortune à espérer que de leur fortune. Son nom n'offusquerait point leur génie, et s'il se montrait insuffisant ou rebelle à leurs projets, ils le briseraient sans crainte et l'écraseraient sans pitié. Brissot, l'oracle diplomatique de la Gironde, était évidemment le ministre définitif qui devait gouverner un jour les relations étrangères, et qui en attendant gouvernerait d'avance sous le nom de Dumouriez.

Les Girondins avaient découvert Dumouriez dans l'obscurité d'une existence jusque-là subalterne, par

l'intermédiaire de Gensonné. Gensonné avait eu Dumouriez pour collègue dans la mission que l'Assemblée constituante lui avait donnée d'aller examiner la situation des départements de l'Ouest, agités déjà par le pressentiment sourd de la guerre civile et par les premiers troubles religieux. Pendant cette mission, qui avait duré plusieurs mois, les deux commissaires avaient eu de fréquentes occasions d'échanger leurs pensées les plus intimes sur les grands événements qui agitaient en ce moment les esprits. Leurs cœurs s'étaient pénétrés. Gensonné avait reconnu avec tact, dans son collègue, un de ces génies retardés par les circonstances et voilés par l'obscurité de leur sort, qu'il suffit d'exposer au grand jour de l'action publique pour les faire briller de tout l'éclat dont la nature et l'étude les ont doués; il avait senti de près aussi dans cette âme ce ressort de caractère assez fort pour porter l'action d'une Révolution, assez élastique pour se plier à toutes les difficultés des affaires. En un mot, Dumouriez avait, au premier contact, exercé sur Gensonné cette séduction, cet ascendant, cet empire que la supériorité qui se dévoile et qui s'abaisse ne manque jamais d'exercer sur les esprits auxquels elle daigne se révéler.

Cette séduction, sorte de confidence du génie, était un des caractères de Dumouriez. C'est par elle qu'il conquit plus tard les Girondins, le roi, la reine.

son armée, les Jacobins, Danton, Robespierre lui-même. C'est ce que les grands hommes appellent leur étoile, étoile qui marche devant eux et qui leur prépare les voies : l'étoile de Dumouriez était la séduction; mais cette séduction elle-même n'était que l'entraînement de ses idées justes, pressées, rapides, dans l'orbite desquelles l'incroyable activité de son esprit emportait l'esprit de ceux qui l'écoutaient penser ou qui le voyaient agir. Gensonné, au retour de sa mission, avait voulu enrichir son parti de cet homme inconnu, dont il pressentait de loin la grandeur. Il présenta Dumouriez à ses amis de l'Assemblée, à Guadet, à Vergniaud, à Roland, à Brissot, à de Grave; il leur communiqua l'étonnement et la confiance que les doubles facultés de Dumouriez, comme diplomate et comme militaire, lui avaient inspirés à lui-même. Il leur en parla comme du sauveur caché que la destinée préparait à la liberté. Il les conjura de s'attacher cet homme, qui les grandirait en grandissant par eux.

A peine eurent-ils vu Dumouriez qu'ils furent convaincus. Son esprit était électrique. Il frappait avant qu'on eût le temps de le discuter. Les Girondins le présentèrent à de Grave, de Grave au roi. Le roi lui proposa le ministère provisoire des affaires étrangères en attendant que M. de Lessart, envoyé à la haute cour, eût démontré son innocence à ses juges et pût reprendre la place qu'il lui

réservait dans son conseil. Dumouriez refusa ce rôle de ministre intermédiaire qui l'effaçait et l'affaiblissait devant tous les partis en le rendant suspect à tous. Le roi céda et Dumouriez fut nommé.

II.

L'histoire doit s'arrêter un moment devant cet homme, qui, sans avoir pris le nom de dictateur, résuma pendant deux ans en lui seul la France expirante et exerça sur son pays la plus incontestée des dictatures : la dictature de son génie. Dumouriez est du nombre de ces hommes qu'on ne dépeint pas seulement en les nommant, mais dont les antécédents expliquent la nature; qui ont dans le passé le secret de leur avenir, qui ont, comme Mirabeau, leur existence répandue dans deux époques, qui ont leurs racines dans deux sols et qu'on ne connaît qu'en les détaillant.

Dumouriez, fils d'un commissaire des guerres, était né à Cambrai en 1739; quoique sa famille habitât le nord de la France, son sang était méridional. Sa famille, originaire d'Aix en Provence, se retrouvait tout entière dans la lumière, dans la chaleur et dans la sensibilité de sa nature; on y sentait le ciel qui avait fécondé le génie de Mirabeau. Son père, militaire et lettré, l'éleva à la fois pour les lettres et pour la guerre. Un de ses oncles, em-

ployé au ministère des affaires étrangères, le façonna de bonne heure à la diplomatie. Esprit puissant et souple à la fois, il se prêtait également à tout; aussi propre à l'action qu'à la pensée, il passait de l'une à l'autre avec complaisance selon les phases de sa destinée. On sentait en lui la flexibilité du génie grec dans les temps mobiles de la démocratie d'Athènes. Ses études fortes tournèrent de bonne heure son esprit vers l'histoire, ce poème des hommes d'action. Plutarque le nourrissait de sa mâle substance. Il se moulait sur les figures antiques dessinées à nu par cet historien, l'idéal de sa propre vie; seulement tous les rôles de ses divers grands hommes lui allaient également. Il les prenait tour à tour et les réalisait dans ses rêves, aussi propre à reproduire en lui le voluptueux que le sage, le factieux que le patriote, Aristippe que Thémistocle, Scipion que Coriolan. Il associait à ses études les exercices de la vie militaire, se façonnait le corps aux fatigues en même temps que l'âme aux grandes pensées; également habile à manier l'épée et intrépide à dompter le cheval. Démosthène s'était fait par la patience un organe sonore avec une langue qui bégayait. Dumouriez, avec un tempérament faible et maladif dans son enfance, se faisait un corps pour la guerre. L'activité ambitieuse de son âme avait besoin de se préparer son instrument.

III.

Rebelle à la volonté de son père, qui le destinait aux bureaux de la guerre, la plume lui répugnait, il obtint une sous-lieutenance de cavalerie. Il fit, comme aide-de-camp du maréchal d'Armentières, la campagne du Hanovre; dans la retraite, il saisit un drapeau des mains d'un fuyard, rallie deux cents cavaliers autour de lui, sauve une batterie de cinq pièces de canon, couvre le passage de l'armée. Resté presque seul à l'arrière-garde, il se fait un rempart du cadavre de son cheval et blesse trois hussards ennemis. Criblé de balles et de coups de sabre, la cuisse engagée sous le corps de son cheval, deux doigts de la main droite coupés, le front déchiré, les yeux brûlés d'un coup de feu, il combat encore et ne se rend prisonnier qu'au baron de Beker, qui le sauve et le fait porter au camp des Anglais.

Sa jeunesse et sa sève le rétablissent au bout de deux mois. Destiné à se former à la victoire par l'exemple des défaites et de l'impéritie de nos généraux, il rejoint le maréchal de Soubise et le maréchal de Broglie et il assiste aux déroutes que les Français doivent à leur envieuse rivalité.

A la paix il va rejoindre son régiment en garnison à Saint-Lô. En passant à Pont-Audemer, il s'arrête chez une sœur de son père. Un amour passionné

pour une des filles de son oncle l'y retient. Cet amour, partagé par sa cousine et favorisé par sa tante, est combattu par son père. La jeune fille désespérée se réfugie dans un couvent. Dumouriez jure de l'en arracher; il s'éloigne; le chagrin le saisit en route, il achète de l'opium à Dieppe, s'enferme dans sa chambre, écrit un adieu à son amante, un reproche à son père et s'empoisonne; la nature le sauve, le repentir le prend, il va se jeter aux genoux de son père et se réconcilie avec lui.

A vingt-quatre ans, après sept campagnes, il ne rapportait, de la guerre, que vingt-deux blessures, une décoration, le grade de capitaine, une pension de six cents livres, des dettes contractées au service et l'amour sans espoir qui rongeait son âme. Son ambition aiguillonnée par son amour lui fait chercher dans la politique cette fortune que la guerre lui refuse encore.

Il y avait alors à Paris un de ces hommes énigmatiques qui tiennent à la fois de l'intrigant et de l'homme d'État; subalternes et anonymes, ils jouent sous le nom d'autrui des rôles cachés mais importants dans les affaires. Hommes de police autant que de politique, les gouvernements qui les emploient et qui les méprisent payent leurs services non en fonctions mais en subsides. Manœuvres de la politique, on les salarie au jour le jour; on les lance, on les compromet, on les désavoue, quelquefois même on les

emprisonne : ils souffrent tout, même la captivité et le déshonneur, pour de l'argent. Ces hommes sont des choses à vendre auxquelles leur talent et leur utilité met le prix : tels furent Linguet, Brissot, Mirabeau lui-même dans sa jeunesse, tel était alors un certain *Favier*.

Ce Favier, employé tour à tour par M. le duc de Choiseul et par M. d'Argenson à rédiger des mémoires diplomatiques, était consommé dans la connaissance de l'Europe. Il était l'espion vigilant de tous les cabinets, il en savait les arrière-pensées, il en devinait les intrigues, il les déjouait par des contre-mines dont le ministre des affaires étrangères qui l'employait ne connaissait pas toujours le secret. Louis XV, roi de petites pensées et de petits moyens, ne dédaignait pas de mettre Favier dans la confidence des trames qu'il ourdissait contre ses propres ministres. Favier était l'intermédiaire de la correspondance politique que ce prince entretenait avec le comte de Broglie, à l'insu et contre les vues de son cabinet. Une telle confidence soupçonnée plus que connue des ministres, un talent d'écrivain distingué, des connaissances vastes en droit public, en histoire et en diplomatie, donnaient à Favier un crédit sur l'administration et une influence sur les affaires très-supérieurs à son rôle obscur et à sa considération discréditée ; il était en quelque sorte le ministre des hautes intrigues de son temps.

IV.

Dumouriez, voyant les grandes voies de la fortune fermées devant lui, résolut de s'y jeter par les voies obliques; il s'attacha à Favier. Favier s'attacha à lui, et c'est dans ce commerce de ses premières années que Dumouriez contracta ce caractère d'aventure et de témérité qui donna toute sa vie à son héroïsme et à sa politique quelque chose d'habile comme l'intrigue et d'inconsidéré comme le coup de main. Favier l'initia aux secrets des cours et engagea Louis XV et le duc de Choiseul à employer les talents de Dumouriez dans la diplomatie et dans la guerre à la fois.

C'était le moment où le grand patriote corse *Paoli* s'efforçait d'arracher son pays à la tyrannie de la république de Gênes, et d'assurer à ce peuple une indépendance dont il offrait tour à tour le patronage à l'Angleterre et à la France. Arrivé à Gênes, Dumouriez entreprend de déjouer à la fois la république, l'Angleterre et Paoli, il se lie avec des aventuriers corses, conspire contre Paoli, fait une descente dans l'île, qu'il appelle à l'indépendance, et réussit à demi. Il se jette dans une felouque pour venir apporter au duc de Choiseul les renseignements sur la nouvelle situation de la Corse, et implorer le secours de la France. Retardé par une tempête, ballotté

plusieurs semaines sur les côtes d'Afrique, il arrive trop tard à Marseille, le traité de la France avec Gênes était signé; il descend à Paris chez son ami Favier.

Favier lui confie qu'il est chargé de rédiger un mémoire pour démontrer au roi et aux ministres la nécessité de soutenir la république de Gênes contre les indépendants corses; que ce mémoire lui a été demandé secrètement par l'ambassadeur de Gênes et par une femme de chambre de la duchesse de Grammont, sœur favorite du duc de Choiseul, intéressée ainsi que les frères de la *Dubarry* dans les fournitures de l'armée; que cinq cents louis sont pour lui le prix de ce mémoire et du sang des Corses; il offre une part de l'intrigue et des bénéfices à Dumouriez. Celui-ci feint d'accepter, vole chez le duc de Choiseul, lui révèle la manœuvre, en est bien accueilli, croit avoir convaincu le ministre, et se prépare à repartir pour porter aux Corses les subsides et les armes attendus. Le lendemain il trouve le ministre changé. Chassé de son audience avec des paroles outrageantes, Dumouriez se retire et passe en Espagne secrètement. Secouru par Favier, qui se contentait de l'avoir joué et qui avait pitié de sa candeur; assisté par le duc de Choiseul, il conspire avec le ministre espagnol et l'ambassadeur de France la conquête du Portugal, dont il est chargé d'étudier militairement la topographie et les moyens de dé-

fense. Le marquis de Pombal, premier ministre de Portugal, conçoit des soupçons sur la mission de Dumouriez, et l'oblige à quitter Lisbonne. Le jeune diplomate revient à Madrid, apprend que sa cousine, captée par les prêtres, l'abandonne et va prononcer ses vœux. Il s'attache à une autre maîtresse, jeune Française, fille d'un architecte établi à Madrid, et endort quelques années son activité dans les délices d'un amour partagé. Un ordre du duc de Choiseul le rappelle à Paris, il hésite; son amante elle-même le décide et le sacrifie à sa fortune, comme si elle eût entendu de si loin le pressentiment de sa gloire. Il arrive à Paris; il est nommé maréchal-général-des-logis de l'armée française en Corse : il s'y distingue comme partout. A la tête d'un détachement de volontaires, il s'empare du château de Corte, dernier asile et demeure personnelle de Paoli. Il prend pour sa part du butin la bibliothèque de cet infortuné patriote. Le choix de ces livres et les notes dont ils étaient couverts de la main de Paoli, révélaient un de ces caractères qui cherchent leur analogue dans les grandes figures de l'antiquité. Dumouriez était digne de cette dépouille, puisqu'il l'appréciait au-dessus de l'or. Le grand Frédéric appelait Paoli le premier capitaine de l'Europe. Voltaire le nommait le vainqueur et le législateur de sa patrie. Les Français rougissaient de le vaincre, la fortune de l'abandonner. S'il n'affranchit pas sa patrie, il mé-

rita d'immortaliser sa lutte. Trop grand citoyen pour un si petit peuple, il ne laissa pas une gloire à la proportion de sa patrie, mais à la proportion de ses vertus. La Corse est restée au rang des provinces conquises, mais Paoli est resté au rang des grands hommes.

V.

De retour à Paris, Dumouriez y passa un an dans la société des hommes de lettres et des femmes de plaisir qui donnaient à la société de ce temps l'esprit et le ton d'une orgie décente. Lié d'un attachement de cœur avec une ancienne compagne de madame Dubarry, il connaissait cette courtisane parvenue, que le libertinage avait élevée jusqu'au trône. Mais dévoué au duc de Choiseul, ennemi de cette maîtresse de roi, et conservant ce supplément à la vertu, chez les Français, qu'on appelle honneur, il ne prostitua pas son uniforme dans sa cour; il rougit de voir le vieux monarque, aux revues de Fontainebleau, marcher à pied, la tête découverte devant son armée, à côté du carrosse où cette femme étalait sa beauté et son empire. Madame Dubarry s'offensa de l'oubli du jeune officier, elle devina le mépris sous l'absence. Dumouriez fut envoyé en Pologne, au même titre qu'il avait été envoyé en Portugal. Cette mission, à la fois diplomatique et militaire, était une secrète pensée du roi conseillé par

son confident, le comte de Broglie, et par Favier, l'inspirateur du comte.

C'était le moment où la Pologne menacée et à demi occupée par les Russes, rongée par la Prusse, abandonnée par l'Autriche, essayait quelques mouvements incohérents pour renouer ses tronçons épars, et disputer du moins par lambeaux sa nationalité à ses oppresseurs; dernier soupir de la liberté qui remuait encore le cadavre d'un peuple. Le roi, qui craignait de heurter l'impératrice de Russie Catherine, de donner des prétextes d'hostilité à Frédéric et des ombrages à la cour de Vienne, voulait cependant tendre à la Pologne expirante la main de la France, mais en cachant cette main et en se réservant de la couper même, s'il était nécessaire. Dumouriez fut l'intermédiaire choisi pour ce rôle, ministre secret de la France auprès des confédérés polonais, général au besoin, mais général aventurier et désavoué, pour rallier et diriger leurs efforts.

Le duc de Choiseul, indigné de l'abaissement de la France, préparait sourdement la guerre contre la Prusse et l'Angleterre. Cette diversion puissante en Pologne était nécessaire à son plan de campagne, il donna ses instructions confidentielles à Dumouriez; mais renversé du ministère par les intrigues de madame Dubarry et de M. d'Argenson, le duc de Choiseul fut tout à coup exilé de Versailles avant que Dumouriez fût arrivé en Pologne. La politique de la

France, changeant avec le ministre, déroutait d'avance les plans de Dumouriez; il les suivit cependant avec une ardeur et une suite dignes d'un meilleur succès. Il trouva le peuple polonais avili par la misère, l'esclavage et l'habitude du joug étranger; il trouva les aristocrates polonais corrompus par le luxe, endormis dans les voluptés, usant en intrigues et en paroles la chaleur de leur patriotisme dans les conférences et dans les confédérations d'*Épéries*. Une femme d'une beauté célèbre, d'un rang élevé, d'un génie oriental, la comtesse de *Mnizeck*, fomentait, nouait ou dénouait ces parties diverses au gré de son ambition ou de ses amours. Quelques orateurs patriotes y faisaient retentir vainement les derniers accents de l'indépendance. Quelques princes et quelques gentilshommes y formaient des rassemblements sans concert entre eux, qui combattaient en partisans plus qu'en citoyens et qui se paraient d'une gloire personnelle sans influence pour le salut de la patrie. Dumouriez se servit de l'ascendant de la comtesse, s'efforça d'unir ces efforts isolés, forma une infanterie, créa une artillerie, s'empara de deux forteresses, menaça partout les Russes disséminés en corps épars sur les vastes plaines de la Pologne, aguerrit, disciplina ce patriotisme insubordonné des insurgés, et combattit avec succès Souwarow, ce général russe qui devait plus tard menacer de si près la république.

Mais le roi de Pologne Stanislas, créature couronnée de Catherine, voit le danger d'une insurrection nationale, qui, en chassant les Russes, emporterait son trône. Il la paralyse en proposant aux fédérés d'adhérer lui-même à la confédération. Un d'eux, Bohucz, le dernier grand orateur de la liberté polonaise, renvoie au roi, dans un discours sublime, son perfide secours, et entraîne l'unanimité des confédérés dans le dernier parti qui reste aux opprimés : l'insurrection. Elle éclate, Dumouriez en est l'âme, il vole d'un camp à l'autre, il donne de l'unité au plan d'attaque. Cracovie cernée est prête à tomber dans ses mains. Les Russes regagnent la frontière en désordre. Mais l'anarchie, ce fatal génie de la Pologne, dissout promptement l'union des chefs; ils se livrent les uns les autres aux efforts réunis des Russes. Tous veulent avoir l'honneur exclusif de sauver la patrie, ils aiment mieux la perdre que de devoir son salut à un rival. Sapieha, le principal chef, est massacré par ses nobles. Pulauwski et Micksenski blessés sont livrés aux Russes. Zaremba trahit sa patrie. Oginski, le dernier de ces grands patriotes, soulève la Lithuanie au moment même où la Petite-Pologne dépose les armes. Abandonné et fugitif, il s'échappe à Dantzig et erre pendant trente ans en Europe et en Amérique, emportant seul sa patrie dans son cœur. La belle comtesse de Mnizeck languit et succomba de douleur avec la Pologne. Dumouriez

pleure cette héroïne, adorée d'un pays où les femmes, dit-il, sont plus hommes que les hommes. Il brise son épée, désespère à jamais de cette aristocratie sans peuple, et lui lance en partant le nom de *nation asiatique de l'Europe.*

VI.

Il revient à Paris. Le roi et M. d'Argenson, pour sauver les apparences avec la Russie et avec la Prusse, le font jeter à la Bastille ainsi que Favier; il y passe un an à maudire l'ingratitude des cours et la faiblesse des rois, et retrouve son énergie naturelle dans la retraite et dans l'étude. Le roi change sa prison en un exil dans la citadelle de Caen; là Dumouriez retrouve dans un couvent la cousine qu'il avait aimée. Libre et lasse de la vie monastique, elle s'attendrit en revoyant son ancien amant. Il l'épouse. Il est nommé commandant de Cherbourg. Son génie actif s'exerce contre les éléments, comme il s'était exercé contre les hommes. Il conçoit le plan de ce port militaire, qui devait emprisonner une mer orageuse dans un bassin de granit et donner à la marine française une halte sur la Manche. Il passe ainsi quinze ans de sa vie dans un intérieur domestique troublé par l'humeur et par la dévotion chagrine de sa femme, dans des études militaires assidues mais sans application, et dans

les dissipations de la société philosophique et voluptueuse de son temps.

La Révolution qui s'approche le trouve indifférent à ses principes, préparé à ses vicissitudes. La justesse de son esprit lui a fait d'un coup d'œil mesurer la portée des événements. Il comprend vite qu'une révolution dans les idées doit emporter les institutions, à moins que ces institutions ne se moulent sur les idées nouvelles; il se donne sans enthousiasme à la constitution, il désire le maintien du trône, il ne croit pas à la république, il pressent un changement de dynastie, on l'accuse même de le méditer. L'émigration, en décimant les hauts grades de l'armée, lui fait place; il est nommé général par ancienneté. Il se tient dans une mesure ferme et habile, à égale distance du trône et du peuple, du contre-révolutionnaire et du factieux, prêt à passer avec l'opinion à la cour ou à la nation selon l'événement. Il s'approche tour à tour, comme pour tâter la force naissante de Mirabeau et de Montmorin, du duc d'Orléans et des Jacobins, de La Fayette et des Girondins. Dans ses divers commandements, pendant ces jours de crises, il maintient la discipline par sa popularité, il transige avec le peuple insurgé, et se met à la tête des mouvements pour les contenir. Le peuple le croit tout à sa cause, le soldat l'adore; il déteste l'anarchie, mais il flatte les démagogues. Il applique avec bonheur à sa fortune popu-

laire ces manéges habiles, dont Favier lui a appris l'art. Il voit dans la Révolution une héroïque intrigue. Il manœuvre son patriotisme comme il aurait manœuvré ses bataillons sur un champ de bataille. Il voit venir la guerre avec ivresse, il sait d'avance le métier des héros. Il pressent que la Révolution, désertée par la noblesse et attaquée par l'Europe entière, aura besoin d'un général tout formé pour diriger les efforts désordonnés des masses qu'elle soulève. Il lui prépare ce chef. La longue subalternité de son génie le fatigue. A cinquante-six ans il a le feu de ses premières années avec le sang-froid de l'âge ; son oracle, c'est l'ardeur de parvenir : l'élan de son âme vers la gloire est d'autant plus rapide qu'il a plus de temps perdu derrière lui. Son corps, fortifié par les climats et par les voyages, se prête comme un instrument passif à son activité ; tout était jeune en lui, excepté la date de sa vie. Ses années étaient dépensées, non sa force. Il avait la jeunesse de César, l'impatience de sa fortune et la certitude de l'atteindre : vivre pour les grands hommes, c'est grandir ; il n'avait pas vécu, car il n'avait pas assez grandi.

VII.

Dumouriez était de cette stature moyenne du soldat français qui porte gracieusement l'uniforme, légèrement le sac, vivement le sabre ou le fusil ; à

la fois leste et solide, son corps avait l'aplomb de ces statues de guerriers qui reposent sur leurs muscles tendus mais qui semblent prêtes à marcher. Son attitude était confiante et fière; tous ses mouvements étaient prompts comme son esprit. Il sautait à cheval sans peser sur l'étrier, et en roulant la crinière dans sa main gauche. Il en descendait d'un bond et maniait aussi vivement la baïonnette du simple soldat que l'épée du général. Sa tête, un peu relevée en arrière, était bien détachée de ses épaules; elle tournait sur son cou avec facilité et noblesse, comme celle des hommes légers. Ces fiers mouvements de tête le grandissaient sous son panache tricolore. Son front était élevé, bien modelé, serré des tempes, tendu des muscles par la pensée et par la résolution. Ses angles saillants et bien détachés annonçaient la sensibilité de l'âme sous les délicatesses de l'intelligence et les finesses du tact; ses yeux étaient noirs, larges, noyés de feu; ses longs cils, qui commençaient à blanchir, en relevaient l'éclat, quelquefois très-doux; son nez et l'ovale de sa figure étaient de ce type aquilin qui révèle les races ennoblies par la guerre et par l'empire; sa bouche, entr'ouverte et gracieuse, était presque toujours souriante, aucune tension des lèvres ne trahissait l'effort de ce caractère souple et de cet esprit dispos qui jouait avec les difficultés et tournait les obstacles; son menton,

relevé et prononcé, portait son visage comme sur un socle ferme et carré; l'expression habituelle de sa figure était une gaieté sereine et communicative. On sentait que nul poids d'affaires n'était lourd pour lui et qu'il conservait toujours assez de liberté d'esprit pour plaisanter avec la bonne ou avec la mauvaise fortune. Il traitait la politique, la guerre et le gouvernement gaiement. Le son de sa voix était vibrant, sonore, mâle : on l'entendait par-dessus le bruit du tambour et le froissement des baïonnettes. Son éloquence était directe, spirituelle, inattendue, elle frappait et éblouissait comme l'éclair; ses mots rayonnaient dans le conseil, dans les confidences et dans l'intimité : cette éloquence s'attendrissait et s'insinuait comme celle d'une femme. Il était persuasif, car son âme, mobile et sensible, avait toujours dans l'accent la vérité de l'impression du moment. Passionné pour les femmes et très-accessible à l'amour, leur commerce avait communiqué à son âme quelque chose de la plus belle vertu de ce sexe : la pitié. Il ne savait pas résister aux larmes, celles de la reine en auraient fait un séide du trône; il n'y avait pas de fortune ou d'opinion qu'il n'eût sacrifié à un mouvement de générosité : sa grandeur d'âme n'était pas du calcul, c'était avant tout du sentiment. Quant aux principes politiques, il n'en avait pas; la Révolution pour lui n'était qu'un beau drame pro-

pre à fournir une grande scène à ses facultés et un rôle à son génie. Grand homme au service des événements, si la Révolution ne l'eût pas choisi pour son général et pour son sauveur, il eût été tout aussi bien le général et le sauveur de la coalition. Dumouriez n'était pas le héros d'un principe, c'était le héros de l'occasion.

VIII.

Les nouveaux ministres se réunirent chez madame Roland, l'âme du ministère girondin; Duranton, Lacoste, Cahier-Gerville y reçurent passivement l'impulsion des hommes dont ils n'étaient que les prête-noms dans le conseil. Dumouriez affecta comme eux, les premiers jours, une pleine condescendance aux intérêts et aux volontés de ce parti. Ce parti, personnifié chez Roland dans une femme jeune, belle, éloquente, devait avoir pour le général un attrait de plus. Il espéra le dominer en dominant le cœur de cette femme. Il déploya pour elle tout ce que son caractère avait de souplesse, sa nature de grâces, son génie de séductions. Mais madame Roland avait contre les séductions de l'homme de guerre un préservatif que Dumouriez n'était pas accoutumé à rencontrer dans les femmes qu'il avait aimées : une vertu austère et une conviction forte. Il n'y avait qu'un moyen de capter

l'admiration de madame Roland, c'était de la surpasser en dévouement patriotique. Ces deux caractères ne pouvaient se rencontrer sans se faire contraste ni se comprendre sans se mépriser. Pour Dumouriez madame Roland ne fut bientôt qu'une fanatique revêche, pour madame Roland Dumouriez ne fut qu'un homme léger et présomptueux; elle lui trouvait dans le regard, dans le sourire et dans le ton une audace de succès envers son sexe qui trahissait, selon elle, les mœurs libres des femmes au milieu desquelles il avait vécu et qui offensait son austérité. Il y avait plus du courtisan que du patriote dans Dumouriez. Cette aristocratie française des manières déplaisait à l'humble fille du graveur; elle lui rappelait peut-être sa condition inférieure et les humiliations de son enfance à Versailles. Son idéal n'était pas le militaire, c'était le citoyen; une âme républicaine était la seule séduction qui pût conquérir son amour. De plus, elle s'aperçut, dès le premier coup d'œil, que cet homme était trop grand pour passer longtemps sous le niveau de son parti; elle soupçonna son génie sous ses complaisances, et son ambition sous sa bonhomie. « Prends garde à cet homme, dit-elle à son » mari après la première entrevue, il pourrait bien » cacher un maître sous un collègue, et chasser du » conseil ceux qui l'y ont introduit. »

IX.

Roland, trop heureux d'être au pouvoir, n'entrevoyait pas de si loin la disgrâce; il rassurait sa femme et se fiait de plus en plus à la feinte admiration de Dumouriez pour lui. Il se croyait l'homme d'État du conseil. Sa vanité satisfaite le rendait crédule aux avances de Dumouriez, et l'attendrissait même pour le roi. A son entrée au ministère, Roland avait affecté sous son costume l'âpreté de ses principes, et dans ses manières la rudesse de son républicanisme. Il s'était présenté aux Tuileries en habit noir, en chapeau rond, en souliers ferrés et tachés de poussière; il voulait montrer en lui l'homme du peuple entrant au palais dans le simple habit du citoyen et affrontant l'homme du trône. Cette insolence muette devait, selon lui, flatter la nation et humilier le roi; les courtisans s'en étaient indignés, le roi en avait gémi, Dumouriez en avait ri. — « Ah! tout est perdu, en effet, messieurs! avait-il » dit aux courtisans; puisqu'il n'y a plus d'étiquette, » il n'y a plus de monarchie! » Cette plaisanterie avait emporté à la fois toute la colère de la cour et tout l'effet de la prétention lacédémonienne de Roland.

Le roi ne s'apercevait plus de l'inconvenance et traitait Roland avec cette cordialité qui lui ouvrait

les cœurs. Les nouveaux ministres s'étonnaient de se sentir confiants et émus en présence du monarque. Entrés ombrageux et républicains à la séance du conseil, ils en sortaient presque royalistes.

« Le roi n'est pas connu, disait Roland à sa » femme; prince faible, c'est le meilleur des hom- » mes; ce ne sont pas les bonnes intentions qui lui » manquent, ce sont les bons conseils; il n'aime » pas l'aristocratie et il a des entrailles pour le peu- » ple, il est né peut-être pour servir de transaction » entre la république et la monarchie. En lui ren- » dant la constitution douce, nous la lui ferons ai- » mer; sa popularité, qu'il reconquerra par son » abandon à nos conseils, nous rendra à nous-mê- » mes le gouvernement facile. Sa nature est si bonne » que le trône n'a pu le corrompre; il est aussi loin » d'être l'imbécile abruti qu'on expose à la risée du » peuple, que l'homme sensible et accompli que » ses courtisans veulent faire adorer en lui; son es- » prit, sans être supérieur, est étendu et réfléchi; » dans un état obscur son mérite aurait suffi à sa » destinée; il a des connaissances diverses et pro- » fondes, il connaît les affaires par les détails, il » traite avec les hommes avec cette habileté simple » mais persuasive que donne aux rois la nécessité » précoce de gouverner leurs impressions; sa mé- » moire prodigieuse lui rappelle toujours à propos » les choses, les noms, les visages; il aime le tra-

» vail et lit tout; il n'est jamais un moment oisif; » père tendre, modèle des époux, cœur chaste, il » a éloigné tous les scandales qui salissaient la cour » de ses prédécesseurs; il n'aime que la reine, et » sa condescendance, quelquefois funeste pour sa » politique, n'est du moins que la faiblesse d'une » vertu. S'il fût né deux siècles plus tôt, son règne » paisible eût été compté au nombre des années » heureuses de la monarchie. Les circonstances pa- » raissent avoir agi sur son esprit. La Révolution l'a » convaincu de sa nécessité, il faut le convaincre » de sa possibilité. Entre nos mains le roi peut la » servir mieux qu'aucun autre citoyen du royaume; » en éclairant ce prince nous pouvons être fidèles » à la fois à ses vrais intérêts et à ceux de la na- » tion : il faut que le roi et la Révolution ne fassent » qu'un en nous. »

X.

Ainsi parlait Roland dans le premier éblouissement du pouvoir : sa femme l'écoutait, le sourire de l'incrédulité sur les lèvres; son regard plus ferme avait mesuré du premier coup d'œil une carrière plus vaste et un but plus décisif, que cette transaction timide et transitoire entre une royauté dégradée et une révolution incomplète. Il lui en aurait trop coûté de renoncer à l'idéal de son âme ardente : tous

ses vœux tendaient à la république; tous ses actes, toutes ses paroles; tous ses soupirs devaient à son insu y pousser son mari et ses amis.

« Défie-toi de la perfidie de tous et surtout de ta » propre vertu, répondait-elle au faible et orgueil- » leux Roland; tu vis dans ce monde des cours où » tout n'est qu'apparence, et où les surfaces les plus » polies cachent les combinaisons les plus sinistres. » Tu n'es qu'un bourgeois honnête égaré parmi ces » courtisans, une vertu en péril au milieu de tous » ces vices; ils parlent notre langue et nous ne sa- » vons pas la leur : comment ne nous tromperaient- » ils pas? Louis XVI, d'une race abâtardie, sans » élévation dans l'esprit, sans énergie dans la vo- » lonté, s'est laissé garrotter dans sa jeunesse par des » préjugés religieux qui ont encore rapetissé son » âme; entraîné par une reine étourdie qui joint à » l'insolence autrichienne l'ivresse de la beauté et du » rang suprême, et qui fait de sa cour secrète et cor- » rompue le sanctuaire de ses voluptés et le culte » de ses vices, ce prince, aveuglé d'un côté par les » prêtres et de l'autre par l'amour, tient au hasard » les rênes flottantes d'un empire qui lui échappe; » la France épuisée d'hommes ne lui suscite, ni dans » Maurepas, ni dans Necker, ni dans Calonne, un mi- » nistre capable de le diriger; l'aristocratie est sté- » rilisée, elle ne produit plus que des scandales : il » faut que le gouvernement se retrempe dans une

» couche plus saine et plus profonde de la nation ; le » temps de la démocratie est venu, pourquoi le re- » tarder ! vous êtes ses hommes, ses vertus, ses ca- » ractères, ses lumières ; la Révolution est derrière » vous, elle vous salue, elle vous pousse, et vous la » livreriez confiante et abusée au premier sourire » d'un roi, parce qu'il a la bonhomie d'un homme » du peuple ! Non, Louis XVI, à demi détrôné par la » nation, ne peut aimer la constitution qui l'enchaîne ; » il peut feindre de caresser ses fers, mais chacune » de ses pensées aspire au moment de les secouer. » Sa seule ressource aujourd'hui est de protester de » son attachement à la Révolution et d'endormir les » ministres que la Révolution charge de surveiller de » près ses trames ; mais cette feinte est la dernière » et la plus dangereuse des conspirations du trône » La constitution est la déchéance de Louis XVI, et » les ministres patriotes sont ses surveillants ; il n'y » a pas de grandeur abattue qui aime sa déchéance, » il n'y a pas d'homme qui aime son humiliation : » crois à la nature humaine, Roland, elle seule ne » trompe jamais, et défie-toi des cours ; ta vertu est » trop haute pour voir les piéges que les courtisans » sèment sous tes pas. »

XI.

Un tel langage ébranlait Roland. Brissot, Condorcet, Vergniaud, Gensonné, Guadet, Buzot surtout, ami et confident plus intime de madame Roland, fortifiaient dans les réunions du soir la défiance du ministre. Il s'armait dans leurs entretiens de nouveaux ombrages. Il entrait au conseil avec un sourcil plus froncé et un stoïcisme plus implacable; le roi le désarmait par sa franchise, Dumouriez le décourageait par sa gaieté, le pouvoir l'amollissait par son prestige. Il atermoyait avec les deux grandes difficultés du moment, la double sanction à obtenir du roi pour les décrets qui répugnaient le plus à son cœur et à sa conscience, le décret contre les émigrés et le décret contre les prêtres non assermentés; enfin il atermoyait avec la guerre.

Pendant cette tergiversation de Roland et de ses collègues, Dumouriez s'emparait du roi et de la faveur publique, tant le secret de sa conduite était dans le mot qu'il avait dit peu de temps avant à M. de Montmorin dans une conférence secrète avec ce ministre : « Si j'étais roi de France, je déjouerais » tous les partis en me plaçant à la tête de la Révo- » lution. »

Ce mot contenait la seule politique qui pût sauver Louis XVI. Dans un temps de révolution, tout roi

qui n'est pas révolutionnaire est inévitablement écrasé entre les deux partis; un roi neutre ne règne plus, un roi pardonné abaisse le trône, un roi vaincu par son peuple n'a pour refuge que l'exil ou l'échafaud. Dumouriez sentait qu'il fallait avant tout convaincre le roi de son attachement intime à sa personne, le mettre dans la confidence et pour ainsi dire dans la complicité du rôle patriotique qu'il se proposait de jouer; se faire l'intermédiaire secret entre les volontés du monarque et les exigences du conseil, et dominer ainsi le roi par son influence sur les Girondins, les Girondins par son influence sur le roi; ce rôle de favori du malheur et de protecteur d'une reine persécutée plaisait à son ambition comme à son cœur. Militaire, diplomate, gentilhomme, il y avait dans son âme un tout autre sentiment pour la royauté dégradée, que le sentiment de jalousie satisfaite qui éclatait dans l'âme des Girondins. Le prestige du trône existait pour Dumouriez; le prestige de la liberté existait seul pour les Girondins. Cette nuance révélée dans l'attitude, dans le langage, dans le geste, ne pouvait pas échapper longtemps à l'observation de Louis XVI. Les rois ont le tact double, l'infortune le rend plus délicat; les malheureux sentent la pitié dans un regard : c'est le seul hommage qu'il leur soit permis de recevoir; ils en sont d'autant plus jaloux. Dans un entretien secret, le roi et Dumouriez se révélèrent l'un à l'autre.

XII.

Les apparences turbulentes de Dumouriez dans ses commandements de Normandie, l'amitié de Gensonné, la faveur des Jacobins pour lui avaient prévenu Louis XVI contre son nouveau ministre. Le ministre, de son côté, s'attendait à trouver dans le roi un esprit rebelle à la constitution, un cœur aigri par les outrages du peuple, un esprit borné par la routine, un caractère violent, un extérieur brusque, une parole impérieuse et blessante pour ceux qui l'approchaient. C'était le portrait travesti de cet infortuné prince. Pour le faire haïr de la nation, il fallait le défigurer.

Dumouriez trouva en lui, ce jour-là et durant les trois mois de son ministère, un esprit juste, un cœur ouvert à tous les sentiments bienveillants, une politesse affectueuse, une longanimité et une patience qui défiaient les calamités de sa situation. Seulement une timidité extrême, résultat de la longue retraite où Louis XV avait séquestré la jeunesse de ce prince, comprimait les élans de son cœur, et donnait à son langage et à ses rapports avec les hommes une sécheresse et un embarras qui lui enlevaient la grâce de ses qualités. D'un courage réfléchi et impassible, il parla souvent à Dumouriez de sa mort comme d'un événement probable et fatal, dont la perspective n'al-

térait point sa sérénité et ne l'empêcherait pas d'accomplir jusqu'au terme son devoir de père et de roi.

« Sire, » lui dit Dumouriez en l'abordant avec cet attendrissement chevaleresque que la compassion ajoute au respect, et avec cette physionomie où le cœur parle plus que le langage lui-même, « vous » êtes revenu des préventions qu'on vous avait don» nées contre moi. Vous m'avez fait ordonner par » M. de Laporte d'accepter le poste que j'avais re» fusé. — Oui, dit le roi. — Eh bien! je viens me » dévouer tout entier à votre service, à votre salut. » Mais le rôle de ministre n'est plus le même qu'au» trefois. Sans cesser d'être le serviteur du roi, je » suis l'homme de la nation. Je vous parlerai tou» jours le langage de la liberté et de la constitution. » Souffrez que, pour mieux vous servir, je me ren» ferme en public et au conseil dans ce que mon rôle » a de constitutionnel, et que j'évite tous les rapports » qui sembleraient révéler l'attachement personnel » que j'ai pour vous. Je romprai à cet égard toutes » les étiquettes; je ne vous ferai point ma cour; au » conseil, je contrarierai vos goûts; je nommerai » pour représenter la France à l'étranger des hommes » dévoués à la nation. Quand votre répugnance à » mon choix sera invincible et motivée, j'obéirai; si » cette répugnance va jusqu'à compromettre le salut » de la patrie et le vôtre, je vous supplierai de me » permettre de me retirer et de me nommer un suc-

» cesseur. Pensez aux dangers terribles qui assiégent » votre trône. Il faut le raffermir sur la confiance de » la nation dans la sincérité de votre attachement à » la Révolution. C'est une conquête qu'il dépend de » vous de faire. J'ai préparé quatre dépêches dans » ce sens aux ambassadeurs. J'y parle un langage » inusité dans les rapports des cours entre elles, le » langage d'une nation offensée et résolue. Je les li- » rai ce matin devant vous au conseil. Si vous ap- » prouvez mon travail, je continuerai à parler ainsi » et j'agirai dans le sens de mes paroles ; sinon, mes » équipages sont près, et, ne pouvant vous servir » dans mes conseils, j'irai où mes goûts et mes étu- » des de trente ans m'appellent, servir ma patrie dans » les armées. »

Le roi, étonné et attendri, lui dit : « J'aime votre » franchise, je sais que vous m'êtes attaché, j'at- » tends tout de vos services. On m'avait donné bien » des impressions contre vous, ce moment les efface. » Allez et faites selon votre cœur et selon les inté- » rêts de la nation, qui sont les miens. » Dumouriez se retira, mais il savait que la reine, adorée de son mari, tenait la politique du roi dans la passion et dans la mobilité de son âme. Il désirait et redoutait à la fois une entrevue avec cette princesse. Un mot d'elle pouvait accomplir ou déjouer l'entreprise hardie qu'il osait former de réconcilier le roi avec la nation.

XIII.

La reine fit appeler le général dans ses appartements les plus reculés : Dumouriez la trouva seule, les joues animées par l'émotion d'une lutte intérieure et se promenant vivement dans la chambre comme quelqu'un à qui l'agitation de ses pensées commande le mouvement du corps. Dumouriez alla se placer en silence au coin de la cheminée dans l'attitude du respect et de la douleur, que la présence d'une princesse si auguste, si belle et si misérable lui inspira. Elle vint à lui d'un air majestueux et irrité.

« Monsieur, » lui dit-elle avec cet accent qui révèle à la fois le ressentiment de l'infortune et le mépris du sort, « vous êtes tout-puissant en ce mo» ment, mais c'est par la faveur du peuple, qui » brise bien vite ses idoles. » Elle n'attendit pas la réponse et continua : « Votre existence dépend de » votre conduite. On dit que vous avez beaucoup de » talents. Vous devez juger que ni le roi ni moi ne » pouvons souffrir toutes ces nouveautés de la con» stitution. Je vous le déclare franchement. Ainsi » prenez votre parti. — Madame, répondit Dumou» riez confondu, je suis atterré de la dangereuse » confidence que vient de me faire Votre Majesté ; » je ne la trahirai pas ; mais je suis entre le roi et

» la nation, et j'appartiens à ma patrie. Laissez-moi, » continua avec une instance respectueuse Dumou- » riez, vous représenter que le salut du roi, le vô- » tre, celui de vos enfants, le rétablissement même » de l'autorité royale sont attachés à la constitution. » Vous êtes entourés d'ennemis qui vous sacrifient » à leurs propres intérêts. La constitution seule peut, » en s'affermissant, vous couvrir et faire le bonheur » et la gloire du roi. — Cela ne durera pas, prenez » garde à vous ! » répliqua la reine avec un regard de colère et de menace. Dumouriez crut voir dans ce regard et entendre dans ce mot une allusion à des dangers personnels et une insinuation à la peur. « J'ai plus de cinquante ans, madame, » reprit-il à voix basse et avec un accent où la fermeté du soldat s'unissait à l'attendrissement de l'homme, « j'ai » traversé bien des périls dans ma vie ; en acceptant » le ministère, j'ai bien compris que ma responsa- » bilité n'était pas le plus grand de mes dangers. — » Ah ! s'écria la reine avec un geste d'horreur, il ne » me manquait plus que cette calomnie et cet op- » probre ; vous semblez croire que je suis capable » de vous faire assassiner ! » Des larmes d'indigna- tion lui coupèrent la voix. Dumouriez, aussi ému que la reine, rejeta loin de lui cette odieuse inter- prétation donnée à sa réponse. « Dieu me préserve, » madame, de vous faire une si cruelle injure ! votre » âme est grande et noble, et l'héroïsme que vous

» avez montré dans tant de circonstances m'a pour » jamais attaché à vous. » Elle fut calmée en un moment, et appuya sa main sur le bras de Dumouriez en signe de réconciliation.

Le ministre profita de ce retour de sérénité et de confiance pour donner à Marie-Antoinette les conseils dont l'émotion de ses traits et de sa voix attestait assez la sincérité. « Croyez-moi, madame, je » n'ai aucun intérêt à vous tromper, j'abhorre au- » tant que vous l'anarchie et ses crimes ; mais j'ai de » l'expérience, je vis au milieu des partis, je suis » mêlé aux opinions, je touche au peuple, je suis » mieux placé que Votre Majesté pour juger la por- » tée et la direction des événements. Ceci n'est pas » un mouvement populaire comme vous semblez le » croire, c'est l'insurrection presque unanime d'une » grande nation contre un ordre de choses invétéré » et en décadence. De grandes factions attisent l'in- » cendie, il y a dans toutes des scélérats et des fous. » Je ne vois, moi, dans la Révolution, que le roi et » la nation. Ce qui tend à les séparer les perd tous » les deux. Je veux les réunir. C'est à vous de m'ai- » der. Si je suis un obstacle à vos desseins et si vous » y persistez, dites-le-moi, à l'instant je me retire » et je vais dans la retraite gémir sur le sort de » ma patrie et sur le vôtre. » La reine fut attendrie et convaincue. La franchise de Dumouriez lui plut et l'entraîna. Ce cœur de soldat lui répondait des

paroles de l'homme d'État. Ferme, brave, héroïque, elle aimait mieux cette épée dans le conseil du roi que ces politiques et ces orateurs à langue dorée, mais pliant à tous les vents de l'opinion ou de la sédition. Une confidence intime s'établit entre la reine et le général.

La reine fut fidèle quelque temps à ses promesses. Les outrages répétés du peuple la rejetèrent malgré elle dans la colère et dans la conspiration. « Voyez! » disait-elle un jour au roi devant Dumouriez en montrant de la main la cime des arbres des Tuileries; « prisonnière dans ce palais, je n'ose me mettre à » ma fenêtre du côté du jardin. La foule, qui sta- » tionne et qui épie jusqu'à mes larmes, me hue » quand j'y parais. Hier, pour respirer, je me suis » montrée à la fenêtre du côté de la cour, un ca- » nonnier de garde m'a apostrophée d'une injure » infâme... Que j'aurais de plaisir, a-t-il ajouté, à » voir ta tête au bout de ma baïonnette!... Dans cet » affreux jardin on voit, d'un côté, un homme » monté sur une chaise et vociférant les injures les » plus odieuses contre nous en menaçant du geste » les habitants du palais; de l'autre côté, un mili- » taire ou un prêtre que la foule ameutée traîne au » bassin en les accablant de coups et d'outrages. » Pendant ce temps-là et à deux pas de ces scènes » sinistres, d'autres jouent au ballon et se promè- » nent tranquillement dans les allées. Quel séjour!

» quelle vie! quel peuple! » Dumouriez ne pouvait que gémir avec la famille royale et conseiller la patience. Mais la patience des victimes est plutôt lasse que la cruauté des bourreaux. Pouvait-on de bonne foi demander qu'une princesse courageuse, fière, nourrie de l'adoration de sa cour et du monde, aimât dans la Révolution l'instrument de ses humiliations et de ses supplices, et vît dans ce peuple indifférent ou cruel une nation digne de l'empire et de la liberté!

XIV.

Ses mesures prises avec la cour, Dumouriez n'hésita pas à franchir tout l'espace qui séparait le roi du parti extrême et à jeter le gouvernement en plein patriotisme. Il fit les avances aux Jacobins et se présenta hardiment à leur séance du lendemain. La salle était pleine, Dumouriez frappe les tribunes d'étonnement et de silence par son apparition. Sa figure martiale et l'impétuosité de sa démarche lui gagnent d'avance la faveur de l'Assemblée. Nul ne soupçonne que tant d'audace cache tant de ruse. On ne voit en lui qu'un ministre qui se donne au peuple, et les cœurs s'ouvrent pour le recevoir.

C'était le moment où le bonnet rouge, symbole des opinions les plus extrêmes, espèce de livrée du peuple portée par ses démagogues et ses flatteurs, venait d'être adopté par la presque unanimité des

Jacobins. Ce signe, comme beaucoup de signes semblables que les révolutions prennent de la main du hasard, était un mystère pour ceux mêmes qui le portaient. On l'avait vu arboré pour la première fois le jour du triomphe des soldats de Châteauvieux. Les uns disaient qu'il était la coiffure des galériens, infâme jadis, glorieuse depuis qu'elle avait couvert le front de ces martyrs de l'insurrection ; on ajoutait que le peuple avait voulu purifier de toute infamie cette coiffure en la portant avec eux. Les autres y voyaient le bonnet phrygien, symbole d'affranchissement pour les esclaves.

Le bonnet rouge, dès le premier jour, avait été un sujet de dispute et de division parmi les Jacobins. Les exaltés s'en couvraient, les modérés et les penseurs s'abstenaient encore. Dumouriez n'hésite pas, il monte à la tribune, il place sur ses cheveux ce signe du patriotisme, il prend l'uniforme du parti le plus prononcé. Cette éloquence muette mais significative fait éclater l'enthousiasme dans tous les rangs. « Frères et amis, dit Dumouriez, tous les » moments de ma vie vont être consacrés à faire la » volonté du peuple et à justifier le choix du roi » constitutionnel. Je porterai dans les négociations » toutes les forces d'un peuple libre, et ces négocia- » tions produiront sous peu une paix solide ou une » guerre décisive (on applaudit). Si nous avons cette » guerre, je briserai ma plume politique et je pren-

» drai mon rang dans l'armée pour triompher ou » mourir libre avec mes frères! Un grand fardeau » pèse sur moi! Frères, aidez-moi à le porter. J'ai » besoin de conseils. Faites-les moi passer par vos » journaux. Dites-moi la vérité, les vérités les plus » dures! Mais repoussez la calomnie et ne rebutez » pas un citoyen que vous connaissez sincère et in- » trépide et qui se dévoue à la cause de la Révolu- » tion et de la nation! »

Le président répondit au ministre que la société se faisait gloire de le compter parmi ses frères. Ces mots soulevèrent un murmure. Ce murmure fut étouffé par les acclamations qui suivirent Dumouriez à sa place. On demanda l'impression des deux discours. Legendre s'y opposa sous prétexte d'économie : il fut hué par les tribunes. « Pourquoi ces » honneurs inusités et cette réponse du président » au ministre? dit Collot-d'Herbois. S'il vient ici » comme ministre, il n'y a rien à lui répondre. » S'il vient comme affilié et comme frère, il ne fait » que son devoir, il se met au niveau de nos opi- » nions. Il n'y a qu'une réponse à faire : qu'il » agisse comme il a parlé! » Dumouriez lève la main et fait le geste des paroles de Collot-d'Herbois.

Robespierre se lève, sourit sévèrement à Dumouriez et parle ainsi : « Je ne suis point de ceux » qui croient qu'il est absolument impossible qu'un » ministre soit patriote, et même j'accepte avec

» plaisir les présages que monsieur Dumouriez nous
» donne. Quand il aura vérifié ces présages, quand
» il aura dissipé les ennemis armés contre nous par
» ses prédécesseurs et par les conjurés qui dirigent
» encore aujourd'hui le gouvernement malgré l'ex-
» pulsion de quelques ministres, alors, seulement
» alors, je serai disposé à lui décerner les éloges
» dont il sera digne, et même alors je ne penserai
» point que tout bon citoyen de cette société ne
» soit pas son égal. Le peuple seul est grand, seul
» respectable à mes yeux! les hochets de la puis-
» sance ministérielle s'évanouissent devant lui. C'est
» par respect pour le peuple, pour le ministre lui-
» même, que je demande que l'on ne signale pas
» son entrée ici par des hommages qui atteste-
» raient la déchéance de l'esprit public. Il nous de-
» mande des conseils aux ministres. Je promets
» pour ma part de lui en donner qui seront utiles
» à eux et à la chose publique. Aussi longtemps
» que monsieur Dumouriez, par des preuves écla-
» tantes de patriotisme et surtout par des services
» réels rendus à la patrie, prouvera qu'il est le
» frère des bons citoyens et le défenseur du peuple,
» il n'aura ici que des soutiens. Je ne redoute pour
» cette société la présence d'aucun ministre, mais
» je déclare qu'à l'instant où un ministre y aurait
» plus d'ascendant qu'un citoyen je demanderais
» son ostracisme. Il n'en sera jamais ainsi! »

Robespierre descend. Dumouriez se jette dans ses bras. L'Assemblée se lève, les tribunes scellent de leurs applaudissements ces embrassements fraternels. On y voit l'augure de l'union du pouvoir et du peuple. Le président Doppet lit, le bonnet rouge sur la tête, une lettre de Péthion à la société sur la nouvelle coiffure adoptée par les patriotes. Péthion s'y prononce contre ce signe superflu de civisme. « Ce signe, dit-il, au lieu d'accroître votre » popularité, effarouche les esprits et sert de pré» texte à des calomnies contre vous. Le moment est » grave, les démonstrations du patriotisme doivent » être graves comme le temps. Ce sont les ennemis » de la Révolution qui la poussent à ces frivolités » pour avoir le droit de l'accuser ensuite de légè» reté et d'inconséquence. Ils donnent ainsi au pa» triotisme les apparences d'une faction. Ces signes » divisent ceux qu'il faut rallier. Quelle que soit la » vogue qui les conseille aujourd'hui, ils ne seront » jamais universellement adoptés. Tel homme pas» sionné pour le bien public sera très-indifférent à » un bonnet rouge. Sous cette forme, la liberté ne » sera ni plus belle ni plus majestueuse, mais les » signes mêmes dont vous la parez serviront de pré» texte aux divisions entre ses enfants. Une guerre » civile commençant par le sarcasme et finissant par » du sang versé peut s'engager pour une manifes» tation ridicule. Je livre ces idées à vos réflexions. »

XV.

Pendant la lecture de cette lettre, le président, homme timoré et qui pressentait dans les conseils de Péthion la volonté de Robespierre, avait subrepticement fait disparaître de son front le signe répudié. Les membres de la société imitaient un à un son exemple. Robespierre, qui seul n'avait jamais adopté ce hochet de la mode et avec lequel la lettre de Péthion avait été concertée, monte à la tribune et dit : « Je respecte comme le maire de Paris tout » ce qui est l'image de la liberté, mais nous avons » un signe qui nous rappelle sans cesse le serment » de vivre libres ou de mourir, et ce signe le voilà » (il montre sa cocarde). En déposant le bonnet » rouge, les citoyens qui l'avaient pris par un » louable patriotisme ne perdront rien. Les amis de » la Révolution continueront à se reconnaître au » signe de la raison et de la vertu ! Ces emblèmes » seuls sont à nous, tous les autres peuvent être » imités par les aristocrates et par les traîtres ! Je » vous rappelle au nom de la France à l'étendard » qui seul en impose à ses ennemis ! Ne conservons » que la cocarde et le drapeau sous lequel est née » la constitution ! »

Le bonnet rouge disparut dans la salle. Mais la voix même de Robespierre et la résolution des Ja-

cobins ne purent arrêter l'élan qui avait porté ce signe de l'*égalité vengeresse* sur toutes les têtes. Le soir même où il était répudié aux Jacobins, on l'inaugurait sur les théâtres. Le buste de Voltaire, destructeur des préjugés, fut coiffé du bonnet phrygien aux applaudissements des spectateurs. Le bonnet rouge et la pique devinrent l'un l'uniforme, l'autre l'arme du soldat citoyen. Les Girondins, qui répugnèrent à ce signe tant qu'il leur parut la livrée de Robespierre, commencèrent à l'excuser dès que Robespierre l'eut repoussé. Brissot lui-même, en rendant compte de cette séance, donne un regret à ce symbole, parce que, « adopté, dit-il, par la partie la » plus indigente du peuple, il devenait l'humiliation » de la richesse et l'effroi de l'aristocratie. » La division de ces deux hommes s'élargissait tous les jours, et il n'y avait assez de place ni aux Jacobins, ni à l'Assemblée, ni au pouvoir, pour ces deux ambitions qui se disputaient la dictature de l'opinion.

La nomination des ministres faite tout entière sous l'influence des Girondins, les conseils tenus chez madame Roland, la présence de Brissot, de Guadet, de Vergniaud, aux délibérations des ministres, leurs amis élevés à tous les emplois, servaient tout bas de texte aux objurgations des Jacobins exaltés. On appelait ces Jacobins Montagnards par allusion aux bancs élevés de l'Assemblée où siégeaient les amis de Robespierre et de Danton.

« Souvenez-vous, disaient-ils, de la sagacité de » Robespierre, presque semblable au don de pro» phétie, quand, répondant à Brissot qui attaquait » l'ancien ministre de Lessart, il lançait au chef gi» rondin cette allusion sitôt justifiée : Pour moi qui » ne spécule le ministère ni pour moi ni pour mes » amis... » De leur côté les journaux girondins couvraient d'opprobre cette poignée de calomniateurs et de petits tyrans qui ressemblaient à Catilina par ses crimes s'ils ne lui ressemblaient par son courage. Ainsi commençait la guerre par l'injure.

Le roi cependant, une fois son ministère complété, écrivit à l'Assemblée une lettre plus semblable à une abdication entre les mains de l'opinion qu'à l'acte constitutionnel d'un pouvoir libre. Cette résignation humiliée était-elle une affectation de servitude, un signe d'abaissement et de contrainte fait du haut du trône aux puissances armées, pour qu'elles comprissent qu'il n'était plus libre, et ne vissent plus en lui que l'automate couronné des Jacobins? voici cette lettre :

« Profondément touché des désordres qui affligent » la France, et du devoir que m'impose la consti» tution de veiller au maintien de l'ordre et de la » tranquillité publique, je n'ai cessé d'employer tous » les moyens qu'elle met en mon pouvoir pour faire » exécuter les lois; j'avais choisi pour mes pre» miers agents des hommes que l'honnêteté de leurs

» principes et de leurs opinions rendait recomman-
» dables. Ils ont quitté le ministère, j'ai cru devoir
» les remplacer par des hommes accrédités par leurs
» opinions populaires. Vous m'avez si souvent ré-
» pété que ce parti était le seul moyen de parvenir
» au rétablissement de l'ordre et à l'exécution des
» lois, que j'ai cru devoir m'y livrer, afin qu'il ne
» reste plus de prétexte à la malveillance de dou-
» ter de mon désir sincère de concourir à la pros-
» périté et au bonheur sincère de mon pays. J'ai
» nommé au ministère des contributions M. Cla-
» vière, et au ministère de l'intérieur M. Roland.
» La personne que j'avais choisie pour ministre de
» la justice m'ayant demandé de faire un autre
» choix, lorsque je l'aurai fait, j'aurai soin d'en in-
» former l'Assemblée nationale..... Signé Louis. »

L'Assemblée reçut avec acclamations ce message. Maîtresse du roi, elle pouvait en faire un instrument de régénération. L'harmonie la plus parfaite paraissait régner dans le conseil. Le roi étonnait ses nouveaux ministres par son assuidité et son aptitude aux affaires. Il parlait à chacun sa langue. Il questionnait Roland sur ses ouvrages, Dumouriez sur ses aventures, Clavière sur les finances; il éludait les questions irritantes de la politique générale. Madame Roland reprochait ces causeries à son mari, elle l'engageait à utiliser le temps, à préciser les discussions et à en tenir registre au-

thentique pour sauver un jour sa responsabilité. Les ministres convinrent de se réunir chez elle à dîner quatre fois par semaine, avant le conseil, pour y concerter leurs actes et leur langage devant le roi. C'est dans ces conseils intimes que Buzot, Guadet, Vergniaud, Gensonné, Brissot soufflaient aux ministres l'esprit de leur parti, et régnaient anonymes sur l'Assemblée et sur le roi. Dumouriez ne tarda pas à leur devenir suspect. Son esprit échappait à leur empire par sa grandeur, et son caractère échappait à leur fanatisme par sa souplesse. Madame Roland, séduite par son élégance, ne l'admirait pas sans remords; elle sentait que le génie de cet homme était nécessaire à son parti, mais que le génie sans vertu serait fatal à la république. Elle semait ses défiances contre Dumouriez dans l'âme de ses amis. Le roi ajournait sans cesse la sanction que lui demandaient les Girondins aux décrets de l'Assemblée contre les émigrés et les prêtres. Prévoyant que les ministres auraient tôt ou tard un compte sévère à rendre au public de ces sanctions ajournées, madame Roland voulut prendre ses mesures avec l'opinion. Elle persuada à son mari d'écrire au roi une lettre confidentielle pleine des plus austères leçons de patriotisme, de la lire lui-même en plein conseil devant ce prince, et d'en garder une copie que Roland rendrait publique au moment marqué, pour servir d'acte d'accusation contre Louis XVI

et de justification pour lui-même. Cette précaution perfide contre la perfidie de la cour était odieuse comme un piége et lâche comme une dénonciation. La passion seule, qui trouble la vue de l'âme, pouvait aveugler une femme généreuse sur la nature d'un pareil acte; mais l'esprit de parti tient lieu de morale, de justice, et aussi de vertu. Cette lettre était une arme cachée avec laquelle Roland se réservait de frapper à mort la réputation du roi en sauvant la sienne; sa femme rédigea la lettre après l'avoir inspirée. Ce fut son seul crime ou plutôt ce fut le seul égarement de sa haine, ce fut aussi son seul remords au pied de l'échafaud.

XVI.

« Sire, disait Roland dans cette lettre fameuse, » les choses ne peuvent rester dans l'état où elles » sont : c'est un état de crise, il faut en sortir par » une explosion quelconque. La France s'est donné » une constitution, la minorité la sape, la majorité » la défend. De là une lutte intestine acharnée où » personne ne reste indifférent. Vous jouissiez de » l'autorité suprême, vous n'avez pas pu la perdre » sans regrets. Les ennemis de la Révolution font » entrer vos sentiments présumés dans leurs cal- » culs. Votre faveur secrète fait leur force. Devez- » vous aujourd'hui vous allier aux ennemis ou aux

» amis de la constitution? Prononcez-vous une fois » pour toutes. Royauté, clergé, noblesse, aristocratie » doivent abhorrer les changements qui les détrui- » sent; d'un autre côté, le peuple voit le triomphe » de ses droits dans la Révolution, il ne se les lais- » sera plus arracher. La déclaration des droits est » devenue le nouvel Évangile. La liberté est désor- » mais la religion du peuple. Dans ce choc d'inté- » rêts opposés, tous les sentiments sont devenus » extrêmes; les opinions ont pris l'accent de la pas- » sion. La patrie n'est plus une abstraction, c'est un » être réel auquel on s'est attaché par le bonheur » qu'elle promet et par les sacrifices qu'on lui a » faits. A quel point ce patriotisme va-t-il s'exalter » au moment prochain où les forces ennemies du » dehors vont se combiner, pour l'attaquer, avec les » intrigues de l'intérieur! La colère de la nation » sera terrible si elle ne prend confiance en vous.

» Mais, cette confiance, vous ne la conquerrez » pas par des paroles, il faut des actes. Donnez des » gages éclatants de votre sincérité. Par exemple, » deux décrets importants ont été rendus; tous deux » intéressent le salut de l'État, le retard de leur » sanction excite la défiance. Prenez-y garde! la » défiance n'est pas loin de la haine, et la haine ne » recule pas devant le crime. Si vous ne donnez » pas satisfaction à la Révolution, elle sera cimentée » par le sang. Les mesures désespérées qu'on pour-

» rait vous conseiller pour intimider Paris, pour
» dominer l'Assemblée, ne feraient que développer
» cette sombre énergie, mère des grands dévoue-
» ments et des grands attentats (ceci s'adressait in-
» directement à Dumouriez, conseiller de mesures
» de fermeté). On vous trompe, sire, en vous re-
» présentant la nation comme hostile au trône et à
» vous. Aimez, servez la Révolution, et ce peu-
» ple l'aimera en vous. Les prêtres dépossédés agi-
» tent les campagnes, ratifiez les mesures propres à
» étouffer leur fanatisme. Paris est inquiet sur sa
» sécurité, sanctionnez les mesures qui appellent un
» camp de citoyens sous ses murs. Encore quelques
» délais, et on verra en vous un conspirateur et
» un complice! Juste ciel! avez-vous frappé les rois
» d'aveuglement! Je sais que le langage de la vé-
» rité est rarement accueilli près du trône; je sais
» aussi que c'est ce silence de la vérité dans les
» conseils des rois qui rend les révolutions si sou-
» vent nécessaires. Comme citoyen et comme mi-
» nistre, je dois la vérité au roi, rien ne m'empê-
» chera de la faire entendre. Je demande qu'il y ait
» ici un secrétaire du conseil qui enregistre nos dé-
» libérations. Il faut pour des ministres responsables
» un témoin de leurs opinions! Si ce témoin exis-
» tait, je ne m'adresserais pas par écrit à Votre
» Majesté! »

La menace n'était pas moins évidente que la per-

fidie dans cette lettre, et la dernière phrase indiquait, en termes équivoques, l'usage odieux que Roland se réservait d'en faire un jour. La magnanimité de Vergniaud s'était soulevée contre cette démarche du principal ministre girondin. La loyauté militaire de Dumouriez s'en indigna. Le roi en écouta la lecture avec l'impassibilité d'un homme accoutumé à dévorer l'injure. Les Girondins en reçurent la confidence dans les conciliabules secrets de madame Roland, et Roland en garda copie pour se couvrir au jour de sa chute.

XVII.

Au même moment, des rapports secrets, ignorés de Roland lui-même, s'établissaient entre les trois chefs girondins Vergniaud, Guadet, Gensonné et le château, par l'intermédiaire de Boze, peintre du roi. Une lettre, destinée à être mise sous les yeux du prince, était écrite par eux. L'armoire de fer la garda pour le jour de leur accusation. « Vous nous
» demandez, disaient-ils dans cette lettre, quelle est
» notre opinion sur l'état de la France et sur le
» choix des mesures propres à sauver la chose pu-
» blique. Interrogés par vous sur d'aussi grands in-
» térêts, nous n'hésitons pas à vous répondre : La
» conduite du pouvoir exécutif est la cause de tout
» le mal. On trompe le roi en le persuadant que ce

» sont les clubs et les factions qui entretiennent l'agi-
» tation publique. C'est placer la cause du mal dans
» les symptômes. Si le peuple était rassuré par la
» confiance dans la loyauté du roi, il se calmerait,
» et les factions mourraient d'elles-mêmes. Mais
» tant que les conspirations du dehors et du de-
» dans paraîtront favorisées par le roi, les troubles
» renaîtront et s'aggraveront de toute la défiance
» des citoyens. L'état de choses actuel marche évi-
» demment à une crise dont toutes les chances sont
» contre la royauté. On fait du chef d'une nation
» libre un chef de parti. Le parti opposé doit le con-
» sidérer, non comme un roi, mais comme un en-
» nemi. Que peut-on espérer du succès des ma-
» nœuvres tramées avec l'étranger pour restaurer
» l'autorité du trône? Elles donneraient au roi l'ap-
» parence d'une usurpation violente sur les droits
» de la nation. La même force qui aurait servi cette
» restauration violente serait nécessaire pour la
» maintenir. Ce serait la guerre civile en perma-
» nence. Attachés que nous sommes aux intérêts de
» la nation dont nous ne séparerons jamais ceux du
» roi, nous pensons que le seul moyen pour lui
» de prévenir les maux qui menacent l'empire et le
» trône, c'est de se confondre avec la nation. Des
» protestations nouvelles n'y suffiraient pas, il faut
» des actes. Que le roi renonce à tout accroisse-
» ment de pouvoir qui lui serait offert par les se-

» cours de l'étranger. Qu'il obtienne des cabinets
» hostiles à la Révolution l'éloignement des troupes
» qui pressent nos frontières. Si cela lui est impos-
» sible, qu'il arme lui-même la nation et la soulève
» contre les ennemis de la constitution. Qu'il choi-
» sisse ses ministres parmi les hommes les plus pro-
» noncés pour la Révolution. Qu'il offre les fusils et
» les chevaux de sa propre garde. Qu'il mette au
» grand jour la comptabilité de la liste civile, et
» qu'il prouve ainsi que son trésor secret n'est pas
» la source des complots contre-révolutionnaires.
» Qu'il sollicite lui-même une loi sur l'éducation du
» prince royal, et qu'il le fasse élever dans l'esprit
» de la constitution. Qu'il retire enfin à M. de La
» Fayette son commandement dans l'armée. Si le
» roi prend ces résolutions et y persiste avec fer-
» meté, la constitution est sauvée! »

Cette lettre, remise au roi par Thierri, n'avait point été provoquée par ce prince. Il s'irrita des secours qu'on lui prodiguait : « Que veulent ces hom-
» mes? dit-il à Boze. Tout ce qu'ils me conseillent,
» ne l'ai-je pas fait? N'ai-je pas choisi des patriotes
» pour ministres? N'ai-je pas repoussé des secours
» du dehors? N'ai-je pas désavoué mes frères? em-
» pêché autant qu'il était en moi la coalition et armé
» les frontières? Ne suis-je pas, depuis l'acceptation
» de la constitution, plus fidèle que les factieux à
» mon serment? »

Les chefs girondins, encore indécis entre la république et la monarchie, tâtaient ainsi le pouvoir, tantôt dans l'Assemblée, tantôt dans le roi, prêts à le saisir où ils le rencontreraient. Ne le trouvant point du côté du roi, ils jugèrent qu'il y avait plus de sûreté à saper le trône qu'à le consolider; et ils se tournèrent de plus en plus vers les factieux.

XVIII.

Cependant, maîtres à demi du conseil par Roland, par Clavière et par Servan, qui avait succédé à de Grave, ils portaient jusqu'à un certain point la responsabilité de ces trois ministres. Les Jacobins commençaient à leur demander compte des actes d'un ministère qui était dans leurs mains et qui portait leur nom. Dumouriez, placé entre le roi et les Girondins, voyait de jour en jour s'accumuler contre lui les ombrages de ses collègues; sa probité ne leur était pas moins suspecte que son patriotisme. Il avait profité de sa popularité et de son ascendant sur les Jacobins, pour demander à l'Assemblée une somme de six millions de fonds secrets à son avénement au ministère. La destination apparente de ces fonds était de corrompre les cabinets étrangers, de détacher de la coalition des puissances vénales, et de fomenter des germes révolutionnaires en Belgique. Dumouriez seul savait par quels canaux s'é-

coulaient ces millions. Sa fortune personnelle obérée, ses goûts dispendieux, son attachement à une femme séduisante, madame de Beauvert, sœur de Rivarol; ses intimités avec des hommes sans principes et sans mœurs, des bruits de concussion semés autour de son ministère et retombant sinon sur lui du moins sur ses affidés, ternissaient son caractère aux yeux de madame Roland et de son mari. La probité est la vertu des démocrates; car le peuple regarde avant tout aux mains de ceux qui le gouvernent. Les Girondins, purs comme des hommes antiques, craignaient l'ombre d'un soupçon de cette nature sur leur caractère; la légèreté de Dumouriez sur ce point les offensait. Ils murmurèrent. Gensonné et Brissot lui firent des insinuations sur ce sujet chez Roland. Roland lui-même s'autorisa de son âge et de l'austérité de ses principes pour rappeler à Dumouriez ce qu'un homme public devait de respect à la décence et d'exemples aux mœurs révolutionnaires. L'homme de guerre tourna la remontrance en plaisanterie : il répondit à Roland qu'il devait son sang à la nation, mais qu'il ne lui devait ni le sacrifice de ses goûts ni celui de ses amours; qu'il comprenait le patriotisme en héros et non en puritain. L'aigreur des paroles laissa du venin dans les âmes. Ils se séparèrent avec des ombrages mutuels.

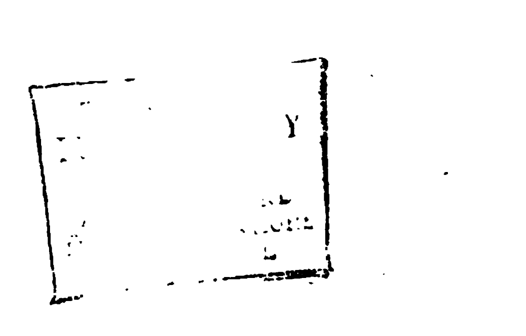
De ce jour il s'abstint de venir aux réunions de madame Roland. Cette femme, qui connaissait le cœur

humain par l'instinct supérieur de son génie et de son sexe, ne se trompa point aux dispositions du général. « L'heure est venue de perdre Dumouriez, dit-elle » hardiment à ses amis : je sais bien, ajouta-t-elle en » s'adressant à Roland, que tu ne saurais descendre » ni à l'intrigue ni à la vengeance, mais souviens-» toi que Dumouriez doit conspirer dans son cœur » contre ceux qui l'ont offensé. Quand on a osé » faire de pareilles remontrances à un tel homme » et qu'on les a faites inutilement, il faut frapper » ou s'attendre à être frappé soi-même. » Elle sentait juste et elle disait vrai. Dumouriez, dont le coup d'œil rapide avait aperçu derrière les Girondins un parti plus fort ét plus audacieux que le leur, commença dès lors à se lier avec les meneurs des Jacobins. Il pensa avec raison que la haine entre les partis serait plus puissante que le patriotisme, et qu'en flattant la rivalité de Robespierre et de Danton contre Brissot, Péthion et Roland, il trouverait dans les Jacobins mêmes un appui pour le gouvernement. Il aimait le roi, il plaignait la reine; tous ses préjugés étaient pour la monarchie. Il eût été aussi fier de restituer le trône que de sauver la république. Habile à manier les hommes, tous les instruments lui étaient bons pour ses desseins : franchir les Girondins, qui, en opprimant le roi, le menaçaient lui-même, et aller chercher plus loin et plus bas que ces rhéteurs la popularité dont il avait

besoin contre eux, c'était une manœuvre de génie; il la tenta et elle lui réussit. C'est de cette époque en effet que date sa liaison avec Camille Desmoulins et Danton.

Danton et Dumouriez devaient s'entendre par la ressemblance de leurs vices autant que par la ressemblance de leurs qualités. Danton, comme Dumouriez, ne voulut de la Révolution que l'action. Peu lui importaient les principes; ce qui souriait à son énergie et à son ambition, c'était ce mouvement tumultueux des choses qui précipitait et qui élevait les hommes, du trône au néant, et du néant à la fortune et au pouvoir. L'ivresse de l'action était pour Danton comme pour Dumouriez un besoin continuel de leur nature; la Révolution était pour eux un champ de bataille dont le vertige les charmait et les grandissait.

Mais toute autre révolution leur eût également convenu : despotisme ou liberté, roi ou peuple. Il y a des hommes dont l'atmosphère est le tourbillon des événements. Ils ne respirent à l'aise que dans l'air agité. De plus, si Dumouriez avait les vices ou les légèretés des cours, Danton avait les vices et la licence de cœur de la foule. Ces vices, bien que si différents de forme, sont les mêmes au fond; ils se comprennent, ils sont un point de contact entre les faiblesses des grands et les corruptions des petits. Dumouriez comprit du pre-





BRISSOT.

Paris. Publié par Furne
et W. Coquebert

mier coup d'œil Danton, et Danton se laissa approcher et apprivoiser par Dumouriez. Leurs relations, souvent suspectes de concussion d'une part et de vénalité de l'autre, subsistèrent secrètement ou publiquement jusqu'à l'exil de Dumouriez et jusqu'à la mort de Danton. Camille Desmoulins, ami de Danton et de Robespierre, se passionna aussi pour Dumouriez, et vulgarisa son nom dans ses pamphlets. Le parti d'Orléans, qui tenait par Sillery, Laclos, madame de Genlis aux Jacobins, rechercha l'amitié du nouveau ministre. Quant à Robespierre, dont la politique était une réserve habile avec tous les partis, il n'affecta à l'égard de Dumouriez ni faveur ni haine; mais il éprouva une joie secrète de voir s'élever en lui un rival de ses ennemis. Il ne l'accusa du moins jamais. Il est difficile de haïr longtemps l'ennemi de ceux qui nous haïssent.

XIX.

La haine naissante de Robespierre et de Brissot s'envenimait de jour en jour davantage. Les séances des Jacobins et les feuilles publiques étaient le théâtre continuel de la lutte et des réconciliations de ces deux hommes. Égaux de forces dans la nation, égaux de talents à la tribune, on voyait qu'ils se craignaient en s'attaquant. Ils masquaient de res-

pect mutuel jusqu'à leurs offenses. Mais cette animosité comprimée n'en rongeait que plus profondément leurs âmes. Elle éclatait de temps en temps sous la politesse de leurs paroles, comme la mort sous le poli de l'acier.

Tous ces ferments de division, de rivalité et de ressentiment bouillonnèrent dans les séances d'avril. Elles furent comme une revue générale des deux grands partis qui allaient déchirer l'empire en se disputant l'ascendant. Les Feuillants ou les constitutionnels modérés étaient les victimes que chacun des deux partis populaires immolait, à l'envi, aux soupçons et à la colère des patriotes. Rœderer, Jacobin modéré, était accusé d'avoir assisté à un dîner de Feuillants, amis de La Fayette. « Je n'inculpe » pas seulement Rœderer, s'écrie Tallien, je dénonce » Condorcet et Brissot. Chassons de notre société tous » les ambitieux et tous les Cromwélistes.

» — Le moment de démasquer les traîtres arrivera » bientôt, dit à son tour Robespierre. Je ne veux » pas qu'on les démasque aujourd'hui. Il faut que » quand nous frapperons le coup, il soit décisif. Je » voudrais ce jour-là que la France entière m'en» tendît; je voudrais que le chef coupable de ces » factions, La Fayette, assistât à cette séance avec » toute son armée. Je dirais à ses soldats, en leur » présentant ma poitrine : Frappez! Ce moment se» rait le dernier de La Fayette et de la faction des

» intrigants » (c'est le nom que Robespierre avait inventé pour les Girondins). Fauchet s'excusa d'avoir dit que Guadet, Vergniaud, Gensonné et Brissot pouvaient se mettre heureusement pour la patrie à la tête du gouvernement. Les Girondins étaient accusés de rêver un *protecteur*, les Jacobins un *tribun* du peuple. Brissot monte enfin à la tribune. « Je viens me défendre, dit-il. Quels sont mes crimes? J'ai fait, dit-on, des ministres. J'entretiens » une correspondance avec La Fayette. Je veux » faire de lui un protecteur. Certes, ils m'accordent un grand pouvoir, ceux qui pensent que » de mon quatrième étage j'ai dicté des lois au » château des Tuileries. Mais quand il serait vrai » que j'eusse fait les ministres, depuis quand serait-ce un crime d'avoir confié aux mains des » amis du peuple les intérêts du peuple? Ce ministre va, dit-on, distribuer toutes ses faveurs à des » Jacobins. Ah! plût au ciel que toutes les places » fussent occupées par des Jacobins! »

A ces mots, Camille Desmoulins, ennemi de Brissot, caché dans la salle, se penche vers l'oreille de son voisin et lui dit tout haut, avec un rire ironique : « Que d'art dans ce coquin! Cicéron et Démosthène n'ont pas d'insinuations plus éloquentes. » Des cris de colère partent des rangs des amis de Brissot et demandent l'expulsion de Camille Desmoulins. Un censeur de la salle qualifie de propos

infâmes l'exclamation du pamphlétaire et rétablit le silence. Brissot continue : « La dénonciation est » l'arme du peuple : je ne m'en plains pas. Savez-» vous quels sont ses plus cruels ennemis? Ce sont » ceux qui prostituent la dénonciation. Des dénon-» ciations, oui ! mais des preuves! Couvrez du plus » profond mépris celui qui dénonce et qui ne prouve » pas! Depuis quelque temps on parle de protecteur » et de protectorat? Savez-vous pourquoi : c'est pour » accoutumer les esprits au nom de tribunat et de » tribun. Ils ne voient pas que jamais le tribunat » n'existera. Qui oserait détrôner le roi constitution-» nel? Qui oserait se mettre la couronne sur la tête? » Qui peut s'imaginer que la race de Brutus est » éteinte? Et quand il n'y aurait plus de Brutus, où » est l'homme qui ait dix fois le talent de Cromwell? » Croyez-vous que Cromwell lui-même eût réussi » dans une révolution comme la nôtre? Il avait pour » lui deux avenues faciles de l'usurpation qui n'exis-» tent pas aujourd'hui : l'ignorance et le fanatisme. » Vous qui croyez voir un Cromwell dans un La » Fayette, vous ne connaissez ni La Fayette ni vo-» tre siècle. Cromwell avait du caractère, La Fayette » n'en a pas. On ne devient pas protecteur sans au-» dace et sans caractère; et quand il aurait l'un et » l'autre, cette société renferme une foule d'amis de » la liberté qui périraient plutôt que de le soute-» nir. J'en fais le premier le serment, ou l'égalité

» régnera en France, ou je mourrai en combattant » les protecteurs et les tribuns!.. Les tribuns, voilà » les vrais ennemis du peuple. Ils le flattent pour » l'enchaîner; ils sèment les soupçons sur la vertu, » qui ne veut pas s'avilir. Rappelez-vous ce qu'é» taient Aristide et Phocion : ils n'assiégeaient pas » toujours la tribune. »

Brissot, en lançant ce trait, se tourne vers Robespierre, à qui il adressait l'injure indirecte. Robespierre pâlit et relève brusquement la tête. « Ils » n'assiégeaient pas toujours la tribune, répète » Brissot, ils étaient à leurs postes, au camp ou dans » les tribunaux » (un rire ironique parcourt les rangs des Girondins, qui accusaient Robespierre d'abandonner son poste dans le danger). « Ils ne » dédaignaient aucun emploi, quelque modeste qu'il » fût, quand il était imposé par le peuple; ils par» laient peu d'eux-mêmes, ils ne flattaient pas les » démagogues, ils ne dénonçaient jamais sans preu» ves! Les calomniateurs n'épargnèrent pas Phocion. » Il fut victime d'un adulateur du peuple!... Ah! » ceci me rappelle l'horrible calomnie vomie sur » Condorcet! Qui êtes-vous pour calomnier ce grand » homme? Qu'avez-vous fait? Où sont vos travaux, » vos écrits? Pouvez-vous citer, comme lui, tant » d'assauts livrés pendant trente ans, avec Voltaire » et d'Alembert, au trône, à la superstition, aux » préjugés, à l'aristocratie? Où en seriez-vous, où

» serait cette tribune, sans ces grands hommes? Ce » sont vos maîtres, et vous insultez ceux qui ont » donné la voix au peuple!... Vous déchirez Con- » dorcet, quand sa vie n'est qu'une suite de sacri- » fices! Philosophe, il s'est fait politique; acadé- » micien, il s'est fait journaliste; courtisan, il s'est » fait peuple; noble, il s'est fait jacobin!... Prenez- » y garde, vous suivez les impulsions cachées de la » cour... Ah! je n'imiterai pas mes adversaires, je » ne répéterai pas ces bruits qui répandent qu'ils » sont payés par la liste civile » (le bruit courait que Robespierre était gagné pour s'opposer à la guerre). « Je ne dirai rien d'un comité secret qu'ils » fréquentent et où on concerte les moyens d'in- » fluencer cette société. Mais je dirai qu'ils tiennent » la même marche que les fauteurs de guerre civile; » je dirai que, sans le vouloir, ils font plus de mal » aux patriotes que la cour. Et dans quel moment » jettent-ils la division parmi nous! dans le moment » où nous avons la guerre étrangère, et où la guerre » intestine nous menace.... Mettons une trêve à ces » débats, et reprenons l'ordre du jour en écartant » par le mépris d'odieuses et funestes dénoncia- » tions. »

XX.

A ces mots, Robespierre et Guadet, également provoqués, se disputent la tribune. « Il y a quarante-

» huit heures que le besoin de me justifier pèse sur » mon cœur, dit Guadet, il y a seulement quel- » ques minutes que ce besoin pèse sur l'âme de » Robespierre, à moi la parole. » On la lui donne. Il se disculpe en peu de mots. « Soyez surtout en » garde, » dit-il en finissant et en désignant du geste Robespierre, « contre ces orateurs empiriques qui » ont sans cesse à la bouche les mots de liberté, de » tyrannie, de conjuration, qui mêlent toujours leur » propre éloge aux flagorneries qu'ils adressent au » peuple; faites justice de ces hommes! — A l'or- » dre! s'écrie Fréron, l'ami de Robespierre, à l'ordre » l'injure et le sarcasme! » Les tribunes éclatent en applaudissements et en huées. La salle elle-même se divise en deux camps, séparés par un large inter- valle. Les apostrophes se croisent, les gestes se combattent, on élève et on agite les chapeaux au bout des cannes. « On m'a bien appelé scélérat! » reprend Guadet, et je ne pourrai pas dénoncer » un homme qui met sans cesse son orgueil avant » la chose publique! un homme qui, parlant sans » cesse de patriotisme, abandonne le poste où il » était appelé! Oui, je vous dénonce un homme » qui, soit ambition, soit malheur, est devenu l'i- » dole du peuple! » Le tumulte est au comble et couvre la voix de Guadet.

Robespierre réclame lui-même le silence pour son ennemi. « Eh bien! » poursuit Guadet effrayé ou



[illegible] del. — [illegible] sc.

BRISSOT.

Paris Publié par Furne
et W. Coquebert

» donné Brissot et Condorcet à la France. Ces grands
» philosophes ont sans doute ridiculisé et combattu
» les prêtres; mais ils n'en ont pas moins courtisé
» les rois et les grands, dont ils ont tiré un assez bon
» parti (on rit). Vous n'oubliez pas avec quel achar-
» nement ils ont persécuté le génie de la liberté dans
» la personne de Jean-Jacques, le seul philosophe
» qui ait mérité, selon moi, ces honneurs publics
» prodigués depuis quelque temps par l'intrigue à
» tant de charlatans politiques et à de si méprisables
» héros. Brissot devrait du moins m'en savoir gré.
» Où était-il pendant que je défendais cette société
» des Jacobins contre l'Assemblée constituante elle-
» même? Sans ce que j'ai fait à cette époque, vous
» ne m'auriez point outragé dans cette tribune,
» car elle n'existerait pas. Moi le corrupteur, l'agi-
» tateur, le tribun du peuple! Je ne suis rien de tout
» cela. Je suis peuple moi-même. Vous me repro-
» chez d'avoir quitté ma place d'accusateur public!
» Je l'ai fait quand j'ai vu que cette place ne me
» donnerait d'autre droit que celui d'accuser des
» citoyens pour des délits civils, et m'ôterait le
» droit d'accuser les ennemis politiques. Et c'est
» pour cela que le peuple m'aime. Et vous voulez
» que je me condamne à l'ostracisme pour me sous-
» traire à sa confiance. L'exil! De quel front osez-
» vous me le proposer! Et où voulez-vous que je me
» retire! Quel est le peuple où je serai reçu! Quel

» est le tyran qui me donnera asile! Ah! on peut » abandonner sa patrie heureuse, libre et triom- » phante; mais sa patrie menacée, déchirée, op- » primée, l'on ne la fuit pas, on la sauve ou l'on » meurt pour elle! Le ciel qui me donna une âme » passionnée pour la liberté, et qui me fit naître sous » la domination des tyrans; le ciel qui plaça ma vie » au milieu du règne des factions et des crimes, » m'appelle peut-être à tracer de mon sang la route » du bonheur et de la liberté des hommes. Exigez- » vous de moi un autre sacrifice! Celui de ma re- » nommée, je vous la livre : je ne voulais de réputa- » tion que pour le bien de mes semblables; si pour » la conserver il faut trahir par un lâche silence la » cause de la vérité et la cause du peuple, prenez-la, » souillez-la, je ne la défends plus.

» Maintenant que je me suis défendu, je pourrais » vous attaquer. Je ne le ferai pas; je vous offre la » paix. J'oublie vos injures, je dévore vos outrages, » mais à une condition, c'est que vous combattrez » avec moi les partis qui déchirent notre pays, et le » plus dangereux de tous, celui de La Fayette; de » ce prétendu héros des deux mondes, qui, après » avoir assisté à la révolution du nouveau monde, » ne s'est appliqué jusqu'ici qu'à arrêter les progrès » de la liberté dans l'ancien. Vous, Brissot, n'êtes- » vous pas convenu avec moi que ce chef était le » bourreau et l'assassin du peuple, que le massacre

» du Champ-de-Mars avait fait rétrograder de vingt » ans la Révolution! Cet homme est-il moins redou» table parce qu'il est aujourd'hui à la tête de l'ar» mée? Non. Hâtez-vous donc! Faites mouvoir hori» zontalement le glaive des lois pour frapper toutes » les têtes des grands conspirateurs. Les nouvelles » qui nous arrivent de son armée sont sinistres. » Déjà il sème la division entre les gardes nationales » et la troupe de ligne. Déjà le sang des citoyens a » coulé à Metz. Déjà on emprisonne les meilleurs » patriotes à Strasbourg. Je vous le dis, vous êtes » accusés de tous ces maux; effacez ces soupçons » en vous unissant à nous, et réconcilions-nous, » mais dans le salut de la patrie! »

LIVRE QUATORZIÈME.

I.

La nuit était avancée au moment où Robespierre terminait son éloquent discours au milieu du recueillement des Jacobins. Les Jacobins et les Girondins, plus exaspérés que jamais, se séparent. Ils hésitaient devant ce grand déchirement, qui, en affaiblissant le parti des patriotes, pouvait livrer l'armée à La Fayette, et l'Assemblée aux Feuillants. Péthion, ami à la fois de Robespierre et de Brissot, cher aux Jacobins, lié avec madame Roland, tenait la balance de sa popularité en équilibre, de peur d'avoir à en perdre la moitié en se prononçant entre les deux factions. Il essaya le lendemain d'opérer une réconciliation générale. « Des » deux côtés, dit-il en frémissant, je vois mes amis. » Il y eut une trêve apparente; mais Guadet et Brissot

firent imprimer leurs discours avec des additions injurieuses contre Robespierre. Ils sapèrent sourdement sa réputation par de nouvelles calomnies. Un nouvel orage éclata le 30 avril.

On proposait d'interdire les dénonciations sans preuves. « Réfléchissez à ce qu'on vous propose, dit » Robespierre. La majorité ici est à une faction qui » veut par ce moyen nous calomnier librement et » étouffer nos accusations par le silence. Si vous dé» crétez qu'il me sera interdit de me défendre contre » les libellistes conjurés contre moi, je quitte cette » enceinte et je m'ensevelis dans la retraite. — Ro» bespierre, nous t'y suivrons! » s'écrient des voix de femmes dans les tribunes. « On a profité du dis» cours de Péthion, continue-t-il, pour répandre » d'odieux libelles contre moi. Péthion lui-même en » est indigné. Son cœur s'est répandu dans le mien. » Il gémit des outrages dont on m'abreuve. Lisez le » journal de Brissot, vous y verrez qu'on m'invite » à ne pas apostropher toujours le peuple dans mes » discours. Oui, il faut s'interdire de prononcer le » nom du peuple sous peine de passer pour un fac» tieux, pour un tribun. On me compare aux Grac» ques. On a raison de me comparer à eux. Ce qu'il » y aura de commun entre nous, peut-être, ce sera » leur fin tragique. C'est peu : on me rend respon» sable d'un écrit de Marat qui me désigne pour » tribun en prêchant sang et carnage; ai-je professé

» jamais de pareils principes, suis-je coupable de » l'extravagance d'un écrivain exalté tel que Marat ! »

A ces mots, Lasource, ami de Brissot, demande la parole ; on la lui refuse. Merlin demande si la paix jurée hier ne doit engager qu'un des deux partis et autoriser l'autre à semer les calomnies contre Robespierre? L'Assemblée en tumulte impose silence aux orateurs. Legendre accuse la partialité du bureau. Robespierre quitte la tribune, s'approche du président et lui adresse avec des gestes de menace des paroles couvertes par le bruit de la salle et par les injures échangées entre les tribunes.

« Pourquoi cet acharnement des intrigants contre » Robespierre? s'écrie un de ses partisans quand le » calme est rétabli. Parce qu'il est le seul homme » capable de s'élever contre leur parti, s'ils réussis- » sent à le former. Oui, il faut dans les révolutions » de ces hommes qui, faisant abnégation d'eux- » mêmes, se livrent en victimes volontaires aux fac- » tieux. Le peuple doit les soutenir. Vous les avez » trouvés, ces hommes. Ce sont Robespierre et Pé- » thion. Les abandonnerez-vous à leurs ennemis? » — Non! non! » s'écrient des milliers de voix, et un arrêté proposé par le président déclare que Brissot a calomnié Robespierre.

II.

Les journaux prirent parti selon leur couleur dans ces guerres intestines des patriotes. « Robespierre ! » disent les *Révolutions de Paris*, comment se fait-il » que ce même homme que le peuple portait en » triomphe à sa maison au sortir de l'Assemblée con- » stituante soit devenu aujourd'hui un problème? » Vous vous êtes cru longtemps la seule colonne de » la liberté française. Votre nom était comme l'arche » sainte. On ne pouvait y toucher sans être frappé » de mort. Vous voulez être l'homme du peuple. » Vous n'avez ni l'extérieur de l'orateur ni le génie » qui dispose des volontés des hommes. Vous avez » animé les clubs de votre parole. L'encens qu'on y » brûle en votre honneur vous a enivré. Le dieu du » patriotisme est devenu un homme. L'apogée de » votre gloire fut au 17 juillet 1791. De ce jour votre » astre a décliné. Robespierre, les patriotes n'aiment » pas que vous vous donniez en spectacle. Quand » le peuple se presse autour de la tribune où vous » montez, ce n'est pas pour entendre votre propre » éloge, c'est pour vous entendre éclairer l'opinion » publique. Vous êtes incorruptible, oui; mais il y » a encore de meilleurs citoyens que vous : ce sont » ceux qui le sont autant que vous et qui ne s'en » vantent pas. Que n'avez-vous la simplicité qui

» s'ignore elle-même et cette bonhomie de vertus » antiques que vous rappelez quelquefois en vous!

» On vous accuse, Robespierre, d'avoir assisté à » une conférence secrète qui s'est tenue il n'y a pas » longtemps chez la princesse de Lamballe en pré- » sence de la reine Marie-Antoinette. On ne dit pas » les clauses du marché passé entre vous et ces deux » femmes, qui vous auraient corrompu. Depuis ce » jour on s'est aperçu de quelques changements dans » vos mœurs domestiques, et vous avez eu l'argent » nécessaire pour fonder un journal. Aurait-on eu » des soupçons aussi injurieux contre vous en juil- » let 1791? Nous ne croyons rien de ces infamies; » nous ne vous croyons pas complice de Marat, qui » vous offre la dictature. Nous ne vous accusons pas » d'imiter César se faisant présenter le diadème par » Antoine! Non; mais prenez-y garde! parlez de » vous-même avec moins de complaisance! Nous » avons dans le temps averti aussi La Fayette et » Mirabeau, et indiqué la roche Tarpéienne pour les » citoyens qui se croient plus grands que la patrie. »

III.

« Les misérables! répondait Marat, qui alors se » couvrait encore du patronage de Robespierre, ils » jettent leur ombre sur les plus pures vertus! Son » génie les offusque. Ils le punissent de ses sacrifices.

» Ses goûts l'appelaient dans la retraite. Il n'est resté » dans le tumulte des Jacobins que par dévouement » à son pays. Mais les hommes médiocres ne s'ac- » coutument point aux éloges d'autrui, et la foule » aime à changer de héros.

» La faction des La Fayette, des Guadet, des » Brissot l'enveloppe. Ils l'appellent chef de parti! » Robespierre chef de parti! Ils montrent sa main » dans le trésor honteux de la liste civile. Ils lui font » un crime de la confiance du peuple, comme si un » simple citoyen sans fortune et sans puissance avait » d'autre moyen de conquérir l'amour du peuple » que ses vertus! Comme si un homme qui n'a que » sa voix isolée au milieu d'une société d'intrigants, » d'hypocrites et de fourbes, pouvait jamais devenir » à craindre! Mais ce censeur incorruptible les in- » quiète. Ils disent qu'il s'est entendu avec moi pour » se faire offrir la dictature. Ceci me regarde. Je dé- » clare donc que Robespierre est si loin de disposer » de ma plume que je n'ai jamais eu avec lui la » moindre relation. Je l'ai vu une seule fois, et cet » unique entretien m'a convaincu qu'il n'était pas » l'homme que je cherche pour le pouvoir suprême » et énergique réclamé par la Révolution.

» Le premier mot qu'il m'adressa fut le reproche » de tremper ma plume dans le sang des ennemis de » la liberté, de parler toujours de corde, de glaive, » de poignard, mots cruels que désavouait sans doute

» mon cœur et qui discréditaient mes principes. Je
» le détrompai. Apprenez, lui répondis-je, que mon
» crédit sur le peuple ne tient pas à mes idées, mais
» à mon audace, mais aux élans impétueux de mon
» âme, mais à mes cris de rage, de désespoir et de
» fureur contre les scélérats qui embarrassent l'ac-
» tion de la Révolution. Je sais la colère, la juste co-
» lère du peuple, et voilà pourquoi il m'écoute et il
» croit en moi. Ces cris d'alarme et de fureur que
» vous prenez pour des paroles en l'air, sont la plus
» naïve et la plus sincère expression des passions
» qui dévorent mon âme. Oui, si j'avais eu dans ma
» main les bras du peuple après le décret contre la
» garnison de Nancy, j'aurais décimé les députés qui
» l'avaient rendu ; après l'instruction sur les événe-
» ments des 5 et 6 octobre, j'aurais fait périr dans
» un bûcher tous les juges; après le massacre du
» Champ-de-Mars, si j'avais eu deux mille hommes
» animés des mêmes ressentiments qui soulevaient
» mon sein, je serais allé à leur tête poignarder La
» Fayette au milieu de ses bataillons de brigands,
» brûler le roi dans son palais et égorger nos atroces
» représentants sur leurs siéges !... Robespierre m'é-
» coutait avec effroi. Il pâlit et garda longtemps le
» silence. Je m'éloignai. J'avais vu un homme intè-
» gre; je n'avais pas rencontré un homme d'État. »
Ainsi le scélérat avait fait horreur au fanatique :
Robespierre avait fait pitié à Marat.

IV.

Ces premières luttes entre les Jacobins et la Gironde donnaient à l'habile Dumouriez un double point d'appui pour sa politique. L'inimitié de Roland, de Clavière et de Servan ne l'inquiétait plus dans le conseil. Il balançait leur influence par son alliance avec leurs ennemis. Mais les Jacobins voulaient des gages, il les leur offrait dans la guerre. Danton, aussi violent mais plus politique que Marat, ne cessait de répéter que la Révolution et les despotes étaient irréconciliables, et que la France n'avait de salut à espérer que de son audace et de son désespoir. La guerre, selon Danton, était le baptême ou le martyre par lequel devait passer la liberté comme une religion nouvelle. Il fallait retremper la France dans le feu pour qu'elle se purifiât des souillures et des hontes de son passé.

Dumouriez, d'accord en cela avec La Fayette et les Feuillants, voulait aussi la guerre; mais c'était comme un soldat, pour y conquérir la gloire et pour en foudroyer ensuite les factions. Depuis le premier jour de son ministère, il négociait de manière à obtenir de l'Autriche une réponse décisive. Il avait renouvelé presque tous les membres du corps diplomatique, il les avait remplacés par des hommes énergiques. Ses dépêches avaient un accent martial

et militaire qui ressemblait à la voix d'un peuple armé. Il sommait les princes du Rhin, l'empereur, le roi de Prusse, le roi de Sardaigne, l'Espagne de reconnaître ou de combattre le roi constitutionnel de la France. Mais pendant que ces envoyés officiels demandaient à ces cours des réponses promptes et catégoriques, les agents secrets de Dumouriez s'insinuaient dans les cabinets des princes et s'efforçaient de détacher quelques États de la coalition qui se formait. Ils leur montraient les avantages de la neutralité pour leur agrandissement; ils leur promettaient après la victoire le patronage de la France. N'osant pas espérer des alliés, le ministre ménageait au moins à la France des complicités secrètes; il corrompait par l'ambition les États qu'il ne pouvait entraîner par la terreur, il amortissait la coalition, espérant plus tard la briser.

V.

Le prince sur l'esprit duquel il agissait le plus puissamment était précisément ce duc de Brunswick que l'empereur et le roi de Prusse destinaient de concert au commandement des armées combinées contre nous. Ce prince était dans leur espoir l'Agamemnon de l'Allemagne.

Charles-Frédéric-Ferdinand de Brunswick-Wolfenbuttel, nourri dans les combats, dans les lettres

et dans les plaisirs, avait respiré dans les camps du grand Frédéric le génie de la guerre, l'esprit de la philosophie française et le machiavélisme de son maître. Il avait fait avec ce roi philosophe et soldat toutes les campagnes de la guerre de Sept-Ans. A la paix il voyagea en France et en Italie. Accueilli partout comme le héros de l'Allemagne et comme l'héritier du génie de Frédéric, il avait épousé une sœur du roi d'Angleterre Georges III. Sa capitale, où brillaient ses maîtresses et où dissertaient les philosophes, réunissait l'épicuréisme des cours à l'austérité des camps. Il régnait selon les préceptes des sages; il vivait selon les exemples des Sybarites. Mais son âme de soldat, qui se livrait trop facilement à la beauté, ne s'éteignait pas dans l'amour; il ne donnait que son cœur aux femmes, il réservait sa tête à sa gloire, à la guerre et au gouvernement de ses États. Mirabeau, jeune alors, s'était arrêté à sa cour en allant à Berlin recueillir les dernières lueurs du génie du grand Frédéric. Le duc de Brunswick avait accueilli et apprécié Mirabeau. Ces deux hommes placés à des rangs si divers se ressemblaient par leurs qualités et par leurs défauts. C'étaient deux esprits révolutionnaires; mais par la différence des situations et des patries, l'un était destiné à faire une révolution et l'autre à la combattre.

Quoi qu'il en soit, Mirabeau fut séduit par le souverain qu'il avait mission de séduire. « La figure

» de ce prince, écrit-il dans sa Correspondance se-
» crète, annonce la profondeur et la finesse. Il parle
» avec élégance et précision; il est prodigieusement
» instruit, laborieux, perspicace; il a des correspon-
» dances immenses, il ne les doit qu'à son mérite; il
» est économe même pour ses passions. Sa maîtresse,
» mademoiselle de Hartfeld, est la femme la plus
» raisonnable de sa cour. Véritable Alcibiade, il aime
» le plaisir, mais il ne le prend jamais sur son tra-
» vail. Est-il à son rôle de général prussien, per-
» sonne n'est aussi matinal, aussi actif, aussi minu-
» tieusement exact que lui. Sous une apparence
» calme qui vient de la possession exercée de lui-
» même, son imagination brillante et sa verve ambi-
» tieuse l'emportent souvent; mais la circonspection
» qu'il s'impose et le soin réfléchi de sa gloire le
» retiennent et le ramènent à des hésitations qui
» sont peut-être son seul défaut. » Mirabeau prédit dès cette époque au duc de Brunswick la suprême influence dans les affaires de l'Allemagne après la mort du roi de Prusse, que l'Allemagne appelait le grand roi.

Le duc avait alors cinquante ans. Il se défendait dans ses conversations avec Mirabeau d'aimer la guerre. « Jeux de hasard que les batailles, disait-il
» au voyageur français. Je n'y ai pas été malheu-
» reux jusqu'ici. Qui sait si aujourd'hui, quoique
» plus habile, je serais aussi bien servi par la for-

» tune? » Un an après cette parole, il faisait l'invasion triomphante de la Hollande à la tête des troupes de l'Angleterre. Quelques années plus tard, l'Allemagne le désignait pour son généralissime.

Mais la guerre à la France, qui souriait à son ambition de soldat, répugnait à son âme de philosophe. Il sentait qu'il combattrait mal les idées dont il avait été nourri. Mirabeau avait dit de lui ce mot profond qui prophétisait ses mollesses et les défaites de la coalition guidée par ce prince. « Cet homme est d'une » trempe rare, mais il est trop sage pour être redoutable aux sages. »

Ce mot explique l'offre de la couronne de France faite au duc de Brunswick par Custine au nom du parti monarchique de l'Assemblée. La franc-maçonnerie, cette religion souterraine dans laquelle étaient entrés presque tous les princes régnants de l'Allemagne, couvrait de ses mystères de secrètes intelligences entre la philosophie française et les souverains des bords du Rhin. Frères en conjuration religieuse, ils ne pouvaient pas être des ennemis bien sincères en politique. Le duc de Brunswick était au fond du cœur plus citoyen que prince, plus Français qu'Allemand. L'offre d'un trône à Paris avait chatouillé son cœur. On combat mal un peuple dont on espère être le roi, et une cause que l'on veut vaincre mais que l'on ne veut pas perdre : telle était la situation d'esprit du duc de Brunswick. Consulté par le roi

de Prusse, il conseillait à ce monarque de tourner ses forces du côté de la Pologne et d'y conquérir des provinces au lieu de conquérir des principes en France.

VI.

Le plan de Dumouriez était de séparer, autant que possible, la Prusse de l'Autriche pour n'avoir affaire qu'à un ennemi à la fois. L'union de ces deux puissances, rivales naturelles et jalouses, lui paraissait tellement contre nature, qu'il se flattait de l'empêcher ou de la rompre. La haine instinctive du despotisme contre la liberté trompa toutes ses prévisions. La Russie, par l'ascendant de Catherine, força la Prusse et l'Autriche à faire cause commune contre la Révolution. A Vienne, le jeune empereur, François Ier, se préparait à combattre beaucoup plus qu'à négocier. Le prince de Kaunitz, son principal ministre, répondait aux notes de Dumouriez dans un langage qui portait le défi à l'Assemblée nationale.

Dumouriez communiqua ces pièces à l'Assemblée. Il prévint les éclats de sa juste colère, en éclatant lui-même en indignation et en patriotisme. Le contre-coup de ces scènes à Paris revint se faire sentir jusque dans le cabinet de l'empereur à Vienne. François Ier, pâle et tremblant de colère, gourmanda la lenteur de son ministre. Il allait tous les jours assister, auprès du lit du prince de Kaunitz, aux con-

férences entre ce vieillard et les envoyés prussiens et russes, chargés, par leur souverain, de fomenter la guerre. Le roi de Prusse demandait à avoir seul la direction de la campagne. Il proposait l'invasion subite du territoire français comme le moyen le plus propre à économiser le sang, en frappant la Révolution d'étonnement et en faisant éclater en France la contre-révolution dont les émigrés le flattaient. Une entrevue, pour concerter les mesures de l'Autriche et de la Prusse, fut assignée à Leipsick entre le duc de Brunswick et le général des troupes de l'empereur, prince de Hohenlohe. Des conférences pour la forme continuaient cependant encore à Vienne entre M. de Noailles, ambassadeur de France, et le comte Philippe de Cobentzel, vice-chancelier de cour. Ces conférences, où luttaient pour se concilier deux principes inconciliables, la liberté des peuples et la souveraineté absolue des monarques, n'amenèrent que des reproches mutuels. Un dernier mot de M. de Cobentzel rompit les négociations. Ce mot en éclatant à Paris y fit éclater la guerre. Dumouriez la proposa au conseil et entraîna le roi, comme par la main de la fatalité, à venir lui-même la proposer à son peuple. « Le peuple, lui dit-il, croira à votre atta» chement, le jour où il vous verra embrasser sa » cause et combattre les rois pour la défendre. »

Le roi, entouré de tous les ministres, parut inopinément à l'Assemblée le 20 avril, à l'issue du con-

seil. Un redoutable silence se fit dans la salle. On pressentait que le mot décisif allait être prononcé. Il le fut. Après la lecture d'un rapport complet, sur les négociations avec la maison d'Autriche, par Dumouriez, le roi ajouta d'une voix concentrée mais ferme : « Vous venez d'entendre le rapport qui a été » fait à mon conseil. Les conclusions en ont été » unanimement adoptées. Moi-même j'ai adopté la » résolution. J'ai épuisé tous les moyens de main- » tenir la paix. Maintenant je viens, aux termes de » la constitution, vous proposer formellement la » guerre contre le roi de Hongrie et de Bohême.

Le roi sortit, après ces paroles, au milieu des cris et des gestes d'enthousiasme qui éclatèrent dans la salle et dans les tribunes. Le peuple s'y associa sur son passage; la France se sentait sûre d'elle-même en attaquant la première l'Europe conjurée contre elle. Il semblait aux bons citoyens que tous les troubles intérieurs allaient cesser devant cette grande action extérieure d'un peuple qui défend ses frontières; que le procès de la liberté allait se juger en quelques heures sur les champs de bataille; et que la constitution n'avait besoin que d'une victoire pour que la nation fût désormais libre au dedans et triomphante au dehors. Le roi lui-même rentra dans son palais, soulagé du poids cruel de ses irrésolutions. La guerre contre ses alliés et contre ses frères avait coûté bien des angoisses à son cœur. Ce

sacrifice de ses sentiments fait à la constitution lui semblait mériter la reconnaissance de l'Assemblée; en s'identifiant ainsi à la cause de la patrie, il se flattait de retrouver au moins la justice et l'amour de son peuple. L'Assemblée se sépara sans délibérer, et donna quelques heures moins à la réflexion qu'à l'enthousiasme.

VII.

A la séance du soir, Pastoret, un des principaux Feuillants, appuya le premier le parti de la guerre. « On nous reproche de vouloir voter l'effusion du » sang humain dans un accès d'enthousiasme. Mais » est-ce donc d'aujourd'hui que nous sommes pro- » voqués? La maison d'Autriche a violé depuis quatre » cents ans les traités faits avec la France. Voilà nos » motifs! N'hésitons plus. La victoire sera fidèle à » la liberté! »

Becquet, royaliste constitutionnel, orateur réfléchi et courageux, osa seul parler contre la déclaration de guerre. « Dans un pays libre, dit-il, on ne fait » la guerre que pour défendre la constitution ou la » nation. Notre constitution est d'hier, il lui faut du » calme pour s'enraciner. Un état de crise comme » la guerre s'oppose aux mouvements réguliers du » corps politique. Si vos armées combattent au de- » hors, qui contiendra les factions au dedans? On » vous flatte de n'avoir que l'Autriche à combattre,

» on vous promet la neutralité du reste du Nord : n'y
» comptez pas. L'Angleterre elle-même ne peut rester
» neutre; si les nécessités de la guerre vous portent
» à révolutionner la Belgique ou à envahir la Hol-
» lande, elle se réunira à la Prusse pour soutenir le
» parti du stathouder contre vous. Sans doute l'An-
» gleterre aime la liberté qui s'établit chez vous,
» mais sa vie est dans son commerce : elle ne peut
» vous l'abandonner dans les Pays-Bas. Attendez
» qu'on vous attaque, et l'esprit des peuples com-
» battra alors pour vous. La justice d'une cause vaut
» des armées. Mais si on peut vous peindre aux yeux
» des nations comme un peuple inquiet et conqué-
» rant, qui ne peut vivre que dans le trouble et dans
» la guerre, les nations s'éloigneront de vous avec
» effroi. D'ailleurs, la guerre n'est-elle pas l'espoir des
» ennemis de la Révolution? Pourquoi les réjouir en la
» leur offrant? Les émigrés, méprisables maintenant,
» deviendront dangereux le jour où ils s'appuieront
» sur les armées de nos ennemis! »

Sensé et profond, ce discours, interrompu cent fois par les rires ironiques et par les injures de l'Assemblée, s'acheva au milieu des huées des tribunes. Il faut de l'héroïsme dans la conviction pour combattre la guerre dans une chambre française. Bazire seul, ami de Robespierre, osa demander comme Becquet, ami du roi, quelques jours de réflexion avant de voter des flots de sang humain. « Si vous

» vous décidez pour la guerre, faites-la du moins » de manière qu'elle ne soit point enveloppée de » trahison ! » dit-il. Quelques applaudissements indiquèrent que l'allusion républicaine de Bazire était comprise, et qu'il fallait avant tout écarter un roi et des généraux suspects. « Non, non, répond Mailhe, » ne perdez pas une heure pour décréter la liberté » du monde entier ! » — « Éteignez les torches de » vos discordes dans le feu des canons et des baïon- » nettes, » ajoute Dubayet. « Que le rapport soit fait » séance tenante, » demande Brissot. « Déclarez la » guerre aux rois et la paix aux nations, » s'écrie Merlin. La guerre est votée.

Condorcet, averti d'avance par les Girondins du conseil, lit à la tribune un projet de manifeste aux nations. En voici l'esprit : « Chaque nation a le droit » de se donner des lois et de les changer à son gré. » La nation française devait croire que des vérités » si simples seraient consenties par tous les princes. » Son espérance a été trompée. Une ligue s'est for- » mée contre son indépendance ; jamais l'orgueil des » trônes n'a insulté avec plus d'audace à la majesté » des nations. Les motifs allégués par les despotes » contre la France ne sont qu'un outrage à sa liberté. » Cet insultant orgueil, loin de l'intimider, ne peut » qu'exciter son courage. Il faut du temps pour dis- » cipliner les esclaves du despotisme, tout homme » est soldat quand il combat la tyrannie. »

VIII.

Mais le principal orateur de la Gironde s'élance le dernier à la tribune : « Vous devez à la nation, dit » Vergniaud, de prendre tous les moyens pour assu- » rer le succès de la grande et terrible détermination » par laquelle vous avez signalé cette mémorable » journée. Rappelez-vous le jour de cette fédération » générale où tous les Français dévouèrent leur vie » à la défense de la liberté et à celle de la constitu- » tion ; rappelez-vous le serment que vous-mêmes » vous avez prêté, le 14 janvier, de vous ensevelir » sous les ruines de ce temple plutôt que de consen- » tir à la moindre capitulation, ni qu'il fût fait une » seule modification à la constitution. Quel est le » cœur glacé qui ne palpite pas dans ces moments » suprêmes, l'âme froide qui ne s'élève pas, j'ose » le dire, jusqu'au ciel, avec les acclamations de la » joie universelle ; l'homme apathique qui ne sent » pas son être s'agrandir et ses forces s'élever par » un noble enthousiasme au-dessus des forces de » l'humanité? Eh bien ! donnez encore à la France, » à l'Europe le spectacle imposant de ces fêtes na- » tionales ! Ranimez cette énergie devant laquelle » tombent les bastilles ! Faites retentir dans toutes les » parties de l'empire ces mots sublimes : *Vivre libres* » *ou mourir ! la constitution tout entière, sans modifi-*

» *cation, ou la mort!* Que ces cris se fassent entendre » jusqu'auprès des trônes coalisés contre vous ; qu'ils » leur apprennent qu'on a compté en vain sur nos » divisions intérieures, qu'alors que la patrie est en » danger nous ne sommes plus animés que d'une » seule passion : celle de la sauver ou de mourir » pour elle ; qu'enfin, si la fortune trahissait dans » les combats une cause aussi juste que la nôtre, nos » ennemis pourraient bien insulter à nos cadavres, » mais que jamais ils n'auront un seul Français dans » leurs fers. »

IX.

Ces paroles lyriques de Vergniaud retentirent à Berlin et à Vienne. « On vient de nous déclarer la » guerre, » dit le prince de Kaunitz à l'ambassadeur de Russie, prince de Galitzin, au cercle de l'empereur, « c'est comme si on vous l'avait déclarée à » vous-même. » Le commandement général des forces prussiennes et autrichiennes fut donné au duc de Brunswick. Les deux princes ne firent en cela que ratifier le choix de l'Allemagne ; c'était l'opinion qui l'avait nommé. L'Allemagne se meut lentement ; les fédérations sont impropres aux guerres soudaines. La campagne s'ouvrit du côté des Français avant que la Prusse et l'Autriche n'eussent préparé leurs armements.

Dumouriez avait compté sur cette lourdeur et sur

cet engourdissement des deux monarchies allemandes. Son plan habile consistait à couper la coalition en deux et à faire une brusque invasion en Belgique avant que la Prusse pût se trouver sur le terrain. Si Dumouriez eût été à la fois l'inventeur et l'exécuteur de son plan, c'en était fait de la Belgique et de la Hollande; mais La Fayette, chargé d'effectuer l'invasion à la tête de 40,000 hommes, n'avait ni les témérités ni la fougue de cet homme de guerre. Général d'opinion plutôt que général d'armée, il était accoutumé à commander à des bourgeois sur la place publique plutôt qu'à des soldats en campagne. Brave de sa personne, aimé des troupes, mais plus citoyen que militaire, il avait fait la guerre d'Amérique avec des poignées d'hommes libres et non avec des masses indisciplinées. Ne pas compromettre ses soldats, défendre avec intrépidité des frontières, mourir généreusement à des Thermopyles, haranguer héroïquement des gardes nationales, passionner ses troupes pour ou contre des opinions, telle était la nature de La Fayette. Les hardiesses de la grande guerre, qui risque beaucoup pour tout sauver et qui découvre un moment une frontière pour aller frapper un empire au cœur, ne convenaient pas à ses habitudes, encore moins à sa situation. En devenant général, La Fayette était resté chef de parti; en faisant face à l'étranger, il regardait toujours vers l'intérieur. Il lui fallait de la gloire sans

doute pour nourrir son influence et pour reconquérir ce rôle d'arbitre de la Révolution qui commençait à lui échapper; mais, avant tout, il fallait qu'il ne se compromît pas. Une défaite l'aurait perdu. Il le savait. Qui ne risque pas de défaite n'obtiendra jamais de victoire. C'était le général de la temporisation. Or, perdre le temps de la Révolution, c'était perdre toute sa force. La force des masses indisciplinées est dans leur impétuosité; qui les ralentit les perd.

Dumouriez, impétueux comme l'irruption, était pénétré par instinct de cette vérité. Il s'efforça, dans les conférences qui précédèrent la nomination des généraux, de la faire passer dans l'âme de La Fayette. Il le plaçait à la tête du principal corps d'armée qui devait pénétrer en Belgique, comme le général le plus propre à fomenter les insurrections populaires et à changer dans les provinces belges la guerre en révolution. Soulever la Belgique en faveur de la liberté française, rendre son indépendance solidaire de la nôtre, c'était l'arracher à l'Autriche et la tourner contre nos ennemis.

Les Belges, dans le plan de Dumouriez, devaient nous conquérir la Belgique; les ferments de l'insurrection étaient mal étouffés dans ces provinces. Le pas des premiers soldats français devait les remuer et les ranimer.

X.

La Belgique, longtemps dominée par l'Espagne, en a contracté le catholicisme superstitieux et jaloux. La nation appartient aux prêtres; les priviléges du clergé lui semblent les priviléges du peuple. Joseph II, philosophe avant l'heure, mais philosophe armé, avait voulu émanciper ce peuple du despotisme du sacerdoce. La Belgique s'était insurgée en 1790 contre la liberté qu'on lui apportait, et avait pris parti pour ses oppresseurs. Le fanatisme des prêtres et le fanatisme des priviléges municipaux, réunis en un seul sentiment de résistance à Joseph II, avaient soulevé ces provinces. Les révoltés avaient pris *Gand* et *Bruxelles* et proclamé la déchéance de la maison d'Autriche de la souveraineté des Pays-Bas. A peine triomphante, la révolution belge s'était divisée : le parti sacerdotal et aristocratique demandait une constitution oligarchique; le parti populaire demandait une démocratie calquée sur la Révolution française. *Van-der-Noot*, tribun éloquent et cruel, était l'âme du premier parti. *Van-der-Mersh*, soldat intrépide, était le chef du parti du peuple. La guerre civile éclata au milieu de la guerre de l'indépendance. Van-der-Mersh, prisonnier des aristocrates et des prêtres, fut plongé dans les cachots. Léopold, successeur de Joseph II, profita de ces déchirements

pour reconquérir la Belgique. Lassée de la liberté avant d'en avoir joui, elle se soumit sans résistance. Van-der-Noot s'exila en Hollande. Van-der-Mersh, délivré par les Autrichiens, reçut un généreux pardon et redevint un citoyen obscur. L'indépendance fut comprimée par de fortes garnisons autrichiennes; elle ne pouvait manquer de se réveiller au contact des armées françaises.

La Fayette parut comprendre et approuver ce plan. Il fut convenu que le maréchal de Rochambeau aurait le commandement en chef de l'armée qui menacerait la Belgique, que La Fayette aurait sous ses ordres un corps considérable qui ferait l'invasion, et qu'aussitôt l'invasion faite, La Fayette commanderait seul dans les Pays-Bas. Rochambeau, vieilli et usé par l'inaction, n'aurait ainsi que les honneurs du rang; La Fayette aurait toute l'action de la campagne et toute la propagande armée de la Révolution. « Ce rôle lui convient, disait le vieux » maréchal; je n'entends rien à la guerre de villes. » Faire marcher La Fayette sur Namur mal défendu, s'en emparer; marcher de là sur Bruxelles et sur Liége, ces deux capitales des Pays-Bas et ces deux foyers de l'indépendance belge; lancer en même temps le général Biron avec dix mille hommes sur Mons contre le général autrichien Beaulieu, qui n'y avait que deux ou trois mille hommes; détacher de la garnison de Lille un autre corps de trois mille

soldats qui occuperait Tournay, et qui, après avoir mis garnison dans la citadelle, irait grossir le corps de Biron; faire sortir de Dunkerque douze cents hommes, qui surprendraient Furnes; s'avancer ensuite en convergeant au cœur des provinces belges avec ces quarante mille hommes réunis sous la direction de La Fayette; attaquer partout à la fois en dix jours un ennemi mal préparé, insurger les populations derrière soi, renforcer ensuite jusqu'à quatre-vingt mille soldats cette armée d'attaque, et y joindre les bataillons belges, levés au nom de leur indépendance, pour combattre l'armée de l'empereur à mesure qu'elle arriverait d'Allemagne, tel était le plan hardi de la campagne conçue par Dumouriez. Rien n'y manquait, de toutes les conditions de succès, qu'un homme pour l'exécuter. Dumouriez disposa les troupes et les commandements conformément à ce plan.

XI.

L'élan de la France répondait à l'élan de son génie.

De l'autre côté du Rhin, les préparatifs se faisaient avec énergie et ensemble. L'empereur et le roi de Prusse se réunirent à Francfort. Le duc de Brunswick s'y trouva avec eux. L'impératrice de Russie adhéra à l'agression des puissances contre la

nation française, et fit marcher ses troupes contre la Pologne pour y étouffer les germes des mêmes principes qu'on allait combattre à Paris. L'Allemagne entière céda, malgré elle, à l'impulsion des trois cabinets, et s'ébranla, par masses, vers le Rhin. L'empereur préluda à la guerre des trônes contre les peuples par son couronnement à Francfort. Le quartier-général du duc de Brunswick s'organisa à Coblentz, c'était la capitale de l'émigration. Le généralissime de la confédération y eut une première entrevue avec le comte de Provence et le comte d'Artois, les deux frères de Louis XVI. Il leur promit, avant peu, de leur rendre leur patrie et leur rang. Ils l'appelaient d'avance le *héros du Rhin* et le *bras droit des rois*.

Tout prenait un aspect militaire. Les deux princes de Prusse, cantonnés dans un village voisin de Coblentz, n'avaient qu'une chambre et couchaient sur la terre. Le roi de Prusse était accueilli sur toutes les rives du Rhin au bruit des salves de canon de son artillerie. Dans toutes les villes qu'il traversait, les émigrés, les populations et ses troupes le proclamaient d'avance le sauveur de l'Allemagne. Son nom, écrit dans des illuminations en lettres de feu, était couronné de cette devise adulatrice : *Vivat Villelmus, Francos deleat, jura regis restituat! Vive Guillaume, l'exterminateur des Français, le restaurateur de la royauté!*

XII.

Coblentz, ville située au confluent de la Moselle et du Rhin dans les États de l'électeur de Trèves, était devenue la capitale de l'émigration française. Un rassemblement croissant de vingt-deux mille gentilshommes s'y pressait autour des sept princes de la maison de Bourbon émigrés. Ces princes étaient le comte de Provence et le comte d'Artois, frères du roi; les deux fils du comte d'Artois, le duc de Berri et le duc d'Angoulême; le prince de Condé, cousin du roi; le duc de Bourbon, son fils, et le duc d'Enghien, son petit-fils. Toute la jeune noblesse militaire du royaume, à l'exception des partisans de la constitution, avait quitté ses garnisons ou ses châteaux pour venir s'enrôler dans cette croisade des rois contre la Révolution française.

Ce mouvement, qui paraît impie aujourd'hui puisqu'il armait des citoyens contre leur patrie et qu'il implorait des armes étrangères pour combattre la France, n'avait pas alors aux yeux de la noblesse française ce caractère parricide que le patriotisme mieux éclairé de ces derniers temps lui attribue. Coupable devant la raison, il s'expliquait du moins devant le sentiment. L'infidélité à la patrie s'appelait fidélité au roi. La désertion s'appelait honneur.

La foi au trône était la religion de la noblesse

française. La souveraineté du peuple lui paraissait un dogme insolent contre lequel il fallait tirer l'épée sous peine d'en partager le crime. Cette noblesse avait patiemment supporté les abaissements et les dépouillements personnels de titres et de fortune que l'Assemblée constituante lui avait imposés par la destruction des derniers vestiges de la féodalité, ou plutôt elle avait généreusement fait elle-même ces sacrifices à la patrie dans la nuit du 6 août. Mais les outrages au roi lui avaient paru plus intolérables que ses propres outrages. Le délivrer de sa captivité, l'arracher à ses périls, sauver la reine et ses enfants, rétablir la royauté dans sa plénitude, ou mourir en combattant pour cette sainte cause, lui paraissait le devoir de sa situation et de son sang. L'honneur d'un côté, la patrie de l'autre; elle n'avait pas hésité : elle avait suivi l'honneur. Il se sanctifiait encore à ses yeux par le mot magique de dévouement. En effet, il y avait un dévouement réel à ces jeunes gens et à ces vieillards d'abandonner leurs grades dans l'armée, leurs biens, leur patrie, leurs familles, et d'aller se jeter sur la terre étrangère autour du drapeau blanc, pour y faire le métier de simples soldats et pour y affronter l'exil éternel, la spoliation prononcée contre eux par les lois de leur pays, les fatigues des camps ou la mort sur les champs de bataille. Si le dévouement des patriotes à la Révolution était sublime comme l'espé-

rance, le dévouement de la noblesse émigrée était généreux comme le désespoir. Dans les guerres civiles, il faut juger chacun des partis avec ses propres idées. Les guerres civiles sont presque toujours l'expression de deux devoirs en opposition l'un contre l'autre. Le devoir des patriotes, c'était la patrie. Le devoir des émigrés, c'était le trône. L'un des deux partis se trompait de devoir, mais tous les deux croyaient l'accomplir.

XIII.

L'émigration se composait de deux partis bien distincts : les politiques et les combattants. Les politiques, qui se pressaient autour du comte de Provence et du comte d'Artois, se répandaient en imprécations sans périls contre les vérités de la philosophie et contre les principes de la démocratie; ils écrivaient des livres et des journaux où la Révolution française était représentée aux yeux des souverains étrangers comme une conspiration infernale de quelques scélérats contre les rois et contre Dieu lui-même; ils formaient des conseils d'un gouvernement imaginaire; ils briguaient des missions; ils rêvaient des plans; ils nouaient des intrigues; ils couraient dans toutes les cours; ils ameutaient les souverains et leurs ministres contre la France; ils se disputaient la faveur des princes français; ils dé-

voraient leurs subsides ; ils transportaient sur la terre de l'exil les ambitions, les rivalités, les cupidités des cours.

Les militaires n'y avaient transporté que la bravoure, l'insouciance, la légèreté et la grâce de leur nation et de leur métier. Coblentz était le camp de l'illusion et du dévouement. Cette poignée de braves se croyait une nation et se préparait, en s'exerçant aux manœuvres et aux campements de la guerre, à reconquérir en quelques marches toute une monarchie. Les émigrés de tous les pays et de tous les temps ont présenté ce spectacle. L'émigration a son mirage comme le désert. On croit avoir emporté la patrie à la semelle de ses souliers, comme disait Danton; on n'emporte que son ombre, on n'accumule que sa colère, on ne retrouve que sa pitié.

XIV.

Parmi les premiers émigrés, trois factions correspondaient à ces partis divers dans l'émigration elle-même.

Le comte de Provence, depuis Louis XVIII, était un prince philosophe, politique, diplomate, incliné d'esprit aux innovations, ennemi de la noblesse, du sacerdoce, favorable à la démocratie, et qui aurait pardonné à la Révolution si la Révolution elle-même avait voulu pardonner à la royauté. Ses infirmités

précoces lui interdisant les armes, il s'armait de politique, il cultivait son esprit, il étudiait l'histoire, il écrivait bien, il pressentait la chute prochaine, il redoutait la mort probable de Louis XVI; il croyait aux vicissitudes des révolutions et se préparait de loin à devenir le pacificateur de son pays et le conciliateur du trône et de la liberté. Son cœur peu viril avait des défauts et des qualités de femme. Il avait besoin d'amitié, il se donnait à des favoris; il les choisissait à la grâce plutôt qu'au mérite. Il ne voyait les choses et les hommes qu'à travers les livres ou à travers le cœur de ses courtisans. Prince un peu théâtral, il posait comme une statue du droit et du malheur devant l'Europe. Il étudiait ses attitudes, il parlait académiquement de ses adversités, il se drapait en victime et en sage. L'armée ne l'aimait pas.

XV.

Le comte d'Artois, plus jeune que lui, gâté par la nature, par la cour et par les femmes, avait pris le rôle du héros. Il représentait à Coblentz l'antique honneur, le dévouement chevaleresque, le caractère français. Il était adoré de la noblesse de cour, dont il personnifiait la grâce, l'élégance et l'orgueil. Son cœur était bon, son esprit facile mais peu étendu et peu éclairé. Philosophe par engouement et par légèreté avant la Révolution, superstitieux depuis par

entraînement et par faiblesse, il défiait de loin la Révolution de son épée. Il semblait plus propre à l'irriter qu'à la vaincre; il annonçait dès cette époque ces témérités sans portée et ces provocations sans force qui devaient un jour lui coûter le trône. Mais sa beauté, sa grâce, sa cordialité couvraient ses imperfections d'intelligence; il semblait destiné à ne jamais mourir. Vieux d'années, il devait régner et mourir éternellement jeune. C'était le prince de cette jeunesse : il eût été François Ier à une autre époque; à la sienne il fut Charles X.

Le prince de Condé était militaire de sang, de goût et de métier. Il méprisait ces deux cours transplantées sur les bords du Rhin; sa cour à lui était son camp. Son fils, le duc de Bourbon, faisait ses premières armes sous ses ordres. Son petit-fils, le duc d'Enghien, âgé de dix-sept ans, lui servait déjà d'aide-de-camp. Ce jeune prince était la grâce mâle de ce camp des émigrés; sa bravoure, son élan, sa générosité promettaient un héros de plus à cette race héroïque des Condé : digne de vaincre pour une cause moins condamnée, ou digne de mourir en plein jour sur un champ de bataille, et non comme il mourut quelques années plus tard, au fond du fossé de Vincennes, à la lueur d'une lanterne, sans autre ami que son chien, et sous les balles d'un peloton commandé de nuit, comme pour un assassinat.

XVI.

Cependant Louis XVI tremblait lui-même dans son palais du contre-coup de cette guerre qu'il avait proclamée et qui grondait sur nos frontières. Il ne se dissimulait point qu'il était moins le chef que l'otage de la France; que sa tête et celle de sa femme et de ses enfants répondraient à la nation de ses revers ou de ses périls. Le danger voit partout la trahison. Les journaux et les clubs dénonçaient plus que jamais l'existence du *comité autrichien* dont la reine était l'âme. Ce bruit était accrédité dans le peuple; il ne coûtait à cette princesse que sa popularité pendant la paix, il pouvait lui coûter la vie pendant la guerre. Ainsi, accusée de trahir la paix, cette malheureuse famille était maintenant accusée de trahir la guerre. Aux fausses situations tout devient péril. Le roi envisageait tous ces périls à la fois et courait toujours au plus prochain.

Il envoya un agent secret au roi de Prusse et à l'empereur pour obtenir de ces deux souverains qu'ils suspendissent, dans l'intérêt de son salut, les hostilités, et qu'ils fissent précéder l'invasion par un manifeste de conciliation qui permît à la France de reculer sans honte et qui mît les jours de la famille royale sous la responsabilité de la nation. Cet agent secret était Mallet-Dupan, jeune publiciste génevois

établi en France et mêlé au mouvement contre-révolutionnaire. Mallet-Dupan aimait la monarchie par principe et le roi par dévouement personnel. Il partit de Paris sous prétexte de retourner à Genève sa patrie. Il se rendit de là en Allemagne auprès du maréchal de Castries, confident de Louis XVI à l'étranger, et un des chefs des émigrés. Accrédité par le duc de Castries, il se présenta à Coblentz au duc de Brunswick, à Francfort aux ministres de l'empereur et du roi de Prusse. On refusa de prêter confiance à ses communications à moins qu'il ne montrât une lettre du roi lui-même. Le roi lui fit parvenir ces trois lignes écrites de sa main sur une bande de papier de deux pouces de large. « *La personne qui présentera ce billet connaît mes intentions, on peut croire tout ce qu'elle dira en mon nom.* » Ce signe royal de reconnaissance ouvrit à Mallet-Dupan les cabinets de la coalition.

Des conférences s'ouvrirent entre le négociateur français, le comte de Cobentzel, le comte d'Haugwitz et le général Heyman, plénipotentiaires de l'empereur et du roi de Prusse. Ces ministres, après avoir vérifié le titre de la mission de Mallet-Dupan, se firent communiquer ses instructions. Elles portaient que « le roi joignait ses prières à ses exhortations » pour conjurer les émigrés de ne point faire perdre » à la guerre prochaine son caractère de puissance » à puissance, en y prenant part au nom du rétablis-

» sement de la monarchie. Toute autre conduite
» produirait une guerre civile, mettrait en danger
» les jours du roi et de la reine, renverserait le trône,
» ferait égorger les royalistes. Le roi ajoutait qu'il
» conjurait les souverains armés pour sa cause de
» bien séparer dans leur manifeste la faction des
» Jacobins de la nation, et la liberté des peuples de
» l'anarchie qui les déchire; de déclarer formelle-
» ment et énergiquement à l'Assemblée, aux corps
» administratifs, aux municipalités, qu'ils répon-
» draient sur leurs têtes de tous les attentats qui se-
» raient commis contre la personne sacrée du roi,
» de la reine, de leurs enfants, et enfin d'annoncer
» à la nation que la guerre ne serait suivie d'aucun
» démembrement, qu'on ne traiterait de la paix
» qu'avec le roi, et qu'en conséquence l'Assemblée
» devait se hâter de lui rendre la plus entière liberté
» pour négocier au nom de son peuple avec les
» puissances. »

Mallet-Dupan développa le sens de ces instructions avec la supériorité de vues et l'énergie d'attachement au roi dont il était capable. Il peignit en couleurs tragiques l'intérieur du palais des Tuileries et les terreurs dont la famille royale était assiégée. Les négociateurs furent émus jusqu'à l'attendrissement. Ils promirent de communiquer ces impressions à leur souverain, et donnèrent à Mallet-Dupan l'assurance que les intentions du roi seraient la règle et

la mesure des paroles que le manifeste de la coalition adresserait à la nation française.

Cependant ils ne lui dissimulèrent pas leur étonnement de ce que le langage des princes français émigrés à Coblentz était si opposé aux vues du roi à Paris. « Ils témoignent ouvertement, disent-ils, » l'intention de reconquérir le royaume pour la con- » tre-révolution, de se rendre indépendants, de dé- » trôner leur frère et de proclamer une régence. » Le confident de Louis XVI repartit pour Genève après cette entrevue. L'empereur, le roi de Prusse, les principaux princes de la confédération, les ministres, les généraux, le duc de Brunswick se rendirent à Mayence. Mayence, où les fêtes étaient interrompues par les conseils, fut pendant quelques jours le quartier-général des trônes. On y prit sous l'inspiration des émigrés des résolutions extrêmes. On se décida à combattre, corps à corps, une révolution qui grandissait de tous les ménagements qu'on gardait pour elle. Les supplications de Louis XVI, les avertissements de Mallet-Dupan furent oubliés. Le plan de campagne fut réglé.

XVII.

L'empereur aurait la direction suprême de la guerre en Belgique, le duc de Saxe-Teschen y commanderait son armée. Quinze mille hommes de ses

troupes couvriraient la droite des Prussiens et feraient leur jonction avec eux vers Longwy. Vingt mille hommes de l'empereur, commandés par le prince de Hohenlohe, se porteraient entre le Rhin et la Moselle, couvriraient la gauche des Prussiens, et opéreraient sur Landau, Sarrelouis, Thionville. Un troisième corps sous les ordres du prince Esterhazy, et renforcé de cinq mille émigrés conduits par le prince de Condé, menacerait les frontières, depuis la Suisse jusqu'à Philipsbourg. Le roi de Sardaigne aurait son armée d'observation sur le Var et sur l'Isère. Ces dispositions faites, on résolut de répondre à la terreur par la terreur, et de publier au nom du généralissime, duc de Brunswick, un manifeste qui ne laissât à la Révolution française d'autre alternative que la soumission ou la mort.

M. de Calonne l'inspira. Le marquis de Limon, ancien intendant des finances du duc d'Orléans, d'abord révolutionnaire ardent comme son maître, puis émigré et royaliste implacable, écrivit le manifeste et le soumit à l'empereur. L'empereur le fit approuver du roi de Prusse. Le roi de Prusse l'imposa au duc de Brunswick. Le duc murmura et demanda la faculté d'adoucir quelques termes. Les souverains le lui permirent. Le marquis de Limon, appuyé par le parti des princes français, rétablit le texte. Le duc de Brunswick s'indigna et déchira le manifeste sans oser toutefois le désavouer. La proclamation parut

avec toutes ses insultes et toutes ses menaces à la nation française. L'empereur et le roi de Prusse, instruits des secrètes faiblesses du duc de Brunswick pour la France, et de l'offre de la couronne que les factieux lui avaient faite, firent subir la responsabilité de cette proclamation à ce prince comme une vengeance ou comme un désaveu. Cet impérieux défi des rois à la liberté menaçait de mort tous les gardes nationaux qui seraient pris les armes à la main défendant leur indépendance et leur patrie, et, dans le cas où le moindre outrage serait commis par les factieux contre la majesté royale, il annonçait qu'on raserait Paris de la surface du sol. »

LIVRE QUINZIÈME.

I.

Pendant que l'imminence d'une guerre à mort agitait le peuple et menaçait le roi, la discorde continuait à régner dans le conseil des ministres. Le ministre de la guerre Servan était accusé par Dumouriez d'obéir, avec une servilité qui ressemblait à l'amour plus qu'à la complaisance, aux influences de madame Roland, et de faire échouer tout le plan d'invasion en Belgique. Les amis de madame Roland, de leur côté, menaçaient Dumouriez de lui faire demander compte par l'Assemblée des six millions de dépenses secrètes dont ils suspectaient l'emploi. Déjà même Guadet et Vergniaud avaient préparé des discours et un projet de décret pour demander le compte public de ces sommes. Dumouriez, qui s'était acheté des amis et des complices, avec cet or, parmi les Jacobins

et les Feuillants, se révolta contre le soupçon, se refusa, au nom de son honneur outragé, à tout rendement de compte, et offrit résolument sa démission. A cette nouvelle un grand nombre de membres de l'Assemblée, de Feuillants, de Jacobins, Péthion lui-même, se rendent chez le ministre outragé, et le conjurent de garder son poste. Il y consent à condition qu'on laissera la disposition de ces fonds à sa seule conscience. Les Girondins intimidés eux-mêmes par sa retraite, et sentant qu'un homme de ce caractère était indispensable à leur faiblesse, renoncèrent à leur décret et lui votèrent la confiance publique. Le peuple l'applaudit en sortant de l'Assemblée. Ces applaudissements retentissaient douloureusement dans le conciliabule de madame Roland. La popularité de Dumouriez la rendait jalouse. Ce n'était pas à ses yeux la popularité de la vertu. Elle la voulait tout entière pour son mari et pour son parti. Roland et ses collègues girondins, Servan, Clavière, redoublaient d'efforts, de violences sur l'esprit du roi, et de dénonciations pour la conquérir. Flatter l'Assemblée, courtiser le peuple, irriter les Jacobins contre la cour, obséder le roi par la demande impérieuse de sacrifices qu'ils savaient lui être impossibles, le dénoncer sourdement à l'opinion comme la cause de tout mal, comme l'obstacle à tout bien, le contraindre enfin, à force d'insolences et d'outrages, à les chasser pour l'accuser ensuite de trahir en eux la Révo-

lution, telle était leur tactique, résultant de leur faiblesse plus encore que de leur ambition.

Cet esprit de dénigrement du roi dont ils étaient les ministres était le fond de la conjuration de madame Roland. Chez Roland, ce n'était qu'une humeur chagrine : chez ses collègues, c'était une rivalité de patriotisme avec Robespierre. Chez madame Roland c'était la passion de la république qui s'impatientait d'un reste de trône, et qui souriait avec complaisance aux factions prêtes à renverser la monarchie. Quand les factions n'avaient plus d'armes, madame Roland et ses amis s'empressaient de leur en prêter.

II.

On en vit un fatal exemple dans une démarche du ministre de la guerre Servan. Ce ministre, dominé par madame Roland, proposa à l'Assemblée nationale, sans l'autorisation du roi et sans l'aveu du conseil, de rassembler un camp de vingt mille hommes autour de Paris. Cette armée, composée de fédérés choisis parmi les hommes les plus exaltés des provinces, devait être, dans le plan des Girondins, une sorte d'armée centrale de l'opinion, dévouée à l'Assemblée, contre-balançant la garde du roi, comprimant la garde nationale, et rappelant cette armée du parlement aux ordres de Cromwell qui avait mené Charles Ier à l'échafaud.

L'Assemblée, à l'exception du parti constitutionnel, saisit cette idée comme la haine saisit l'arme qui lui est offerte. Le roi sentit le coup. Dumouriez comprit la perfidie. Il ne put contenir sa colère contre Servan dans le conseil. Ses reproches furent ceux d'un loyal défenseur de son roi. Les réponses de Servan furent évasives, mais provoquantes. Les deux ministres mirent la main sur leur épée, et, sans la présence du roi et l'intervention de leurs collègues, le sang aurait coulé dans le conseil.

Le roi voulait refuser la sanction au décret des vingt mille hommes. « Il est trop tard, dit Dumouriez; votre refus trahirait des craintes trop fondées, mais qu'il faut se garder de montrer à vos ennemis. Sanctionnez le décret, je me chargerai de neutraliser le danger de ce rassemblement. » Le roi demanda du temps pour réfléchir.

Les Girondins sommèrent le lendemain le roi de sanctionner le décret sur les prêtres non assermentés. Ils rencontrèrent la conscience religieuse de Louis XVI. Appuyé sur sa foi, ce prince déclara qu'il mourrait plutôt que de signer la persécution de son église. Dumouriez insista autant que les Girondins pour obtenir cette sanction. Le roi fut inflexible. En vain Dumouriez lui représenta qu'en se refusant à des mesures légales contre le clergé non assermenté, il exposait les prêtres au massacre et se rendait ainsi responsable du sang qui serait répandu. En

vain il lui représenta que ce refus de sanction dépopulariserait le ministère et lui enlèverait ainsi toute espérance de sauver la monarchie. En vain il s'adressa à la reine et la conjura par ses sentiments de mère de s'unir aux ministres pour fléchir le roi. La reine elle-même fut longtemps impuissante. Le roi enfin parut hésiter; il assigna à Dumouriez un rendez-vous secret pour le soir. Dans cet entretien, il ordonna à Dumouriez de lui présenter trois ministres pour remplacer Roland, Clavière et Servan. Dumouriez était prêt : il proposa Vergennes pour les finances, Naillac pour les affaires étrangères, Mourgues pour l'intérieur. Quant à lui, il se réserva la guerre : ministère dictatorial au moment où la France devenait une armée. Roland, Clavière et Servan, profondément irrités d'un renvoi qu'ils avaient provoqué plus qu'ils ne l'avaient prévu, coururent porter leurs plaintes et leurs accusations dans l'Assemblée. Ils y furent reçus comme des martyrs de leur patriotisme. Ils avaient rempli les tribunes de leurs partisans.

III.

Roland, Clavière et Servan assistaient à la séance sous prétexte d'y rendre compte des motifs de leur renvoi. Roland lut à l'Assemblée la fameuse lettre confidentielle dictée par sa femme et qu'il avait lue

au roi dans son cabinet. Il affecta de croire que le renvoi des ministres était la punition de son courage. Les conseils qu'il donnait au roi dans cette lettre se tournèrent ainsi en accusation contre ce malheureux prince. Jamais Louis XVI n'avait reçu des factieux un coup plus terrible que le coup qui lui était porté par son ministre. Les passions troublent la conscience du peuple. Il y a des jours où la perfidie passe pour de l'héroïsme. Les Girondins firent de Roland un héros. On ordonna l'impression de sa lettre et son envoi aux quatre-vingt-trois départements.

Roland sortit couvert d'applaudissements. Dumouriez entra au milieu des huées. Il eut à la tribune le sang-froid du champ de bataille. Il commença par annoncer à l'Assemblée la mort du général Gouvion. « Il est heureux, dit-il avec tristesse, d'être mort » en combattant contre l'ennemi et de ne pas être » témoin des discordes qui nous déchirent. J'envie » sa mort. » On sentait dans son accent la sérénité énergique d'une âme forte, résolue à lutter jusqu'à la mort contre les factions. Il lut ensuite un mémoire sur le ministère de la guerre. Son exorde était agressif contre les Jacobins et réclamait le respect dû aux ministres du pouvoir exécutif. « En» tendez-vous le Cromwell ! s'écria Guadet d'une » voix tonnante. Il se croit déjà si sûr de l'empire » qu'il ose nous infliger ses conseils. — Et pourquoi

» pas? » dit fièrement Dumouriez en se retournant vers la Montagne. Son assurance en imposa à l'Assemblée; son attitude militaire le fit respecter du peuple. Les députés feuillants sortirent avec lui et l'accompagnèrent aux Tuileries. Le roi lui annonça qu'il consentirait à donner sa sanction au décret des vingt mille hommes. Quant au décret sur les prêtres, il répéta aux ministres que son parti était pris; il les chargea de porter au président de l'Assemblée une lettre de sa main qui contenait les motifs de son *veto*. Les ministres s'inclinèrent et se séparèrent consternés.

IV.

En rentrant chez lui, Dumouriez apprit qu'il y avait des rassemblements au faubourg Saint-Antoine. Il en avertit le roi. Ce prince crut qu'on voulait l'effrayer. Il perdit sa confiance dans Dumouriez. Celui-ci offrit sa démission; elle fut acceptée. Le portefeuille du ministère des affaires étrangères fut confié à Chambonas; celui de la guerre à Lajard, militaire du parti de La Fayette; celui de l'intérieur à M. de Monciel, constitutionnel feuillant et ami du roi. C'était le 17 juin; les Jacobins, le peuple, guidés par les Girondins, agitaient déjà la capitale; tout annonçait une prochaine insurrection. Ces ministres, sans force armée, sans popularité et sans parti, acceptaient ainsi la responsabilité des périls

accumulés par leurs prédécesseurs. Le roi vit une dernière fois Dumouriez. Les adieux du monarque et de son ministre furent touchants.

« Vous allez donc à l'armée, dit le roi. — Oui, » sire, répondit Dumouriez. Je quitterais avec dé- » lices cette affreuse ville si je n'avais le sentiment » des dangers de Votre Majesté. Écoutez-moi, sire, » je ne suis plus destiné à vous revoir. J'ai cin- » quante-trois ans et de l'expérience. On abuse vo- » tre conscience sur le décret des prêtres. On vous » conduit à la guerre civile. Vous êtes sans force, » vous succomberez, et l'histoire, tout en vous plai- » gnant, vous accusera des malheurs de votre peu- » ple. » Le roi était assis près de la table où il venait de signer les comptes du général. Dumouriez était debout à côté de lui, les mains jointes. Le roi prit ses mains dans les siennes, et lui dit d'un son de voix ému mais résigné : « Dieu m'est témoin que je » ne pense qu'au bonheur de la France. — Je n'en » doute pas, reprit Dumouriez attendri. Vous devez » compte à Dieu non-seulement de la pureté mais » aussi de l'usage éclairé de vos intentions. Vous » croyez sauver la religion, vous la détruisez. Les » prêtres seront massacrés. Votre couronne vous sera » enlevée; peut-être même, vous, la reine, vos en- » fants... » Il n'acheva pas; il colla sa bouche sur la main du roi, qui de son côté versait des larmes. « Je m'attends à la mort, reprit le roi avec tristesse.

» et je la pardonne d'avance à mes ennemis. Je vous » sais gré de votre sensibilité. Vous m'avez bien » servi; je vous estime. Adieu. Soyez plus heureux » que moi. » En disant ces mots, Louis XVI alla s'enfoncer dans l'embrasure d'une fenêtre au fond de la chambre pour cacher le trouble de sa physionomie. Dumouriez ne le revit plus. Il s'enferma quelques jours dans la retraite au fond d'un quartier éloigné de Paris. Regardant l'armée comme le seul asile où un citoyen pût encore servir sa patrie, il partit pour Douai, quartier-général de Luckner.

V.

Les ministres girondins restèrent un moment atterrés entre l'humiliation de leur chute et la joie de leur prochaine vengeance. « Me voilà chassé, dit » Roland à sa femme en rentrant chez lui. Je n'ai » qu'un regret, c'est que nos lenteurs nous aient » empêchés de prendre l'initiative. » Madame Roland se retira dans un modeste appartement sans rien perdre de son influence et sans regretter le pouvoir, puisqu'elle emportait dans sa retraite son génie, son patriotisme et ses amis. La conjuration ne fit que changer de place avec elle; du ministère de l'intérieur elle passa tout entière dans le petit cénacle qu'elle réunissait et qu'elle inspirait de sa passion.

Ce cercle s'agrandissait tous les jours. L'attraction

de cette femme se confondait dans le cœur de ses amis avec l'attraction de la liberté. Ils adoraient en elle la république future. L'amour que ces jeunes hommes ne s'avouaient pas pour elle faisait à leur insu partie de leur politique. Les idées ne deviennent actives et puissantes que quand le sentiment les vivifie. Elle était le sentiment de son parti.

Ce parti se recruta en ce temps-là d'un homme étranger à la Gironde, mais que sa jeunesse, sa rare beauté et son énergie devaient jeter naturellement dans cette faction de l'illusion et de l'amour gouvernée par une femme. Ce jeune homme était Barbaroux.

Barbaroux n'avait alors que vingt-six ans. Il était né à Marseille d'une de ces familles de navigateurs qui conservent dans les mœurs et dans les traits quelque chose de la hardiesse de leur vie et de l'agitation de leur élément. L'élégance de sa stature, la grâce idéale de son visage rappelaient les formes accomplies qu'adorait l'antiquité dans les statues de l'Antinoüs. Le sang de cette Grèce asiatique dont Marseille est une colonie se révélait par la pureté du profil dans le jeune Phocéen. Aussi richement doué des dons de l'intelligence que des dons du corps, Barbaroux s'exerça de bonne heure dans la parole, ce luxe des hommes du Midi. On le fit avocat; il plaida avec talent quelques causes publiques. Mais la puissance et la sincérité de son âme répugnaient

à cette éloquence souvent mercenaire qui simule la passion. Il lui fallait de ces causes nationales où l'on donne avec sa parole son âme et son sang. La révolution avec laquelle il était né les lui offrait. Il attendait avec impatience l'occasion et l'heure de la servir.

Son adolescence le retenait encore éloigné de la scène où il brûlait de s'élancer. Il en passait les jours près du village d'Ollioules, dans une petite propriété de sa famille, cachée sous les chênes-liéges qui tachent seuls d'un peu d'ombre les pentes calcinées de cette vallée. Il y soignait les petites cultures que l'aridité du sol et l'ardeur de ce soleil disputent aux rochers. Dans ses loisirs il étudiait les sciences naturelles; il entretenait des correspondances avec deux Suisses, dont les systèmes de physique occupaient alors le monde savant : M. de Saussure et Marat. Mais la science ne suffisait pas à cette âme : elle débordait de sentiment. Barbaroux l'épanchait dans des poésies élégiaques brûlantes comme le midi, vagues comme l'horizon de cette mer qu'il avait sous les yeux. On y sent cette mélancolie méridionale dont la langueur tient plus de la volupté que de la faiblesse, et qui ressemble aux chants de l'homme assis au soleil avant ou après l'action. Mirabeau avait ainsi ouvert sa vie. Les génies les plus énergiques commencent souvent par la tristesse, comme s'ils avaient dans le germe de leur vie les pressentiments de leur âpre destinée. On dirait, en lisant les vers

de ce jeune homme, qu'à travers ses premières larmes il entrevoyait ses fautes, son expiation et son échafaud.

VI.

Après l'élection de Mirabeau et les agitations qui la suivirent, Barbaroux fut nommé secrétaire de la municipalité de Marseille. Aux troubles d'Arles, il prit les armes et marcha à la tête des jeunes Marseillais contre les dominateurs du Comtat. Sa figure martiale, son geste, son élan, sa voix le faisaient chef partout; il entraînait. Député à Paris pour rendre compte des événements du Midi à l'Assemblée nationale, les Girondins, Vergniaud, Guadet, qui voulaient jeter l'amnistie sur les crimes d'Avignon, enveloppèrent ce jeune homme pour se l'attacher. Barbaroux, fougueux comme son âge, ne justifiait pas les bourreaux d'Avignon, mais il détestait les victimes : c'était l'homme qu'il fallait aux Girondins. Frappés de son éloquence et de son enthousiasme, ils le présentèrent à madame Roland. Nulle femme n'était plus faite pour séduire, nul homme n'était plus propre à être séduit. Madame Roland, dans toute la fraîcheur de ses années, dans tout l'éclat de sa beauté et aussi dans toute l'émotion de sensibilité que la pureté de sa vie ne pouvait étouffer dans son cœur vide, parle de Barbaroux avec un accent attendri. « J'avais lu, dit-elle, dans le cabinet de mon

» mari des lettres de Barbaroux pleines d'une raison » et d'une sagesse prématurées. Quand je le vis, je » fus étonnée de sa jeunesse. Il s'attacha à mon mari. » Nous le vîmes davantage après notre sortie du mi- » nistère. Ce fut alors que, raisonnant du mauvais » état des choses et de la crainte du triomphe du » despotisme dans le nord de la France, nous for- » mions le projet d'une république dans le Midi. Ce » sera notre pis-aller, me disait en souriant Barba- » roux; mais les Marseillais arrivés ici nous dispen- » seront d'y recourir. »

VII.

Roland logeait alors dans une maison sombre de la rue Saint-Jacques, presque sous les toits : c'était la retraite d'un philosophe; sa femme l'éclairait. Présente à toutes les conversations de Roland, elle assistait aux conférences de son mari et du jeune Marseillais. Barbaroux raconte ainsi la scène dans laquelle naquit entre eux la première idée de la république. « Cette femme étonnante était là, dit-il; » Roland me demanda ce que je pensais des moyens » de sauver la France. Je lui ouvris mon cœur. Mes » confidences appelèrent les siennes. La liberté est » perdue, dit-il, si l'on ne déjoue au plus tôt les » complots de la cour. La Fayette médite la trahison » au Nord. L'armée du centre est systématiquement

» désorganisée. Dans six semaines les Autrichiens » seront à Paris. N'avons-nous donc travaillé à la » plus belle des révolutions pendant tant d'années, » que pour la voir renverser en un seul jour! Si la » liberté meurt en France, elle est à jamais perdue » pour le reste du monde. Toutes les espérances de » la philosophie sont déçues. Les préjugés et la ty- » rannie s'empareront de nouveau de la terre. Pré- » venons ce malheur; et si le Nord est asservi, por- » tons avec nous la liberté dans le Midi et fondons-y » quelque part une colonie d'hommes libres! Sa » femme pleurait en l'écoutant. Je pleurais moi-même » en la regardant. Oh! combien les épanchements de » la confiance soulagent et fortifient les âmes attris- » tées! Je fis le tableau rapide des ressources et des » espérances de la liberté dans le Midi. Une joie » douce se répandit sur le front de Roland; il me » serra la main et nous traçâmes, sur une carte géo- » graphique de la France, les limites de cet empire » de la liberté : elles s'étendaient du Doubs, de l'Ain » et du Rhône jusqu'à la Dordogne, et des montagnes » inaccessibles de l'Auvergne jusqu'à la Durance et » jusqu'à la mer. J'écrivis sous la dictée de Roland » pour demander à Marseille un bataillon et deux » pièces de canon. Ces bases convenues, je quittai » Roland, pénétré de respect pour lui et pour sa » femme. Je les ai revus depuis, pendant leur second » ministère, aussi simples que dans leur humble re-

» traite. Roland est de tous les modernes l'homme » qui me semble le plus se rapprocher de Caton ; mais » il faut le dire ici, c'est à sa femme qu'il a dû son » courage et ses talents. »

C'est ainsi que la pensée d'une république fédérative naquit dans la première entrevue de Barbaroux et de madame Roland. Ce qu'ils rêvaient comme une mesure désespérée de la liberté, on leur reprocha plus tard de l'avoir tramé comme un complot. Ce premier soupir de patriotisme de deux jeunes âmes qui se rencontraient et qui se devinaient, fut leur attrait et leur crime.

VIII.

De ce jour les Girondins, dégagés de toute obligation avec le roi et avec les ministres, conspirèrent secrètement chez madame Roland, publiquement à la tribune, la suppression de la monarchie. Ils semblaient envier aux Jacobins l'honneur de porter au trône les coups les plus mortels. Robespierre ne parlait encore qu'au nom de la constitution, il se renfermait dans la loi, il ne devançait pas le peuple. Les Girondins parlaient déjà au nom de la république, et montraient de l'œil et du geste le coup d'État républicain dont chaque jour les rapprochait davantage. Les conciliabules chez Roland se multipliaient et s'élargissaient. Des hommes nouveaux s'af-

filiaient : Roland, Brissot, Vergniaud, Guadet, Gensonné, Condorcet, Péthion, Lanthenas, qui à l'heure du danger les trahit; Valazé, Pache, qui persécuta et décima ses amis; Grangeneuve, Louvet, qui cachait un grand courage sous la légèreté des mœurs et la gaieté de l'esprit; Chamfort, familier des grands, esprit lucide, cœur haineux, découragé du peuple avant de l'avoir servi; Carra, journaliste populaire, enthousiaste de la république, possédé du délire de la liberté; Chénier, poète de la Révolution, destiné à lui survivre et gardant son culte jusqu'à la mort sous la tyrannie de l'empire; Dusaulx, portant sous ses cheveux blancs la jeunesse de l'enthousiasme pour la philosophie, nestor de tous ces jeunes hommes, les modérant par sa parole; Mercier, prenant tout en plaisanterie, même le cachot et la mort.

IX.

Mais de ces hommes que la passion de la Révolution réunissait autour d'elle, celui que madame Roland préférait à tous c'était Buzot. Plus attaché à cette jeune femme qu'à son parti, Buzot était pour elle un ami, les autres n'étaient que des instruments ou des complices : elle avait promptement jugé Barbaroux. Ce jugement même, empreint d'une certaine amertume, était comme un repentir de la faveur secrète que l'extérieur de ce jeune homme lui avait

d'abord inspirée. Elle s'accuse de le trouver si beau, et semble prémunir son cœur contre l'entraînement de ses regards. « Barbaroux est léger, dit-» elle, les adorations que des femmes sans mœurs » lui prodiguent nuisent au sérieux de ses senti-» ments. Quand je vois ces beaux jeunes hommes » trop enivrés de l'impression qu'ils produisent, » comme Barbaroux et Hérault de Séchelles, je ne » puis m'empêcher de penser qu'ils s'adorent trop » eux-mêmes pour adorer assez la patrie. »

Si on peut soulever le voile du cœur de cette femme vertueuse, qui ne le soulevait pas elle-même. de peur d'y découvrir un sentiment contraire à ses devoirs, on reste convaincu que son penchant instinctif avait été un instant pour Barbaroux, mais que sa tendresse réfléchie était pour Buzot. Il n'est donné ni au devoir, ni à la liberté, de remplir tout entière l'âme d'une femme belle et passionnée comme elle. Le devoir glace le cœur, la politique le trompe, la vertu le retient, l'amour le remplit. Madame Roland aimait Buzot. Buzot adorait en elle son inspiratrice et son idole. Peut-être ne s'avouèrent-ils jamais par des paroles l'un à l'autre un sentiment qui leur eût été moins sacré le jour où il serait devenu coupable. Mais, ce qu'ils se cachaient à eux-mêmes, ils l'ont comme involontairement révélé à leur mort. Il y a dans les derniers jours et dans les dernières heures de cet homme et de cette femme, des soupirs, des gestes et

des paroles qui laissent échapper devant la mort le secret contenu dans la vie; mais le secret ainsi trahi garde son mystère à leur sentiment. La postérité a le droit de l'entrevoir, elle n'a pas le droit de l'accuser.

Roland, vieillard estimable mais morose, avait les exigences de la faiblesse sans en avoir la reconnaissance et la grâce envers sa compagne. Elle lui restait fidèle par respect d'elle-même plus que par attrait pour lui. Ils aimaient la même cause, la liberté. Mais le fanatisme de Roland était froid comme l'orgueil, celui de sa femme enflammé comme l'amour. Elle s'immolait tous les jours à la gloire de son mari, à peine s'apercevait-il du sacrifice. On lit dans son cœur qu'elle porte ce joug avec fierté, mais que ce joug lui pèse. Elle peint Buzot avec complaisance et comme l'idéal d'une félicité intérieure. « Sensible, ardent, mélan-» colique, dit-elle, contemplateur passionné de la » nature, il paraît fait pour goûter et pour donner » le bonheur. Cet homme oublierait l'univers dans » les douceurs des vertus privées. Capable d'élans » sublimes et de constantes affections, le vulgaire, » qui aime à rabaisser ce qu'il ne peut égaler, l'ac-» cuse de rêverie. D'une figure douce, d'une taille » élégante, il fait régner dans son costume ce soin, » cette propreté, cette décence qui annoncent le res-» pect de soi-même et des autres. Pendant que la lie

» de la nation porte les flatteurs et les corrupteurs » du peuple aux affaires, pendant que les égor» geurs jurent, boivent et se vêtissent de haillons » pour fraterniser avec la populace, Buzot professe » la morale de Socrate et conserve la politesse de » Scipion. Aussi on rase sa maison et on le bannit » comme Aristide. Je m'étonne qu'ils n'aient pas dé» crété qu'on oublierait son nom! » L'homme dont elle parlait en ces termes du fond de son cachot, la veille de sa mort, exilé, errant, caché dans les grottes de Saint-Émilion, tomba comme frappé de la foudre, et resta plusieurs jours en démence, en apprenant la mort de madame Roland.

Danton, dont le nom commençait à s'élever au-dessus de la foule où il avait acquis une notoriété jusque-là un peu triviale, rechercha à la même époque l'intimité de madame Roland. On se demandait quel était le secret de l'ascendant croissant de cet homme? d'où il sortait? ce qu'il était? où il marchait? On remontait à son origine, à sa première apparition sur la scène du peuple, à ses premières liaisons avec les personnages célèbres du temps. On cherchait dans des mystères la cause de sa prodigieuse popularité. Elle était surtout dans sa nature.

X.

Danton n'était pas seulement un de ces aventuriers de la démagogie qui surgissent, comme *Mazaniello* ou comme *Hébert*, des bouillonnements des masses. Il sortait des rangs intermédiaires et du cœur même de la nation. Sa famille, pure, probe, propriétaire et industrielle, ancienne de nom, honorable de mœurs. était établie à Arcis-sur-Aube et possédait un domaine rural aux environs de cette petite ville. Elle était du nombre de ces familles modestes mais considérées qui ont pour base le sol, pour occupation principale la culture, mais qui donnent à leurs fils l'éducation morale et littéraire la plus complète, et qui les préparent ainsi aux professions libérales de la société. Le père de Danton était mort jeune. Sa mère s'était remariée à un fabricant d'Arcis-sur-Aube, qui possédait et qui dirigeait une petite filature. On voit encore près de la rivière, en dehors de la ville, dans un site gracieux, la maison moitié citadine moitié rustique et le jardin au bord de l'Aube où s'écoula l'enfance de Danton.

Son beau-père, M. Ricordin, soigna son éducation comme il eût soigné celle de son propre fils. L'enfant était ouvert, communicatif; on l'aimait malgré sa laideur et sa turbulence. Car sa laideur rayonnait d'intelligence, et sa fougue s'apaisait et se repentait à la moindre caresse de sa

mère. Il fit ses études à Troyes, capitale de la Champagne. Rebelle à la discipline, paresseux au travail, aimé de ses maîtres et de ses condisciples, sa rapide compréhension l'égalait en un clin-d'œil aux plus assidus. Son instinct le dispensait de réflexion. Il n'apprenait rien, il devinait tout. Ses camarades l'appelaient Catilina. Il acceptait ce nom et jouait quelquefois avec eux aux séditions et aux tumultes, qu'il suscitait ou qu'il calmait par ses harangues, comme s'il eût répété à l'école les rôles de sa vie.

XI.

Monsieur et madame Ricordin, déjà avancés en âge, lui remirent, après son éducation, la modique fortune de son père. Il vint achever ses études de droit à Paris et acheta une place d'avocat au parlement. Il l'exerça peu et sans éclat. Il méprisait la chicane. Son âme et sa parole avaient les proportions des grandes causes du peuple et du trône. L'Assemblée constituante commençait à les agiter. Danton, attentif et passionné, était impatient de s'y mêler. Il recherchait les hommes éclatants dont la parole ébranlait la France. Il s'attacha à Mirabeau. Il se lia avec Camille Desmoulins, Marat, Robespierre, Péthion, Brune depuis maréchal, Fabre d'Églantine, le duc d'Orléans, Laclos, Lacroix et tous les agitateurs illustres ou subal-

ternes qui remuaient alors Paris. Il passait ses jours dans les tribunes à l'Assemblée, dans les promenades, dans les cafés; ses nuits dans les clubs. Quelques mots heureux, quelques harangues brèves, quelques éclats de foudre mystérieux et surtout sa chevelure semblable à une crinière, son geste gigantesque, sa voix tonnante le firent remarquer. Mais sous les qualités purement physiques de l'orateur, des hommes d'élite remarquèrent un profond bon sens et une connaissance instinctive du cœur humain. Sous l'agitateur ils pressentirent l'homme d'État. Danton, en effet, lisait l'histoire, étudiait les orateurs antiques, s'exerçait à la véritable éloquence, celle qui éclaire en passionnant, et préméditait un rôle bien au-dessus de son rôle actuel. Il ne demandait au mouvement que de le soulever assez pour qu'il pût le dominer ensuite.

Il épousa mademoiselle Charpentier, fille d'un limonadier du quai de l'École. Cette jeune femme prit de l'empire sur lui par sa tendresse et le ramena insensiblement des désordres de sa jeunesse à des habitudes domestiques plus régulières. Elle éteignit la fougue de ses passions, mais sans pouvoir éteindre celle qui survivait à toutes les autres, l'ambition d'une grande destinée. Danton, retiré dans un petit appartement de la cour du Commerce, auprès de l'appartement de son beau-père, vécut dans une studieuse médiocrité, ne recevant qu'un

petit nombre d'amis, admirateurs de son talent et attachés à sa fortune. Les plus assidus étaient Camille Desmoulins, Péthion et Brune. De ces conciliabules partaient les signaux des grandes séditions. Les subsides secrets de la cour y vinrent tenter la cupidité du chef de la jeunesse révolutionnaire. Il ne les repoussa pas et s'en servit tout à la fois pour exciter et pour modérer les agitations de l'opinion.

Il eut de ce premier mariage deux fils, que sa mort laissa orphelins au berceau et qui recueillirent son modique héritage à Arcis-sur-Aube. Ces deux fils de Danton, effrayés du bruit de leur nom, vivent encore, retirés sur un domaine de famillé, qu'ils cultivent de leurs propres mains. Ils ont replié à eux dans une honnête et laborieuse obscurité toute la renommée de leur père. Comme le fils de Cromwell, ils ont aimé d'autant plus l'ombre et le silence de la vie que leur nom avait eu un trop sinistre éclat et un trop orageux retentissement dans le monde. Ils sont restés dans le célibat pour qu'il s'éteignît avec eux.

En ce moment Danton, à qui ses instincts ambitieux révélaient le prochain retour de fortune des Girondins, cherchait à attacher sa fortune à ce parti naissant et à leur donner l'impression de sa valeur et de son importance. Madame Roland le flattait mais avec crainte et répugnance, comme la femme flatte le lion.

XII.

Pendant que les Girondins échauffaient à Paris la colère du peuple contre le roi, les hostilités commençaient en Belgique par des revers qu'on imputait aux trahisons de la cour. Ces revers furent produits par trois causes : l'hésitation des généraux, qui ne surent pas donner à leurs troupes l'élan qui emporte les masses et qui intimide les résistances; la désorganisation des armées que l'émigration avait privées de leurs anciens officiers et qui n'avaient pas encore confiance dans les nouveaux; enfin l'indiscipline, élément des révolutions, que les clubs et le jacobinisme fomentaient dans les corps. Une armée qui discute est comme une main qui voudrait penser.

La Fayette, au lieu de marcher dès le premier moment sur Namur, conformément au plan de Dumouriez, perdit un temps précieux à se rassembler et à s'organiser à Givet et au camp de Ransenne. Au lieu de donner aux autres généraux en ligne avec lui l'exemple et le signal de l'invasion et de la victoire en occupant Namur, il tâtonna le pays avec dix mille hommes, laissant le reste de ses forces cantonné en France, et il se replia à la première annonce des échecs subis par les détachements de Biron et de Théobald Dillon. Ces échecs furent hon-

teux pour nos troupes, mais partiels et passagers. C'était l'étonnement d'une armée désaccoutumée de la guerre, qui s'effrayait d'entrer en lice avec toute l'Europe, mais qui, comme un soldat de première campagne, ne tarda pas à s'aguerrir.

Le duc de Lauzun commandait sous La Fayette, on l'appelait le général Biron. C'était un homme de cour, passé sincèrement au parti du peuple. Jeune, beau, chevaleresque, doué de cette gaieté intrépide qui joue avec la mort, il portait l'honneur aristocratique dans les rangs républicains. Aimé des soldats, adoré des femmes, familier dans les camps, roué dans les cours, il était de cette école des vices éclatants dont le maréchal de Richelieu avait été le type en France. On disait que la reine elle-même l'avait aimé sans avoir pu fixer son inconstance. Ami du duc d'Orléans, compagnon de ses débauches, il n'avait néanmoins jamais conspiré avec lui. Toute perfidie lui était odieuse, toute bassesse de cœur l'indignait. Il adoptait la révolution comme une noble idée dont il voulait bien être le soldat, jamais le complice. Il ne trahit pas le roi, il conserva toujours un culte de pitié et d'attendrissement pour la reine. Passionné pour la philosophie et pour la liberté, au lieu de les fomenter dans les factions, il les défendait dans la guerre. Il changea le dévouement pour les rois en dévouement à la patrie. Cette noble cause et les tris-

tesses tragiques de la Révolution donnèrent à son caractère une trempe plus mâle, et le firent combattre et mourir avec la conscience d'un héros.

Il était campé avec dix mille hommes à Quiévrain. Il marcha au général autrichien Beaulieu, qui occupait les hauteurs de Mons avec une très-faible armée. Deux régiments de dragons qui formaient l'avant-garde de Biron, en apercevant les troupes de Beaulieu, sont saisis d'une panique soudaine. Les soldats crient à la trahison. Leurs officiers s'efforcent en vain de les raffermir : ils tournent bride, sèment le désordre et la peur dans les colonnes. L'armée entière se débande et suit machinalement ce courant de la fuite. Biron et ses aides-de-camp se précipitent au milieu des troupes pour les arrêter et les rallier. On leur passe sur le corps, on leur tire des coups de fusil. Le camp de Quiévrain, la caisse militaire, les équipages de Biron lui-même sont pillés par les fuyards.

Pendant que cette déroute sans combat humiliait le premier pas de l'armée française à Quiévrain, des assassinats ensanglantaient notre drapeau à Lille. Le général Dillon était sorti de Lille avec trois mille hommes pour marcher sur Tournay. A peu de distance de cette ville, l'ennemi se montre en plaine au nombre de neuf cents hommes. A son seul aspect, la cavalerie française jette le cri de trahison, passe sur le corps de l'infanterie et fuit jusqu'à Lille sans

être poursuivie, abandonnant son artillerie, ses chariots, ses bagages. Dillon, entraîné lui-même par ses escadrons jusque dans Lille, est massacré, en arrivant, par ses propres soldats. Son colonel de génie Berthois tombe à côté de son général, sous les baïonnettes des lâches qui l'ont abandonné. Les cadavres de ces deux victimes de la peur sont pendus sur la place d'armes et livrés ensuite par les séditieux aux insultes de la populace de Lille, qui traîne leurs corps mutilés dans les rues. Ainsi commencèrent par la honte et le crime ces guerres de la Révolution, qui devaient enfanter pendant vingt ans tant d'héroïsme et tant de vertu militaire. L'anarchie avait pénétré dans les camps, l'honneur n'y était plus; le patriotisme n'y était pas encore. L'ordre et l'honneur sont les deux nécessités de l'armée. Dans l'anarchie, il y a encore une nation. Sans discipline, il n'y a plus d'armée.

XIII.

A ces nouvelles Paris fut consterné, l'Assemblée se troubla, les Girondins tremblèrent, les Jacobins se répandirent en imprécations contre les traîtres. Les cours étrangères et les émigrés ne doutèrent plus de triompher en quelques marches d'une révolution qui avait peur de son ombre. La Fayette, sans avoir été entamé, se replia prudemment sur Givet. Ro-

chambeau envoya sa démission de commandant de l'armée du Nord. Le maréchal Luckner fut nommé à sa place. La Fayette mécontent conserva le commandement de l'armée du centre.

Luckner avait plus de soixante-dix ans, mais il conservait le feu et l'activité de l'homme de guerre, le génie seul lui manquait pour être un grand général. On lui avait fait une réputation de complaisance qui alors écrasait tout. C'est un grand avantage pour un général d'être étranger au pays qu'il sert. Il n'a point de jaloux; on lui pardonne sa supériorité, on lui en suppose une quand il n'en a pas, pour en écraser ses rivaux. Telle était la situation du vieux Luckner. Il était Allemand, élève du grand Frédéric, il avait fait avec éclat la guerre de Sept-Ans, comme commandant d'avant-garde, au moment où Frédéric changeait la guerre et créait la tactique. Le duc de Choiseul avait voulu dérober à la Prusse un général de cette grande école, pour enseigner l'art moderne des combats aux généraux français. Il avait arraché Luckner à sa patrie à force de séductions, de fortune et d'honneurs. L'Assemblée nationale, par respect pour la mémoire du roi philosophe, avait conservé à Luckner la pension de soixante mille francs qu'on lui faisait avant la Révolution. Luckner, indifférent aux constitutions, s'était cru révolutionnaire par reconnaissance. Presque seul parmi les anciens officiers-généraux, il n'avait point émigré. Entouré d'un

brillant état-major de jeunes officiers du parti de La Fayette, Charles Lameth, du Jarri, Mathieu de Montmorency, il croyait avoir les opinions qu'on lui donnait. Le roi le caressait, l'Assemblée le flattait, l'armée le respectait. La nation voyait en lui le génie mystérieux de la vieille guerre venant donner des leçons de victoire au patriotisme inexpérimenté de la Révolution, et cachant des ressources infinies sous la rudesse de son front et sous l'obscur germanisme de son langage. On lui adressait de partout des hommages, comme au Dieu inconnu. Il ne méritait ni cette adoration ni les outrages dont il fut plus tard abreuvé. C'était un brave et brutal soldat, aussi dépaysé dans les cours que dans les clubs. Il servit quelques jours d'idole, puis de jouet aux Jacobins, qui le jetèrent enfin à l'échafaud, sans qu'il pût même comprendre ni sa popularité ni son crime.

XIV.

Berthier, devenu depuis la main droite de Napoléon, était alors chef d'état-major de Luckner. Le vieux général avait saisi avec l'instinct de la guerre le plan hardi de Dumouriez. Il était entré, à la tête de vingt-deux mille hommes, sur le territoire autrichien à Courtray et à Menin. Biron, Valence, ses deux lieutenants, le conjuraient d'y rester. Dumouriez lui faisait par lettres les mêmes instances. En

arrivant à Lille, Dumouriez apprit que Luckner avait subitement rétrogradé sur Valenciennes après avoir brûlé les faubourgs de Courtray, donnant ainsi sur toutes nos frontières le signal de l'hésitation et de la retraite.

Les populations belges, comprimées dans leur élan par ces désastres ou par les timidités de la France, perdaient l'espoir et s'assouplissaient au joug autrichien. Tout se resserrait et s'alarmait sur nos frontières. Le général Montesquiou rassemblait avec peine l'armée du Midi. Le roi de Sardaigne groupait des forces considérables sur le Var. L'avant-garde de La Fayette, postée à Gliswel, à une lieue de Maubeuge, était battue par le duc de Saxe-Teschen à la tête de douze mille hommes. La grande invasion du duc de Brunswick en Champagne se préparait. L'émigration enlevait les officiers, la désertion décimait nos soldats. Les clubs semaient la méfiance contre les commandants de nos places fortes.

Les Girondins poussaient à l'émeute, les Jacobins anarchisaient l'armée, les volontaires ne se levaient pas, le ministère était nul, le comité autrichien des Tuileries correspondait avec les puissances, non pour trahir la nation, mais pour sauver les jours du roi et de sa famille. Gouvernement suspect, Assemblée hostile, clubs séditieux, garde nationale intimidée et privée de son chef, journalisme

incendiaire, conspirations sourdes, municipalité factieuse, maire conspirateur, peuple ombrageux et affamé, Robespierre et Brissot, Vergniaud et Danton, Girondins et Jacobins en présence, ayant la même proie à se disputer, la monarchie, et luttant de démagogie pour s'arracher la faveur du peuple, tel était l'état de la France au dedans et au dehors au moment où la guerre extérieure venait presser de toutes parts la France et la faire éclater en exploits et en crimes. Les Girondins et les Jacobins, un moment unis, suspendaient leur animosité, comme pour renverser à l'envi la faible constitution qui les séparait. La bourgeoisie, personnifiée dans les Feuillants, dans la garde nationale et dans La Fayette, restait seule attachée à la constitution. La Gironde faisait contre le roi, du haut de la tribune, l'appel au peuple qu'elle devait plus tard faire vainement en faveur du roi contre les Jacobins. Pour dominer la ville, Brissot, Roland, Péthion soulevaient les faubourgs, ces capitales de misères et de séditions. Toutes les fois qu'on remue jusque dans ses dernières profondeurs un peuple qui a longtemps croupi dans l'esclavage et dans l'ignorance, il en sort des monstres et des héros, des prodiges de crime et des prodiges de vertu. C'est ce qu'on allait voir apparaître sous la main conjurée des Girondins et des démagogues.

LIVRE SEIZIÈME.

I.

A mesure que le pouvoir, arraché des mains du roi par l'Assemblée, s'évanouissait, il passait dans la commune de Paris. La municipalité, premier élément de formation des nations qui se fondent, est aussi le dernier asile de l'autorité quand les nations se décomposent. Avant de tomber dans la plèbe, le pouvoir s'arrête un moment dans le conseil des magistrats de la cité. L'Hôtel-de-Ville était devenu les Tuileries du peuple. Après La Fayette et Bailly, Péthion y régnait : cet homme était le roi de Paris. La populace, qui a l'instinct des situations, l'appelait le *roi Péthion*. Il avait acheté sa popularité, d'abord par ses vertus privées, que le peuple confond presque toujours avec les vertus publiques, puis par des discours démocratiques à l'Assemblée constituante.

L'équilibre habile qu'il maintenait aux Jacobins entre les Girondins et Robespierre, l'avait rendu respectable et important. Ami de Roland, de Robespierre, de Danton, de Brissot à la fois, suspect de liaisons trop intimes avec madame de Genlis et le parti du duc d'Orléans, il se couvrit toujours néanmoins d'un manteau de dévouement légal à l'ordre et d'une superstition constitutionnelle. Il avait ainsi tous les titres apparents à l'estime des hommes honnêtes et aux ménagements des factions: mais le plus grand de tous était sa médiocrité. La médiocrité, il faut l'avouer, est presque toujours le sceau de ces idoles du peuple : soit que la foule médiocre elle-même n'ait de goût que pour ce qui lui ressemble; soit que les contemporains jaloux ne puissent jamais s'élever jusqu'à la justice envers les grands caractères et les grandes vertus; soit que la Providence, qui distribue les dons et les facultés avec mesure, ne permette pas qu'un seul homme réunisse en soi, chez un peuple libre, ces trois forces irrésistibles : la vertu, le génie et la popularité; soit plutôt que la faveur constante de la multitude soit une chose de telle nature que son prix dépasse sa valeur aux yeux des hommes vraiment vertueux, et qu'il faille trop s'abaisser pour la recueillir et trop faiblir pour la conserver. Péthion n'était le roi du peuple qu'à la condition d'être le complaisant de ses excès. Ses fonctions de maire de Paris, dans un temps de trou-

ble, le plaçaient sans cesse entre le roi, l'Assemblée et l'émeute. Il affrontait le roi, il flattait l'Assemblée, il modérait le crime. Inviolable comme la capitale qu'il personnifiait dans son titre de premier magistrat de la commune, sa dictature invisible n'avait d'autre titre que son inviolabilité; il en usait avec une respectueuse audace envers le roi, il l'inclinait devant l'Assemblée, il la prosternait devant les séditieux. A ses reproches officiels à l'émeute il joignait toujours une excuse au crime, un sourire aux coupables, un encouragement aux citoyens égarés. Le peuple l'aimait comme l'anarchie aime la faiblesse; il savait qu'il pouvait tout faire avec cet homme. Comme maire, il avait la loi à la main; comme homme, il avait l'indulgence sur les lèvres et la connivence dans le cœur : c'était le magistrat qu'il fallait au temps des coups d'État des faubourgs. Péthion les laisserait préparer sans les voir et les légaliserait quand ils seraient accomplis.

II.

Ses liaisons d'enfance avec Brissot l'avaient rapproché de madame Roland. Le ministère de Roland, de Clavière et de Servan lui obéissait plus qu'au roi lui-même; il était de leurs conciliabules; il régnait sous leur nom; leur chute ne le renversait pas, mais elle lui arrachait le pouvoir exécutif. Les Girondins

expulsés n'avaient pas besoin de souffler leur soif de vengeance dans l'âme de Péthion. Ne pouvant plus conspirer légalement contre le roi avec ses ministres, il lui restait à conspirer avec les factions contre les Tuileries. La garde nationale, le peuple, les Jacobins, les Cordeliers, les faubourgs, la ville étaient dans ses mains. Il pouvait donner la sédition à la Gironde pour aider ce parti à reconquérir le ministère; il la lui donna avec tous ses hasards, avec tous les crimes que la sédition pouvait renfermer dans son sein. Parmi ces hasards était l'assassinat du roi et de sa famille. Cet événement était accepté d'avance par ceux qui provoquaient l'attroupement des masses et leur invasion dans le palais du roi. Girondins, orléanistes, républicains, anarchistes, aucun de ces partis peut-être ne rêvait ce crime, tous le considéraient comme une éventualité de leur fortune. Péthion, qui ne le voulait pas sans doute, le risqua du moins. Si son intention fut innocente, sa témérité fut un meurtre. Quelle distance y avait-il entre le fer de vingt mille piques et le cœur de Louis XVI? Péthion ne livra pas la vie du roi, de la reine et de leurs enfants, mais il les joua.

La garde constitutionnelle du roi venait d'être licenciée avec outrage par les Girondins. Le duc de Brissac, qui la commandait, était envoyé à la haute cour d'Orléans pour des complots imaginaires; son

seul complot était son honneur. Il avait juré de mourir en soldat fidèle pour défendre son maître et son ami. Il pouvait s'évader. Le roi lui conseillait de fuir, il ne le voulut pas : « Si je fuis, répondit-il » aux instances du roi, on croira que je suis cou- » pable, on dira que vous étiez complice : ma fuite » vous accusera. J'aime mieux mourir. » Il partit pour la cour nationale d'Orléans : il ne fut pas jugé, il fut assassiné à Versailles le 6 septembre. Sa tête, enroulée de ses cheveux blancs, fut plantée au bout d'une des piques de la grille du palais. Dérision atroce de cette fidélité chevaleresque qui gardait, après la mort, la porte de la demeure de ses rois.

III.

Les premières insurrections de la Révolution étaient des mouvements spontanés du peuple. D'un côté le roi, la cour et la noblesse; de l'autre la nation. Ces deux partis en présence s'entre-choquaient par la seule impulsion des idées, des intérêts contraires. Un mot, un geste, un hasard, un rassemblement de troupes, un jour de disette, un orateur véhément haranguant la foule au Palais-Royal, suffisaient pour entraîner les masses à l'émeute ou pour les faire marcher à Versailles. L'esprit de sédition se confondait avec l'esprit de la Révolution. Tout le

monde était factieux, tout le monde était soldat, tout le monde était chef. C'était la passion publique qui donnait le signal. C'était le hasard qui commandait.

Depuis que la Révolution était faite et que la constitution, réciproquement jurée, imposait aux partis un ordre légal, il en était autrement. Les soulèvements du peuple n'étaient plus des agitations, mais des plans. Les factions organisées avaient parmi les citoyens leur parti, leurs clubs, leurs rassemblements, leur armée, leur mot d'ordre. L'anarchie s'était elle-même disciplinée. Son désordre n'était qu'extérieur. Une âme cachée l'animait et la dirigeait à son insu. De même qu'une armée a des chefs qu'elle reconnaît à leur intelligence et à leur audace, les quartiers et les sections de Paris avaient leurs meneurs auxquels ils obéissaient. Des popularités secondaires, déjà invétérées dans la ville et dans les faubourgs, s'étaient fondées derrière les grandes popularités nationales de Mirabeau, de La Fayette, de Bailly. Le peuple avait foi dans tel nom, avait confiance dans tel bras, avait faveur pour tel visage. Quand ces hommes se montraient, parlaient, marchaient, la multitude marchait avec eux sans savoir même où le courant de la foule l'entraînait. Il suffisait aux chefs d'indiquer un rassemblement, de faire courir une terreur panique, de souffler une colère soudaine, d'indiquer un but quelconque, pour que des masses aveugles se trouvassent prêtes à l'action, au lieu désigné.

IV.

C'était le plus souvent sur l'emplacement de la Bastille, *mont Aventin* du peuple, camp national, où la place et les pierres lui rappelaient sa servitude et sa force. De tous ces hommes qui gouvernaient les agitateurs des faubourgs, le plus redoutable était Danton. Camille Desmoulins, aussi téméraire pour concevoir, était moins hardi pour exécuter. La nature, qui avait donné à ce jeune homme l'inquiétude des meneurs de foule, lui en avait refusé l'extérieur et la voix. Le peuple ne comprend rien aux forces intellectuelles. Une haute stature et une voix sonore sont deux conditions indispensables pour les favoris de la multitude. Camille Desmoulins était petit, maigre, sans éclat dans la voix. Il glapissait derrière Danton. Danton seul avait les rugissements de la foule.

Péthion avait au plus haut degré l'estime des anarchistes; mais sa légalité officielle le dispensait de fomenter ouvertement le désordre. Il lui suffisait de le désirer. On ne pouvait rien sans lui. Il donnait sa complicité. Après eux venait Santerre, commandant du bataillon du faubourg Saint-Antoine. Santerre, fils d'un brasseur flamand, brasseur lui-même dans le faubourg, un de ces hommes que

le peuple comprend parce qu'ils sont peuple, et qu'il respecte parce qu'ils sont riches, aristocrates de quartier se faisant pardonner leur fortune par leur familiarité. Connu des ouvriers, dont il employait un grand nombre dans sa brasserie; connu de la foule, qui fréquentait le dimanche ses établissements de bière et de vin, Santerre était en outre prodigue de secours et de vivres pour les malheureux. Il avait distribuéda ns un moment de disette pour 300 mille francs de pain. Il achetait sa popularité par sa bienfaisance. Il l'avait conquise par son courage à la prise de la Bastille; il la prodiguait par sa présence dans toutes les émotions de la place publique. Il était de la race de ces brasseurs de Belgique qui enivraient le peuple de Gand pour l'insurger.

Le boucher Legendre, qui était à Danton ce que Danton était à Mirabeau : un degré descendant dans l'abîme de la sédition; Legendre, d'abord matelot pendant dix ans sur un vaisseau, avait les mœurs rudes et féroces de ses deux professions. Le front intrépide, les bras sanglants, la parole meurtrière et cependant le cœur bon; mêlé depuis 89 à tous les mouvements insurrectionnels, les flots de cette agitation l'avaient élevé jusqu'à une certaine autorité. Il avait fondé sous Danton le club des Cordeliers, ce club des coups de main comme les Jacobins étaient le club des théories radicales. Il le remuait par son

éloquence. Inculte et sauvage, il se comparait lui-même au paysan du Danube. Toujours prêt à frapper autant qu'à parler, le geste de Legendre écrasait avant sa parole. Il était la massue de Danton.

Huguenin, un de ces hommes qui roulent de profession en profession sur la pente des temps de trouble sans pouvoir s'arrêter nulle part, avocat expulsé de son corps, ensuite soldat, commis aux barrières, mal partout, aspirant au pouvoir pour retrouver la fortune, les mains suspectes de pillage; Alexandre, commandant du bataillon des Gobelins, héros de faubourg, ami de Legendre; Marat, conspiration vivante, sorti la nuit de son souterrain, véritable martyr de la démagogie, altéré de bruit, poussant la haine de la société jusqu'au délire, s'en faisant gloire, et jouant volontairement ce rôle de fou du peuple comme d'autres avaient joué dans les cours le rôle de fou du roi; Dubois-Crancé, militaire instruit et brave; Brune, sabre au service des conspirations; Momoro, imprimeur, ivre de philosophie; Dubuisson, homme de lettres obscur que les sifflets du théâtre avaient rejeté dans l'intrigue; Fabre d'Églantine, poète comique, ambitieux d'une autre tribune; Chabot, capucin aigri dans le cloître, ardent à se venger de la superstition qui l'y avait enfermé; Lareynie, prêtre-soldat; Gonchon, Duquesnois, amis de Robespierre; Carra, journaliste girondin; un Italien nommé Ro-

tondo; Henriot, Sillery, Louvet, Laclos, Barbaroux enfin, l'émissaire de Roland et de Brissot. Tels furent les principaux instigateurs de l'émeute du 20 juin.

V.

Tous ces hommes se réunirent dans une maison isolée de Charenton, pour délibérer, dans le silence et dans le secret de la nuit, sur le prétexte, le plan, l'heure de l'insurrection. Les passions étaient diverses, l'impatience était la même. Ceux-ci voulaient effrayer, ceux-là voulaient frapper, tous voulaient agir. Une fois le peuple lancé, il s'arrêterait où voudrait la destinée. Pas de scrupules dans une réunion présidée par Danton. Les discours étaient superflus là où il n'y avait qu'une seule âme. Des propos suffisaient. On s'entendait du regard. Les mains serrées par les mains, des regards d'intelligence, des gestes significatifs, sont toute l'éloquence des hommes d'action. En deux mots Danton indiqua le but, Santerre les moyens, Marat l'atroce énergie, Camille Desmoulins la gaieté cynique du mouvement projeté, tous la résolution d'y pousser le peuple. La carte révolutionnaire de Paris fut dépliée sur la table. Le doigt de Danton y traça les sources, les affluents, le cours, le point de jonction des rassemblements.

La place de la Bastille, immense carrefour sur lequel débouchaient comme autant de fleuves les nombreuses rues du faubourg Saint-Antoine, qui se joint par le quartier de l'Arsenal et par un pont au faubourg Saint-Marceau, peuplé de 200 mille ouvriers, et qui, par le boulevard ouvert devant l'ancienne forteresse, a une marche libre et large sur le centre de la ville et sur les Tuileries, fut le rendez-vous assigné aux rassemblements, et le point de départ des colonnes. Elles devaient être divisées en trois corps. Une pétition à présenter à l'Assemblée et au roi contre le *veto* au décret sur les prêtres et au camp de 20 mille hommes, devait être l'objet avoué du mouvement; le rappel des ministres patriotes Roland, Servan, Clavière, le mot d'ordre; la terreur du peuple semée dans Paris et portée jusque dans le château des Tuileries, l'effet de la journée. Paris s'attendait à cette visite des faubourgs. Un dîner de cinq cents couverts avait eu lieu la veille aux Champs-Élysées.

Le chef des fédérés de Marseille, les agitateurs des quartiers du centre y avaient fraternisé avec les Girondins. L'acteur Dugazon y avait chanté des couplets menaçants contre le château. De sa fenêtre aux Tuileries, le roi avait entendu les applaudissements et les chants sinistres qui montaient jusqu'à son palais. Quant à l'ordre de la marche, aux emblèmes grotesques, aux armes étranges, aux cos-

tumes hideux, aux drapeaux sanglants, aux propos forcenés qui devaient signaler l'apparition de cette armée des faubourgs dans les rues de la capitale, les conjurés ne prescrivirent rien. Le désordre et l'horreur faisaient partie du programme. Ils s'en rapportèrent à l'inspiration désordonnée de la foule, et à cette rivalité de cynisme qui s'établit de soi-même dans de telles agglomérations d'hommes. Danton le savait et il y comptait.

VI.

Bien que la présence de Panis et de Sergent, deux membres de la municipalité, donnât au plan la sanction tacite de Péthion, les meneurs se chargèrent de recruter en silence la sédition par de petits groupes pendant la nuit, et de faire passer les premiers rassemblements du quartier Saint-Marceau et du Jardin-des-Plantes, sur la rive de l'Arsenal, au moyen d'un bac qui desservait seul alors la communication des deux faubourgs. Lareynie soulèverait le faubourg Saint-Jacques, et le marché de la place Maubert, que les femmes du peuple viennent tous les jours fréquenter pour leur ménage. Vendre et acheter, c'est la vie du bas peuple. L'argent et la faim sont ses deux passions. Il est tumultueux surtout sur ces places, où ces deux passions le conden-

sent. Nulle part la sédition ne l'enlève aussi vite et par plus grandes masses.

Le teinturier Malard, le cordonnier Isambert, le tanneur Gibon, artisans riches et accrédités, feraient vomir aux rues sombres et fétides du faubourg Saint-Marceau leur population indigente et timide, qui se montre rarement à la lumière des grands quartiers. Alexandre, le tribun militaire de ce marché de Paris, dont il commandait un bataillon, se tiendrait à la tête de son bataillon sur la place avant le jour, pour concentrer d'abord les rassemblements et pour leur imprimer ensuite la direction et le mouvement vers les quais et vers les Tuileries. Varlet, Gonchon, Ronsin, Siret, lieutenants de Santerre, exercés à cette tactique des mouvements depuis les premières agitations de 89, étaient chargés des mêmes manœuvres dans le faubourg Saint-Antoine. Les rues de ce quartier, pleines d'ateliers, de fabriques, de maisons de vin et de bière, véritables casernes de misère, de travail et de sédition, qui se prolongent de la Bastille à la Roquette et à Charenton, contenaient à elles seules une armée d'invasion contre Paris.

VII.

Cette armée connaissait depuis quatre ans ses chefs. Ils se postaient à l'ouverture des principaux

carrefours à l'heure où les ouvriers sortent des ateliers ; ils prenaient une chaise et une table dans le cabaret le plus renommé : debout sur ces tribunes avinées, ils appelaient quelques passants par leurs noms, les groupaient autour d'eux ; ceux-ci arrêtaient les autres, la rue s'obstruait, le rassemblement se grossissait de tous ces hommes, de toutes ces femmes, de tous ces enfants qui courent au bruit. L'orateur pérorait cette foule. Le vin ou la bière circulait gratuitement autour de la table. La cessation du travail, la rareté du numéraire, la cherté du pain, les manœuvres des aristocrates pour affamer Paris, les trahisons du roi, les orgies de la reine, la nécessité pour la nation de prévenir les complots d'une cour autrichienne, étaient les textes habituels de ces harangues. Une fois l'agitation communiquée jusqu'à la fièvre, le cri *marchons !* se faisait entendre, et le rassemblement s'ébranlait à la fois dans toutes ces rues. Quelques heures après, les masses d'ouvriers des quartiers Popincourt, des Quinze-Vingts, de la Grève, du port au Blé, du marché Saint-Jean débouchaient de la rue du Faubourg-Saint-Antoine et couvraient la place de la Bastille. Là le bouillonnement de tous ces affluents d'émeute suspendait un moment ce courant d'hommes. Bientôt l'impulsion reprenait sa force, les colonnes se divisaient instinctivement pour s'engouffrer dans les grandes embouchures de Paris. Les unes s'avan-

çaient par le boulevard, les autres filaient par les quais jusqu'au Pont-Neuf, y rencontraient les rassemblements de la place Maubert et fondaient ensemble, en se grossissant, sur le Palais-Royal et sur le jardin des Tuileries.

Telle fut la manœuvre commandée pour la nuit du 19 juin aux agitateurs des divers quartiers. Ils se séparèrent avec ce mot d'ordre qui laissait au mouvement du lendemain tout le vague de l'espérance, et qui, sans commander le dernier crime, autorisait les derniers excès : « *En finir avec le* » *château.* »

VIII.

Telle fut la réunion de Charenton, tels étaient les hommes invisibles qui allaient imprimer le mouvement à un million de citoyens. Laclos et Sillery, qui allaient chercher pour le duc d'Orléans, leur maître, un trône dans les faubourgs, y semèrent-ils l'argent de l'embauchage? On l'a dit, on l'a cru : on ne l'a jamais prouvé. Leur présence dans ce conciliabule est un indice. Il est permis à l'histoire de soupçonner sans évidence, jamais d'accuser sans preuve. L'assassinat du roi, le lendemain, donnait la couronne au duc d'Orléans. Louis XVI pouvait être assassiné, ne fût-ce que par le fer d'un homme ivre. Il ne le fut pas. C'est la seule justification de

la faction d'Orléans. Quelques-uns de ces hommes étaient pervers comme Marat et Hébert; d'autres, comme Barbaroux, Sillery, Laclos, Carra, étaient des factieux impatients; d'autres enfin, comme Santerre, n'étaient que des citoyens fanatisés pour la liberté. Les conspirateurs en se concertant activaient et disciplinaient la ville. Des passions individuelles, perverses, mettaient le feu à la grande et vertueuse passion du peuple pour le triomphe de la démocratie. C'est ainsi que, dans un incendie, souvent les matières les plus infectes allument le bûcher. Le combustible est immonde, la flamme est pure. La flamme de la Révolution, c'était la liberté; les factieux pouvaient la ternir, ils ne pouvaient pas la souiller.

Pendant que les conspirateurs de Charenton se distribuaient les rôles et recrutaient leurs forces, le roi tremblait pour sa femme et pour ses enfants dans les Tuileries. « Qui sait, disait-il à M. de Malesherbes avec un mélancolique sourire, si je verrai coucher le soleil de demain? »

Péthion, en donnant d'un mot l'impulsion de la résistance à la municipalité et à la garde nationale sous ses ordres, pouvait tout comprimer et tout dissoudre. Le directoire du département, présidé par l'infortuné duc de La Rochefoucauld massacré depuis, sommait énergiquement Péthion de faire son devoir. Péthion atermoyait, souriait, répondait de

tout, justifiait la légalité des rassemblements projetés et les pétitions portées en masse à l'Assemblée. Vergniaud à la tribune repoussait les alarmes des constitutionnels comme des calomnies adressées à l'innocence du peuple. Condorcet riait des inquiétudes manifestées par les ministres et des demandes de forces qu'ils adressaient à l'Assemblée. « N'est-il » pas plaisant, disait-il à ses collègues, de voir le » pouvoir exécutif demander des moyens d'action » aux législateurs! Qu'il se sauve lui-même, c'est » son métier. » Ainsi la dérision s'unissait aux complots contre l'infortuné monarque. Les législateurs raillaient le pouvoir désarmé par leurs propres mains et applaudissaient aux factieux.

IX.

C'est sous ces auspices que s'ouvrit la journée du 20 juin. Un second conciliabule, plus secret et moins nombreux, avait réuni chez Santerre, la nuit du 19 au 20, les hommes d'exécution. Ils ne s'étaient séparés qu'à minuit. Chacun d'eux s'était rendu à son poste, avait réveillé ses hommes les plus affidés et les avait distribués par petits groupes, pour recueillir et pour masser les ouvriers à mesure qu'ils sortiraient de leurs demeures. Santerre avait répondu de l'immobilité de la garde nationale. « Soyez tran- » quilles, dit-il aux conjurés, Péthion sera là. »

Péthion, en effet, avait ordonné la veille aux bataillons de la garde nationale de se trouver sous les armes, non pour s'opposer à la marche des colonnes du peuple, mais pour fraterniser avec les pétitionnaires et pour faire cortége à la sédition. Cette mesure équivoque sauvait à la fois la responsabilité de Péthion devant le directoire du département, et sa complicité devant le peuple attroupé. Il disait aux uns, je veille; il disait aux autres, je marche avec vous.

Au point du jour ces bataillons étaient rassemblés, les armes en faisceaux, sur toutes les grandes places. Santerre haranguait le sien sur les ruines de la Bastille. Autour de lui affluait, d'heure en heure, un peuple immense, agité, impatient, prêt à fondre sur la ville au signal qui lui serait donné. Des uniformes s'y mêlaient aux haillons de l'indigence. Des détachements d'invalides, de gendarmes, des gardes nationaux, des volontaires y recevaient les ordres de Santerre et les répétaient à la foule. Une discipline instinctive présidait au désordre. L'aspect à la fois populaire et militaire de ce camp du peuple donnait au rassemblement le caractère d'une expédition plutôt que celui d'une émeute. Cette foule reconnaissait ses chefs, manœuvrait à leurs commandements, suivait ses drapeaux, obéissait à leur voix, suspendait même son impatience pour attendre les renforts et pour donner aux pelotons isolés l'apparence et l'en-

semble de mouvements simultanés. Santerre à cheval, entouré d'un état-major d'hommes des faubourgs, donnait ses ordres, fraternisait avec les citoyens, tendait la main aux insurgés, recommandait le silence, la dignité au peuple et formait lentement ses colonnes de marche.

X.

A onze heures le peuple se mit en mouvement vers le quartier des Tuileries. On évaluait à vingt mille le nombre des hommes qui partirent de la place de la Bastille. Ils étaient divisés en trois corps : le premier, composé de bataillons des faubourgs, armés de baïonnettes et de sabres, obéissait à Santerre ; le second, formé d'hommes du peuple, sans armes ou armés de piques et de bâtons, marchait sous les ordres du démagogue Saint-Huruge ; le troisième, horde, pêle-mêle confus d'hommes en haillons, de femmes et d'enfants, suivait en désordre une jeune et belle femme, vêtue en homme, un sabre à la main, un fusil sur l'épaule et assise sur un canon traîné par des ouvriers aux bras nus. C'était Théroigne de Méricourt.

On connaissait Santerre, c'était le roi des faubourgs. Saint-Huruge était depuis 89 le grand agitateur du Palais-Royal.

Le marquis de Saint-Huruge, né à Màcon, d'une

famille noble et riche, était un de ces hommes de tumulte qui semblent personnifier en eux les masses. Doué d'une haute stature, d'une figure martiale, sa voix tonnait par-dessus le mugissement de la multitude. Il avait ses agitations, ses fureurs, ses repentirs, quelquefois aussi ses lâchetés. Son âme n'était pas cruelle, mais sa tête n'était pas saine. Trop aristocrate pour être envieux, trop riche pour être spoliateur, trop léger d'esprit pour être fanatique de principes, la Révolution l'entraînait comme le courant entraîne le regard, par le vertige. Il y avait de la démence dans sa vie; il aimait la révolution en mouvement, parce qu'elle ressemblait à la démence. Jeune encore il avait prostitué son nom, sa fortune, son honneur au jeu, aux femmes, à la débauche. Il avait, au Palais-Royal et dans les quartiers du désordre, la célébrité du scandale. Tout le monde le connaissait. Sa famille l'avait fait enfermer à la Bastille. Le 14 juillet l'avait délivré. Il avait juré vengeance, il tenait son serment. Complice volontaire et infatigable de toutes les factions, il s'était offert sans salaire au duc d'Orléans, à Mirabeau, à Danton, à Camille Desmoulins, aux Girondins, à Robespierre : toujours du parti qui voulait aller le plus loin, toujours de l'émeute qui promettait le plus de ruines. Éveillé avant le jour, présent dans tous les clubs, rôdant dans la nuit, il accourait au moindre bruit pour le grossir, au

moindre attroupement pour l'entraîner. Il s'enflammait de la passion commune avant de la comprendre; sa voix, son geste, l'égarement de ses traits multipliaient cette passion autour de lui. Il vociférait le trouble, il semait la fièvre, il électrisait les masses indécises, il faisait le courant et on le suivait : il était à lui seul une sédition.

XI.

Après Saint-Huruge marchait Théroigne de Méricourt. Théroigne ou Lambertine de Méricourt, qui commandait le troisième corps de l'armée des faubourgs, était connue du peuple sous le nom de *la belle Liégeoise*. La Révolution française l'avait attirée à Paris, comme le tourbillon attire les choses mobiles. C'était la *Jeanne d'Arc* impure de la place publique. L'amour outragé l'avait jetée dans le désordre; le vice, dont elle rougissait, lui donnait la soif de la vengeance. En frappant les aristocrates, elle croyait réhabiliter son honneur : elle lavait sa honte dans du sang.

Née au village de Méricourt, dans les environs de Liége, d'une famille de riches cultivateurs, elle avait reçu l'éducation des classes élevées. A dix-sept ans, son éclatante beauté avait attiré l'attention d'un jeune seigneur des bords du Rhin dont le



Raffet del. | *[illegible] sc.*

THÉROIGNE

DE MÉRICOURT

Paris, publié par Furne
et W. Coquebert

lui avaient décerné un sabre d'honneur sur la brèche. Aux journées d'octobre, elle avait guidé à Versailles les femmes de Paris. A cheval à côté du féroce Jourdan, qu'on appelait l'*Homme à la longue barbe*, elle avait ramené le roi à Paris; elle avait suivi, sans pâlir, les têtes coupées des gardes du corps servant de trophées au bout des piques. Sa parole, quoique empreinte d'un accent étranger, avait l'éloquence du tumulte. Elle élevait la voix dans les orages des clubs, et gourmandait la salle du haut des galeries. Quelquefois elle haranguait aux Cordeliers. Camille Desmoulins parle de l'enthousiasme qu'une de ses improvisations y excita. « Ses images, dit-il, étaient » empruntées de Pindare et de la Bible, c'était le » patriotisme d'une Judith. » Elle proposait de bâtir le palais de la représentation nationale sur l'emplacement de la Bastille : « Pour fonder et pour embellir » cet édifice, dépouillons-nous, dit-elle un jour, » de nos bracelets, de notre or, de nos pierreries. » J'en donne l'exemple la première, » et elle se dépouilla sur la tribune. Son ascendant était tel sur les émeutes, qu'un geste d'elle condamnait ou absolvait les victimes. Les royalistes tremblaient de la rencontrer.

En ce temps, par un de ces hasards qui ressemblent aux vengeances préméditées de la destinée, elle reconnut dans Paris le jeune gentilhomme belge qui l'avait séduite et abandonnée. Son regard apprit

à son séducteur les dangers qu'il courait. Il voulut les conjurer, il vint implorer son pardon. « Mon » pardon, lui dit-elle! et de quel prix pourriez-vous » le payer? Mon innocence ravie, mon honneur » perdu, celui de ma famille terni, mon frère et » mes sœurs poursuivis dans leur pays par le sar- » casme de leurs proches, la malédiction de mon » père, mon exil de ma patrie, mon enrôlement » dans l'infâme caste des courtisanes, le sang dont » je souille et dont je souillerai mes mains, ma mé- » moire exécrée parmi les hommes, cette immorta- » lité de malédiction s'attachant à mon nom à la » place de cette immortalité de la vertu, dont vous » m'avez appris à douter! Voilà ce que vous voulez » racheter. Voyons, connaissez-vous sur la terre un » prix capable de me payer tout cela? » Le coupable se tut. Théroigne n'eut pas la générosité de lui pardonner. Il périt aux massacres de septembre. A mesure que la Révolution devint plus sanguinaire, elle s'y plongea davantage.

Elle ne pouvait plus vivre que de la fièvre des émotions publiques. Cependant son premier culte pour Brissot se réveilla à la chute des Girondins. Elle aussi, elle voulait arrêter la Révolution. Mais il y avait des femmes au-dessous d'elle. Ces femmes, qu'on appelait les *furies* de la guillotine, dépouillèrent de ses vêtements la belle Liégeoise et la fouettèrent en public sur la terrasse des Tuileries, le 31

mai. Ce supplice, plus infâme que la mort, égara sa raison. Ramassée dans la boue, jetée dans une loge d'aliénés au fond d'un hospice, elle y vécut vingt ans. Ces vingt ans ne furent qu'un long accès de fureur. Impudique et sanguinaire dans ses songes, elle ne voulut jamais revêtir de vêtements, en souvenir de l'outrage qu'elle avait subi. Elle se traînait nue, ses cheveux blancs et épars, sur les dalles de sa loge; elle entrelaçait ses mains décharnées aux barreaux de sa fenêtre. Elle faisait de là des motions à un peuple imaginaire et demandait le sang de Suleau.

XII.

Derrière Théroigne de Méricourt marchaient des démagogues moins connus de Paris, mais déjà célèbres dans leurs quartiers, tels que Rossignol, ouvrier orfévre; Brierre, marchand de vin; Gonor, vainqueur de la Bastille; Jourdan coupe-tête; le fameux jacobin polonais Lozouski, enseveli plus tard par le peuple au Carrousel; Henriot enfin, depuis général de confiance de la Convention. A mesure que les colonnes pénétraient dans l'intérieur de Paris, elles se grossissaient de nouveaux groupes qui débouchaient des rues populeuses ouvrant sur les boulevards ou sur les quais. A chaque afflux de ces nouvelles recrues, une immense clameur de joie s'élevait du

sein des colonnes; la musique militaire faisait retentir l'air cynique et atroce de *Ça ira*, cette Marseillaise des assassins. Les insurgés le chantaient en chœur et brandissaient leurs armes en menaçant du geste les fenêtres des aristocrates présumés.

Ces armes ne ressemblaient en rien aux armes étincelantes d'une armée régulière qui impriment à la fois la terreur et l'admiration; c'étaient les armes étranges et bizarres saisies, comme dans le premier mouvement de la défense ou de la fureur, par la main du peuple. Des piques, des lances émoussées, des broches de cuisine, des couteaux emmanchés, des haches de charpentier, des marteaux de maçon, des tranchets de cordonnier, des leviers de paveur, des fers de repasseuse, des scies, des chenets, des pelles, des pincettes, les plus vulgaires ustensiles du ménage du pauvre, la ferraille des quais; de tous ces outils le peuple avait fait des armes. Ces armes diverses, rouillées, noires, hideuses à voir, dont chacune présentait à l'œil une manière différente de frapper, semblaient multiplier l'horreur de la mort en la présentant sous mille formes cruelles et inusitées. Le mélange des sexes, des âges, des conditions, la confusion des costumes, les haillons à côté des uniformes, les vieillards à côté des jeunes gens; les enfants même, les uns portés par leurs mères, d'autres traînés par la main ou s'attachant aux pans des habits de leurs pères; des filles publi-

ques en robes de soie souillées de boue, l'impudeur au front, l'insulte sur les lèvres; des centaines de pauvres femmes du peuple recrutées, pour faire nombre et pour faire pitié, dans les galetas des faubourgs, vêtues de friperies en lambeaux, maigres, pâles, les yeux caves, les joues creusées par la misère, images de la faim; le peuple enfin dans tout le désordre, dans toute la confusion, dans toute la nudité d'une ville qui sort à l'improviste de ses maisons, de ses ateliers, de ses mansardes, de ses lieux de débauches, de ses repaires : tel était l'aspect d'intimidation que les conjurés avaient voulu donner à cette foule.

Des drapeaux flottaient çà et là au-dessus des colonnes. Sur l'un était écrit : *La sanction ou la mort!* Sur un autre : *Rappel des ministres patriotes!* Sur un troisième : *Tremble, tyran, ton heure est venue!* Un homme aux bras nus portait une potence à laquelle pendait l'effigie d'une femme couronnée, avec ces mots : *Gare la lanterne!* Plus loin un groupe de mégères élevait à bras tendus une *guillotine* en relief; un écriteau en expliquait l'usage : *Justice nationale contre les tyrans; Veto et sa femme à la mort!* Au milieu de ce désordre apparent, un ordre caché se laissait reconnaître. Quelques hommes en vestes ou en haillons, mais au linge fin et aux mains blanches, portaient sur leurs têtes des chapeaux où on lisait des signes de reconnaissance écrits en gros caractères

avec de la craie blanche. On se réglait sur leur marche et on suivait leur impulsion.

Le rassemblement principal s'écoula ainsi par la rue Saint-Antoine et par les avenues sombres du centre de Paris jusqu'à la rue Saint-Honoré. Il entraînait dans sa marche la population de ces quartiers. Plus ce torrent d'hommes grossissait, plus il écumait. Là une bande de garçons bouchers s'y joignit : chacun de ces assommeurs d'abattoir portait au bout d'un fer de pique un cœur de veau percé de part en part et encore saignant, avec cette légende : *Cœur d'aristocrate*. Un peu plus loin une horde de chiffonniers couverts de haillons dressait au-dessus de la foule une lance autour de laquelle flottaient les lambeaux déchirés de vêtements humains, avec ces mots : *Tremblez, tyrans, voilà les sans-culottes*. L'injure que l'aristocratie avait jetée à l'indigence, ramassée par elle, devenait ainsi l'arme du peuple contre la richesse.

Cette armée défila pendant trois heures dans la rue Saint-Honoré; tantôt un redoutable silence, interrompu seulement par le retentissement de ces milliers de pas sur le pavé, oppressait l'imagination comme le signe de la colère concentrée de cette masse; tantôt des éclats de voix isolés, des apostrophes insultantes, des sarcasmes atroces jaillissaient aux éclats de rire de la foule; tantôt des rumeurs soudaines, immenses, confuses, sortaient de ces

vagues d'hommes, et, s'élevant jusqu'aux toits, laissaient saisir seulement les dernières syllabes de ces acclamations prolongées : *Vive la nation! Vivent les sans-culottes! A bas le veto!* Ce tumulte pénétrait du dehors jusque dans la salle du Manége, où siégeait en ce moment l'Assemblée législative. La tête du cortége s'arrêta à ses portes; les colonnes inondèrent la cour des Feuillants, la cour du Manége et toutes les avenues de la salle. Ces cours, ces avenues, ces passages qui masquaient alors la terrasse du jardin, occupaient l'espace libre qui s'étend aujourd'hui entre le jardin des Tuileries et la rue Saint-Honoré, cette artère centrale de Paris. Il était midi.

XIII.

Rœderer, procureur-syndic du directoire de département, fonction qui correspondait en 92 à celle de préfet de Paris, était en ce moment à la barre de l'Assemblée. Rœderer, partisan de la constitution, de l'école des Mirabeau et des Talleyrand, était un ennemi courageux de l'anarchie. Il trouvait dans la constitution le point de conciliation entre sa fidélité au peuple et sa loyauté envers le roi; il voulait défendre cette constitution avec toutes les armes de la loi que la sédition n'aurait pas encore brisées dans sa main. « Des rassemblements armés nous mena-
» cent de violer la constitution, l'enceinte de la repré-

» sentation, la demeure du roi, dit Rœderer à la » barre; les rapports de cette nuit sont alarmants : » le ministre de l'intérieur nous demande de faire » marcher sans délai des troupes à la défense du » château. La loi défend les rassemblements armés. » Ils s'avancent pourtant. Ils demandent à entrer; » mais si vous donnez vous-mêmes l'exemple de les » admettre dans votre sein, que devient entre nos » mains la force de la loi? Votre indulgence en l'abro- » geant briserait toute force publique dans les mains » des magistrats. Nous demandons à être chargés de » remplir tous nos devoirs : qu'on nous laisse la res- » ponsabilité, que rien ne diminue l'obligation où » nous sommes de mourir pour le maintien de la » tranquillité publique! » Ces paroles dignes du chancelier L'Hôpital ou de Mathieu Molé sont froidement accueillies par l'Assemblée, bafouées par les ricanements des tribunes. Vergniaud les salue hypocritement et les écarte.

« Eh oui, sans doute, dit l'orateur, qu'un rassem- » blement armé devait arracher de la tribune un an » plus tard; eh oui, sans doute, nous aurions mieux » fait peut-être de ne jamais recevoir d'hommes ar- » més; car, si aujourd'hui le civisme amène ici de » bons citoyens, l'aristocratie peut y conduire de- » main ses janissaires. Mais l'erreur que nous avons » commise autorise l'erreur du peuple. Les rassem- » blements formés jusqu'ici paraissent autorisés par

» le silence de la loi. Les magistrats, il est vrai, » vous demandent la force pour les réprimer. Dans » ces circonstances, que devez-vous faire? Je crois » qu'il y aurait une extrême rigueur à être inflexible » envers une faute dont le principe est dans vos » décrets; ce serait faire injure aux citoyens qui » demandent en ce moment à vous présenter leurs » hommages que de leur supposer de mauvaises » intentions. On prétend que ce rassemblement veut » présenter une adresse au château; je ne pense » pas que les citoyens qui le composent demandent » à être introduits en armes auprès de la personne » du roi, je pense qu'ils se conformeront aux lois, » qu'ils iront sans armes et comme de simples péti- » tionnaires. Je demande que les citoyens réunis » pour défiler devant nous soient admis à l'instant. »

Indignés de ces perfidies ou de ces lâchetés de paroles, Dumolard, Ramond s'opposent avec énergie à cette faiblesse ou à cette complicité de l'Assemblée. « Le plus bel hommage que vous puissiez faire au » peuple de Paris, s'écrie Ramond, c'est de le faire » obéir à ses propres lois. Je demande que les ci- » toyens déposent leurs armes avant d'être admis » devant vous. — Que parlez-vous, répond Guadet, » de désobéissance à la loi, puisque vous y avez si » souvent dérogé vous-même? Vous commettriez une » injustice révoltante, vous ressembleriez à cet em- » pereur romain qui, pour trouver plus de coupables,

» fit écrire les lois en caractères tellement obscurs
» que personne ne pouvait les comprendre! »

La députation des insurgés entre à ces dernières paroles au milieu des applaudissements et des murmures d'indignation qui se partagent l'Assemblée.

XIV.

L'orateur de la députation, Huguenin, lit la pétition concertée à Charenton. Il déclare que la ville est debout, à la hauteur des circonstances, prête à se servir des grands moyens pour venger la majesté du peuple. Il déplore cependant la nécessité de tremper ses mains dans le sang des conspirateurs. « Mais
» l'heure est arrivée, dit-il avec une apparente ré-
» signation au combat, le sang coulera; les hommes
» du 14 juillet ne sont pas endormis, s'ils ont paru
» l'être; leur réveil est terrible : parlez et nous agi-
» rons. Le peuple est là pour juger ses ennemis,
» qu'ils choisissent entre Coblentz et nous! qu'ils
» purgent la terre de la liberté! Les tyrans, vous les
» connaissez; le roi n'est pas d'accord avec vous,
» nous n'en voulons d'autre preuve que le renvoi
» des ministres patriotes et l'inaction de nos armées.
» La tête du peuple ne vaut-elle donc pas celle des
» rois? Le sang des patriotes doit-il donc impuné-
» ment couler pour satisfaire l'orgueil et l'ambition
» du château perfide des Tuileries? Si le roi n'agit

» pas, suspendez-le : un seul homme ne peut pas » entraver la volonté de 25 millions d'hommes. Si » par égard nous le maintenons à son poste, c'est à » condition qu'il le remplisse constitutionnellement! » S'il s'en écarte, il n'est plus rien!... Et la haute » cour d'Orléans, que fait-elle? poursuit Huguenin; » où sont les têtes des coupables qu'elle devait frap- » per?... Nous forcera-t-on à reprendre nous-mêmes » le glaive?..... »

Ces paroles sinistres consternent les constitutionnels et font sourire les Girondins. Le président cependant répond avec une fermeté qui n'est pas soutenue par l'attitude de ses collègues. Ils décident que le peuple des faubourgs sera admis à défiler en armes dans la salle.

XV.

Aussitôt après le vote de ce décret, les portes, assiégées par la multitude, s'ouvrent et livrent passage aux trente mille pétitionnaires. Pendant ce long défilé, la musique fait entendre les airs démagogiques de la *Carmagnole* et du *Ça ira*, ces pas de charge des émeutes. Des femmes armées de sabres les brandissent vers les tribunes qui battent des mains; elles dansent devant une table de pierre où sont inscrits les droits de l'homme, comme les Israélites autour du tabernacle. Les mêmes drapeaux,

les mêmes inscriptions triviales, qui souillaient la rue, profanent l'enceinte des lois. Les lambeaux de culottes pendant en trophées, la guillotine, la *potence* avec la figure de la reine suspendue traversent impunément l'Assemblée; des députés applaudissent, d'autres détournent la tête ou se voilent le front des deux mains; quelques-uns, plus courageux, s'élancent vers l'homme qui porte le *cœur saignant* et forcent ce misérable, moitié par supplication, moitié par menace, de se retirer avec son emblème d'assassinat. Une partie du peuple regarde d'un œil respectueux l'enceinte qu'il profane, l'autre apostrophe en passant les représentants de la nation et semble jouir de leur avilissement. Le cliquetis des armes bizarres de cette foule, le bruit des souliers ferrés et des sabots sur le pavé de la salle, les glapissements des femmes, les voix des enfants, les cris de : Vive la nation! les chants patriotiques, les sons des instruments assourdissent l'oreille. L'aspect des haillons contraste avec les marbres, les statues, les décorations de l'enceinte. Les miasmes de cette lie en mouvement corrompent l'air et suffoquent la respiration. Il était trois heures quand les traînards de l'attroupement eurent défilé. Le président se hâta de suspendre la séance dans l'attente des prochains excès.

XVI.

Mais des forces imposantes paraissent disposées dans les cours des Tuileries et dans le jardin pour défendre la demeure du roi contre l'invasion des faubourgs. Trois régiments de ligne, deux escadrons de gendarmerie, plusieurs bataillons de garde nationale et du canon composaient ces moyens de défense. Ces troupes indécises, travaillées par la sédition, n'étaient qu'une apparence de force. Les cris de : Vive la nation! les gestes amis des insurgés, la vue des femmes tendant les bras aux soldats à travers les grilles, la présence des officiers municipaux qui montraient, dans leur attitude, une neutralité dédaigneuse pour le roi, tout ébranlait le sentiment de la résistance dans le cœur de ces troupes : elles voyaient des deux côtés l'uniforme de la garde nationale. Entre la population de Paris, dont elles partageaient les sentiments, et le château, qu'on leur disait plein de trahisons, elles ne savaient plus où était le devoir. En vain M. Rœderer, ferme organe de la constitution; en vain des officiers supérieurs de la garde nationale, tels que MM. Acloque et de Romainvilliers, leur présentaient le texte abstrait de la loi, qui leur ordonnait de repousser la force par la force. L'Assemblée leur donnait l'exemple de la complicité; le maire Péthion se dérobait à sa respon-

sabilité ; le roi immobile se réfugiait dans son inviolabilité ; les troupes, abandonnées à elles-mêmes, ne pouvaient tarder à se rompre devant la menace ou devant la séduction.

Dans l'intérieur du palais, environ deux cents gentilshommes, à la tête desquels le vieux maréchal de Mouchy, étaient accourus au premier bruit des dangers du roi. C'étaient des victimes volontaires du vieil honneur français plus que des défenseurs utiles de la monarchie. Craignant d'exciter les ombrages de la garde nationale et des troupes, ces gentilshommes se tenaient cachés dans les appartements, prêts à mourir plutôt qu'à combattre. Ils ne portaient point d'uniforme ; ils cachaient leurs armes sous leurs habits : de là, le nom de chevaliers du poignard, sous lequel on les signala à la haine du peuple. Venus secrètement de leur province pour offrir leur dévouement désespéré à leur malheureux maître, inconnus les uns aux autres, munis seulement d'une carte d'entrée au palais, ils accouraient les jours du péril. Ils devaient être dix mille, ils n'étaient que deux cents : c'était la réserve de la fidélité. Ils faisaient leur devoir sans se compter ; ils vengeaient la noblesse française des fautes et des abandons de l'émigration.

XVII.

L'attroupement, en sortant de l'Assemblée, avait marché en colonne serrée sur le Carrousel. Santerre et Alexandre, à la tête de leurs bataillons, lui imprimaient le mouvement. Une masse compacte d'insurgés suivait par la rue Saint-Honoré. Les autres tronçons du rassemblement, disjoints et coupés du corps principal, encombraient les cours du Manége et des Feuillants, et cherchaient à se faire jour en débouchant violemment par une des issues qui communiquaient de ces cours avec le jardin. Un bataillon de garde nationale défendait l'accès de cette grille. La faiblesse ou la complaisance d'un officier municipal livre le passage; le bataillon se replie et prend position sous les fenêtres du château. La foule traverse obliquement le jardin; en passant devant les bataillons, elle les salue du cri de : *Vive la nation!* et les invite à enlever les baïonnettes de leurs fusils : les baïonnettes tombent; le rassemblement s'écoule par la porte du Pont-Royal et se replie sur les guichets du Carrousel qui fermaient cette place du côté de la Seine. La garde de ces guichets cède de nouveau, laisse passer un certain nombre de séditieux et se referme. Ces hommes, échauffés par la marche, par les chants, par les acclamations de l'Assemblée et par l'ivresse, se répandent en hurlant dans les

cours du château. Ils courent aux portes principales, ils assiégent les postes qui les défendent, ils appellent à eux leurs camarades du dehors, ils ébranlent les gonds de la porte Royale. L'officier municipal Panis ordonne de l'ouvrir. Le Carrousel est forcé, les masses semblent hésiter un moment devant les pièces de canon braquées contre elles et devant les escadrons de gendarmerie en bataille. Saint-Prix, commandant de canonniers, séparé de ses pièces par un mouvement de la foule, fait porter au commandant en second l'ordre de les replier sur la porte du château. Ce commandant refuse d'obéir. *Le Carrousel est forcé,* dit-il à haute voix, *il faut que le château le soit aussi. A moi, canonniers, voilà l'ennemi!* Il montre du geste les fenêtres du roi, retourne ses pièces et les braque contre le palais. Les troupes, entraînées par cette désertion de l'artillerie, restent en bataille, mais répandent devant le peuple les amorces de leurs fusils en signe de fraternité et livrent tous les passages aux séditieux.

A ce geste des soldats, le commandant de la garde nationale, témoin de ce mouvement, crie de la cour à ses grenadiers qu'il voit aux fenêtres de la salle des Gardes, de prendre les armes pour défendre l'escalier. Les grenadiers, au lieu d'obéir, sortent du palais par la galerie du côté du jardin. Santerre, Théroigne et Saint-Huruge se précipitent sur la porte du palais. Les plus téméraires et les plus ro-

bustes des hommes de leur cortége s'engouffrent sous la voûte qui conduit du Carrousel au jardin; ils écartent violemment les canonniers, s'emparent d'une des pièces, l'arrachent de son affût et la portent à bras d'homme jusque dans la salle des Gardes, au sommet du grand escalier. La foule, enhardie par ce prodige de force et d'audace, inonde la salle et se répand comme un torrent dans tous les escaliers et dans tous les corridors du château. Toutes les portes s'ébranlent ou tombent sous les épaules ou sous les haches de cette multitude. Elle cherche à grands cris le roi, une porte seule l'en sépare; la porte ébranlée est prête à céder sous l'effort des leviers et sous les coups de piques des assaillants.

XVIII.

Le roi, qui se fiait aux promesses de Péthion et aux forces nombreuses dont le palais était entouré, avait vu sans inquiétude la marche du rassemblement.

L'assaut soudainement donné à sa demeure l'avait surpris dans une complète sécurité. Retiré avec la reine, madame Élisabeth et ses enfants dans ses appartements intérieurs du côté du jardin, il écoutait gronder de loin ces masses sans penser qu'elles allaient sitôt fondre sur lui. Les voix de ses serviteurs effrayés, fuyant de toutes parts, le fracas des portes qui se brisent et qui tombent sur les parquets, les

hurlements du peuple qui s'approche jettent tout à coup l'effroi dans ce groupe de famille. Elle était réunie dans la chambre à coucher du roi. Ce prince, confiant d'un geste la reine, sa sœur, ses enfants aux officiers, aux femmes de leur maison qui les entourent, s'élance seul au bruit dans la salle du Conseil. Il y trouve le fidèle maréchal de Mouchy, qui ne se lasse pas d'offrir les derniers jours de sa longue vie à son maître; M. d'Hervilly, commandant de la garde constitutionnelle à cheval, licencié peu de jours avant; le généreux Acloque, commandant du bataillon du faubourg Saint-Marceau, d'abord révolutionnaire modéré, puis vaincu par les vertus privées de Louis XVI, aujourd'hui son ami et brûlant de mourir pour lui; trois braves grenadiers du bataillon du faubourg Saint-Martin, Lecrosnier, Bridaut, Gossé, restés seuls à leur poste de l'intérieur dans la défection commune et cherchant le roi pour le couvrir de leurs baïonnettes, hommes du peuple, étrangers à la cour, ralliés par le seul sentiment du devoir et de l'affection, ne défendant que l'homme dans le roi.

Au moment où le roi entrait dans cette salle, les portes de la pièce suivante, appelée salle des Nobles, étaient ébranlées sous les coups des assaillants. Le roi s'y précipite au-devant du danger. Les panneaux de la porte tombent à ses pieds; des fers de lance, des bâtons ferrés, des piques passent à tra-

vers les ouvertures. Des cris de fureur, des jurements, des imprécations accompagnent les coups de hache. Le roi, d'une voix ferme, ordonne à deux valets de chambre dévoués qui l'accompagnent, MM. Hue et de Marchais, d'ouvrir les portes. « Que » puis-je craindre au milieu de mon peuple? » dit ce prince en s'avançant hardiment vers les assaillants.

Ces paroles, ce mouvement en avant, la sérénité de ce front, ce respect de tant de siècles pour la personne sacrée du roi suspendent l'impétuosité des premiers agresseurs. Ils semblent hésiter à franchir le seuil qu'ils viennent de forcer. Pendant ce mouvement d'hésitation, le maréchal de Mouchy, Acloque, les trois grenadiers, les deux serviteurs font reculer le roi de quelques pas et se rangent entre lui et le peuple. Les grenadiers présentent la baïonnette, ils tiennent la foule en respect un instant. Mais le flot de la multitude qui grossit pousse en avant les premiers rangs. Le premier qui s'élance est un homme en haillons, les bras nus, les yeux égarés, l'écume à la bouche. « Où est le *Veto?* » dit-il en brandissant vers la poitrine du roi un long bâton armé d'un dard de fer. Un des grenadiers abat du poids de sa baïonnette le bâton et écarte le bras de ce furieux. Le brigand tombe aux pieds du citoyen; cet acte d'énergie impose à ses camarades. Ils foulent aux pieds l'homme abattu. Les piques, les haches, les couteaux s'abaissent ou s'écartent.

La majesté royale reprend un moment son empire. Cette foule se contient d'elle-même à une certaine distance du roi dans une attitude de curiosité brutale plutôt que de fureur.

XIX.

Cependant quelques officiers des gardes nationaux que le bruit des dangers du roi avait fait accourir se groupent avec les braves grenadiers et parviennent à faire un peu d'espace autour de Louis XVI. Le roi, qui n'a qu'une pensée, celle d'éloigner le peuple de l'appartement où il a laissé la reine, fait fermer derrière lui la porte de la salle du Conseil. Il entraîne à sa suite la multitude dans le vaste salon de l'Œil-de-Bœuf, sous prétexte que cette pièce, par son étendue, permettra à une plus grande masse de citoyens de le voir et de lui parler. Il y parvient; entouré d'une foule immense et tumultueuse, il se félicite de se trouver seul exposé aux coups des armes de toute espèce que des milliers de bras agitent sur sa tête. Mais en se retournant il aperçoit sa sœur, madame Élisabeth, qui lui tend les bras et qui veut s'élancer vers lui.

Elle avait échappé aux efforts des femmes qui retenaient la reine et les enfants dans la chambre du Lit. Elle adorait son frère. Elle voulait mourir sur son cœur. Jeune, d'une beauté céleste, sanctifiée à la

cœur par la piété de sa vie et par son dévouement passionné au roi, elle avait renoncé à tout amour pour l'unique amour de sa famille. Ses cheveux épars, ses yeux mouillés, ses bras tendus vers le roi lui donnaient une expression désespérée et sublime. « C'est la reine! » s'écrient quelques femmes des faubourgs; ce nom dans un pareil moment était un arrêt de mort. Des forcenés s'élancent vers la sœur du roi les bras levés, ils vont la frapper, des officiers du palais les détrompent. Le nom vénéré de madame Élisabeth fait retomber leurs armes. « Ah! que faites-» vous! s'écrie douloureusement la princesse, laissez-» leur croire que je suis la reine! en mourant à sa » place, je l'aurais peut-être sauvée! » A ces mots, un mouvement irrésistible de la foule écarte violemment madame Élisabeth de son frère et la jette dans l'embrasure d'une des fenêtres de la salle, où la foule qui l'enferme la contemple du moins avec respect.

XX.

Le roi était parvenu jusqu'à l'embrasure profonde de la fenêtre du milieu. Acloque, Vannot, d'Hervilly, une vingtaine de volontaires et de gardes nationaux lui faisaient un rempart de leurs corps. Quelques officiers mettent l'épée à la main. « Remettez » les épées dans le fourreau, leur dit le roi avec » tranquillité; cette multitude est plus égarée que

» coupable. » Il monte sur une banquette adossée à la fenêtre, les grenadiers y montent à ses côtés, d'autres devant lui ; ils abaissent, ils écartent, ils parent les bâtons, les faux, les piques qui flottent sur les têtes de la foule. Des vociférations atroces s'élevaient confusémcnt de cette masse irritée. « *A » bas le veto! le camp sous Paris! Rendez-nous les mi» nistres patriotes! Où est l'Autrichienne?* » Des forcenés se dégageaient à chaque instant des rangs et venaient vomir de plus près des injures et des menaces de mort contre le roi. Ne pouvant l'approcher à travers la haie de baïonnettes croisées devant lui, ils agitaient sous ses yeux et sur sa tête leurs hideux drapeaux et leurs inscriptions sinistres, les lambeaux de culottes, la guillotine, *le cœur saignant,* la potence. L'un d'eux se lançait sans cesse, une pique à la main, pour pénétrer jusqu'au roi. C'était le même assassin qui deux ans plus tôt avait lavé de ses mains, dans un seau d'eau, les têtes coupées de Berthier et de Foulon, et qui, les portant par les cheveux sur le quai de la Ferraille, les avait jetées au peuple pour en faire des enseignes de carnage et des incitations à de nouveaux meurtres.

Un jeune homme blond, au costume élégant, au geste terrible, ne cessait d'assaillir les grenadiers et se déchirait les doigts sur leurs baïonnettes pour les écarter et se faire jour. « Sire, sire! s'écriait-il, je » vous somme, au nom de cent mille âmes qui m'en-

» tourent, de sanctionner le décret contre les prêtres! » cela ou la mort! »

D'autres hommes du peuple, quoique armés de sabres nus, d'épées, de pistolets, de piques, ne faisaient aucun geste menaçant et réprimaient les attentats à la vie du roi. On distinguait même quelques signes de respect et de douleur sur la physionomie du plus grand nombre. Dans cette revue de la Révolution, le peuple se montrait terrible, mais il ne se confondait pas avec les assassins. Un certain ordre commençait à s'établir dans les escaliers et dans les salles; la foule pressée par la foule, après avoir contemplé le roi et jeté ses menaces dans son oreille, s'engouffrait dans les autres appartements et parcourait en triomphe ce *palais du despotisme*.

Le boucher Legendre chassait devant lui, pour se faire place, ces hordes de femmes et d'enfants accoutumés à trembler à sa voix. Il fait signe qu'il veut parler. Le silence s'établit. Les gardes nationaux s'entr'ouvrent pour le laisser interpeller le roi. « Monsieur... » lui dit-il d'une voix tonnante; le roi, à ce mot, qui est une déchéance, fait un mouvement de dignité offensée : « oui, monsieur, reprend Legendre en appuyant plus fortement sur le titre, » écoutez-nous; vous êtes fait pour nous écouter! » Vous êtes un perfide! vous nous avez toujours » trompés! vous nous trompez encore! mais prenez » garde à vous, la mesure est comble. Le peuple est

» las d'être votre jouet et votre victime. » Legendre, après ces paroles menaçantes, lut une pétition en termes aussi impérieux, dans laquelle il demandait au nom du peuple le rappel des ministres girondins et la sanction immédiate des décrets. Le roi répondit avec une dignité intrépide : « Je ferai ce que la » constitution m'ordonne de faire. »

XXI.

A peine un flot de peuple était-il écoulé, qu'un autre lui succédait. A chaque invasion nouvelle du rassemblement les forces du roi et du petit nombre de ses défenseurs s'épuisaient dans cette lutte renaissante avec une foule qui ne se lassait pas. Les portes ne suffisaient déjà plus à l'impatiente curiosité de ces milliers d'hommes accourus à ce pilori de la royauté. Ils entraient par les toits, par les fenêtres, par les galeries élevées qui ouvrent sur les terrasses. Leurs escalades amusaient les spectateurs innombrables pressés dans le jardin. Les battements de mains, les bravos, les éclats de rire de cette foule extérieure encourageaient les assaillants. De sinistres dialogues s'établissaient à haute voix entre les séditieux d'en haut et les impatients d'en bas! « L'a-t-on frappé ? » est-il mort? jetez-nous les têtes! » criaient des voix. Des membres de l'Assemblée, des journalistes girondins, des hommes politiques, Garat, Gorsas,

Marat, mêlés à cette foule, échangeaient des plaisanteries sur ce martyre de honte imposé au roi. Un moment le bruit courut qu'il était assassiné.

Il n'y eut pas un cri d'horreur dans cette multitude. Elle leva les yeux vers le balcon pour voir si on lui montrait le cadavre. Cependant, au milieu de sa rage, la multitude semblait avoir besoin de réconciliation. Un homme du peuple tendit un bonnet rouge au bout d'une pique à Louis XVI. « Qu'il s'en » coiffe! qu'il s'en coiffe! cria la foule, c'est le signe » de patriotisme; s'il s'en pare, nous croirons à sa » bonne foi! » Le roi fit signe à un des grenadiers de lui donner le bonnet rouge; il le plaça en souriant sur sa tête. On cria *vive le roi!* Le peuple avait couronné son chef du signe de la liberté, le bonnet de la démagogie remplaçait le diadème de Reims. Le peuple était vainqueur, il se sentit apaisé!

Mais de nouveaux orateurs, montés sur les épaules de leurs camarades, ne cessaient de demander au roi, tantôt avec supplications, tantôt avec menaces, de promettre le rappel de Roland et la sanction des décrets. Louis XVI, invincible dans sa résistance constitutionnelle, éluda ou refusa toujours d'acquiescer aux injonctions des séditieux. « Gar» dien de la prérogative du pouvoir exécutif, je ne » la livrerai pas à la violence, répondit-il; ce n'est » pas le moment de délibérer quand on ne délibère » pas librement. — N'ayez pas peur, sire, lui dit

» un grenadier de la garde nationale. — Mon ami, » lui répondit le roi en lui prenant le bras et en » l'approchant de sa poitrine, mets ta main là, et » vois si mon cœur bat plus vite qu'à l'ordinaire. » Ce geste, ces paroles de confiance intrépide, vu et entendues de la foule, retournèrent le cœur des séditieux.

Un homme en haillons, tenant une bouteille à la main, s'approcha du roi et lui dit : « Si vous aimez » le peuple, buvez à sa santé! » Les personnes qui entouraient le prince, craignant le poison autant que le poignard, conjurèrent le roi de ne pas boire. Louis XVI tendit le bras, prit la bouteille, l'éleva à ses lèvres et but à la nation! Cette familiarité avec la foule, représentée par un mendiant, acheva de populariser le roi. De nouveaux cris de *vive le roi!* partirent de toutes les bouches et se propagèrent jusque sur les escaliers; ces cris allèrent consterner, sur la terrasse du jardin, les groupes qui attendaient une victime et qui apprenaient un attendrissement des bourreaux.

XXII.

Pendant que l'infortuné prince se débattait ainsi seul contre un peuple entier, la reine subissait dans une salle voisine les mêmes outrages et les mêmes caprices. Plus haïe que le roi, elle courait plus de

dangers. Les nations agitées ont besoin de personnifier leurs haines comme leur amour. Marie-Antoinette représentait à la fois aux yeux de la nation toutes les corruptions des cours, tout l'orgueil du despotisme, toutes les scélératesses de la trahison. Sa beauté, les penchants de sa jeunesse pour le plaisir, des tendresses de cœur changées en débordements par la calomnie, le sang de la maison d'Autriche, sa fierté, qu'elle tenait de la nature plus encore que de ce sang, ses rapports intimes avec le comte d'Artois, ses complots avec les émigrés, sa complicité présumée avec la coalition, les libelles scandaleux ou infâmes semés contre elle depuis quatre ans, faisaient de cette princesse la victime émissaire de l'opinion. Les femmes la méprisaient comme coupable épouse, les patriotes l'abhorraient comme conspiratrice, les hommes politiques la craignaient comme conseillère du roi. Le nom de l'*Autrichienne,* que le peuple lui donnait, résumait contre elle tous ces griefs. Elle était l'impopularité de ce trône dont elle devait être la grâce et le pardon.

Marie-Antoinette connaissait cette haine du peuple contre sa personne. Elle savait que sa présence à côté du roi serait une provocation à l'assassinat. C'est ce motif qui l'avait retenue, seule avec ses enfants, dans la chambre du Lit. Le roi espérait qu'elle y était oubliée; mais c'était la reine surtout que les femmes de l'attroupement cherchaient et

qu'elles appelaient à grands cris des noms les plus outrageants pour une femme, pour une épouse et pour une reine.

A peine le roi était-il enfermé par les masses du peuple dans l'Œil-de-Bœuf, que déjà les portes de la chambre à coucher étaient assiégées des mêmes hurlements et des mêmes coups. Mais cette partie de l'attroupement était surtout composée de femmes. Leurs bras, plus faibles, se déchiraient contre les panneaux de chêne et contre les gonds. Elles appelèrent à leur aide les hommes qui avaient porté la pièce de canon à bras jusque dans la salle des Gardes. Ces hommes accoururent. La reine, debout, pressant ses deux enfants contre son corps, écoutait dans une mortelle anxiété ces vociférations à sa porte. Elle n'avait auprès d'elle que M. de Lajard, ministre de la guerre, seul, impuissant, mais dévoué; quelques dames de sa maison et la princesse de Lamballe, cette amie de ses beaux et de ses mauvais jours, l'environnaient. Belle-fille du duc de Penthièvre et belle-sœur du duc d'Orléans, la princesse de Lamballe avait succédé dans le cœur de la reine à la tendresse passionnée que Marie-Antoinette avait portée longtemps à la comtesse de Polignac. L'amitié de Marie-Antoinette était de l'adoration. Refoulée par la tiédeur du roi, qui n'avait que les vertus, mais aucune des grâces d'un époux; haïe du peuple, lassée du trône, elle épanchait dans

ses prédilections intimes le trop-plein d'un cœur tout à la fois altéré et vide de sentiment. On accusait ce favoritisme. On calomniait tout de la reine, jusqu'à ses amitiés.

La princesse de Lamballe, restée veuve à dix-huit ans, pure de toute ombre sur ses mœurs, au-dessus de toute ambition et de tout intérêt par son rang et par sa fortune, n'aimait dans la reine qu'une amie. Plus l'adversité s'acharnait sur Marie-Antoinette, plus la jeune favorite jouissait d'en prendre sa part. Ce n'étaient pas les grandeurs, c'était le malheur qui l'attirait. Surintendante de la maison, elle logeait, aux Tuileries, dans un appartement voisin de celui de la reine, pour partager toutes ses larmes et tous ses dangers. Elle était obligée de s'absenter quelquefois pour aller au château de Vernon soigner le vieux duc de Penthièvre. La reine, qui pressentait les orages, lui avait écrit, quelques jours avant le 20 juin, une lettre touchante pour la supplier de ne pas revenir. Cette lettre, retrouvée dans les cheveux de la princesse de Lamballe après son assassinat et *inconnue jusqu'ici*, révèle la tendresse de l'une et le dévouement de l'autre.

« Ne revenez pas de Vernon, ma chère Lamballe,
» avant votre entier rétablissement. Le bon duc de
» Penthièvre en serait bien triste et bien affligé ; et
» nous nous devons tous de ménager son grand

» âge et ses vertus. Je vous ai dit si souvent de » vous ménager vous-même que, si vous m'aimez, » vous penserez à vous. On a besoin de toutes ses » forces dans les temps où nous sommes. Ah! ne » revenez pas... revenez le plus tard possible. Votre » cœur serait trop navré, vous auriez trop à pleurer » sur tous mes malheurs, vous qui m'aimez si ten- » drement. Cette race de tigres qui inonde le royaume » jouirait bien cruellement si elle savait tout ce que » nous souffrons. Adieu, ma chère Lamballe, je suis » tout occupée de vous, et vous savez si je peux » changer jamais. »

Madame de Lamballe, au contraire, s'était hâtée de revenir. Elle se pressait contre la reine comme pour être frappée du même coup. A côté d'elle se trouvaient à leur poste d'autres femmes courageuses, la princesse de Tarente-Latrémouille, mesdames de Tourzel, de Makau, de Laroche-Aymon.

M. de Lajard, militaire de sang-froid, responsable au roi et à lui-même de tant de vies chères ou sacrées, recueillit à la hâte, par les couloirs secrets qui communiquaient de la chambre à coucher dans l'intérieur du palais, quelques officiers et quelques gardes nationaux égarés dans le tumulte. Il fit amener à la reine ses enfants pour que leur présence et leur grâce, en attendrissant la foule, servissent de bouclier à leur mère. Il ouvrit lui-même les portes. Il plaça la reine et ses femmes dans l'em-

brasure d'une fenêtre. On roula en avant de ce groupe la table massive du conseil, pour interposer une barrière entre les armes de la populace et la vie de la famille royale. Quelques gardes nationaux se massèrent aux deux côtés et un peu en avant de la table. La reine, debout, tenait par la main sa fille âgée de quatorze ans.

Enfant d'une beauté noble et d'une maturité précoce, les angoisses de famille au milieu desquelles elle grandissait avaient reflété sur ses traits leur gravité et leur tristesse. Ses yeux bleus, son front élevé, son nez aquilin, ses cheveux blonds flottant en longues ondes sur ses épaules, rappelaient, au déclin de la monarchie, ces jeunes filles des Gaules qui décoraient le trône des premières races. La jeune fille se pressait contre le sein de sa mère comme pour la couvrir de son innocence. Née avec les premiers tumultes de la Révolution, traînée à Paris comme une captive au milieu du sang du 6 octobre, elle ne connaissait du peuple que ses émotions et ses colères. Le Dauphin, enfant de sept ans, était assis sur la table devant la reine. Sa figure naïve, où rayonnait toute la beauté des Bourbons, exprimait plus d'étonnement que de frayeur. Il se tournait sans cesse vers sa mère. Il levait les yeux vers les siens comme pour y lire, à travers les larmes, la confiance ou la peur qu'il fallait avoir. C'est dans cette attitude que l'attroupement, en s'écou-

lant de l'Œil-de-Bœuf, trouva la reine et défila triomphalement devant elle. L'apaisement produit par la fermeté et par la confiance du roi se faisait déjà sentir dans les gestes et dans la contenance des séditieux.

Les hommes les plus féroces s'amollissent devant la faiblesse, la beauté, l'enfance. Une femme belle, reine, humiliée, une jeune fille innocente, un enfant souriant aux ennemis de son père, ne pouvaient manquer de réveiller la sensibilité jusque dans la haine. Les hommes des faubourgs défilaient muets et comme honteux de leur violence devant ce groupe de grandeur humiliée. Quelques-uns seulement, les plus lâches, étalaient en passant sous les yeux de la famille royale les enseignes dérisoires ou atroces qui déshonoraient l'insurrection. Leurs complices indignés abaissaient de la main ces signes et faisaient écouler vite ceux qui les portaient. Quelques-uns même adressaient des regards d'intelligence et de compassion, d'autres des sourires, d'autres des paroles de familiarité au dauphin. Des dialogues, moitié terribles, moitié respectueux, s'établissaient entre l'attroupement et l'enfant. « Si tu » aimes la nation, dit un volontaire à la reine, » place le bonnet rouge sur la tête de ton fils. » La reine prit le bonnet rouge des mains de cet homme et le posa elle-même sur les cheveux du dauphin. L'enfant étonné prit pour un jeu ces ou-

trages. Les hommes applaudirent; mais les femmes, plus implacables envers une femme, ne cessèrent d'invectiver. Les mots obscènes empruntés aux égouts des halles frappaient, pour la première fois, les voûtes du palais et l'oreille de ces enfants. Leur ignorance, qui n'en savait pas le sens, les sauvait de l'horreur de les comprendre. La reine en rougissait jusqu'aux yeux, mais sa pudeur offensée ne rabaissait rien de sa mâle fierté. On voyait qu'elle rougissait pour ce peuple, pour ces enfants, et non pour elle. Une jeune fille, d'une figure gracieuse et d'un costume décent, s'élançait avec plus d'acharnement et se répandait en plus amères invectives contre l'*Autrichienne*. La reine, frappée du contraste entre la fureur de cette jeune fille et la douceur de ses traits, lui dit avec bonté : « Pourquoi me haïssez-vous? » vous ai-je jamais fait, à mon insu, quelque injure » ou quelque mal? — A moi, non, répondit la belle » patriote; mais c'est vous qui faites le malheur de » la nation. — Pauvre enfant! répliqua la reine, » on vous l'a dit, on vous a trompée : quel intérêt » avais-je à faire le malheur du peuple? Femme du » roi, mère du dauphin, je suis Française par tous » les sentiments de mon cœur d'épouse et de mère. » Jamais je ne reverrai mon pays! Je ne puis être » heureuse ou malheureuse qu'en France. J'étais » heureuse quand vous m'aimiez! »

Ce tendre reproche troubla le cœur de la jeune

fille. Sa colère se fondit tout à coup en larmes. Elle demanda pardon à la reine. « C'est que je ne vous » connaissais pas, lui dit-elle; mais je vois que vous » êtes bien bonne. » A ce moment, Santerre perça la foule. Mobile et sensible, quoique brutal, Santerre avait la rudesse, la fougue et l'attendrissement facile. Les faubourgs s'ouvrirent devant lui et tremblèrent à sa voix. Il fit le geste impérieux d'évacuer la salle et poussa lui-même ce troupeau d'hommes et de femmes par les épaules vers la porte en face de l'Œil-de-Bœuf. Le courant s'établit vers les issues opposées du palais. La chaleur était suffocante. Le front du Dauphin ruisselait de sueur sous le bonnet rouge. « Enlevez ce bonnet à cet » enfant, s'écria Santerre; vous voyez bien qu'il » étouffe! » La reine lança à Santerre un regard de mère. Santerre s'approcha d'elle; il appuya sa main sur la table, et se penchant vers Marie-Antoinette : « Vous avez des amis bien maladroits, madame, lui » dit-il à demi-voix. J'en connais qui vous servi» raient mieux! » La reine baissa les yeux et se tut. C'est de ce propos que datent les intelligences secrètes qu'elle établit avec les agitateurs des faubourgs. Ces grands factieux, après avoir secoué la monarchie, recevaient avec complaisance les supplications de la reine. Leur orgueil jouissait de relever la femme qu'ils avaient abaissée. Mirabeau, Barnave, Danton avaient vendu ou offert de vendre

tour à tour la puissance de leur popularité. Santerre n'offrit que sa compassion.

XXIII.

L'Assemblée avait rouvert sa séance à l'annonce de l'invasion du château. Une députation de vingt-quatre membres avait été envoyée pour servir de sauvegarde au roi. Arrivés trop tard, ces députés erraient dans les cours, les vestibules, les escaliers encombrés du palais. Quoiqu'ils répugnassent à l'idée du dernier des crimes commis sur la personne du roi, ils ne s'affligeaient pas dans le secret de leur cœur d'une grande menace savourée longtemps par la cour. Leurs pas se perdaient dans la foule, leurs paroles dans le bruit. Vergniaud lui-même, monté sur une marche élevée du grand escalier, faisait de vains appels à l'ordre, à la légalité, à la constitution. L'éloquence, si puissante pour remuer les masses, est impuissante pour les arrêter. De temps en temps des députés royalistes indignés rentraient dans la salle, montaient dans le désordre de leurs habits à la tribune, et reprochaient son indifférence à l'Assemblée. Parmi ceux-là se faisaient remarquer Vaublanc, Ramond, Becquet, Girardin. Mathieu Dumas, ami de La Fayette, s'écria en montrant du geste les fenêtres du château : « J'en arrive ; le roi » est en danger ! Je viens de le voir ; j'en atteste le

» témoignage de mes collègues, MM. Isnard, Ver-
» gniaud, faisant d'inutiles efforts pour contenir le
» peuple. Oui, j'ai vu le représentant héréditaire
» de la nation, insulté, menacé, avili ! J'ai vu le
» bonnet de laine rouge sur sa tête ! Vous êtes res-
» ponsables devant la postérité ! » On lui répondait
par des éclats de rire ironiques et par des huées.
« Ne dirait-on pas que le bonnet des patriotes est
» un signe avilissant pour le front d'un roi ! dit le
» girondin Lasource ; ne croirait-on pas que nous
» avons des inquiétudes sur les jours du roi ! N'in-
» sultons pas le peuple en lui prêtant des sentiments
» qu'il n'a pas. Le peuple ne menace ni la personne
» de Louis XVI ni celle du prince royal. Il ne com-
» met aucun excès, aucune violence. Adoptez des
» mesures de douceur et de conciliation. » C'était
l'assoupissement perfide de Péthion. L'Assemblée se
rendormit à ces paroles.

XXIV.

Cependant Péthion lui-même ne pouvait feindre plus longtemps d'ignorer la marche d'un rassemblement de quarante mille âmes traversant Paris depuis le matin, l'entrée de ce rassemblement armé dans l'Assemblée et l'invasion des Tuileries. Son absence prolongée rappelait le sommeil de La Fayette au 6 octobre ; mais l'un complice, l'autre innocent. La

nuit approchait, elle pouvait cacher dans ses ombres des désordres et des attentats qui dépasseraient les vues des Girondins. Péthion parut dans les cours : des cris de *vive Péthion!* l'accueillirent. On le porta de bras en bras jusqu'aux dernières marches de l'escalier. Il pénétra dans la salle où depuis trois heures Louis XVI subissait ces outrages. « Je viens d'ap-» prendre seulement à présent la situation de Votre » Majesté, dit Péthion au roi. — Cela est étonnant, lui » répondit le roi avec une indignation concentrée, » car il y a longtemps que cela dure. »

Péthion monta sur une chaise, harangua à plusieurs reprises la foule immobile sans pouvoir obtenir qu'elle s'ébranlât. A la fin, se faisant élever plus haut sur les épaules de quatre grenadiers : « Ci-» toyens et citoyennes, dit-il, vous avez exercé » avec dignité et modération votre droit de péti-» tion; vous finirez cette journée comme vous l'avez » commencée. Jusqu'ici votre conduite a été con-» forme à la loi; c'est au nom de la loi que je vous » somme maintenant de suivre mon exemple et de » vous retirer. »

La foule obéit à Péthion et s'écoula lentement en traversant la longue avenue des appartements du château. A peine le flot de cette masse commença-t-il à baisser que le roi, dégagé par les grenadiers de l'embrasure où il était emprisonné, rejoignit sa sœur qui tomba dans ses bras; il sortit avec elle par une

porte dérobée, et courut rejoindre la reine dans son appartement. Marie-Antoinette, soutenue jusque-là par sa fierté contre les larmes, succomba à l'excès de son émotion et de sa tendresse en revoyant le roi. Elle se précipita à ses pieds, et, enlaçant ses genoux dans ses embrassements, elle se répandit non en sanglots, mais en cris. Madame Élisabeth, les enfants, serrés dans les bras les uns des autres, et tous dans les bras du roi qui pleurait sur eux, jouissaient de se retrouver comme après un naufrage, et leur joie muette s'élevait au ciel avec l'étonnement et la reconnaissance de leur salut. Les gardes nationaux fidèles, les généraux amis du roi, le maréchal de Mouchy, M. d'Aubier, Acloque félicitèrent le roi du courage et de la présence d'esprit qu'il avait montrés. On se raconta mutuellement les périls auxquels on venait d'échapper, les propos atroces, les gestes, les regards, les armes, les costumes, les repentirs soudains de cette multitude. Le roi, en ce moment, s'étant par hasard approché d'une glace, aperçut sur sa tête le bonnet rouge qu'on avait oublié de lui ôter. Il rougit, le lança avec dégoût à ses pieds; et, se jetant dans un fauteuil, il porta un mouchoir sur ses yeux. « Ah! madame! s'écria-t-il » en regardant la reine, pourquoi faut-il que je vous » aie arrachée à votre patrie pour vous associer à » l'ignominie d'un pareil jour! »

XXV.

Il était huit heures du soir. Le supplice de la famille royale avait duré cinq heures. La garde nationale des quartiers voisins, rassemblée d'elle-même, arrivait homme par homme, pour prêter secours à la constitution. On entendait encore de l'appartement du roi les pas tumultueux et les cris sinistres des colonnes du peuple qui s'écoulaient lentement par les cours et par le jardin. Les députés constitutionnels accoururent indignés et se répandant en imprécations contre Péthion et la Gironde. Une députation de l'Assemblée parcourut le château pour constater les traces de violence et de désordre laissées par l'expédition des faubourgs. La reine lui montra du geste les serrures forcées, les gonds arrachés, les tronçons d'armes, les fers de piques, les panneaux de boiseries et jusqu'à la pièce de canon chargée à mitraille qui jonchaient le seuil des appartements. Le désordre des vêtements du roi, de sa sœur, des enfants; ces bonnets rouges, ces cocardes attachées de force sur leur tête; les cheveux épars de la reine, la pâleur de ses traits, l'agitation de ses lèvres, les ruisseaux de ses larmes sur ses joues, étaient des traces plus criantes que ces débris laissés par le peuple sur le champ de bataille de la sédition. Ce spectacle mouillait tous les yeux et arrachait de

l'indignation aux cœurs même des députés les plus hostiles à la cour. La reine s'en aperçut. « Vous » pleurez, monsieur! dit-elle à Merlin. — Oui, ma- » dame, répondit le député stoïque, je pleure sur » les malheurs de la femme, de l'épouse, de la mère; » mais mon attendrissement ne va pas plus loin, je » hais les rois et les reines! » Ce mot, qui pouvait être sublime à sa place, était dur dans un pareil moment, devant un roi avili, des enfants innocents, une femme outragée. Il dut frapper au cœur de la reine plus cruellement que les coups de hache du peuple aux portes de son palais. Il lui annonçait par la voix d'un seul homme l'inflexibilité de la Révolution. Fallait-il associer la haine à la pitié dans la même expression devant de pareilles infortunes! Les opinions les plus rigides n'ont-elles pas aussi leur décence et leur pudeur qui leur défendent de se dévoiler quand elles ne peuvent que blesser des cœurs saignants? Et n'y a-t-il pas dans la nature de l'homme quelque chose de plus saint et de plus permanent que ses haines d'opinion, nous voulons dire l'attendrissement sur les vicissitudes du sort, le respect de la fortune tombée et la compassion pour la douleur?

Telle fut la journée du 20 juin. Le peuple y montra de la discipline dans le désordre et de la retenue dans la violence; le roi, une héroïque intrépidité dans la résignation; quelques-uns des Girondins, une per-

versité froide, qui donne à l'ambition le masque du patriotisme, et qui, pour ramasser le pouvoir, l'avilit sous les insultes du peuple et ne le retrouve après qu'en débris.

XXVI.

Tout se préparait dans les départements pour envoyer à Paris les vingt mille hommes décrétés par l'Assemblée. Les Marseillais, appelés par Barbaroux sur les instances de madame Roland, s'approchaient de la capitale. C'était le feu des âmes du Midi venant raviver le foyer révolutionnaire, trop languissant, selon les Girondins, à Paris. Ce corps de douze ou quinze cents hommes était composé de Génois, de Liguriens, de Corses, de Piémontais expatriés et recrutés pour un coup de main décisif sur toutes les rives de la Méditerranée; la plupart matelots ou soldats aguerris au feu, quelques-uns scélérats aguerris au crime. Ils étaient commandés par des jeunes gens de Marseille amis de Barbaroux et d'Isnard. Fanatisés par le soleil et par l'éloquence des clubs provençaux, ils s'avançaient aux applaudissements des populations du centre de la France, reçus, fêtés, enivrés d'enthousiasme et de vin dans des banquets patriotiques qui se succédaient sur leur passage. Le prétexte de leur marche était de fraterniser, à la prochaine

fédération du 14 juillet, avec les autres fédérés du royaume. Le motif secret était d'intimider la garde nationale de Paris, de retremper l'énergie des faubourgs, et d'être l'avant-garde de ce camp de vingt mille hommes que les Girondins avaient fait voter à l'Assemblée pour dominer à la fois les Feuillants, les Jacobins, le roi et l'Assemblée elle-même, avec une armée des départements toute composée de leurs créatures.

La mer du peuple bouillonnait à leur approche. Les gardes nationales, les fédérés, les sociétés populaires, les enfants, les femmes, toute cette partie des populations qui vit des émotions de la rue et qui court à tous les spectacles publics, volaient à la rencontre des Marseillais. Leurs figures hâlées, leurs physionomies martiales, leurs yeux de feu, leurs uniformes couverts de la poussière des routes, leur coiffure phrygienne, leurs armes bizarres, les canons qu'ils traînaient à leur suite, les branches de verdure dont ils ombrageaient leurs bonnets rouges, leurs langages étrangers mêlés de jurements et accentués de gestes féroces, tout cela frappait vivement l'imagination de la multitude. L'idée révolutionnaire semblait s'être faite homme et marcher, sous la figure de cette horde, à l'assaut des derniers débris de la royauté. Ils entraient dans les villes et dans les villages sous des arcs de triomphe. Ils chantaient en marchant des strophes terribles. Ces

couplets, alternés par le bruit régulier de leurs pas sur les routes et par le son des tambours, ressemblaient aux chœurs de la patrie et de la guerre, répondant, à intervalles égaux, au cliquetis des armes et aux instruments de mort dans une marche aux combats. Voici ce chant, gravé dans l'âme de la France.

XXVII.

I.

Allons, enfants de la patrie,
Le jour de gloire est arrivé,
Contre nous de la tyrannie
L'étendard sanglant est levé.
Entendez-vous dans les campagnes
Mugir ces féroces soldats?
Ils viennent jusque dans vos bras
Égorger vos fils, vos compagnes!...
Aux armes, citoyens! formez vos bataillons!
Marchons! qu'un sang impur abreuve nos sillons!

II.

Que veut cette horde d'esclaves,
De traîtres, de rois conjurés?
Pour qui ces ignobles entraves,
Ces fers dès longtemps préparés?
Français, pour nous, ah! quel outrage!
Quels transports il doit exciter!
C'est nous qu'on ose méditer
De rendre à l'antique esclavage!...
Aux armes, citoyens! formez vos bataillons!
Marchons! qu'un sang impur abreuve nos sillons!

III.

. . . .
. . . .

IV.

. . . .
. . . .

V.

. . . .
. . . .

VI.

Amour sacré de la patrie,
Conduis, soutiens nos bras vengeurs.
Liberté, liberté chérie,
Combats avec tes défenseurs!
Sous nos drapeaux que la victoire
Accoure à tes mâles accents;
Que tes ennemis expirants
Voient ton triomphe et notre gloire!...
Aux armes, citoyens! formez vos bataillons!
Marchons! qu'un sang impur abreuve nos sillons!

Strophe des enfants.

Nous entrerons dans la carrière
Quand nos aînés n'y seront plus;
Nous y trouverons leur poussière
Et la trace de leurs vertus!
Bien moins jaloux de leur survivre
Que de partager leur cercueil,
Nous aurons le sublime orgueil
De les venger ou de les suivre!...
Aux armes, citoyens! formez vos bataillons!
Marchons! qu'un sang impur abreuve nos sillons!

XXVIII.

Ces paroles étaient chantées sur des notes tour à tour graves et aiguës, qui semblaient gronder dans la poitrine avec les frémissements sourds de la colère nationale, et ensuite avec la joie de la victoire. Elles avaient quelque chose de solennel comme la mort, mais de serein comme l'immortelle confiance du patriotisme. On eût dit un écho retrouvé des Thermopyles. C'était de l'héroïsme chanté.

On y entendait le pas cadencé de milliers d'hommes marchant ensemble à la défense des frontières sur le sol retentissant de la patrie, la voix plaintive des femmes, les vagissements des enfants, les hennissements des chevaux, le sifflement des flammes de l'incendie dévorant les palais et les chaumières; puis les coups sourds de la vengeance frappant et refrappant avec la hache et immolant les ennemis du peuple et les profanateurs du sol. Les notes de cet air ruisselaient comme le drapeau trempé de sang encore chaud sur un champ de bataille. Il faisait frémir; mais le frémissement qui courait avec ses vibrations sur le cœur était intrépide. Il donnait l'élan, il doublait les forces, il voilait la mort. C'était l'*eau de feu* de la Révolution, elle distillait dans les sens et dans l'âme du peuple l'ivresse du combat.

Tous les peuples entendent à de certains moments

jaillir ainsi leur âme nationale dans des accents que personne n'a écrits et que tout le monde chante. Tous les sens veulent porter leur tribut au patriotisme et s'encourager mutuellement. Le pied marche, le geste anime, la voix enivre l'oreille, l'oreille remue le cœur. L'homme tout entier se monte comme un instrument d'enthousiasme. L'art devient saint, la danse héroïque, la musique martiale, la poésie populaire. L'hymne qui s'élance à ce moment de toutes les bouches ne périt plus. On ne le profane pas dans les occasions vulgaires. Semblable à ces drapeaux sacrés suspendus aux voûtes des temples et qu'on n'en sort qu'à certains jours, on garde le chant national comme une arme extrême pour les grandes nécessités de la patrie. Le nôtre reçut des circonstances où il jaillit un caractère particulier qui le rend à la fois plus solennel et plus sinistre : la gloire et le crime, la victoire et la mort semblent entrelacés dans ses refrains. Il fut le chant du patriotisme, mais il fut aussi l'imprécation de la fureur. Il conduisit nos soldats à la frontière, mais il accompagna nos victimes à l'échafaud. Le même fer défend le cœur du pays dans la main du soldat et égorge les victimes dans la main du bourreau.

XXIX.

La *Marseillaise* conserve un retentissement de chant de gloire et de cri de mort ; glorieuse comme l'un, funèbre comme l'autre, elle rassure la patrie et fait pâlir les citoyens. Voici son origine.

Il y avait alors un jeune officier d'artillerie en garnison à Strasbourg. Son nom était Rouget de Lisle. Il était né à Lons-le-Saunier, dans ce *Jura*, pays de rêverie et d'énergie, comme le sont toujours les montagnes. Ce jeune homme aimait la guerre comme soldat, la Révolution comme penseur ; il charmait par les vers et par la musique les lentes impatiences de la garnison. Recherché pour son double talent de musicien et de poète, il fréquentait familièrement la maison de *Dietrick*, patriote alsacien, maire de Strasbourg ; la femme et les jeunes filles de Dietrick partageaient l'enthousiasme du patriotisme et de la Révolution qui palpitait surtout aux frontières, comme les crispations du corps menacé sont plus sensibles aux extrémités. Elles aimaient le jeune officier, elles inspiraient son cœur, sa poésie, sa musique. Elles exécutaient les premières ses pensées à peine écloses, confidentes des balbutiements de son génie.

C'était dans l'hiver de 1792. La disette régnait à Strasbourg. La maison de Dietrick était pauvre, sa

table frugale, mais hospitalière pour Rouget de Lisle. Le jeune officier s'y asseyait le soir et le matin comme un fils ou un frère de la famille. Un jour qu'il n'y avait eu que du pain de munition et quelques tranches de jambon fumé sur la table, Dietrick regarda de Lisle avec une sérénité triste et lui dit : « L'abondance manque à nos festins; mais qu'importe, si l'enthousiasme ne manque pas à nos fêtes » civiques et le courage aux cœurs de nos soldats! » J'ai encore une dernière bouteille de vin dans mon » cellier. Qu'on l'apporte, dit-il à une de ses filles, » et buvons-la à la liberté et à la patrie! Strasbourg » doit avoir bientôt une cérémonie patriotique, il » faut que de Lisle puise dans ces dernières gouttes » un de ces hymnes qui portent dans l'âme du peuple l'ivresse d'où il a jailli. » Les jeunes filles applaudirent, apportèrent le vin, remplirent le verre de leur vieux père et du jeune officier jusqu'à ce que la liqueur fût épuisée. Il était minuit. La nuit était froide. De Lisle était rêveur; son cœur était ému, sa tête échauffée. Le froid le saisit, il rentra chancelant dans sa chambre solitaire, chercha lentement l'inspiration tantôt dans les inspirations de son âme de citoyen, tantôt sur le clavier de son instrument d'artiste, composant tantôt l'air avant les paroles, tantôt les paroles avant l'air, et les associant tellement dans sa pensée qu'il ne pouvait savoir lui-même lequel de la note ou du vers était né le pre-

mier, et qu'il était impossible de séparer la poésie de la musique et le sentiment de l'expression. Il chantait tout et n'écrivait rien.

XXX.

Accablé de cette inspiration sublime, il s'endormit la tête sur son instrument et ne se réveilla qu'au jour. Les chants de la nuit lui remontèrent avec peine dans la mémoire comme les impressions d'un rêve. Il les écrivit, les nota et courut chez Dietrick. Il le trouva dans son jardin, bêchant de ses propres mains des laitues d'hiver. La femme et les filles du vieux patriote n'étaient pas encore levées. Dietrick les éveilla, il appela quelques amis tous passionnés comme lui pour la musique et capables d'exécuter la composition de de Lisle. La fille aînée de Dietrick accompagnait. Rouget chanta. A la première strophe les visages pâlirent, à la seconde les larmes coulèrent, aux dernières le délire de l'enthousiasme éclata. La femme de Dietrick, ses filles, le père, le jeune officier se jetèrent en pleurant dans les bras les uns des autres. L'hymne de la patrie était trouvé! hélas, il devait être aussi l'hymne de la terreur. L'infortuné Dietrick marcha peu de mois après à l'échafaud, aux sons de ces notes nées à son foyer du cœur de son ami et de la voix de ses filles.

Le nouveau chant, exécuté quelques jours après

à Strasbourg, vola de ville en ville sur tous les orchestres populaires. Marseille l'adopta pour être chanté au commencement et à la fin des séances de ses clubs. Les Marseillais le répandirent en France en le chantant sur leur route. De là lui vint le nom de *Marseillaise*. La vieille mère de de Lisle, royaliste et religieuse, épouvantée du retentissement de la voix de son fils, lui écrivait : « Qu'est-ce donc que » cet hymne révolutionnaire que chante une horde » de brigands qui traverse la France et auquel on » mêle votre nom? » De Lisle lui-même, proscrit en qualité de royaliste, l'entendit, en frissonnant, retentir comme une menace de mort à ses oreilles en fuyant dans les sentiers des Hautes-Alpes. « Comment » appelle-t-on cet hymne? demanda-t-il à son guide. » — La *Marseillaise*, lui répondit le paysan. C'est ainsi qu'il apprit le nom de son propre ouvrage. Il était poursuivi par l'enthousiasme qu'il avait semé derrière lui. Il échappa à peine à la mort. L'arme se retourne contre la main qui l'a forgée. La Révolution en démence ne reconnaissait plus sa propre voix!

FIN DU TOME DEUXIÈME.


LENOX LIBRARY
Bancroft [redacted]
Purchase [redacted]

